



## RISQUES PAYS

Toutes les cotations  
des professionnels

## PRATIQUES DE PAIEMENT

110 pays à la loupe  
sur six continents

## CONSEILS

Les meilleures  
solutions  
pour chaque pays

GUIDE 2022

# ATLAS DES RISQUES PAYS

Gérer les risques d'impayés à l'export





Le Réseau des International Desks

# Une proximité sans frontière ✓

Le groupe Crédit Agricole apporte aux entreprises un accompagnement sur mesure dans plus de 90 pays



**CRÉDIT  
AGRICOLE  
GROUP**

 **CRÉDIT  
AGRICOLE**



 **CRÉDIT AGRICOLE**  
CORPORATE & INVESTMENT BANK

 **CRÉDIT AGRICOLE**  
LEASING & FACTORING

 **SODICA**  
CORPORATE FINANCE

INTERNATIONAL BUSINESS SOLUTIONS BY CRÉDIT AGRICOLE GROUP

## Osez l'export, mais évitez les impayés !

Par Christine Gilguy

**D**ivine surprise : le mur de défaillances d'entreprises annoncé en 2020 par les assureurs-crédit ne s'est pas produit en 2021, elles ont même reculé de 6 % (après -12 % en 2020) au niveau mondial, selon Euler Hermes. Les soutiens accordés par les États aux entreprises pendant la crise sanitaire, particulièrement massifs dans les pays développés, ont été supprimés progressivement, voire prolongés. Et malgré les à-coups des vagues pandémiques successives qui ont obligé de nombreux pays à pratiquer un « stop and go » en matière de restrictions sanitaires, malgré les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, la reprise économique a été forte et continue, entre 5 et 6 % au niveau mondial, de même que le commerce international de biens (+10,8 %). Pour autant, le mot d'ordre est à la prudence dans les milieux du crédit management : 2022 s'annonce comme plus compliquée. Les défaillances sont à nouveau annoncées en forte hausse (de l'ordre de 15 %) et, surtout, les comportements de paiements se sont détériorés dans certains pays et secteurs. En outre, les risques pays se sont dégradés dans les pays en développement et émergents, qui n'ont pas bénéficié de la manne financière des pays riches. Raison de plus pour anticiper et mettre en place

des solutions pour sécuriser les paiements à l'export. Livrer aux dirigeants d'entreprises et à leur direction administrative et financière à la fois un panorama mondial des pratiques de paiement locales et du conseil pour choisir les meilleures solutions, telle est l'ambition de ce guide du *Moci*.

Les 110 fiches pays que nous présentons dans les pages qui suivent visent à vous immerger immédiatement dans les réalités locales en vous proposant des recommandations inspirées des meilleures pratiques de paiement des exportateurs. Elles répondent directement à trois préoccupations quotidiennes des exportateurs :

- évaluer le risque d'impayé de leurs clients ou prospects, que ce risque résulte de la situation politique et socio-économique du pays, de la solvabilité du client lui-même ou de conditions de livraison difficiles ;
- mesurer les risques pesant sur les expéditions de marchandises et le respect des délais ;
- mettre en œuvre les solutions en termes de moyens et délais de paiement, dès la négociation du contrat de vente.

Ce guide est le fruit du travail de Jean-Claude Asfour, notre spécialiste indépendant du risque pays, en collaboration avec la rédaction du *Moci*. Avec comme leitmotiv : osez l'export, mais évitez les impayés !

## LE MOCI

### ÉDITEUR LE MOCI

48 rue cambon  
75001 paris - France  
www.lemoci.com

Directeur de la publication :  
Nicolas Beaumont

### RÉDACTION

Directeur des rédactions : Serge Leblal  
slebla@it-news-info.com

Rédactrice en chef : Christine Gilguy  
christine.gilguy@lemoci.com

Chef de rubrique : Sophie Creusillet  
sophie.creusillet@lemoci.co

Ont participé à ce numéro :  
Jean-Claude Asfour

Maquette : Delphine Miot  
delphine.miot@lemoci.com

Secrétariat de rédaction :  
Patricia Tourneville

Conception graphique : ND Conseil

### PUBLICITÉ & ÉVÉNEMENTS

Directrice commerciale :  
Christelle Cadiou  
christelle.cadiou@lemoci.com

### GESTION, ADMINISTRATION

Comptabilité, gestion :  
Éric Herrero  
eric.herrero@lemoci.com

Fabrication :  
Avec l'aimable collaboration de *La Vie du Rail*

Impression :  
RAS - Villiers-le-Bel (95)

Commission paritaire :  
Publication n° en cours  
ISSN : 0026-9719.  
Dépôt légal à parution.

L'adresse électronique des collaborateurs permanents est : prénom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

Photo de couverture :  
Shutterstock  
Magazine mensuel

### LE MOCI

Service abonnements  
29, rue de Clichy, 75009 Paris  
Tél. : 01 80 98 47 00  
Contact : [abonnement@lemoci.com](mailto:abonnement@lemoci.com)

[lemoci.com](http://lemoci.com)



## Sommaire

### MODE D'EMPLOI

# 14

#### 110 fiches pays sur six continents

- Europe-Union européenne p. 20
- Europe-Hors Union européenne p. 96
- Asie centrale p. 120
- Amérique p. 128
- Asie-Océanie p. 157
- Afrique-Océan indien p. 201
- Moyen-Orient p. 277

## LES AUTEURS



### Jean-Claude Asfour, le credit manager Moci

Jean-Claude Asfour a exercé pendant de nombreuses années les fonctions de credit manager et de trésorier au sein de grands groupes industriels français et américains. Consultant senior, il mène aujourd'hui des missions de conseil et de formation en France et à l'étranger, dans les domaines du commerce international, du droit des affaires et du credit management. Il intervient également dans ces domaines, en tant que formateur, au sein de plusieurs grandes écoles. Pour *Le Moci*, Jean-Claude Asfour a écrit plusieurs guides – dont les éditions précédentes du présent guide, et a collaboré à de nombreux autres, dont le plus récent est le *Guide de l'export en 10 étapes*, 10<sup>e</sup> édition 2020.

#### La rédaction du *Moci*

La rédaction du *Moci* est en charge des chiffres clés et de la rubrique « 7/ Logistique et douanes » pour chaque fiche.

## ATLAS 2022 DES RISQUES PAYS

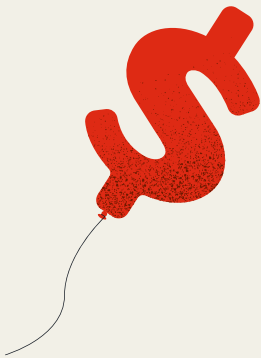


© Shutterstock

# 2022 : NAVIGUER AVEC PRUDENCE !

Par Jean-Claude Asfour

2020 avait été l'année de la redécouverte du risque sanitaire, et les plans de soutien massifs aux économies malmenées nous ont fait un peu oublier le risque pays, voire le risque client dans les pays développés. L'année 2022 pourrait être marqué par le grand retour de la cohorte des risques pays.



**O**n n'en tenait guère plus compte que pour les pays pour lesquels on devait impérativement se faire vacciner contre des fléaux tels que la fièvre jaune ou le choléra avant de partir... Mais la Covid-19, pandémie liée au nouveau coronavirus SARS-CoV-2, nous a brutalement rappelés à l'ordre. Nous n'avions encore rien vu.

L'année 2021 a vu exploser le risque logistique, que nous pensions maîtriser plus ou moins bien. En mars 2021, l'échouage de l'Ever Given dans le canal de Suez nous a rappelé brutalement à l'ordre : 422 navires, chargés de 26 millions de tonnes de marchandises ont été bloqués pendant plusieurs jours.

Ensuite, avec la pandémie, plusieurs ports ont été fermés entraînant une chute brutale du transport maritime. Avec la forte reprise de la demande mondiale en 2021, les grands ports se sont retrouvés engorgés et une pénurie de conteneurs s'est fait jour. Les prix du fret ont flambé partout. Cerise sur le gâteau, ces derniers mois, les fermetures d'usines se sont multipliées en Asie, où les taux de vaccination sont faibles, en raison de la déferlante de la nouvelle vague pandémique provoquée par le variant delta du coronavirus... Et les pénuries d'électricité, en Chine récemment, se sont invitées au bal des catastrophes.

Enfin, pour couronner le tout, Coface, dans une pertinente étude (Nouvelle vague de mouvements sociaux post-pandémie : le commerce

international en victime collatérale, septembre 2021) a tiré la sonnette d'alarme sur la brutale augmentation du risque social dans les pays émergents. Selon l'assureur-crédit, 88 % des pays émergents ont vu leur niveau de risque associé aux pressions sociales augmenter (Malaisie, Inde, Thaïlande, Philippines, Algérie, Tunisie, etc.), la zone Asie étant la plus touchée.

Le risque pays, globalement, apparaît encore plus élevé et les exportateurs se doivent d'être plus que jamais en alerte. De notre point de vue, tous les clignotants sont au rouge, et à l'heure où nous bouclons ce guide, nous n'avons aucune visibilité sur la sortie de cette crise. Pour reprendre un bon mot d'un joueur de baseball américain, Casey Stengel, « Never make predictions, especially about the future. » L'impact de cette pandémie sur les risques de crédit reste sans fin :

- **risques économiques** avec l'explosion des retards de paiement et la montée des risques de défaillance d'entreprises ;
- **transactions bancaires** et prestations d'assurance-crédit plus rares et plus onéreuses ;
- **risque d'instabilité sociale**, d'où montée encore plus préoccupante des populismes ;
- **risques logistiques** avec tous les problèmes liés aux incertitudes des transports ;
- **risques divers** liés au ralentissement du commerce international ;
- etc.

À cela s'ajoute le fait que quasiment aucun pays au monde n'est épargné : même en Europe, en ce début d'hiver 2021-2022, malgré des taux de vaccination contre le coronavirus élevés, une cinquième vague pandémique venue des pays du nord et de l'Est moins vaccinés menace la reprise. Alors que les États-Unis ont rouvert leurs frontières aux Européens vaccinés le 7 novembre seulement, la Chine reste fermée. Les restrictions sanitaires peuvent à tout moment être durcies.

Bien sûr, les entreprises ont appris à travailler à distance, elles sont prêtes à affronter une nouvelle vague. Mais dans de nombreux pays, un contact virtuel, via des applications comme Zoom par exemple, ne remplacera jamais l'efficacité d'un *face to face* en présentiel.

Rajoutons les risques que nous connaissons déjà avant l'arrivée de ce coronavirus et le tableau n'en sera que plus noir. Rappelons-en quelques-uns :

- **difficultés liées au Brexit**, dues au manque de préparation de la Grande-Bretagne ;

→ **politique commerciale globale des États-Unis**, et plus particulièrement vis-à-vis de la Chine ;

→ **tensions** en Ukraine, en Biélorussie, en Iran, en Syrie, au Venezuela et au Brésil ;

→ **contraintes** de plus en plus complexes liées aux différents **embargos**, nous pensons en particulier à l'Iran où l'écheveau des sanctions est devenu quasiment indétricotable.

À cet égard, rajoutons tous les problèmes liés à l'extraterritorialité des lois américaines. « Sanctions, amendes, emprisonnements, atteintes à la réputation, contrôle des exportations, embargos, pays sous sanctions, les États-Unis ont mis toutes les armes juridiques actuellement disponibles dans la bataille économique », analysait récemment un intervenant de l'École de guerre économique.

### La pression des acheteurs reste forte

Dans ce contexte, la pression des acheteurs reste forte pour obtenir des délais de paiement toujours plus longs et les exportateurs ne doivent pas baisser la garde.

D'autant que, nous le verrons dans quelques-unes des **110 fiches pays présentées dans ce guide**, dans des pays qui étaient réputés servir d'exemple en matière de bon comportement payeur, les vendeurs n'ont pas hésité à franchir le pas et les délais de paiement se sont allongés. Imaginons ce qu'il en est des mauvais élèves. Comme les années précédentes, et encore plus pour les années à venir, plus que jamais, le « **KYCC** »/« **Know Your Customer Country** », « connais le pays de ton client », doit être la préoccupation majeure des entreprises exportatrices, bien avant le « **KYC** »/« **Know Your Customer** », « connais ton client », les informations fiables sur ce dernier demeurant, soyons lucides, toujours très difficiles à appréhender dans une majorité de pays.

### Populisme, protectionnisme, instabilité...

Nous l'avons vu plus haut, même si le risque client peut montrer des signes d'amélioration, pour les risques pays, tous les indicateurs sont au rouge, et plus particulièrement pour le risque politique : montée du **protectionnisme**, explosion du **populisme**, envolée des droits de douane, **contraintes réglementaires** difficiles à respecter, **instabilité politique**, **frustrations sociales**... Les pistes d'amélioration se raréfient. Prenons quelques exemples : les soi-disant

## ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2019-2021



États-Unis	57 %
Lithuanie	49 %
Brésil	45 %
Irlande	44 %
Portugal	44 %
Royaume-Uni	43 %
Pays-Bas	42 %
Espagne	41 %
Chine	40 %
Singapour	39 %
Slovaquie	35 %
Lettonie	35 %
République tchèque	33 %
Grèce	33 %
Luxembourg	31 %
Turquie	31 %
Chili	29 %
Finlande	29 %
Italie	27 %
Belgique	26 %
Colombie	26 %
Maroc	25 %
France	25 %
Canada	25 %
Pologne	24 %
Norvège	24 %
Russie	23 %
Hong Kong	23 %
Roumanie	23 %
Danemark	22 %
Autriche	21 %
Bulgarie	21 %
Afrique du Sud	20 %
Nouvelle Zélande	20 %
Hongrie	20 %
Suède	17 %
Suisse	15 %
Japon	13 %
Allemagne	12 %
Australie	11 %
Taiwan	10 %
Inde	9 %
Corée du Sud	6 %

Source : Euler hermes

« printemps arabes » déclenchés en décembre 2010, dont on ne voit pas toujours pas la fin, se sont révélés d'interminables hivers rigoureux, au vu des turbulences et violences politiques qui frappent le Proche et Moyen-Orient. On constate la persistance d'un cocktail explosif : corruption, chômage, répression, misère sociale, montée du radicalisme religieux... Libye, Syrie, Liban en sont des exemples poignants. Et dans un pays plus stable comme l'Algérie, les manifestations du « hirak » ont tout de même abouti au départ de l'ancien président Bouteflika.

On peut également citer la longue période de tensions politiques et sociales que traverse Hong Kong, hub du commerce mondial avec la Chine, face au resserrement de la mainmise de la République populaire de Chine sur le système politique de cette province très spéciale.

Plus près de nous, en Europe, le choc du « **Brexit** », ou plutôt sa tragi-comédie, est loin de s'atténuer. Comme évoqué plus haut, le feuillet se prolonge en raison de l'imprévision dont on fait preuve les autorités britanniques... Dans la foulée du référendum britannique de 2016, dans le contexte de la crise des migrants, le populisme a progressé dans plusieurs pays de l'Union européenne, avec son corollaire, le protectionnisme.

Déjà début février 2017, l'assureur-crédit italien Sace estimait que les dix secteurs les plus concernés par le protectionnisme représentaient près de 41 % du commerce mondial (données recueillies à fin novembre 2016). Avec, sans surprise, dans le trio de tête des pays les moins ouverts, les États-Unis, puis l'Inde et la Russie.

Quant au populisme, fin mars 2017, la Coface en soulignait la montée en puissance dans les pays avancés. Les exemples les plus marquants ont bien évidemment été les États-Unis – encore eux – avec l'élection de Donald Trump

---

Tous les indicateurs sont au rouge, et plus particulièrement pour le risque politique.

---

fin 2016, le Royaume-Uni et, bien sûr, la France et plus récemment l'Italie.

Début avril 2019, le cabinet international de courtage AON avait publié comme chaque année sa très pertinente carte des risques politiques, confirmant la montée des populismes dans le monde, rajoutant aux pays évoqués plus haut, le Brésil, avec l'élection de Bolsonaro, le Mexique, et en remettant une couche pour la France avec le mouvement des « **gilets jaunes** ». L'étude souligne également comment ce populisme perturbe les alliances politiques dans d'autres pays européens, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède, par exemple.

Dès décembre 2017, l'assureur belge Credendo s'inquiétait, comme la plupart de ses confrères, de l'augmentation des risques politiques : « On a l'impression d'être revenu 20 ans en arrière ! » déclarait son directeur général Nabil Jijakil, le 7 décembre, cité par *Le Moci*. « Les risques politiques gâchent l'embellie mondiale » titrait ce même média sur son site Internet, en rendant compte du traditionnel colloque de Coface sur les risques pays.

Ce contexte a peu évolué, et la crise sanitaire mondiale qui secoue la planète depuis le début de 2020, par son impact économique et social d'une ampleur inédite, recèle de nombreux motifs d'incertitudes sur l'évolution de nombreux pays dans les deux prochaines années.

### Mettre le risque pays à un niveau supérieur au risque client

Une bonne nouvelle : dans ce contexte incertain, et certainement échaudées par quelques sinistres, de nombreuses entreprises ont décidé de gérer le risque pays au même titre que le risque client.

Le chemin aura été long. En avril 2006, l'assureur belge le DuCroire (devenu depuis Credendo), dans son premier baromètre du risque client, déplorait ce manque d'intérêt des entreprises : « Le risque pays est quasiment totalement ignoré même par les grandes entreprises, même lorsqu'elles sont actives à la grande exportation. »

Quinze années plus tard, et sans doute dans le contexte exceptionnel créé par la pandémie de Covid-19, le Baromètre des risques export d'Euler Hermes publié fin mai 2021 met le **risque politique** en sixième position seulement des préoccupations des entreprises interrogées

## ÉVOLUTION DU DSO (DAYS SALES OUTSTANDING)

PAYS	2020	2019
Chine	94	88
Italie	89	84
Grèce	83	83
Turquie	82	76
Espagne	80	76
Maroc	79	85
Arabie saoudite	77	74
Taiwan	75	71
Japon	70	69
France	69	70
Brésil	69	62
Inde	69	68
Portugal	68	70
Singapour	66	62
Roumanie	66	NC
Hong Kong	64	62
Chili	62	62
Bulgarie	62	NC
Corée du Sud	59	60
Suède	58	55
Belgique	57	62
Pologne	57	58
Russie	55	57
Danemark	54	57
Norvège	53	51
États-Unis	53	50
Suisse	53	49
Canada	53	51
Autriche	52	53
Royaume-Uni	51	51
Allemagne	50	53
Australie	50	51
Afrique du Sud	47	45
Pays-Bas	45	45
Finlande	44	51
Nouvelle Zélande	37	44
<b>Moyenne monde</b>	<b>66</b>	<b>64</b>

Source : Euler hermes

Le DSO (*Days Sales Outstanding*), appelé parfois DMP (délai moyen de paiement des clients), est la mesure du poste clients exprimée en jours de chiffre d'affaires. Autre définition, c'est, exprimé en nombre de jours, le chiffre d'affaires facturé non encore encaissé.

(41 %), derrière le nouveau venu, le **risque sanitaire** (45 %). C'est loin derrière le **risque d'impayé** (62 %), les **risques légaux** (59 %), les **barrières douanières** et le **risque transport** (55 %). Si nous ne contesterons pas les préoccupations que mettent ainsi en avant les entreprises interrogées pour ce baromètre, placer le risque pays si loin, c'est méconnaître voire sous-estimer, nous semble-t-il, le fait que bien souvent l'impayé est lié directement à ce risque spécifique de l'export. Voir, par exemple, le risque de non-transfert, que nous examinons plus loin.

### Risque de non-transfert : 39 % des pays très exposés

Dans cette nouvelle édition de notre guide, il ne nous paraît pas inutile de rappeler les bons vieux fondamentaux dans ce domaine car ils n'ont perdu aucune de leur pertinence.

Le risque pays dont nous nous préoccupons dans ces pages est un risque principalement à court terme, un risque que l'on pourrait nommer globalement **risque commercial** ou encore **risque de non-paiement**.

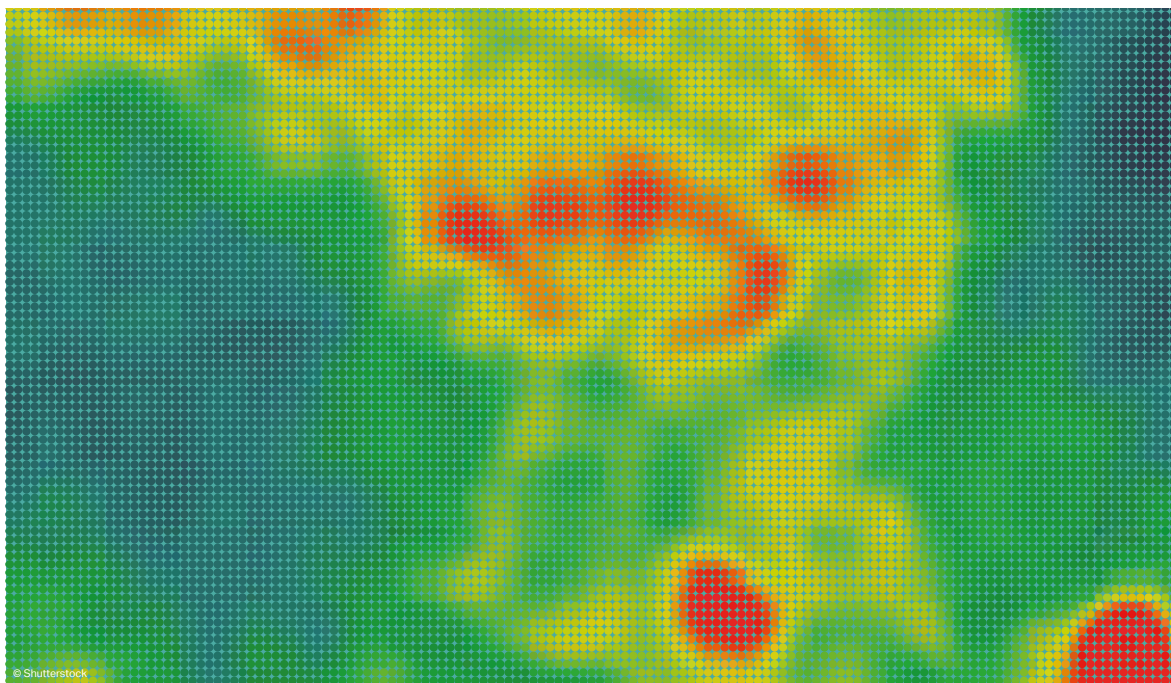
Il va se caractériser entre autres, par l'exposition du pays de notre prospect et/ou client, au risque de non-transfert pour insuffisance de réserves de devises fortes. Le fait générateur de ce risque peut aussi être purement politique (coup d'État, décision autoritaire de blocage des sorties de capitaux, etc.). C'est un risque phare pour tout exportateur. Cela joue bien évidemment plus particulièrement pour les pays dont la monnaie est non convertible.

Selon Credendo, au 28 septembre 2021, en matière de risque de non-transfert, sur 246 pays, 42 étaient notés 7 (sur une échelle allant de 1 à 7, du meilleur au pire) et 56 notés 6. Autrement dit, 39 % des pays analysés étaient jugés potentiellement insolvables ou à la limite de l'insolvabilité !

Une autre note significative du classement de Credendo concerne le risque commercial, représenté jusqu'à récemment par une lettre A, B ou C, du plus faible (A) au plus élevé (C). Il recouvre (entre autres) ce que nous appelons le risque client.

Credendo a noté qu'avec la pandémie, le classement en 3 catégories amenait la majorité des pays à être classés C. Ainsi, au 28 septembre 2021, 181 pays sur 246 (74 %) affichaient la plus mauvaise note. Et 5 pays seulement bénéficiaient de la meilleure note, A.





L'assureur-crédit a donc décidé de mettre en place un nouveau classement plus pertinent dénommé « Business environment risk », que l'on pourrait traduire par « risque pour l'environnement des affaires ». La nouvelle échelle de risque contient sept catégories (les mêmes que pour le risque politique) allant de A à G, A étant le risque le plus faible et G le plus élevé. Cette modification permet une différenciation plus précise des risques commerciaux entre les pays. C'est celle que nous avons retenu pour cette édition de notre Atlas 2022.

Ainsi, avec cette nouvelle classification, à fin septembre 2021, 47 pays affichent la pire note G, 48 F et aucun n'obtient la lettre A. Ceux qui bénéficiaient de cette note dans la précédente notation, sont maintenant classés B. Au total, 39 % des pays sont particulièrement mal notés, et on retrouve parmi eux certaines destinations favorites de nos exportateurs. Quand on sait que dans la plupart de ces destinations, le recouvrement des créances s'avère difficile, long et coûteux, voire impossible... La prévention est plus que jamais impérative.

### Deux approches du risque pays

Dans les 110 fiches pays de cet Atlas, « l'appréciation du Credit Manager Moci » va de

« excellent » à « très mauvais ou très élevé », et prend en compte deux paramètres :

→ **le risque pays** : un « cocktail » des principaux risques auquel les exportateurs sont exposés : économique, politique, juridique, réglementaire, fiscal, culturel, protectionnisme, souverain, non-transfert ;

→ **le risque client** : comportement payeur moyen des entreprises, culture du retard de paiement, taux de défaillance d'entreprises élevé.

Ce que nous entendons par **comportement payeur** est le reflet des différents paramètres constitutifs d'un éventuel non-recouvrement de la créance : le risque de non-transfert évoqué plus haut, l'insuffisance de trésorerie du débiteur, son insolvabilité, ou, tout simplement, sa mauvaise foi.

Il nous paraît utile de rappeler aussi qu'il y a deux approches du risque pays : certains analystes ont une approche que nous qualifierons de « politiquement correcte ». Nous préférons pour notre part, l'approche « économiquement et culturellement correcte », plus proche des besoins au quotidien des responsables de la gestion du poste client à l'international, basée sur les informations et retour d'expérience remontant du terrain et les prévisions à très court terme.

## Prendre des risques, c'est bien, les maîtriser, c'est mieux

Bien évidemment, vendre à l'international, c'est avoir de l'appétit et du goût pour le risque. Quand on vend en France, on s'ennuie, en revanche, à l'export, une multitude de risques à gérer rend l'exercice autrement plus passionnant. La gestion des risques est l'un des « aphrodisiaques » de l'international.

Mais encore une fois, prendre des risques, c'est bien, les maîtriser, c'est encore mieux.

Hélas, on constate que de nombreuses entreprises continuent de travailler sans filet sur des pays risqués, sous le sacro-saint prétexte du client historique, celui qui ne nous « plantera jamais ».

On ne le répétera jamais assez : malgré toutes les révolutions et guerres civiles qui ont émaillé le monde depuis plusieurs années, malgré les articles et prises de position plus ou moins alarmistes de certains experts et assureurs, de nombreux exportateurs continuent de travailler sur des pays à risque élevé, sans aucune sécurisation, tablant sur la (prétendue) renommée de leur client ou l'ancienneté de leurs relations commerciales, et cumulant les retards de paiement.

Pour nombre d'entre eux, cela ne leur sert manifestement pas de leçon, puisqu'en dépit des avertissements de leurs services comptables et des avis négatifs des assureurs-crédit, ils continuent de vendre sous la pression et les promesses de leurs acheteurs... Ces dernières années, nous avons encore constaté dans certaines entreprises des retards de paiement de plusieurs mois, voire plusieurs années dans quelques cas, dans des pays comme l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, le Venezuela, la Russie, la Chine, l'Irak. Une situation qui se passe de commentaire, on les avait prévenus !

Cette année, plus près de nous en Europe, avec les mesures de confinement liées à la crise sanitaire, de nombreuses entreprises ont évité la faillite grâce aux aides financières et fiscales massives des États. Ces aides vont prendre fin un jour. L'assureur-crédit Euler Hermes, dans une étude publiée le 6 octobre 2021, a prévu que la fin de ces mesures d'urgence entraînera un rebond de 15 % des défaillances d'entreprises pour l'année 2022 au niveau mondial.

Dans son précédent rapport, l'assureur-crédit avait mis en garde contre les crises de trésorerie qui attendent un certain nombre d'en-

## 33 des pays les plus pauvres sur 46 sont sur le continent africain.

treprises dans les secteurs les plus touchés par la pandémie comme le textile-habillement, le commerce non essentiel, les services et fournisseurs de l'automobile, l'hôtellerie-restauration, les services de transport. Une entreprise sur quatre en Allemagne est concernée, une sur cinq en Belgique et aux Pays-Bas... Les délais de paiement ne sont pas près de raccourcir.

Plus loin de l'Europe, le continent africain pose lui aussi quelques problèmes. Le dernier classement de l'ONU souligne que parmi les plus pauvres (appelés également PMA, pays les moins avancés), 33 pays sur 46 sont sur le continent africain. Certains sont bien connus de nos commerciaux : Bénin, Djibouti, Ethiopie, Madagascar, Niger, RDC, Sénégal, etc.

Contrairement à ce que l'on pense encore trop souvent, le relationnel avec notre client ne résoudra pas tous les problèmes que l'on pourra rencontrer si la situation économique ou politique du pays est fortement dégradée ou encore si l'opération commerciale se révèle infructueuse à la suite d'une mauvaise rédaction des conditions financières du contrat, condi-

### RISQUE DE NON TRANSFERT MAXIMUM 7/7

Afghanistan	Guinée	Niger
Argentine	Guinée-Bissau	Palestine
Burundi	Haïti	Somalie
Rép. centrafricaine	Iran	Soudan du Sud
Comores	Corée du Nord	Soudan
Rép. dém. du Congo	Liban	Syrie
Congo (Rép. du)	Liberia	Tadjikistan
Cuba	Libye	Venezuela
Djibouti	Malawi	Yemen
Guinée équatoriale	Mali	Zambie
Érythrée	Mongolie	Zimbabwe
Gambie	Mozambique	

Source : Credendo, 20 octobre 2021

tions trop souvent imposées par l'acheteur et non négociées, par incompetence ou par laxisme.

### Risque commercial : prudence sur les retards de paiement

On le verra dans nos différentes fiches, les délais réels de paiement se sont allongés dans une majorité de pays. Compte tenu de la date à laquelle nous avons révisé ces fiches, nous avons pu, au moins pour l'Union européenne, avoir un aperçu de l'impact de la Covid-19 après plus de 18 mois de pandémie. Nous avons pu également, quand l'information était disponible, indiquer le délai moyen réel de paiement, sous le sigle DSO (Days sales outstanding).

Euler Hermes, dans sa pertinente étude sur l'évolution du BFR au niveau mondial pour l'année 2020, publiée en juillet 2021, confirme ses prévisions de dégradation de 2 jours du DSO pour l'année 2020. L'assureur-crédit présente dans cette étude un graphique montrant les disparités pour l'année 2020, allant de 37 jours en moyenne pour la Nouvelle Zélande à 94 jours pour la Chine...

### Nouvelle source d'inquiétude : l'explosion des défaillances en 2022

Ceci nous amène à notre dernier constat, concernant plus précisément les défaillances d'entreprises. Globalement, les nouvelles ne sont pas très bonnes. Tous les prestataires sont plutôt pessimistes avec, pour l'année 2022, une véritable hécatombe attendue dans certains pays : États Unis, Chine, Royaume-Uni, Australie, Brésil, Turquie, etc.

Compte tenu des difficultés de récupération des créances dans une majorité de pays, la plus grande prudence s'impose.

À ces sources d'inquiétude liées à la conjoncture, s'ajoutent les nombreux facteurs de fragilité touchant les entreprises, et plus particulièrement les PME, quel que soit le pays analysé :

→ **la faible capitalisation des entreprises** (dans de nombreux pays, le minimum de capital requis est réduit à sa plus simple expression) ;

→ **le rationnement du crédit bancaire court terme** ainsi que le non-accès aux outils de financement du commerce international ;

→ **le rapport de force économique** dans certains secteurs d'activité (les grands donneurs d'ordres sont souvent les plus mauvais payeurs) ;

→ **l'utilisation d'effets de commerce** dans certains pays (la France, au hasard...);

→ **l'importance de l'État** dans les échanges économiques (en dépit de textes réglementaires en théorie rigoureux, l'administration figure en tête des mauvais payeurs dans la majorité des pays) ;

→ dans de nombreux pays émergents et en développement, **le poids de l'économie informelle**, avec l'impact négatif que cela aura dans la qualité des informations financières disponibles. À ces obstacles, l'ICC, dès l'édition 2017 de son rapport annuel sur les financements internationaux Rethinking Trade & Finance, rajoutait des contraintes qui préoccupent également les grands groupes :

→ **exigences croissantes de conformité** (respect des règles de « compliance ») ;

→ **augmentation des contraintes réglementaires** dans une majorité de pays, et hausse des mesures protectionnistes.

Selon l'ICC, l'utilisation du crédit documentaire, l'un des moyens de paiement internationaux les plus sécurisés dans le commerce BtoB, continue à se réduire. La conséquence directe de cette évolution est une augmentation des opérations en « open account », c'est-à-dire « à découvert » (80 % des transactions dans certains pays). Cette tendance est inquiétante et incite à la plus grande rigueur dans le choix du mode de sécurisation des paiements, car hors Europe, les chances de recouvrement d'une créance impayée sont très faibles. Plus que jamais, le laxisme et l'inconscience sont à bannir. Heureusement, de nombreux exportateurs ont été échaudés et, sur le terrain, on constate une hausse des paiements d'avance et/ou offshore.

Pour conclure, rappelons si besoin est, cette sentence de Burt Edwards, en exergue au « Credit management handbook, Gower, 2004 » : « Exporting is expensive, so manage the expenses. » ■

---

## Hors Europe, les chances de recouvrement d'une créance impayée sont très faibles.

---

# Risque Crédit et Risque politique : comment se prémunir ?

**Pour les entreprises exportatrices, l'accélération de la mondialisation a multiplié les opportunités. Cependant, les tractations avec des clients situés dans des pays étrangers peuvent aussi recouvrir quelques dangers. Les exportateurs doivent bien sûr s'assurer de la solvabilité de leurs clients, mais ils doivent également ne pas négliger le risque politique du pays dans lequel sont situés ces clients. Pour pallier ces risques, des produits assurantiels permettent aux entreprises d'exporter sereinement.**

## Kevin Sfez

Souscripteur senior

Tokio Marine HCC



## Benjamin Faubert

Souscripteur senior

Tokio Marine HCC



L'adage veut qu'une vente à l'export réussie est une vente dont les processus de sécurisation du paiement ont été traités avec la même priorité que les détails de l'offre technique et commerciale. Néanmoins, les opportunités commerciales exigent parfois que les entreprises travaillent dans un ou plusieurs endroits politiquement instables. Ces endroits peuvent comporter de multiples causes d'impayés comme la menace d'une saisie des biens, d'une interruption des activités due à une révolution ou une impossibilité de rapatrier des fonds...

Les entreprises peuvent se prémunir contre ces risques en souscrivant des assurances Risque politique auprès des acteurs tant du marché public que du marché privé. Si ces premiers représentent parfois une solution plus connue des exportateurs, les assureurs privés proposent quant à eux de sérieux arguments en termes de réactivité, de flexibilité et d'offres tarifaires. Parmi ces acteurs, Tokio Marine HCC offre des contrats d'assurance Risque Politique aux entreprises (grandes entreprises comme PME) qui leur confèrent un confort accru lorsqu'elles travaillent dans ces endroits.

**Trois grandes familles de produits assurantiels permettent aux exportateurs de couvrir ces différents risques :**

### 1 Interruption de contrat et non-paiement

Ce type de produit a pour vocation de couvrir les pertes financières des assurés dès lors qu'il survient, dans le pays de la réalisation du contrat, un événement crédit ou politique qui le met en péril. Cela peut concerner une interruption



PROFIL LINKEDIN

Benjamin Faubert  
[cutt.ly/2YoGhUK](https://cutt.ly/2YoGhUK)



PROFIL LINKEDIN

Kevin Sfez  
[cutt.ly/LYoG9JT](https://cutt.ly/LYoG9JT)

ou une suspension de contrat, un non-paiement par des emprunteurs, une annulation de licence, un embargo commercial, une guerre ou encore le non-respect d'une sentence arbitrale.

#### L'AVIS DES EXPERTS

« Kevin Sfez, souscripteur senior Tokio Marine HCC. « Il arrive que les nouvelles forces au pouvoir annulent le contrat sur la base d'une décision politique. Nous couvrons cela. Chaque contrat présente ses propres difficultés, nous proposons donc des solutions sur mesure pour chaque transaction effectuée entre les deux parties. »

« Benjamin Faubert, souscripteur senior Tokio Marine HCC. « Il n'y a pas que les pays émergents qui sont des pays à risque. Il peut exister un protectionnisme d'Etat qui met des barrières à certaines exportations. Tout choix politique, quel qu'il soit, peut représenter un risque pour nos clients. »

## 2 Risque politique lié à des investissements

L'instabilité économique peut influencer l'ingérence d'un gouvernement dans les opérations et les investissements d'une entreprise. Les entreprises possédant des intérêts dans des biens à l'étranger peuvent chercher à couvrir une perte résultant d'une action gouvernementale locale qui prive l'entreprise de ses biens ou restreint ses activités. Les contrats d'assurance CEND (*Confiscation, Expropriation, Nationalization and Deprivation*) apportent des solutions pour ce type de risques.

#### L'AVIS DES EXPERTS

« Kevin Sfez. « Dans le cas de ces investissements, il arrive qu'un Etat décide d'exproprier, de confisquer ou de nationaliser un actif qui était jusqu'alors détenu par notre assuré. Tous les pays ont le droit de le faire mais bien que théoriquement le client exproprié doit être indemnisé, cela reste très rare et/ou les indemnités versées ne suffisent pas à couvrir ses pertes... d'où l'utilité d'une couverture spécifique. »

## Les assureurs privés proposent de sérieux arguments en termes de réactivité, de flexibilité et d'offres tarifaires



« Benjamin Faubert. « En plus d'actions assez directes, il existe également un risque pour les entreprises de faire face à une forme d'expropriation "rampante", plus indirecte. On observe par exemple des cas où le gouvernement force une entreprise à fusionner ou à être acquise par un acteur local ce qui, la plupart du temps, finit par faire partir l'entrepreneur. »

## 3 Appel abusif de cautions

Ce contrat d'assurance protège le client contre l'appel abusif ou politique. Cet appel injustifié de garanties bancaires peut se produire dans le cas où le fournisseur situé à l'étranger appelle le garant en paiement même lorsque le donneur d'ordre a rempli ses obligations. Plus concrètement, l'appel abusif est souvent une conséquence du risque politique et pour une majorité des cas d'entreprises nationales agissant sur instructions de l'État.

#### L'AVIS DES EXPERTS

« Benjamin Faubert. « Il s'agit d'une situation assez rare. Néanmoins, quand elle se produit, les montants en jeu ne sont pas négligeables et suffisent à empiéter sur la marge de l'entreprise, voire à engendrer un déficit. »

« Kevin Sfez. « C'est un produit assez attractif pour nos assurés. Il est en général souscrit en complément d'une assurance Interruption de contrat et non-paiement. »



PODCAST  
DE L'INTERVIEW  
[cutt.ly/uYoJyDX](https://cutt.ly/uYoJyDX)

## MODE D'EMPLOI

# 110 fiches pays sur six continents

Les 110 fiches pays exclusives que nous vous proposons dans les pages qui suivent permettent en un coup d'œil de se faire une idée des précautions à prendre avant de signer un contrat avec un acheteur dans les principales zones géographiques de la planète. En voici le mode d'emploi.

## LE CONTENU DES FICHES

Nos 110 fiches pays visent à aider les exportateurs à répondre à **trois préoccupations** récurrentes et concrètes des exportateurs :

- **évaluer le risque d'impayés** de leurs clients ou prospects, que ce risque résulte de la situation politique et socio-économique du pays, de la solvabilité du client potentiel lui-même ou de conditions de livraison difficiles ;
- **évaluer les risques pesant sur les expéditions** de marchandises et le respect des délais ;
- **mettre en œuvre les solutions** en termes de moyens et délais de paiement pour anticiper et réduire au mieux ces risques, dès la négociation du contrat de vente, et, in fine, réussir ses expéditions et se faire payer.

Sont ainsi livrées pour chaque pays, de façon synthétique et mises à jour à octobre 2021 :

- les **principaux chiffres clés** de l'économie et des échanges extérieurs du pays (mise à jour *Moci*) ;
- les **notes de risques pays** des assureurs-crédits (mise à jour J.C. A.) ;
- les **meilleures sources d'information** sur les entreprises du pays (mise à jour par J.C. A.) ;
- les **pratiques et délais de paiements** dans les transactions internationales avec le pays (mise à jour J.C. A.) ;
- les modalités de **recouvrement** (mise à jour J.C. A.) ;
- les conditions des **opérations logistiques et douanières** (mise à jour *Moci*).

## INTERPRÉTER LES NOTES DE RISQUE DE L'ATLAS

Dans les fiches qui suivent, pour chaque pays, nous rappelons les principales notes de risques pays des assureurs-crédit lorsqu'elles sont disponibles, ainsi que les notes du risque commercial et du risque de transfert quand elles sont précisées par ces derniers.

Nous ajoutons les appréciations du credit manager Moci, sur le risque pays et sur le risque client, qui sont plutôt celles de l'homme de terrain : excellent, très bon, bon, moyen, mauvais, très mauvais.

Ces notes (à l'exception de celle de l'OCDE) donnent un indicateur de la perception du risque à court terme, c'est-à-dire à moins d'un an. Elles ne sont pas figées : elles sont susceptibles d'évoluer dans les prochains mois, d'où l'importance d'avoir précisé la période où elles ont été relevées. Une note qui s'améliore est plutôt un signal positif pour l'exportateur, une note qui se dégrade est au contraire un signal négatif qui doit l'inciter à redoubler de prudence dans ses transactions.

## OCDE

[www.ocde.org](http://www.ocde.org)

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a mis au point un classement des risques pays dont l'objectif est d'éviter des distorsions de concurrence entre les agences de crédit export des États membres en matière de taux de primes d'assurance, de durée et de taux d'intérêt. C'est un bon indicateur de la situation d'un pays car il mesure, notamment, la capacité des États à honorer le service de leur dette extérieure.

Le classement est de 1 à 7, du meilleur au pire, sachant que la plupart des pays membres de l'OCDE classés les années précédentes en catégorie 0 sont désormais non classés (N. C.).



Site de l'OCDE  
[cutt.ly/dYkXz](http://cutt.ly/dYkXz)

## EULER HERMES

[www.eulerhermes.fr](http://www.eulerhermes.fr)

Le groupe Euler Hermes, leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux, propose un classement des risques pays à plusieurs niveaux. Ceux que l'on retrouve dans les fiches pays de cet Atlas et les avis d'experts Euler hermes sont les quatre grands niveaux globaux de risque pays – faible, modéré, significatif, élevé – qui résultent de la combinaison d'une note pays structurelle et le cas échéant d'indicateurs d'alerte à court terme, sur une échelle de risques croissants.

Comment sont déterminés ces niveaux globaux de risque ?

L'évaluation du niveau global de risque pays repose sur un élément central, la note pays structurelle, mesure du risque de transfert et de convertibilité et de qualité de l'environnement des entreprises, qui est déterminée par la combinaison de trois analyses :

1/ l'évaluation des déséquilibres macroéconomiques, qui analyse notamment la structure de l'économie, la politique budgétaire et monétaire, l'endettement, le solde extérieur, la stabilité du système bancaire ;

2/ l'évaluation du cadre institutionnel/sociétal de la vie des affaires, qui analyse notamment le cadre réglementaire et légal, le contrôle de

la corruption et la relative facilité à faire des affaires ;

3/ l'évaluation de la stabilité du système politique et l'efficacité du gouvernement, qui analyse notamment les mécanismes de transfert de pouvoir et les processus de succession, la concentration des pouvoirs, l'efficacité de la politique, l'indépendance des institutions, la cohésion sociale, les relations internationales. Les deux premiers éléments constituent des sous-rubriques de la note relative au risque économique attribuée à chaque pays. Le troisième élément détermine la note relative au risque politique. Ces notes relatives au risque économique et au risque politique sont ensuite combinées pour donner la note pays structurelle, sur une échelle à 6 niveaux (allant de AA à D sur laquelle AA est le risque pays structurel le plus faible et D le risque pays structurel le plus élevé).

Cette note pays structurelle est ensuite combinée, pour les 70 plus importantes économies, deux indicateurs d'alerte de vulnérabilité à court terme du pays aux risques de financement (Financial Flows Indicator, FFI) et de cycle (Cyclical Risk Indicator, CRI).



Site d'Euler Hermes  
[cutt.ly/gYkKJ15](http://cutt.ly/gYkKJ15)

## COFACE

[www.coface.com](http://www.coface.com)

Le groupe Coface, numéro trois mondial de l'assurance-crédit, propose un classement en 8 notes des risques pays avec des indicateurs de tendance à l'amélioration de la situation (+) ou à sa dégradation (-) : A1, A2, A3, A4, B, C, D, E. Coface propose également un classement identique sur l'environnement des affaires, avec pour principaux objectifs de savoir si, en cas d'impayé, le système juridique local permettra un règlement équitable et efficace, et si les comptes des entreprises reflètent bien la réalité de leur situation financière.



Site de la Coface  
[cutt.ly/DYkK7cF](http://cutt.ly/DYkK7cF)

## CREDELDO

[www.credendogroup.com](http://www.credendogroup.com)

Le groupe Credendo est issu de la fusion de Ducreire, Credimundi, Garant, ONDD, Trade Credit. Basé à Bruxelles, il propose une classification pour plusieurs types de risques :

- **court terme** : note de 1 à 7 du risque pays court terme, du meilleur au pire ;
- **commercial** : il s'agit d'une nouvelle classification en sept catégories (les mêmes que pour le risque politique) allant de A à G, A étant le risque le plus faible et G le plus élevé. Cette classification, plus précise que la précédente (en trois catégories A, B et C), permet une appréciation plus fine des risques par pays ;
- **risque de transfert** : note de 1 à 7, du meilleur au pire; il s'agit du risque d'inconvertibilité des devises et de restrictions de transfert.



 Site de Credendo  
[cutt.ly/VYkLqZ](https://cutt.ly/VYkLqZ)

## ATRADIUS

[www.atradius.fr/](http://www.atradius.fr/)

Le nom complet est Atradius Crédito y Caución S.A. de Seguros y Reaseguros. Atradius est un assureur-crédit résultant de l'union de l'assureur néerlandais NCM, de l'assureur allemand Gerling et de l'espagnol Crédito y Caución. Il publie régulièrement des études sur les pratiques de paiement par pays ou par zones géographiques, ainsi qu'un excellent ouvrage sur le recouvrement « International Debt Collection Handbook ».

Classement de 1 à 10, avec appréciation de l'évolution du pays, négative, stable ou positive.



 Site d'Atradius  
[cutt.ly/JYkLYBX](https://cutt.ly/JYkLYBX)

## SIGLES

- Dans les fiches pays, le nom du pays est accompagné du sigle international de sa monnaie selon le code ISO 4217.
- Dans certains cas, nous avons jugé opportun d'y ajouter le logo de l'organisation régionale dont il est membre lorsqu'elle a un fort impact en termes monétaire, commercial, et/ou douanier :



### Union européenne

Union douanière qui regroupe 27 pays (États membres). Le Royaume-Uni en est sorti le 31 janvier 2020.



### Aceum

Le nouvel accord Canada - États-Unis - Mexique (ACEUM) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020, remplaçant l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena).



### Uemoa

Union économique et monétaire ouest-africaine. Elle regroupe 8 pays qui partagent une monnaie commune, le franc CFA (BCEAO) prochainement ECO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.



### Cemac

Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Elle regroupe 6 pays qui partagent une monnaie commune, le franc CFA (BEAC) : Cameroun, Congo (république), Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad.



### Asean

Association of Southeast Asian Nations, Association des nations du Sud-Est asiatique. Elle regroupe 10 pays : Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.



# Réussir sa stratégie d'export à l'international

Deux questions à Adélia Dos Santos, Responsable Département International à la Caisse d'Epargne Ile-de-France.



**Adélia Dos Santos**

Responsable Département  
International à la Caisse d'Epargne  
Ile-de-France

## Quels sont les prérequis d'une bonne stratégie d'export à l'international ?

**Adélia Dos Santos.** Partir à la conquête de marchés étrangers est un formidable levier de croissance mais peut vite s'avérer périlleux si certains prérequis ne sont pas respectés. Il est indispensable de poser un diagnostic complet des produits que l'on souhaite exporter et d'identifier les ressources, compétences et faiblesses de son entreprise. Ce diagnostic aide à déterminer le plan d'action pour se lancer.

Souvent, l'international advient sous la forme d'une opportunité, que l'on prend sans trop d'encombre. Il est toutefois possible de rencontrer quelques difficultés, dues au manque d'anticipation sur certains points de vigilance tels que des sujets de couverture de change ou de sécurisation de paiement, en lien parfois avec un incoterm (souvent subi).

Construire sa stratégie et bien s'entourer est donc nécessaire. Toute notre place de partenaire financier se trouve en amont dans le projet.

## Quels dispositifs avez-vous développés pour aider vos clients dans leur stratégie d'exportation ?

Notre ancrage national et local nous assure une proximité et réactivité auprès de nos clients. En Île-de-France, nous comptons douze centres d'affaires entreprise et un département grandes entreprises. Dans chaque centre d'affaires, un

référént international travaille en synergie avec l'ensemble des experts en techniques de financement et de garantie du commerce international. Notre gamme de solutions répond à chaque étape de l'internationalisation : création et gestion de filiales à l'étranger, acquisition à l'international... Nous proposons diverses solutions d'accompagnement en financement du commerce international : crédit documentaire, garanties de marché, gestion de trésorerie en devise, couverture du risque de change, financements d'investissements à l'étranger... Nous travaillons également en étroite collaboration avec BPI. En plus de la mise à disposition de notre palette d'expertise, notre rôle consiste à informer, former et apporter du conseil. Notre mission ? Donner confiance aux entreprises, en nous inscrivant comme des facilitateurs et des accélérateurs de leurs projets.

## AÏNU CONQUIERT LES MUSÉES À L'INTERNATIONAL

Fondée en 2002, Aïnu est une entreprise internationale de services muséographiques et travaille notamment à la création de socles pour les œuvres de musées et d'institutions patrimoniales à travers le monde. Récemment, le Grand Egyptian Museum a fait appel à la société pour socler 12 000 de ses œuvres. Déjà présente en amont du contrat, la Caisse d'Epargne accompagne Aïnu pour mener à bien ce projet conséquent. En plus de son rôle d'information et de conseil, elle a donc mis en place des mesures de garantie internationale et de couverture du risque de change, ainsi que d'anticipation des besoins de trésorerie.



PODCAST

Témoignage de l'entreprise Aïnu  
[cutt.ly/9YeGgVj](https://cutt.ly/9YeGgVj)

## LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES

• Cette année, nous supprimons le classement « **Doing Business** » de la Banque mondiale, interrompu par cette dernière à la suite de révélations de manipulation des indicateurs pour au moins une dizaine de pays.

Nous avons toutefois maintenu, dans cette édition, mention de ce classement pour le chapitre sur la logistique et les douanes (paragraphe 7 des fiches), moins « politique », et dont les données étaient encore récentes (2020).

De même, compte tenu de l'explosion des défaillances d'entreprises attendue à la suite de la pandémie de la Covid-19, nous avons maintenu également, dans le paragraphe 6, sur le tribunal compétent et droit applicable, le score du traitement de l'insolvabilité. Il est calculé en prenant en compte différents indices : taux de recouvrement, solidité du cadre juridique de l'insolvabilité, délais, coûts, etc.

• **L'Indice de perception de la corruption de Transparency International** : Transparency International est une organisation non gouvernementale présente dans 100 pays et dont le secrétariat est à Berlin. Elle milite pour la transparence et la bonne gouvernance. À l'aide d'enquêtes auprès des milieux de la société civile, elle a notamment établi un indice qui lui permet de classer 180 pays en fonction de la perception du degré de corruption dans le secteur public. Le classement va de 1, très bon, à 179, très mauvais. Les données figurant dans nos fiches ont été actualisées en janvier 2021. [www.transparency.org](http://www.transparency.org)



Site de Transparency International  
[cutt.ly/3YkL03d](http://cutt.ly/3YkL03d)

## LES SOURCES

### 1/ Indicateurs macroéconomiques

• **Union européenne/AELE** (UE + Suisse, Turquie et quelques autres pays d'Europe) : Institut statistique Eurostat <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/>



Site d'Eurostat  
[cutt.ly/dYkZslo](http://cutt.ly/dYkZslo)

• **Reste du monde** :

→ FMI « World Economic Outlook » 2021, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April>



Site du FMI  
[cutt.ly/SYkZEyR](http://cutt.ly/SYkZEyR)

→ Banque mondiale « World Development Indicators » 2021, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>



Site de la Banque mondiale  
[cutt.ly/YkZXNL](http://cutt.ly/YkZXNL)

### 2/ Statistiques du commerce extérieur par pays

• IHS Markit Global Trade Atlas

• OMC : Exportations FAB, Importations CAF

[https://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/merch\\_trade\\_stat\\_e.htm](https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/merch_trade_stat_e.htm)



Site de l'OMC  
[cutt.ly/9YkXtZU](http://cutt.ly/9YkXtZU)

### 3/ Environnement des affaires

• Transparency International : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

• Le Moci : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com) (notamment ses « guides business pays » et ses fiches par pays en ligne)

### 4/ Risques et pratiques de paiement

• Euler Hermes : [www.eulerhermes.fr](http://www.eulerhermes.fr)

• Coface : [www.coface.com](http://www.coface.com)

• Creditreform : [www.creditreform.com](http://www.creditreform.com)



Site de Creditreform  
[cutt.ly/XYkXxun](http://cutt.ly/XYkXxun)

- **Credendo** : [www.credendogroup.com](http://www.credendogroup.com)
- **Atradius** : [www.atradius.fr](http://www.atradius.fr)
- **Intrum Justitia** : [www.intrumjustitia.fr](http://www.intrumjustitia.fr) (en particulier Étude « European Payment Report », édition 2021)
- **Altares** : [www.altares.com/fr](http://www.altares.com/fr)



Site d'**Intrum Justitia**

[cutt.ly/WYkX1na](https://cutt.ly/WYkX1na)



Site d'**Altares**

[cutt.ly/5YkCk6W](https://cutt.ly/5YkCk6W)

- **Ellisphere** : [www.ellisphere.com](http://www.ellisphere.com)
- **D&B** : [www.dnb.com](http://www.dnb.com) (publie chaque année son étude World Payment Study, en collaboration avec Cribis, dernière édition 2021)



Site d'**Ellisphere**

[cutt.ly/iYkCROV](https://cutt.ly/iYkCROV)



Site **D&B**

[cutt.ly/3YkCSwf](https://cutt.ly/3YkCSwf)

## 5/ Milieux d'affaires et institutionnels étrangers

- **CCEF** (Conseillers du commerce extérieur de la France)  
Le Comité national des CCEF (CNCCEF) ne met plus en ligne et en accès libre les contacts dans les pays



Site des **CCEF**

[cutt.ly/sYkVv98](https://cutt.ly/sYkVv98)

étranger. Il faut donc les solliciter auprès du Comité national : [www.cnccef.org](http://www.cnccef.org)

## • CCI françaises à l'étranger

Les sites et coordonnées des chambres de commerce et d'industrie françaises – sous le label CCI France International – à l'étranger sont accessibles, par pays, sur le site : [www.cci-france-international.org](http://www.cci-france-international.org)



Site des **CCI**

[cutt.ly/hYkVD2X](https://cutt.ly/hYkVD2X)

## • Business France/bureaux à l'étranger

Les coordonnées des bureaux de Business France à l'étranger sont accessibles sur le site de l'agence : [www.businessfrance.fr](http://www.businessfrance.fr)

## • Services économiques

Les coordonnées des services économiques auprès des ambassades de France sont accessibles sur le site de la DGTPE (Direction générale du Trésor et de la politique économique) : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>



Site de **Business France**

[cutt.ly/ZYkV946](https://cutt.ly/ZYkV946)



Site de la **DGTPE**

[cutt.ly/UYkBsoi](https://cutt.ly/UYkBsoi)



FORUM  
**AFRIQUE**  
10<sup>e</sup> ÉDITION

### PME et ETI :

Les meilleures pratiques  
de l'Export vers l'Afrique

Découvrez nos émissions  
disponibles en replay!



[cutt.ly/CTFhBDe](https://cutt.ly/CTFhBDe)

LE MOCI

bpifrance

Partenaire média

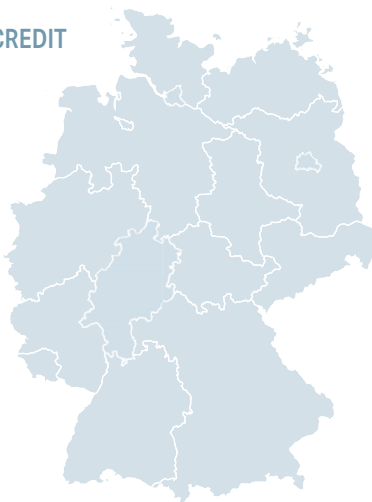
Challenges

EUROPE-UE. 

## ALLEMAGNE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon  
Risque client : bon



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 83,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -4,6 % ;

2019 (provisoire) : 1,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

55 220

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 1 380,647 (- 7 %)

Import : 1 170,441 (- 5 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 52 %

2 - Chine 11,4 %

3 - États-Unis 6,7 %

4 - Suisse 4,6 %

5 - Royaume-Uni 3,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

69,822 Md USD, -11,35 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 9/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** Non classé (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 octobre 2021.

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Selon la loi relative aux registres électroniques du commerce et aux registres des sociétés, en vigueur depuis 1<sup>er</sup> janvier 2007, les documents relatifs aux comptes annuels doivent être déposés auprès de l'éditeur du Journal officiel fédéral électronique allemand (« Elektronischer Bundesanzeiger », <https://www.bundesanzeiger.de>). Ceci vaut pour tous les documents relatifs aux comptes annuels. Cet organisme a mis à jour en mars 2020 la liste de sociétés qui proposent frauduleusement leurs services pour les enregistrements de comptes... Plus de 90 % des sociétés concernées publient désormais leurs comptes annuels (à peine 15 % il y a quelques années). Le non-respect de la procédure de publication est sanctionné par une astreinte pouvant aller de 2 500 à 25 000 euros.

Comme tous les États membres, l'Allemagne a transposé dans son droit la Directive 2012/6/UE qui prévoit des comptes annuels simplifiés pour les petites (moins de 50 salariés) et micro-entreprises (moins de 10 salariés). Il en résulte qu'une grande majorité des comptes déposés ne sont guère exploitables. De nombreuses informations, soit gratuites (données de base de l'entreprise) soit à un coût variant de 1,50 à 4,50 euros, sont désormais consultables, en français ou en anglais, sur le site [www.unternehmensregister.de/](http://www.unternehmensregister.de/)

Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

Voici également les coordonnées de plusieurs organismes locaux sérieux et efficaces, publiant en plus des informations sur les sociétés allemandes et des statistiques sur les défaillances d'entreprises :

#### • CRIF Bürgel GmbH

En juillet 2017, CRIF et Bürgel ont fusionné

[www.crifbuergel.de/en](http://www.crifbuergel.de/en) (en anglais)

Radlkofersstraße 2 - 81373 München

Tél. : +49 40 89803-0

Fax : +49 40 89803-777/778

[international.sales@buergel.de](mailto:international.sales@buergel.de)

#### • Verband der Vereine Creditreform

[www.creditreform.com/en/home.html](http://www.creditreform.com/en/home.html)

Hellersbergstr. 12 - DE- 41460 Neuss

Tél. : +49 21 31 109-0 - Fax : +49 21 31 109-8000

[info@creditreform.de](mailto:info@creditreform.de)

Filiales dans de nombreux pays de l'Est et en Chine.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

L'euro.

#### → Conseillés

Principalement le virement ; son coût est faible. Pensez à communiquer le numéro de compte IBAN de votre entreprise. L'Allemagne fait partie de la zone SEPA (Single Euro Payments Area).

#### → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement le chèque : quasiment pas utilisé sur le marché domestique. Les dernières statistiques communiquées en 2018 par la Banque centrale européenne (BCE) n'indiquent pas de changement majeur : moins d'un chèque (0,4 exactement) par an et par habitant en Allemagne contre 43 en France... Particularité du chèque en Allemagne, l'émetteur peut le révoquer s'il n'est pas présenté dans le délai de 8 jours à compter de la date d'émission. On trouve une disposition identique dans le droit suisse...

À noter, bien qu'en principe cela ne concerne pas les exportateurs, les Allemands sont gros consommateurs de « cash » et le gouvernement avait un temps envisagé de plafonner le montant des paiements en espèces à 5 000 euros, mais la mesure ne semble pas être une priorité actuellement.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Le délai standard est majoritairement de 30 jours, quelques secteurs à 60 jours. Attention à la pratique de l'escompte pour paiement anticipé, très courante en Allemagne, même si

les taux ne sont pas attractifs. Elle consiste à ce que le débiteur demande un escompte sur sa facture en échange d'un paiement avant l'échéance. Le 29 juillet 2014, l'Allemagne a finalement transposé la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiements. Néanmoins, selon de nombreux juristes, sous toutes réserves, le droit allemand devait déjà être interprété, dans toute la mesure du possible, en conformité avec la présente directive. Disons que les Allemands ne s'étaient pas précipités pour sa transposition, ayant déjà anticipé ses effets.

La loi du 29 juillet 2014 prévoit un délai de paiement de 60 jours maximum (30 dans le secteur public). Comme de nombreux États membres, dans sa transposition de la Directive, l'Allemagne a retenu, tel que prévue, la possibilité de délais supérieurs à 60 jours, à condition que ce soit stipulé dans le contrat et non discriminatoire.

#### → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté, dès les premiers mois, dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 16 à 30 jours au minimum selon les premières estimations.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement se sont dégradés de 65 % par rapport à la même période l'an dernier.

L'étude approfondie la plus récente est celle de Coface : « Germany corporate payment survey 2021 » (réalisée en juillet et début août et publiée mi-septembre). Selon cette étude, en 2020, un durcissement des conditions accordées et, par suite, une sensible amélioration des délais de paiement constatés ont été relevés. Il en résulte apparemment une nette amélioration.

Alors qu'en 2019, 85 % des entreprises interrogées avaient déclaré avoir subi des retards de paiement, elles n'étaient plus que 68 % en 2020 et 59 % en 2021. Selon cette même étude, le délai moyen de retard est de 27,7 jours.

EulerHermes, dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée en juillet 2021 mentionne pour l'Allemagne un DSO (*Day Sales Outstanding*) moyen de 50 jours pour 2020 (53 jours en 2019 et 54 en 2018).



Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 11 jours pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 53 et 65 jours.

Enfin, Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 65,1 % des entreprises respectent les échéances négociées. Seulement 0,5 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

## → Acomptes à la commande

Une pratique répandue, tout comme en France, qui relève de la négociation commerciale. Mais attention, escompte obligatoire et parfois à un taux abusif.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

- Obtenir une garantie bancaire est possible, bien que dénotant une défiance manifeste du demandeur. Pour le coût, compter entre 0,5 et 2 % par an en général (éventuellement assorti d'un coût plancher par transaction).
- Si le débiteur est la filiale d'un groupe, il y a

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Même si l'Allemagne demeure l'un des meilleurs élèves de l'Union européenne (UE) en matière de délais de paiement, l'attention ne doit pas se relâcher. On l'a vu plus haut, le pourcentage d'entreprises payant leurs factures sans retard diminue depuis quelques années et certains prévisionnistes annoncent une remontée des défaillances d'entreprises en 2022. Comme partout en Europe, malgré la crise sanitaire, et grâce aux soutiens massifs des États aux économies et aux entreprises, les défaillances sont néanmoins à la baisse. Selon le bureau allemand des statistiques, Destatis, le nombre de défaillances d'entreprises a encore reculé sur 2020, tombant à 15 841. C'est la dixième année de baisse consécutive. Pour le premier semestre 2021, Destatis annonce une nouvelle baisse des défaillances de 17,7 %.

Dans une étude publiée le 6 octobre 2021, Euler Hermes prévoit de son côté une baisse de 5 % des défaillances à fin 2021 (15 000), puis une hausse de 9 % pour l'année 2022 (16 300).

Notons que l'Allemagne est le deuxième pays de l'UE en matière d'efficacité pour les procédures de faillite, avec un délai moyen de clôture des opérations d'un peu plus d'un an, pour une moyenne européenne de deux ans. Le taux de recouvrement pour les créanciers privilégiés est de 84 % pour une moyenne européenne de 65 %. Le recouvrement de créances ne pose pas de problèmes particuliers sur l'Allemagne. La recette

pour réussir : être rigoureux dans l'exécution du contrat, dans le suivi des échéances et si possible, parler et échanger en allemand ! Attention néanmoins à la prescription commerciale : 3 ans. Ce délai court à partir de la fin de l'année pendant laquelle la créance est due. En matière de recouvrement judiciaire, avant toute action, il est vivement recommandé d'adresser une mise en demeure, de préférence en allemand. Cette lettre, appelée « Mahnung », permettra dès sa réception par le débiteur de lui faire supporter les frais de rappel et les honoraires d'avocats ou de sociétés de recouvrement. Elle doit stipuler le numéro de facture, la date de livraison, le ou les montants dus. Même s'il est possible de recourir à la procédure d'injonction de payer européenne, il existe en Allemagne une procédure spécifique, très efficace, dite Mahnbescheid.

En voici une brève synthèse :

- **compétence** : tribunal civil, domicile du demandeur (avant opposition) ;
- **pour les créances étrangères**, tribunal de Schöneberg à Berlin ;
- **procédure simple** (pas d'obligation de produire les pièces justifiant le caractère incontestable de la créance), peu onéreuse, présence d'un avocat non nécessaire ;
- **délai d'opposition** : 15 jours ;
- **décision** rendue par le greffe du tribunal ;
- **notification** possible par voie postale.

possibilité de demander une garantie à la maison mère sous la forme d'une « corporate guarantee » : cette solution est assez fréquemment utilisée en Allemagne, car elle est sans frais. Attention, bien évidemment, à la qualité du signataire...

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le droit allemand est favorable au vendeur, ce qui peut amener les entreprises françaises exportant pour un montant significatif en Allemagne à faire référence au droit allemand pour le choix du droit applicable dans la rédaction de leurs contrats, avec attribution de compétence à un tribunal allemand.

- Pour autant que la créance ne soit pas contestée, le créancier (ou son avocat) s'adressera au tribunal d'instance (« Amtsgericht ») compétent qui délivre rapidement une ordonnance d'injonction de paiement, la « Mahnverfahren ». Il s'agit d'une procédure à la fois simple et efficace, assez semblable à celle existant en France. Le débiteur dispose de deux semaines pour régler ou faire opposition. Passé ce délai, le montant devient exigible par le biais d'un huissier. Il est très recommandé de faire précéder l'action en justice de l'envoi d'une mise en demeure recommandée, en allemand de préférence.

En matière d'injonction de payer européenne, le seul tribunal compétent est le tribunal d'instance, (« Amtsgericht ») de Berlin Wedding, dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

### Bon à savoir

Les contrats de vente en Allemagne comportent généralement une clause de réserve de propriété (Eigentumsvorbehalt), spécifiant que le transfert de propriété s'effectue seulement après règlement intégral de la dette. Cette clause sert à inciter le client à régler rapidement la facture et à se protéger en cas d'insolvabilité de ce dernier. À défaut de clause spécifique, en droit allemand, le transfert de propriété intervient lors de la livraison de la marchandise. Toujours en droit allemand, il existe différents types de clauses de réserve de propriété : la clause simple, la clause étendue, la clause prolongée et même une clause spécifique autorisant la transformation du produit.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Les autorités allemandes ont mis en place des mesures budgétaires de taille pour absorber le choc économique de la crise Covid-19, qui vont permettre à l'Allemagne de retarder le rebond des défaillances d'entreprises (baisse de 20% en 2020). Néanmoins, fin 2021 la production industrielle allemande se trouve gravement entravée par les pénuries de matériaux et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. La pénurie mondiale des semi-conducteurs limite gravement la production du secteur automobile, contribuant au PIB à hauteur de 13%. La croissance du PIB allemand devrait s'élever à 3,4% en 2021 et à 3,8% en 2022. La faible natalité et le déficit d'investissement dans les infrastructures sont des facteurs freinant la croissance économique à long terme.

### RECOUVREMENT

Le moyen de recouvrement le plus efficace en Allemagne reste l'amiable. Les premiers échanges aboutissent souvent à un règlement immédiat ou à la mise en place d'un plan de paiement. L'envoi d'un négociateur permet aussi de débloquer une situation litigieuse. Le système judiciaire est efficace et l'injonction de payer est une procédure rapide permettant d'obtenir des règlements sans avoir recours à un avocat. Les frais d'avocats sont fixés par un barème réglementaire, variable en fonction du montant de la créance. Le délai pour déclarer une créance est fixé par le mandataire, avec la possibilité de la déclarer hors délai moyennant un léger surcoût. ■

### • Amtsgericht Wedding

13343 Berlin

Tél. : +49 (0)30 90156 - 0

Fax : +49 (0)30 90156 - 203

Pour information, le délai de prescription commerciale est de 3 ans (un an pour les créances dans le secteur du transport).

- En dehors des actions d'injonction de payer, les filiales françaises de droit allemand doivent se référer au tribunal d'instance de leur siège social en Allemagne, tandis que les entreprises françaises souhaitant faire la démarche elles-mêmes, à partir de la France, doivent s'adres-

ser au tribunal d'instance (« Amtsgericht ») de Berlin Schöneberg. Les décisions sont rendues assez rapidement et les délais d'exécution sont plus courts qu'en France.

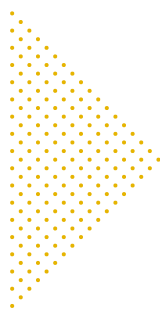
→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 4/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Allemagne était classée au 42<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 345 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 45 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

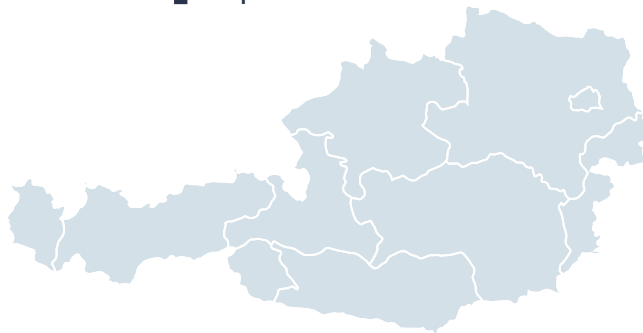


EUROPE-UE. 

# AUTRICHE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon  
Risque client : bon



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 8,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2020 : -6,7 % ;

2019 : 1,5 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :

58 940

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 166,358 (-6 %)

Import : 172,200 (-7 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 68,1 %

2 - Chine 7,1 %

3 - Suisse 5,6 %

4 - États-Unis 3,6 %

5 - Royaume-Uni 1,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :

4,207 Md USD, -6,78 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 15/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 2/10 positif.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Comme en Allemagne, mais à un moindre niveau, la situation s'est améliorée quant à la disponibilité des comptes. Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

On peut également consulter les principaux fournisseurs locaux d'informations :

• **Creditreform Wirtschaftsauskunftei Kubicki KG**

Vienne - Tél. : +43 121 86 22 00

<http://www.creditreform.at/>

[info@wien.creditreform.at](mailto:info@wien.creditreform.at)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Virement SEPA, éventuellement garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby.

→ **Déconseillés**

Chèques et effets de commerce.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le délai standard est de 30 jours.

L'Autriche a transposé la Directive 2011/7/UE en mars 2013. Tout comme en France, le délai ne peut excéder 60 jours, alors qu'en Allemagne, ce délai peut être dépassé, si mentionné dans le contrat et non discriminatoire.

→ **Risques de retards de paiement**

Le dernier *Baromètre des pratiques de paiement* en Europe de l'Ouest publié par Atradius en novembre 2021 indiquait un délai moyen de paiement de 32 jours.

Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et 9 jours pour celles du secteur public, avec des DSO (Days Sales Outstanding) respectifs de 54 et 63 jours. Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée en juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour l'Autriche un DSO moyen de 52 jours en 2020.

→ **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir lorsque le montant de la commande est élevé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir auprès des banques autrichiennes : la délivrance est rapide, mais elles sont souvent onéreuses. La formule de la lettre de crédit standby ou son équivalent est couramment pratiquée en Autriche : elle est souvent appelée garantie bancaire, mais son formalisme est celui d'une lettre de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Comme le droit allemand, le droit autrichien est favorable au vendeur si celui-ci a respecté ses engagements. Pour les affaires de montant élevé, il est donc préférable d'engager une action locale. Les tribunaux locaux sont efficaces et rapides.

• Ne pas oublier d'inclure dans le contrat une clause de réserve de propriété prolongée avec autorisation de transformation.

• Les demandes dont le montant n'excède pas 10 000 euros doivent être portées devant un tribunal cantonal ou de district (« Bezirksgericht »). Toutes les créances dépassant 10 000 euros et n'excédant pas 30 000 euros sont à faire valoir devant les tribunaux régionaux (« Landesgericht »).

• Toute action de recouvrement doit débiter par l'envoi d'une mise en demeure.

Tout comme en Allemagne, il existe une procédure très efficace. En Autriche, la majeure partie des procédures d'injonction de payer s'effectue par voie électronique, ce qui permet d'accélérer et de simplifier considérablement la procédure. À noter que depuis juillet 2009,



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

En matière de défaillances d'entreprises, les assureurs-crédit étaient pessimistes, même si, comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par les États pour « freiner » l'explosion des défaillances à la suite de la crise sanitaire. Il résulte de ces dispositions que les statistiques autrichiennes montrent une très forte baisse, due majoritairement au gel des procédures de faillites. Cette baisse constatée sur 2020 s'est poursuivie sur le premier trimestre 2021. La durée moyenne d'une procédure est de 13 mois, avec des probabilités de recouvrement pour les créanciers de 82,6 %. On trouve malheureusement peu d'informations sur l'impact qu'a eu la loi sur la faillite entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010. La hausse des incidents de paiement constatée depuis le dernier semestre 2013 s'est confirmée sur les années suivantes. Et compte tenu des circonstances actuelles, même si le comportement payeur des entreprises autrichiennes demeure en général exemplaire, il faut malgré tout demeurer prudent.

le plafond a été relevé à 75 000 euros (30 000 précédemment).



Seul le *Bezirksgericht für Handelssachen Wien* (tribunal d'arrondissement pour les affaires commerciales de Vienne) est compétent pour les demandes de délivrance d'une injonction de payer européenne.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 22/190.**

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Autriche était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les

délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'Autriche dispose d'une économie de marché très développée, diversifiée et tournée vers l'exportation, avec une forte exposition à l'industrie allemande pour ses exportations. Le pays bénéficie d'un climat d'affaire accueillant, reflet de ses infrastructures de bonne qualité et de son orientation politique favorable aux entreprises. Après un recul du PIB de 6,4% en 2020, la croissance économique de l'Autriche, devrait atteindre 3,4% en 2021 et 4% en 2022. En revanche, le retrait des aides publiques risque d'entraîner un fort rebond des défaillances estimé à 61% en 2022, après une baisse de 40% en 2020 et de 8% en 2021.

### RECouvreMENT

Le comportement de paiement des entreprises autrichiennes est bon, avec un règlement dans un délai de 30 à 60 jours. Privilégiez l'amiable et n'engagez des poursuites judiciaires que s'il n'aboutit pas. Il existe une procédure européenne d'injonction de payer pour les créances incontestées, mais peu utilisée car la procédure s'arrête si le débiteur conteste. Pour une action en justice ordinaire il faut impérativement signer la procuration "Power of attorney" ainsi qu'une "notification de confidentialité" donnant mandat à l'avocat d'agir. Les coûts varient en fonction du montant de la créance et la complexité de l'affaire. ■

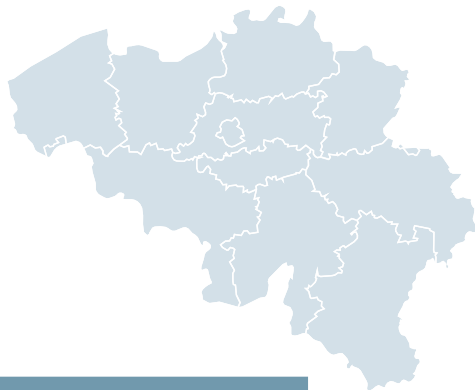
EUROPE-UE. 

# BELGIQUE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : moyen, à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 11,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -6,3 % ;

2019 : 1,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

55 370

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 419,892 (-6 %)

Import : 396,132 (-7 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 66,5 %

2 - États-Unis 5,3 %

3 - Royaume-Uni 3,8 %

4 - Chine 3,7 %

5 - Japon 3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

35,928 Md USD, -8,13 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 15/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 négatif.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Tout comme la France, la Belgique est un véritable paradis pour les sociétés d'informations économiques et les credit managers ! Tout ou presque y est disponible. Aussi, les principaux leaders du marché local du renseignement s'y sont implantés.

On peut citer :

### • Dun & Bradstreet Belgium

[www.dnb-belgium.be/fr?language=fr](http://www.dnb-belgium.be/fr?language=fr)

Dun & Bradstreet Belgium NV-SA

Atlantis Corner Building

Keizer Karellaan,

576, av. Charles-Quint,

1082 Brussel - Bruxelles

Tél. : +32 (0) 2 481 82 00

Fax : +32 (0) 2 481 82 75

### • Graydon Belgium

À noter : fournit des statistiques mensuelles sur les comportements payeurs et les défaillances d'entreprises en Belgique par région, ainsi que de nombreuses informations pertinentes sur le droit des entreprises belges.

[www.graydon.be](http://www.graydon.be)

Uitbreidingstraat 84-b1

BE-2600 Berchem

Tél. : +32 (0) 3 280 88 00

[info@graydon.be](mailto:info@graydon.be)

Pour les informations de base, on peut contacter les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altarea, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement SEPA et la lettre de crédit standby. Plus précisément, on privilégiera une formule

associant un virement sécurisé par une garantie (type lettre de crédit standby) ou une assurance-crédit.

## → Déconseillés

Tous les autres, y compris et surtout chèques et effets de commerce.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le délai standard accordé est de 30 à 60 jours (environ 70 % à 30 jours). Intrum Justitia annonce un délai moyen accordé de 33 jours dans le secteur privé et 36 jours dans le secteur public (juin 2020, étude basée sur une enquête réalisée de février à mai 2020). Dans un premier temps, la Belgique s'était révélée un assez mauvais élève car elle a transposé la nouvelle Directive européenne sur les délais de paiement avec 8 mois de retard : loi du 22 novembre 2013, modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

La loi de 2013 prévoit un délai de paiement par défaut de 30 jours civils mais parmi ses dispositions, l'article 6 stipule que « les parties peuvent convenir d'un délai de paiement qui peut même excéder soixante jours civils ». À condition que ce ne soit pas discriminatoire, bien évidemment... Rappelons que lors de la parution de la loi, Paul Becue, General Manager d'Euler Hermes en Belgique, avait émis certaines réserves quant au texte. Selon lui, les termes « abus » et « objectivement justifié » (inclus dans le texte) sont sujets à des divergences d'interprétation, de sorte qu'il subsistera une certaine insécurité juridique, aussi longtemps que l'interprétation de ces termes n'aura pas été précisée par la jurisprudence.

Une toute dernière loi, du 28 mai 2019 (« Loi modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales »), traite plus particulièrement les relations commerciales entre grands groupes et PME. Entrée en vigueur le 29 avril 2020, elle stipule que « les parties ne peuvent toutefois pas convenir d'un délai de paiement excédant soixante jours si le créancier est une PME et si le débiteur n'est pas une PME. Toute clause contractuelle contraire à la phrase précédente est réputée non écrite ». L'éventualité d'un dépassement des 60 jours évoqués plus haut n'est donc pas

possible si l'une des entreprises est une PME. Critères de définition d'une PME pour le législateur belge :

- **Nombre de travailleurs en moyenne annuelle :** 50 maximum ;
- **chiffre d'affaires annuel hors taxe sur la valeur ajoutée :** 9 000 000 euros maximum ;
- **total du bilan :** 4 500 000 euros maximum.

### → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dès les premiers mois, dans la quasi-totalité des pays, de nombreux retards de paiement, 15 à 30 jours au minimum selon les premières estimations.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée en juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la Belgique, en 2020, un DSO (Days Sales Outstanding) moyen de 57 jours (62 jours en 2019 et 59 en 2018).

Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 42,6 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 1,9 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, publié en juin 2021 et basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021), sur la période concernée, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé ainsi que pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 52 et 61 jours.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement se sont dégradés de 81 % par rapport à la même période l'an dernier.

Cela ne vient que conforter un ancien commentaire pessimiste de Graydon (20 février 2019), encore valable aujourd'hui selon nous : au cours de l'année 2018, la qualité de paiement dans le monde des affaires belge s'est dégradée. Certains secteurs étaient montrés du doigt : par exemple, de 25 % à 30 % des factures envoyées aux entreprises du secteur de la restauration et des débits de boissons sont souvent payées plus de 90 jours après la date d'échéance ! Graydon estime néanmoins que près de 70 % des entreprises paient leurs factures dans les délais. On peut peut-être en déduire que des délais de paiement plus longs que ceux prévus par la loi ont été accordés.

Comme pour beaucoup de pays, les statistiques varient d'un prestataire à un autre. Cela dépend du panel d'entreprises consultées et de la période sur laquelle s'est déroulée l'enquête.

#### → **Acomptes à la commande**

Le versement d'acomptes à la commande est possible. Compte tenu de la situation de crise, il est même fortement recommandé en fonction de l'importance de la commande.

### **5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES**

On trouve les mêmes garanties qu'en France, mais, compte tenu de la crise, il est de plus en plus difficile d'en faire émettre. Les tarifs des commissions sont identiques à ceux des banques françaises. À noter que la lettre de crédit standby est de plus en plus pratiquée.

### **6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE**

Soulignons tout d'abord une réforme importante entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2018. Dans le cadre de la Loi du 15 Avril 2018 portant réforme du droit des entreprises, les tribunaux de commerce ont cédé leur place aux « tribunaux de l'entreprise ». À ce jour, il y en a neuf : Anvers, Bruxelles (NL et FR), Louvain, Gand, Eupen, Liège, Hainaut et Brabant-Wallon. En plus du traitement des faillites, le Tribunal de l'entreprise est compétent pour juger des contestations entre entreprises, et ce, pour n'importe quel montant.

• Tribunal français ou tribunal local ? Choisissez de préférence le tribunal local, d'autant que les délais d'exécution des jugements rendus en France sont assez longs. Quant au droit applicable, dans l'ensemble, le droit com-

## **LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER**

En Belgique, comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par les autorités pour « freiner » l'explosion des défaillances durant la crise sanitaire. Aussi les statistiques montrent une très forte baisse des dépôts de bilan, mais à notre avis elle n'est pas significative.

À noter que la nouvelle loi relative aux faillites, également dénommée loi sur l'insolvabilité, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2018. Son impact devrait être très lourd. Certains spécialistes belges parlent même de tremblement de terre. Graydon a publié un très intéressant dossier que l'on peut télécharger sur son site (<https://graydon.be>). Rappelons par ailleurs que la Belgique s'est dotée d'une « loi relative à la continuité des entreprises », très proche de la loi de sauvegarde en France, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009. Selon Graydon, il semble que cette loi ait obtenu un vif succès dès son entrée en vigueur. Dans ce contexte, il est plus que jamais très fortement recommandé aux entreprises qui exportent en Belgique de soigner la rédaction des contrats et de demeurer vigilantes quant au

respect des délais de paiement accordés. Ne pas hésiter à réclamer des intérêts de retard... Attention au délai de prescription en matière commerciale : si un contrat a été conclu, le délai est de dix ans, sinon, il est ramené à cinq ans. Rappelons également qu'un changement profond dans le droit de la clause de réserve de propriété est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette clause se révèle efficace, que le débiteur soit en faillite ou non. Nous recommandons au vendeur d'enregistrer la clause de réserve de propriété dans le registre des gages. Ce n'est pas une obligation ni une nécessité pour la validité ou l'opposabilité de la clause, mais cela renforcera la sécurité juridique. En outre, elle pourra être utilisée même en cas de revente et/ou de transformation des marchandises. Dans une pertinente étude d'Atradius sur ce sujet, il est mentionné que la nouvelle loi prévoit une super priorité de la réserve de propriété par rapport au gage dont les biens feraient l'objet au profit d'un autre créancier. En d'autres termes, le vendeur avec réserve de propriété primera sur le banquier qui aurait un gage sur le stock !



mercial est identique au droit français, à l'exception notable du droit de la distribution, très spécifique.

- En cas d'action devant les tribunaux, il est préférable d'avoir au préalable adressé une mise en demeure recommandée. Attention, les actions en recouvrement sur les effets de commerce impayés ne sont guère efficaces.

En matière d'injonction de payer européenne, sont habilités, conformément au Code judiciaire belge, le juge de paix/vrederechter, le tribunal de première instance/rechtbank van eerste aanleg, et le tribunal de l'entreprise/Ondernemingsrechtbank.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 9/190.**

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Les exportations de biens et services sont le moteur principal de l'économie belge, représentant 80 % du PIB belge. La reprise post-Covid est plus forte qu'initialement prévue grâce au dynamisme des investissements et des exportations. La croissance du PIB devrait atteindre 6,5 % en 2021 et 3,8 % en 2022. Cependant, pendant la crise sanitaire, les entreprises non financières belges font partie de celles qui ont accumulé le plus de dette en Europe (+22 pp de CA). Après avoir baissé de 32 % en 2020, grâce aux mesures de soutien étatiques, les défaillances d'entreprises devraient se normaliser progressivement avec une augmentation modérée de 3 % en 2021 et 10 % en 2022.

### RECouvreMENT

Les débiteurs belges réagissent rapidement aux premières mises en demeure et les échéanciers mis en place sont généralement respectés. Les procédures judiciaires sont fiables et efficaces, mais l'application des jugements reste chronophage et coûteuse. A noter que le nombre de demandes de réorganisations judiciaires n'a cessé d'augmenter depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la continuité des entreprises en 2009. Cette procédure a pour but de préserver la continuité de tout ou partie de l'activité de l'entreprise en difficulté et d'éviter la faillite. ■

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Belgique était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



EUROPE-UE. 

# BULGARIE • BGN

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : moyen à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 7**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -4,2 % ;

2019 : 3,7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

23 780

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 31,907 (-4 %)

Import : 35,038 (-7 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché en 2019)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 60,8 %

2 - Russie 9,9 %

3 - Turquie 6,5 %

4 - Chine 4,5 %

5 - Égypte 2,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,97 Md USD, -9,61 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 69/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme modéré (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Peu d'informations disponibles, donc guère fiables. À l'exception d'un, les rares prestataires locaux ont disparu. Passer par les prestataires français (Altares, Ellisphere, etc.) pour des informations basiques sur les sociétés bulgares et se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens.

Prestataire local, avec site en anglais :

• **Creditreform Bulgaria EOOD**

ul. Sandor Petofi 10 - 1606 Sofia

Tél. +359 2 929 39 93, +359 2 920 40 93-98

Fax : +359 2 920 09 94

[www.creditreform.bg/en/home.html](http://www.creditreform.bg/en/home.html)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le lev, leva au pluriel (BGN). Taux de change au 3 octobre 2021 : 1 BGN = 0,51129 EUR.

1 EUR = 1,95583 BGN

### Bon à savoir

Selon une dépêche de l'AFP datée du 11 avril 2020, la Bulgarie avait souhaité accélérer de plusieurs mois son processus d'adhésion à la zone euro, fin avril au lieu de juillet. Comme le soulignait *Les Échos*, c'était essentiellement pour obtenir des prêts accordés aux pays membres pour surmonter la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19. Peine perdue : à ce jour, toujours pas de date d'adoption mais, première étape, le pays a adhéré au mécanisme de taux de change européen en juillet 2020.

→ **Monnaie de facturation des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement Swift (la Bulgarie appartient à la zone SEPA/Single Euro Payments Area) et le

crédit documentaire sont les moyens les plus utilisés. En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby ou une couverture d'assurance-crédit s'il s'agit d'un virement bancaire, soit par une confirmation en cas de crédit documentaire.

## → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance si possible (environ 50 % des transactions de la Bulgarie au niveau mondial). Sinon 15 à 30 jours maximum, selon les secteurs. La transposition de la Directive sur les délais de paiement est entrée en vigueur le 4 mars 2013. Le groupe allemand EOS, dans son rapport *Payment practices in Europe 2019*, relevait un délai moyen de 34 jours, avec 77 % des entreprises qui paient leurs factures à l'échéance prévue. Mais sur 2020, la situation s'est nettement dégradée.

Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, publié en juin 2021, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril) sur la

période concernée, le délai moyen de retard de paiement est de 15 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour le secteur public, avec des DSO (Days Sales Outstanding) respectifs de 58 et 64 jours.

Ces dernières données sont cohérentes avec celles publiées par Euler Hermes dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, qui établit, pour la Bulgarie, un DSO moyen de 52 jours en 2020.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté, dès les premiers mois, dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 30 à 60 jours au minimum selon les premières estimations.

Pour l'année 2019, EOS constatait un délai moyen de retard de 17 jours.

Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 19 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 1,3 % des entreprises paient avec plus de 90 jours de retard.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le pays, entré dans l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (avec la Roumanie), a encore beaucoup de chemin à parcourir. Son économie est durement touchée par les conséquences économiques de la crise sanitaire. Ajoutons une forte corruption, une instabilité politique préoccupante et nous ne pouvons que recommander une très grande prudence dans les relations avec les entreprises bulgares. Après une stabilité des défaillances d'entreprises, elles étaient reparties à la hausse en 2019. Et Euler Hermes anticipait plus de 3 % en 2020 et plus 17 % pour 2021.

Toutefois, en Bulgarie comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par les autorités pour « freiner » l'explosion des défaillances dues à la pandémie. Aussi les statistiques montrent une très forte baisse sur le premier trimestre 2021, mais à

notre avis elle est non significative. L'année 2020 s'était par contre terminée sur une forte hausse (1 327 contre 996 en 2019). Par ailleurs, dans certains secteurs, l'agroalimentaire par exemple, l'embargo sur la Russie a eu pour effet d'inonder le marché bulgare de produits européens, littéralement bradés, et on craint une forte hausse des défaillances des producteurs locaux. On commençait à constater, avant la pandémie de Covid-19, une amélioration du comportement des entreprises bulgares. On a vu plus haut que la situation s'est nettement dégradée. L'absence d'informations fiables sur les sociétés et le manque de soutien bancaire local doivent inciter à une extrême prudence dans les transactions avec des importateurs bulgares, surtout pour des montants élevés et/ou de nouveaux prospects.





## → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Des garanties bancaires peuvent être obtenues. La lettre de crédit standby est de plus en plus couramment pratiquée : elle est souvent émise par des filiales ou succursales de banques étrangères.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le tribunal prévu au contrat, français ou local.
- Depuis son adhésion à l'Union européenne, en janvier 2007, un jugement rendu en France peut être exécuté assez rapidement en Bulgarie. De toute façon, ce sera toujours plus rapide qu'une action en local.

Selon le Code de procédure civile bulgare, en matière d'injonction de payer européenne, la demande doit être présentée devant le tribunal de district du lieu où le débiteur a sa résidence principale ou son siège social ou devant celui du lieu d'exécution.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 61/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Bulgarie était classée au 21<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 4 h. ; coût 55 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 52 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 1 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

EUROPE-UE. 

# CHYPRE·EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : mauvais  
(avec tendance à la dégradation)



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 0,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2020 (provisoire) : -5,2 % ;  
2019 : 5,3 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
36 840

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 3,057 (-11 %) ;  
Import : 8,598 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :  
1 - Union européenne 58 %  
2 - Royaume-Uni 8,1 %  
3 - Chine 6 %  
4 - Îles vierges britanniques 4,3 %  
5 - Israël 3,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,243 Md USD, -13,53 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 42/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A4 ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo\*** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 5/10 positif (octobre 2021).

\* Concerne Chypre Sud (pour infos, selon la même source, Chypre Nord est également fortement exposée au risque de non-transfert : 5/7 et au risque commercial : G).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des informations disponibles sur les entreprises chypriotes est très inégale en raison du manque de disponibilité des informations et de leur manque de fiabilité quand elles sont disponibles. Organismes spécialisés :

• **Infocredit Group Ltd.**

(organisme basé à Chypre et aux Émirats)

www.infocreditgroup.com

Tél. : +357 22 398 000

info@infocreditgroup.com

• **Elekora Ltd.**

www.elekora.com

Tél. : +357 22 664 475

elekora@elekora.com

Elekora Ltd. fournit également des informations sur plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

L'euro.

### → Meilleure monnaie de facturation des échanges

L'euro.

### → Conseillés

Le virement Swift. En fonction du montant, compte tenu de la situation actuelle, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit. Éventuellement, en fonction de la solvabilité de l'importateur et pour une entrée en relation, crédit documentaire.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance à privilégier. 45 à 60 jours maximum, même si les importateurs essaient de vous pousser à accepter 180 jours, sous prétexte que c'est l'usage. À noter que Chypre a été l'un des premiers États membres de l'UE à avoir transposé la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiement, dès 2012 ; mais compte tenu de la mauvaise situation économique, ceci n'a eu aucun impact à ce jour.

### → Risques de retards de paiement

Les statistiques sont plutôt rares et guère fiables. Sur le terrain, des retards de paiement supérieurs de 60 à 180 jours ont été constatés par de nombreux exportateurs, d'où la nécessité de sécuriser les opérations.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et fortement recommandé d'en demander.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Bien évidemment, avec les suites de la crise bancaire d'avril 2013 et les conséquences économiques de la crise sanitaire actuelle (effondrement du tourisme, notamment), le risque de non-transfert reste élevé (4/7 selon Credendo, donc toujours préoccupant) et la situation politique fragile. Il est donc essentiel soit de procéder par paiement d'avance, soit avec des créances garanties par une sûreté de premier rang. Mais nous le soulignons déjà dans les précédentes éditions de cet ouvrage : les délais de paiement s'allongeaient avant que cette crise n'éclate au grand jour à Chypre. Compte tenu du très mauvais comportement payeur des entreprises chypriotes et de l'absence de sources d'information réellement fiables sur les entreprises, la plus grande prudence s'impose dans les transactions commerciales. Il est conseillé d'être très rigoureux dans les négociations et dans le suivi des créances. Sauf exception, Chypre n'est couvert par aucun forfaitaire.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales en émettent mais elles sont souvent assez onéreuses. Essayer de privilégier la lettre de crédit standby, encore peu utilisée.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le système judiciaire chypriote a la réputation d'être lent et les procédures lourdes. Il présenterait en outre de l'incertitude quant aux décisions rendues.
- Privilégier le droit français et l'action devant les tribunaux français (à mentionner dans le contrat). En matière d'injonction de payer européenne, les instances suivantes sont compétentes : tous les tribunaux de première instance de la République de Chypre, présents dans les quatre districts administratifs placés sous l'autorité de l'État de droit de la République de Chypre, c'est-à-dire Nicosie, Limassol, Larnaca Amochostos et Paphos.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 31/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Chypre était classé au 50<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 18 h. ; coût 300 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 50 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 15 h. ; coût 335 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 50 USD). ■



### APPRÉCIATION DU CRÉDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller

Risque client : moyen à surveiller

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 4**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : - 8,8 % ;

2019 : 2,9 % (provisoire)

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

28 630

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 17,167 (0 %)

Import : 26,619 (-5 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 79 %

2 - Chine 4,7 %

3 - Bosnie-Herzégovine 2,9 %

4 - Serbie 2,6 %

5 - Azerbaïdjan 1,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,598 Md USD, -10,75 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 63/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A4 ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 5/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

L'offre d'informations sur les entreprises croates est très faible : absence de bilans ou bilans peu fiables. S'appuyer plutôt sur les réseaux d'affaires français et européens locaux ainsi que les expériences d'autres fournisseurs.

Citons une source locale :

• **Creditreform d.o.o**

[www.creditreform.hr/en/index7.html](http://www.creditreform.hr/en/index7.html)

Tél. : +385 1 63 11 477

Fax. : +385 1 63 11 499

[info@creditreform.hr](mailto:info@creditreform.hr)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le kuna (HRK).

Taux de change au 3 octobre 2021 :

1 HRK = 0,13316 EUR

1 EUR = 7,48784 HRK

### Bon à savoir

La Croatie, qui a intégré l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013, envisageait d'adopter l'euro en 2016 mais après avoir dans un premier temps, visé plutôt 2024/2025, le 4 juillet 2019 la Banque nationale (HNB) annonçait une nouvelle échéance en 2023.

→ **Monnaie de facturation des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

En fonction du montant de la transaction, le virement SEPA, garanti avec une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby, et le crédit documentaire (éventuellement confirmé) constituent les modes de paiement les plus sécurisés.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

15 à 20 % des opérations se font par paiement d'avance et le reste des transactions à 30 jours maximum. La directive 2011/7/UE sur les retards de paiement a été transposée en juillet 2013 mais n'a eu aucun impact positif.

Selon le groupe allemand EOS, dans sa dernière étude *European Payment Practices 2019*, le délai moyen de paiement accordé était de 33 jours. Mais la situation s'est nettement dégradée.

Plus récemment, pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 38 jours pour les entreprises du secteur privé et de 49 jours pour le secteur public, ce qui semblerait indiquer un durcissement des conditions de paiement.

→ **Risques de retards de paiement**

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 30 à 60 jours au minimum selon les premières estimations. Selon le rapport précité d'Intrum Justitia, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 50 et 59 jours.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 33,6 % seulement des entreprises croates respectent les échéances négociées. Et 7 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

→ **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir. Localement, la pratique est de demander 15 % minimum.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques croates proposent tous les produits de garanties bancaires standards, dans l'ensemble assez onéreux. Leur prix est évalué selon la qualité/solvabilité de l'acheteur.

Attention, la procédure d'évaluation peut durer jusqu'à trois semaines.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Compte tenu de la lenteur des tribunaux locaux, peu efficaces (formalisme et lourdeur des procédures), ainsi que de leur coût, privilégier en premier lieu la négociation amiable et, en cas d'échec, une action devant un tribunal français.
- Opter pour le tribunal de commerce de Paris de préférence. Le préciser dans le contrat. C'est le seul dont la décision ne posera pas trop de problème pour l'exécution en Croatie. Les décisions des autres tribunaux français seront vraisemblablement contestées.
- Autre solution : porter l'affaire devant l'instance d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), basée à Paris.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 63/190.

### Bon à savoir

Localement, une grande partie des prix est exprimée en euros et payée en kunas avec une clause de parité.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Croatie était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La Croatie, qui est entrée dans l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013, est classée 3 sur 7 sur l'échelle des risques de non-transfert établie par Credendo, ce qui est une évaluation moyenne. Il n'est pas aisé de commenter la très forte explosion des défaillances d'entreprises observée en 2015 et 2016, qui a été suivie d'une stabilisation par la suite. On peut penser qu'elle est majoritairement due à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les faillites, qui, entre autres, a intégré les autoentrepreneurs. C'est d'ailleurs le constat fait par Coface pour l'année 2017 : l'assureur-crédit parle de flambée de 40 % à l'époque ! Les données pour 2018, 2019 et 2020, indiquent une certaine stabilité, respectivement 11 881, 11 909 et 11 644.

Si les opérations ne sont pas sécurisées, les retards peuvent aller jusqu'à 60 jours. La ponctualité des paiements n'est pas facilitée, pour les entreprises croates, par la pénurie de devises : si le nombre d'impayés avec l'étranger est faible en Croatie, il est cependant conseillé d'essayer de se renseigner sur la solvabilité de ses clients (très aléatoire), voire de s'assurer ou d'obtenir le bénéfice d'un crédit documentaire ouvert par une des principales banques, et confirmé de préférence par une banque de premier rang. Pour se protéger, il est impératif de verrouiller par écrit tous les points importants d'une négociation. Et, bien évidemment, soit d'obtenir un contrat en bonne forme, soit de faire approuver par écrit les conditions générales de vente.

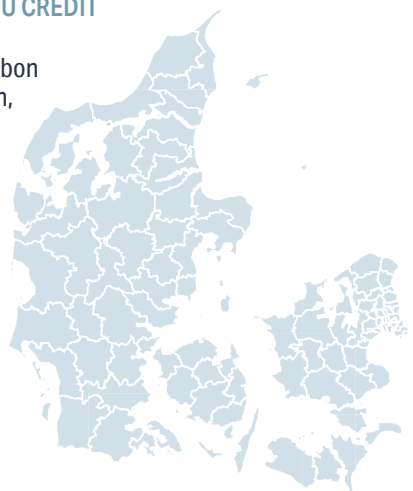


EUROPE-UE. 

## DANEMARK • DKK

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon  
Risque client : bon,  
mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 5,8**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -2,1 % ;

2019 : 2,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

62 180

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 108,274 (-2 %)

Import : 97,561 (0 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 68,6 %

2 - Chine 7,8 %

3 - Royaume-Uni 3,6 %

4 - Norvège 3,3 %

5 - États-Unis 3,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

3,504 Md USD, -2,97 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 1/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 1/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Pendant des années, les informations les plus fiables ont été délivrées par Købmandstændens Oplysningsbureau A/S. La société a été intégrée dans le groupe anglais Experian, qui a également absorbé RKI Kredit Information A/S, réduisant ainsi quelque peu la diversité d'informations au Danemark. Seule la branche recouvrement de créances est restée indépendante.

Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La couronne danoise (DKK). Convertible.

Taux de change au 3 octobre 2021 :

1 DKK = 0,13446 EUR

1 EUR = 7,43562 DKK

→ **Monnaie de facturation des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement SEPA, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby pour des opérations nécessitant d'être sécurisées.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le délai standard est de 30 jours. Comme tous les autres États membres de l'Union européenne, le Danemark a transposé la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiement. Mais son application est plus stricte que ce que prévoit la Directive. Ainsi, au Danemark, les délais de paiement au-delà de 30 jours, doivent faire

l'objet d'un accord signé. S'il n'y a pas de maximum inscrit dans la loi, un délai trop long pourrait en revanche être considéré par les tribunaux comme excessif.

Avec la crise sanitaire, la situation s'est nettement dégradée. Si sur 2019, les délais moyens annoncés par les différents prestataires étaient légèrement en dessous des 30 jours, pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et de 50 jours pour le secteur public. Même si ces données sont en baisse par rapport à 2019, elles montrent encore un net allongement des délais de paiement accordés.

#### → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 30 à 60 jours au minimum selon les premières estimations.

Rappelons qu'avant la pandémie, les retards étaient plutôt rares... Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 88,6 % des entreprises respectaient encore les échéances négociées. Ce n'est pas le point de vue d'autres prestataires qui considèrent que les délais

accordés se sont allongés, les retards aussi. Selon l'étude précitée d'Intrum Justitia, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour le secteur public (nette amélioration pour ce dernier). Avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 52 et 60 jours. À rapprocher du chiffre communiqué par Euler Hermes dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, soit un DSO moyen de 54 jours.

#### → Acomptes à la commande

En négocier est possible au Danemark, suivant le montant de la commande et la situation financière de l'importateur.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut obtenir des garanties bancaires classiques, mais ce n'est pas une pratique courante.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal français ou local.
- Mais attention : par dérogation, le règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 (article 21), concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale au sein de l'UE, n'est pas applicable au Danemark. Une décision rendue en France peut donc se

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le comportement payeur des acheteurs danois demeure l'un des meilleurs dans l'Union européenne. Le nombre des défaillances d'entreprises, qui avait chuté de façon significative entre 2012 et 2015 (5 450 pour 2012, 4 983 pour 2013, 4 049 pour 2014 et 4 029 pour 2015), avait explosé en 2016, avec un montant record de 6 674. Mais cette hausse était la conséquence de la prise en compte d'une nouvelle forme d'entreprise créée en 2014, et la régularisation de dossiers non traités ces dernières années (faussant d'ailleurs les dernières

statistiques...). Toutefois, la baisse des défaillances, anticipée par les principaux observateurs, n'a pas eu lieu, et la hausse s'est poursuivie sur 2017, 2018 et 2019.

En 2020, comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par les autorités pour « freiner » l'explosion des défaillances provoquées par la pandémie. Aussi les statistiques montrent une très forte baisse (-33 %), mais à notre avis non significative car due à des mesures exceptionnelles.



heurter à quelques difficultés pour être exécutée au Danemark. Il n'y a pas d'injonction de payer au sens propre du terme et le Danemark ne participe pas à l'adoption du règlement européen et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application. Il existe néanmoins une procédure de recouvrement simplifiée pour les créances inférieures à 50 000 DKK (environ 6 800 euros).

- Par ailleurs, jusqu'à une époque récente, on déplorait une certaine lenteur des tribunaux locaux. Une réforme menée en 2007 dans ce domaine ne semble guère avoir eu d'effet positif.
- Rechercher d'abord un arrangement amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 6/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Danemark était classé au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

EUROPE-UE. 

## ESPAGNE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon, mais à surveiller  
Risque client : moyen à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 47,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2020 : -10,8 % ;  
2019 : 2,1 % (provisoire)

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
42 250

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 307,015 (-8 %)  
Import : 324,994 (-13 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

- 1 - Union européenne 48,2 %
- 2 - Chine 10,2 %
- 3 - États-Unis 4,9 %
- 4 - Royaume-Uni 3,2 %
- 5 - Maroc 2,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
35,628 Md USD, -15,37 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 32/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

En dehors des sociétés espagnoles cotées en Bourse, il ne faut pas s'attendre à des informations particulièrement fiables de la part des entreprises espagnoles, notamment des PME. Cette situation s'explique par la mauvaise qualité des bilans publiés, souvent avec retard. Ainsi, selon une étude récente d'Iberinform (novembre 2021), 1,9 million de sociétés espagnoles enregistrées n'ont pas publié d'actes ou déposé de comptes dans le registre du commerce au cours des dernières années.

Quelques sources locales :

- **Iberinform (Groupe Atradius)**

www.iberinform.es (pages en anglais)

Tél. : +34 902 101 877

- **Informa D&B Sa (Groupe Cesce)**

www.informa.es/fr

(pages en français et en anglais)

Tél. : +34 902 176 076

Pour les informations de base, on peut contacter les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

L'euro.

### → Conseillés

Le virement Swift éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement le chèque, car il ne procure aucune garantie quant à la solvabilité de l'acheteur même si la législation espagnole est très sévère en ce qui concerne les chèques rejetés. Les effets de commerce sont eux aussi très utilisés sur

le marché domestique, mais ce n'est pas une raison pour les utiliser dans les transactions à l'international. Ils sont à exclure quelle que soit l'excellence de la relation commerciale.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Compte tenu du mauvais comportement payeur des PME espagnoles, il est recommandé de se limiter à un délai de 60 jours maximum.

La situation s'est légèrement améliorée mais des progrès sont encore à réaliser. L'Espagne a transposé la nouvelle Directive sur les délais de paiement : Décret 4/13 du 22 février 2013, modifiant la loi 15/2010 du 5 juillet 2010, prévoyant un délai standard de 30 jours, pouvant être allongé à 60, mais comme pour la précédente loi, compte tenu de la situation économique dégradée en Espagne, cette nouvelle disposition commence seulement à avoir un impact positif.

Le groupe allemand EOS, dans son rapport Payment practices in Europe 2019, indiquait un délai moyen de 39 jours; 85 % des factures seraient réglées dans les délais.

Mais depuis la situation s'est dégradée, comme dans la majorité des pays. Intrum Justitia, dans son *European Payment Report* (basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021), mentionne 40 jours de délai accordé pour le secteur privé, et 49 pour le secteur public (très nette amélioration pour ce dernier secteur).

L'étude la plus récente, publiée par Iberinform mi novembre, mentionne qu'avec la pandémie, 71 % des entreprises acceptent d'accorder des délais supérieurs à 60 jours.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 30 à 60 jours au minimum selon les premières estimations.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour l'Espagne, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 80 jours (contre 76 en 2019), soit une nette détérioration de +4 jours. Intrum Justitia dans son rapport précité, indique pour sa part des retards moyens de 12 jours pour le privé et de 11 jours pour le public.

À noter que ces deux dernières études ne couvrent pas les mêmes périodes ni certainement les mêmes catégories de débiteurs.

Rappelons que compte tenu du comportement payeur des entreprises espagnoles, un retard est plus que probable si l'opération n'est pas sécurisée.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 44 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 3,8 % règlent leurs factures avec plus de 90 jours de retard.

#### → Acomptes à la commande

Obtenir des acomptes est possible. C'est même fortement recommandé en fonction de l'importance de la commande.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

- Selon la surface financière de l'acheteur, il est relativement possible d'obtenir des garanties bancaires locales, mais, comme dans de nombreux autres pays, compte tenu de la crise, cela devient de plus en plus difficile...
- La garantie classique des banques (aval Bancario) : son coût trimestriel pour les opérations intracommunautaires se situe aux environs de 0,4 % du montant et son délai d'obtention est de deux jours en moyenne.
- La lettre de crédit standby : son coût trimestriel est de 0,25 % et son obtention est en principe immédiate si les documents fournis au préalable sont en règle. Elle est de plus en plus utilisée en Espagne. Il ne faut pas hésiter à rencontrer le banquier de l'importateur (avec ce dernier, bien évidemment).

## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



La situation économique espagnole semblait plutôt s'améliorer ces dernières années, mais bien évidemment, avec la crise sanitaire en cours et ses impacts négatifs sur l'activité, la fragilité des entreprises espagnoles demeure : elles sont lourdement touchées par la crise économique et victimes d'un secteur bancaire toujours fragile, plus particulièrement en régions, avec des Caisses d'Épargne quasi exsangues... Les retards de paiement subis par les entreprises espagnoles incitent également souvent ces dernières à ne pas respecter leurs engagements vis-à-vis de leurs propres fournisseurs.

En ce qui concerne les défaillances d'entreprises, il est préférable de rester prudent. Les années se suivent et se ressemblent. Les chiffres communiqués varient non seulement très fortement d'un prestataire à un autre mais ils sont de plus souvent contradictoires. L'année 2019 se serait ainsi achevée sur une faible hausse et 2020, sur une faible baisse, mais les chiffres communiqués sont tellement différents d'un prestataire à un autre que nous n'en tirerons aucune conclusion.

Selon un communiqué du ministère de l'Économie, plus de 40 % des entreprises seraient

en très grandes difficultés. On recenserait plus de 220 000 entreprises zombies dans ce pays !

Dans une étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une hausse de 30 % des défaillances à fin 2021, puis une hausse de 12 % pour l'année 2022.

Les secteurs les plus touchés demeurent la construction, le commerce et l'énergie. Rappelons aussi que l'une des principales banques espagnoles a échappé à la faillite début 2017, en étant racheté par son concurrent Santander.

La persistance des retards de paiement, le nombre élevé des défaillances d'entreprises et la situation économique fragilisée de l'Espagne ne peuvent qu'inciter à la plus grande prudence.

Pour information, la clause de réserve de propriété n'a aucune valeur si elle n'est pas enregistrée.

Rappelons que le comportement payeur des entreprises espagnoles peut s'avérer très mauvais si la transaction n'est pas sécurisée. Sur le terrain, les credit managers d'entreprises fortement exposées en Espagne constatent des retards toujours aussi conséquents.

Très grande prudence donc pour les mois à venir.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Celui qui est stipulé dans le contrat commercial. Par défaut, le plaignant doit recourir au tribunal de la province espagnole dans laquelle l'importateur développe son activité.

• Rappelons que les tribunaux de commerce en Espagne ne traitent pas les litiges entre commerçants. Aussi, les tribunaux civils locaux sont très encombrés et les décisions parfois très longues.

• Il existe néanmoins depuis 2001 plusieurs procédures rapides, dont une s'apparente à la procédure d'injonction de payer, pour des montants supérieurs à 3 000 euros. Dans le cas de créances liquides, exigibles et, depuis le 30 novembre 2011, quel que soit le montant (auparavant, plafond de 250 000 euros), il est possible de recourir à une autre procédure également très souple (« juicio monitorio »). Mais faute de statistiques fiables, il est difficile de juger du réel impact de ces nouvelles procédures.

Il existe également des procédures pour de très faibles montants. Pour les créances inférieures à 3 000 euros, procédure dite de « jugement oral » (juicio verbal).

• Aussi, en fonction des montants engagés et de la solidité du dossier, il peut être préférable de privilégier une action devant un tribunal français et de faire reconnaître la décision en Espagne.

• En Espagne comme dans la plupart des pays du Sud, le recouvrement amiable est à privilégier, sachant que le contact direct est le plus souvent apprécié et positif. Il est donc recommandé de se déplacer pour négocier chez le débiteur.

En matière d'injonction de payer européenne, les tribunaux d'instance sont seuls compétents.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 18/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Espagne était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfron-

talier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

La croissance espagnole sera portée, à court terme, par la réouverture économique post-Covid et en particulier par la reprise de la demande domestique. Nous estimons à ce titre une croissance économique de 5,1% pour 2021 et 5,3% pour 2022. L'activité économique sera aussi soutenue par le don de 70 milliards d'euros obtenu dans le cadre du plan de relance européen Next Generation EU, dont 27 milliards serviront à financer des projets de transition écologique et de digitalisation. L'Espagne affiche néanmoins un fort rebond des défaillances en 2021 (environ +30%) du fait de la part importante des services dans son économie, services affectés durablement par la crise sanitaire.

### RECOUVREMENT

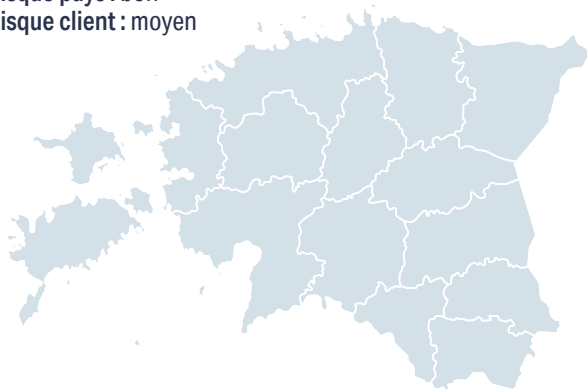
Depuis 2013, la loi impose des délais de paiement de 60 jours maximum, mais la réalité économique espagnole fait que ce délai est rarement respecté. Les comportements de paiement des entreprises locales sont médiocres et le crédit commercial (retard de paiement) constitue une caractéristique sous-jacente des échanges commerciaux. Face à des procédures judiciaires lentes, il est préférable de mener des efforts de recouvrement efficaces et orchestrés avant une action en justice. La durée des procédures peut être de 12 à 18 mois en première instance voire de plusieurs années en cas d'appel. Procédures généralement plus longues lorsque l'une des deux parties est étrangère. En cas d'insolvabilité, le recouvrement devient extrêmement compliqué, surtout pour les créanciers chirographaires. ■

EUROPE-UE. 

## ESTONIE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon  
Risque client : moyen



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 1,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2020 : -3,8 % ;  
2019 : 4,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
37 940

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 16,381 (+ 2 %)  
Import : 17,341 (- 4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne 57,4 %
- 2 - Chine 9,3 %
- 3 - Russie 9,1 %
- 4 - Etats-Unis 2,5 %
- 5 - Royaume-Uni 2,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,343 Md USD, -23,02 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 17/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des informations disponibles sur les entreprises estoniennes est très inégale en raison du manque de disponibilité des informations et d'historique en matière de bilans. De plus, assez nombreuses sont les entreprises qui ne respectent pas les règles de dépôt annuel des comptes. Un prestataire spécialisé :

#### • Creditinfo Eesti. AS

(anciennement Krediidiinfo AS)

Ce prestataire fournit d'intéressantes études sur les délais de paiement et les défaillances d'entreprises en Estonie (pages disponibles en anglais).

[www.creditinfo.ee](http://www.creditinfo.ee)

Krediidiinfo AS - Narva mnt 5

10117 Tallinn - Estonia

Tél. : +372 665 9600 - Fax : +372 665 9601

[info@creditinfo.ee](mailto:info@creditinfo.ee)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

L'euro depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et la qualité de l'acheteur, virement SEPA garanti soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit ou un crédit documentaire éventuellement confirmé.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Sur le marché domestique, les délais moyens de paiement ont été considérablement réduits : 20 jours maximum sur le marché domestique (15 jours pour les services publics).

On manque de données récentes sur les comportements de paiement dans ce pays.

Une étude de Creditinfo, *Credit policy of Estonian companies*, parue début 2016, estimait le délai moyen de paiement à 16,5 jours. Sur le marché domestique, des délais de 15 à 60 jours commençaient à être pratiqués régulièrement (près de 40 % des factures émises).

Plus récemment, Intrum Justitia dans son *European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) indique 41 jours de délai en moyenne pour le secteur privé et 53 pour le secteur public.

À noter que le prépaiement ou le paiement à vue sont encore des pratiques fréquentes. Environ 25 % des transactions du pays au niveau mondial sont sur la base de paiements d'avance.

Quelques exportateurs acceptent jusqu'à 60 jours, ne pas aller au-delà...

L'Estonie a transposé en avril 2013 la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiement.

#### → Risques de retards de paiement

Dans son rapport précité, Intrum Justitia indique en moyenne 14 jours de retard dans le secteur privé et 11 dans le secteur public.

#### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales en émettent, mais elles sont souvent assez onéreuses.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Attention à la rédaction des contrats : ils sont très souvent bâclés du côté de l'importateur.
- Le système judiciaire local a la réputation d'être lent et les procédures lourdes.
- Privilégier le droit français et l'action devant les tribunaux français (à mentionner dans le contrat).
- Ne pas attendre, engager la procédure très vite.

En matière d'injonction de payer européenne, seuls sont compétents les tribunaux régionaux du ressort du siège du débiteur (équivalent de nos tribunaux d'instance).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 54/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Estonie était classée au 17<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Même si l'environnement économique semble s'améliorer (faible nombre de défaillances d'entreprises, sept années de baisse consécutives selon une étude de Creditinfo AS publiée en février 2018), l'augmentation des délais de paiement signalée par Creditinfo, ainsi que le manque de soutien des banques locales aux PME incitent à sécuriser au maximum les opérations avec les clients estoniens pour des montants significatifs. D'autant plus qu'après une baisse de plus de 40 % en 2019, les défaillances d'entreprises ont bondi de 26 % en 2020, selon Creditinfo.

EUROPE-UE. 

# FINLANDE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon  
Risque client : bon



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2019)<sup>1</sup> :** 5,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -2,9 % ;

2019 : 1,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

51 650

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 66,192 (-10 %)

Import : 68,134 (-8 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 57,8 %

2 - Russie 9,7 %

3 - Chine 9 %

4 - États-Unis 3,4 %

5 - Royaume-Uni 2,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

1,924 Md USD, -11,23 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 3/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 positif.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Cela ne pose pas trop de problèmes. Tous les prestataires fournissent des informations plus ou moins fiables selon la disponibilité des comptes (depuis la France, Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud, etc.). Les clients communiquent assez facilement les informations essentielles aux fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement Swift (espace SEPA). En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Avant la pandémie de Covid-19, au plan local, le délai moyen accordé était de 20 jours en moyenne, pour les entreprises privées comme pour les services publics.

Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen accordé est de 41 jours pour les entreprises du secteur privé et de 51 jours pour le secteur public.

→ **Risques de retards de paiement**

Si les retards de paiement étaient faibles il y a quelques années, la situation s'est très légèrement dégradée. Selon l'étude précitée d'Intrum Justitia, les retards moyens sont de 12 jours dans le secteur privé et de 8 jours dans le secteur public.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le

monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la Finlande, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 44 jours, le deuxième le plus faible de tous les pays passés sous revue après celui de la Nouvelle Zélande (37).

Cribis Dun & Bradstreet, dans son *Payment Study 2021*, basé sur l'année 2020, indique que 53 % des transactions sont réglées sans retard et que seulement 0,3 % des factures sont payées avec plus de 90 jours de retard.

#### → **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir si le montant du contrat est élevé.

### **5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES**

On peut en obtenir, mais c'est une pratique assez peu courante car les coûts sont élevés.

### **6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE**

- Les tribunaux locaux sont assez efficaces.
- La loi finlandaise est assez favorable, car neutre.
- Le choix d'un tribunal local est à privilégier. Ce sera toujours plus rapide qu'une action en France impliquant une reconnaissance du jugement en Finlande. En matière d'injonction de payer européenne, la Haute cour est la seule compétente.

#### → **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 1/190.**

#### **Bon à savoir**

Non seulement les pénalités de retard pour non-paiement sont obligatoires, mais elles sont, de plus, toujours appliquées. Ceci explique le faible pourcentage des retards de paiement.

### **7. LOGISTIQUE ET DOUANE**

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Finlande était classée au 37<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les

délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 213 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 70 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

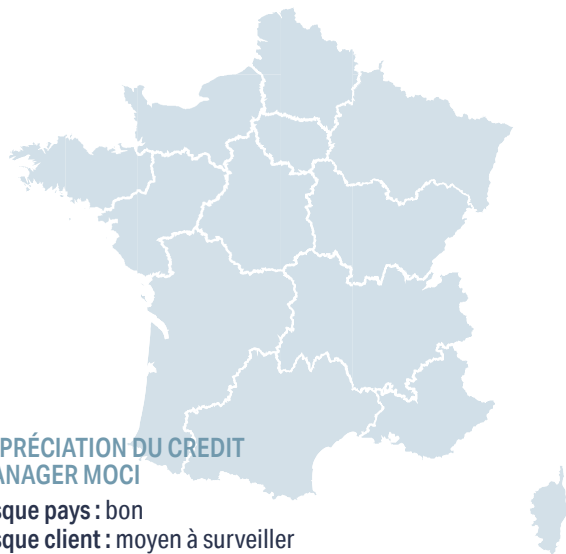


## **LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER**

Si les Finlandais ont longtemps été des modèles en matière de comportement payeur, parmi les meilleurs élèves d'Europe, on a vu dans les dernières données sur les comportements de paiement que la situation se dégrade légèrement. La préoccupation principale des années 2008 à 2010 avait été l'explosion des défaillances d'entreprises après la crise financière. Après plusieurs années de baisse significative dans la période qui a suivi, les faillites sont reparties à la hausse en 2019 avant à nouveau de reculer légèrement en 2020, dans le contexte des mesures exceptionnelles prises pour soutenir l'économie durant la crise sanitaire. Prudence donc, même si la Finlande demeure un très bon risque.

EUROPE-UE. 

## FRANCE·EUR



### APPRECIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : moyen à surveiller

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 67

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -7,9 % ;

2019 (provisoire) : 1,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

50 400

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 488,372 (-14 %)

Import : 582,564 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 65,8 %

2 - Chine 7,1 %

3 - États-Unis 4,8 %

4 - Royaume-Uni 3,8 %

5 - Suisse 2,8 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>4</sup> :** 23/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.

4. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Tout comme sa voisine la Belgique, la France est un véritable paradis pour les sociétés d'informations économiques et les credit managers ! Tout ou presque y est disponible. Aussi, les principaux leaders du marché du renseignement s'y sont implantés. Les assureurs-crédits sont également très actifs sur ce marché.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Sur le marché domestique, le virement bancaire, sous sa forme virement commercial. Hélas, malgré un net recul, le chèque est encore très utilisé. Selon la cartographie des moyens de paiement scripturaux, publiée en 2018 par la Banque centrale européenne, la France était encore très largement en tête des pays européens et représentait près de 70 % des chèques émis dans l'Union européenne, loin devant le Royaume-Uni (17,3 %) et l'Italie (6,4 %). Les effets de commerce y sont encore également très utilisés.

À l'international, pour les opérations d'importation, préférer le virement bancaire, Swift de préférence, ou le crédit documentaire si le montant le justifie. L'usage de la lettre de crédit standby se développe petit à petit, mais ce produit est encore largement méconnu des entreprises françaises et le plus souvent mal utilisé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres moyens de paiement : chèque, billet à ordre et lettre de change

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-776



du 4 août 2008, dite loi LME, les délais de paiement sont très rigoureusement réglementés en France.

Selon ce texte, « le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture ». Certains secteurs sont réglementés par des lois antérieures, le transport routier, par exemple : 30 jours à compter de la date d'émission de la facture.



La Directive 2011/ 7/UE du 16 février 2011, concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales entre entreprises privées, indique, article 3, § 5 : « Les États membres veillent à ce que le délai de paiement fixé dans le contrat n'excède pas soixante jours civils, à moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement par contrat et pourvu que cela ne constitue pas un abus manifeste à l'égard du créancier au sens de l'article 7 (clauses contractuelles et pratiques abusives). »

Contrairement à plusieurs autres États membres de l'UE, la transposition en droit français n'a toujours pas retenu cette disposition autorisant à dépasser ce délai de 60 jours, la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, dans son titre IV, ne concernant que les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Certains ont cru lire une transposition de cette dérogation dans l'article 123 de la Loi Sapin 2 entrée en vigueur le 11 décembre 2016. En fait, la nouvelle disposition est très restrictive comme le montre ci-après, extrait de l'article 441-6 du Code de commerce : « Par dérogation au neuvième alinéa du présent I, le délai convenu entre les parties pour le paiement des achats effectués en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée, en application de l'article 275 du code général des impôts, de biens destinés à faire l'objet d'une livraison en l'état hors de l'Union européenne ne peut dépasser quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'émission de la facture. Le délai convenu entre les parties est expressément stipulé par contrat et ne doit pas constituer un abus manifeste à l'égard du créancier. Si les biens ne reçoivent pas la destination prévue à la première phrase du présent alinéa, les pénalités de retard mentionnées au douzième alinéa du présent I sont exigibles. Le présent alinéa n'est pas applicable aux

achats effectués par les grandes entreprises. » Comme l'explique très clairement la DGC-CRF sur son site : « La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 a introduit la possibilité, pour les entreprises procédant à de l'export hors de l'Union européenne en matière de marchandises revendues en l'état, de convenir de délais dérogatoires pour leurs achats effectués en France et faisant l'objet de la revente, ne pouvant dépasser 90 jours à compter de la date d'émission de la facture. »

C'est donc une disposition propre aux achats en France dans les opérations de négoce et cette dérogation ne s'applique donc pas aux opérations d'exportation.

Jusqu'à ce jour, seules les dispositions ci-après ont été transposées lors de la modification de l'article 441-6 du Code de commerce (modification entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013) : « Tout professionnel en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard du créancier, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification. Toutefois, le créancier ne peut invoquer le bénéfice de ces indemnités lorsque l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire interdit le paiement à son échéance de la créance qui lui est due. »

Le décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012 fixe ce montant minimum, repris dans l'article D441-5 : « Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue au douzième alinéa de l'article L. 441-6 est fixé à 40 euros. »

**Attention :** La mention de cette indemnité ainsi que de son montant doivent figurer dans les conditions générales de ventes (CGV) et sur la facture. L'absence de mention est sanctionnée par une amende de 15 000 euros.

À noter qu'un nouveau Code des marchés publics « Code de la commande publique », est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019. Pour accélérer les paiements, il encourage le principe de l'affacturage inversé.



Concernant les délais accordés, une étude intéressante a été publiée en juin par Intrum Justitia, *European Payment Report 2021*, basé sur une enquête réalisée entre janvier et avril 2021. Sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 38 jours pour les entreprises du secteur privé et de 49 jours pour le secteur public.

## → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays, y compris en France, de nombreux retards de paiement, 15 à 30 jours au minimum selon les premières estimations.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement se sont dégradés en moyenne de 72 % par rapport à la même période de 2019. Les retards de paiement sont passés durant cette période de 27 % à 48 % de la valeur totale des factures.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la France, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 69 jours (73 en 2018).

Cette étude est à rapprocher du rapport précité d'Intrum Justitia. Celui-ci indique un délai moyen de retard de paiement de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 8 jours pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 50 et 57 jours pour le premier trimestre 2021. Ces données montrent que les retards de paiement ne se sont pas dégradés, sur la période analysée, mais les délais accordés se sont allongés.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 40,4 % seulement des entreprises en France respectent les échéances négociées. Et 4,5 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Selon le rapport *Payment practices in Europe 2019* du groupe allemand EOS, le délai de paiement moyen accordé est de 32 jours. Mais attention, on parle des délais accordés, ce qui ne veut pas dire grand-chose quand on regarde les délais réels constatés de 49 jours, soit 17 jours en moyenne de retard. Pour Atradius, (*Payment Practices Barometer*, octobre 2019), 12 % des factures sont réglées avec plus de 60 jours de retard.

En dehors de l'impact imprévisible de la crise sanitaire, les différentes lois et décrets mentionnés plus haut ont-ils porté leurs fruits ? Le dernier rapport annuel de l'Observatoire des délais de paiement de la Banque de France, publié en septembre 2021, se résume en une note légèrement optimiste, notant, malgré la crise sanitaire, une dégradation limitée des délais de paiement en 2020.

Selon une étude d'Altares réalisée à la fin du troisième trimestre 2018, la France avait ramené son niveau de retard à 10,9 jours, après être brièvement descendu à 10,7 jours. La France ne fait donc plus partie des mauvais élèves de l'Europe. Elle est même troisième derrière les Pays-Bas (4,3 jours) et l'Allemagne (6,7 jours). Si l'on considère les retards à plus de 30 jours, pour une moyenne européenne de 8,7 %, la France affiche 6,3 %. En revanche, elle s'est améliorée quant au pourcentage d'entreprises payant leurs factures sans retard : 44 %, pour une moyenne européenne de 45,8 %. C'est bien moins que les Pays-Bas (71,8 %) ou que l'Allemagne (66,7 %) ou même l'Espagne (49,1 %), mais c'est mieux que la Grande-Bretagne (30,7 %) ou le Portugal (15,6 %).

Le délai moyen constaté par Atradius, ventes domestiques et à l'international confondues, représenterait 42 jours pour un délai moyen accordé de 34 jours.



Comme nous le signalons chaque année dans ce guide, que ce soit pour la France ou une majorité de pays européens, curieusement, en matière de retard de paiement, on constate toujours des écarts très significatifs selon les prestataires de services de renseignement ou de recouvrement, ou encore les organismes professionnels, les indices publiés allant de 7 à 22 jours ! Il faut vraisemblablement tenir compte du fait que les différentes enquêtes n'ont pas été réalisées à la même époque et le panel d'entreprises concernées n'est pas le même.

## → Acomptes à la commande

Obtenir des acomptes est possible. C'est même fortement recommandé si la commande est importante.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Le coût et les possibilités d'émission sont, comme dans les autres pays, fonction de la solvabilité du client. Rappelons que la lettre de

crédit standby, en substitut des cautions, est encore très peu utilisée, même si son usage se développe peu à peu.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Selon l'article 42 du Code de procédure civile, la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du lieu où demeure le défendeur. Si le défendeur n'a ni domicile ni résidence connue, le demandeur peut saisir la juridiction du lieu où il demeure ou celle de son choix s'il demeure à l'étranger. Mais, par dérogation, conformément à l'article 48 : « Toute clause qui, directement ou indirectement, déroge aux règles de compétence territoriale est réputée non écrite à moins qu'elle n'ait été convenue entre des personnes ayant toutes contractées en qualité de commerçant et qu'elle n'ait été spécifiée de façon très appa-

rente dans l'engagement de la partie à qui elle est opposée. » Ainsi, en matière de recouvrement de créances, c'est le plus souvent le lieu du siège social du demandeur, donc du vendeur. Une exception toutefois : en cas de procédure d'injonction de payer, c'est obligatoirement le tribunal du lieu du siège social du défendeur, donc de l'acheteur.

• Un nouveau droit français de l'arbitrage (national ou international) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011 (décret n° 2012-48 du 13 janvier 2011 portant réforme de l'arbitrage).

À noter également la refonte du droit des contrats en France (Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2016.

• Signalons aussi l'efficacité de la procédure d'injonction de payer dont s'est d'ailleurs inspi-

## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



L'année 2019 s'était terminée sur une baisse sensible des défaillances (52 002 contre 54 627 l'année précédente). La Covid-19 est arrivée et, contre toute attente, ce recul s'est accentué. Pour 2020, la baisse constatée a été de 38 % (31 385) selon Euler Hermes ! Cette baisse a continué sur le premier semestre 2021 et l'assureur-crédit estimé que le nombre de défaillance s'établira à 26 500 en 2021. Mais ces données tiennent compte de l'impact des mesures de soutien public à l'économie (PGE, chômage partiel, etc.). Si celles-ci n'étaient pas reconduites, on pourrait assister à une véritable hécatombe. C'est d'ailleurs ce que prévoit Euler Hermes dans son étude publiée le 6 octobre 2021 : après une baisse de 17 % à fin 2021, la hausse des défaillances pourrait atteindre 40 % pour l'année 2022, à 37 000 !

Et les mouvements sociaux les plus divers continuent de perturber l'économie depuis des mois, avec un impact que l'on n'a pas encore réellement mesuré.

La France a longtemps eu la réputation – avec l'Italie, l'Espagne ou le Portugal – d'être l'un des

pays les plus mauvais payeurs d'Europe. Cette mauvaise réputation semble enfin se dissiper quelque peu quand on constate les améliorations signalées dans la présente fiche.

C'était – et cela le demeure un peu encore dans certains secteurs d'activités – un problème culturel comme le soulignait, il y a quelques années, Altares dans une de ses études : « Cette constance des comportements de paiement, toute satisfaisante qu'elle puisse paraître, traduit un non-respect quasi culturel des engagements contractuels en France. » En dehors de cet aspect, il faut également souligner que les entreprises françaises exportatrices sont très touchées par les crises politiques au Maghreb, au Proche-Orient et en Afrique (Tunisie, Libye, Syrie, Mali, etc.) et personne n'est capable de prévoir la durée de l'impact réel de ces crises sur les engagements commerciaux des exportateurs français.

Soulignons également que les exportateurs français sont friands de pays à risque économique – Brésil, Argentine, Russie ou encore Vietnam –, et trop souvent peu soucieux de sécuriser leurs opérations.

rée la procédure européenne entrée en vigueur en décembre 2008.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 26/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la France était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais

Risque client : mauvais, voire très mauvais pour les PME

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 10,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2020 (provisoire) : -8,2 % ;

2019 : 1,9 % (provisoire)

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :

30 620

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 35,569 (-7 %)

Import : 55,691 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 54,2 %

2 - Chine 7,7 %

3 - Russie 6 %

4 - Irak 4,1 %

5 - Kazakhstan 3,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :

2,801 Md USD, +1,14 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 59/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 3/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 5/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Attention à la qualité de l'information sur les entreprises grecques : elle est très, très faible car les données sont difficilement disponibles et surtout peu fiables, surtout depuis de nombreux mois. Prestataire incontournable :

### • ICAP

[www.icap.gr](http://www.icap.gr) (pages en anglais)

Tél. : +30 210 7200 000

[icap@icap.gr](mailto:icap@icap.gr)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

L'euro.

### → Conseillés

Selon le montant, virement Swift, éventuellement garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby, sinon crédit documentaire.

### → Déconseillés

Tous les autres. Les entreprises grecques proposent très souvent un moyen de paiement très utilisé sur le marché domestique : la « promissory letter » (« hyposhetiki epistoli »). Ce n'est qu'une reconnaissance de dette qui, bien que transmise par le canal de la banque, n'a aucune valeur contrairement à ce que l'on peut lire sur certains sites. À éviter !



À refuser ! Pour information ICAP, cité plus haut, publie mensuellement les statistiques de chèques et traites impayés.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Au niveau mondial, on constate une forte part de transactions avec la Grèce sur la base de paiement d'avance (entre 35 % et 40 %). Comme presque tous les États membres de

l'Union européenne, la Grèce a transposé la Directive 2011/7/EU sur les retards de paiement loi 4152/2013, publiée le 9 mai 2013 mais avec effet rétroactif au 17 mars. Mais compte tenu de la situation économique, cette loi n'est guère plus respectée que la précédente. Le délai standard local va de 45 à plus de 90 jours, avec une moyenne annoncée de 66 jours, selon le Baromètre Atradius couvrant le troisième trimestre 2019.

Le groupe allemand EOS, dans son rapport *Payment practices in Europe 2019*, mentionnait ainsi un délai moyen accordé de 46 jours avec une moyenne des retards de paiement de 23 jours. La publication *European Payment Report 2021* d'Intrum Justitia, basée sur une étude réalisée au premier trimestre, indique, elle, 44 jours de délais accordés dans le secteur privé et 55 dans le secteur public, indiquant en théorie une certaine amélioration dans les délais accordés. Pour les transactions internationales, si on ne peut privilégier le paiement d'avance, se limiter à 30 jours ou un maximum 60 à condition que la créance soit garantie, et surveiller très attentivement le respect des échéances.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 15 à 30 jours au minimum selon les premières estimations.

Les retards sont très élevés et très fréquents en cas de transaction non sécurisée, on l'a constaté avec le rapport d'EOS déjà cité. Intrum Justitia mentionne 13 jours pour le secteur privé et 12 jours pour le secteur public.

Ces données laissent un peu perplexe lorsqu'on lit l'étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021 par Euler Hermes. Elle mentionne pour la Grèce, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 83 jours, l'un des plus mauvais derrière l'Italie et la Chine.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement se sont dégradés de 71 % par rapport à la même période de 2019. Cribis Dun and Bradstreet, dans le *Payment Study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 23,3 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 10,4 % réglent avec plus de 90 jours de retard.

Sans surprise, de nombreux exportateurs exportant sans filet de sécurité subissent des retards supérieurs à 150 jours !

## → Acomptes à la commande

En demander est très fortement recommandé si le montant de votre opération est élevé. La pratique du paiement d'avance, avec un escompte, se généralise de plus en plus.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des banques locales, mais elles sont onéreuses. Attention aussi aux textes des garanties émises, souvent très fantaisistes.

La lettre de crédit standby est pratiquée en Grèce, mais, le plus souvent, sous l'appellation de garantie bancaire.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Choisissez de préférence le droit français et un tribunal français.

- Les tribunaux locaux sont en effet très lents, la lourdeur administrative extrême et les décisions très aléatoires.
- Une action engagée en France sera plus efficace. Dès le début de l'action, prendre des mesures conservatoires afin de sécuriser les actions ultérieures. Attention, les mesures conservatoires existent, mais sont difficiles à mettre en place.

À noter néanmoins qu'il existe en Grèce une procédure d'injonction de payer semblable à la procédure française « Diataghi Pliromis ». Il faut être titulaire d'une créance certaine valant reconnaissance de dette, non contestable (titre cambiaire, facture contresignée par le débiteur, etc.) et l'assistance d'un avocat est obligatoire.

En matière d'injonction de payer européenne, les créances ne dépassant pas 12 000 euros, relèvent de la justice de paix, les autres du tribunal de première instance.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 72/190.**

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



La Grèce est l'un des pays de l'Union européenne les plus mal notés en termes de comportement de paiement, avec Chypre. De plus, bien que dans la zone euro, la Grèce est encore classée par Credendo 5/7 en risque de non-transfert, ce qui est très élevé pour un pays de l'Union européenne, au même niveau que de nombreux pays en développement et émergents. Attention, déjà en temps normal, la Grèce était le plus mauvais élève de l'Europe en matière de délais de paiement réels. La situation s'est, sans surprise, encore dégradée ces dernières années, compte tenu de la crise financière et économique qu'elle traverse depuis plus de cinq ans, à laquelle s'est ajoutée la crise sanitaire, qui a provoqué un effondrement du tourisme. Cette situation devrait perdurer, vu la situation économique fragilisée du pays et la très grande faiblesse du système bancaire grec, en dépit de l'accord fragile obtenu en avril 2017 auprès des institutions européennes pour un soutien économique et financier.

Malgré des statistiques nationales peu fiables (les montants annoncés sont très nettement en dessous des chiffres réels et indiquent, eux, une légère baisse), on peut relever que la tendance à la hausse des défaillances d'entreprises avait pris fin et s'était inversée sur 2018, 2019 et 2020. Cependant, la baisse des incidents de paiement constatée ces dernières années est surtout la conséquence de la montée en flèche des transactions sur la base de paiements d'avance. Concernant les opérations de forfaitage, la Grèce, qui n'était pas couverte depuis de nombreuses années par les forfaiteurs, est désormais ouverte à un an chez certains opérateurs. C'est un signe positif mais prudence et rigueur sont plus que jamais de mise dans la négociation des clauses financières des offres et des contrats ainsi que dans le suivi des échéances de paiement. Et essayez d'imposer le paiement d'avance ou, au minimum, des acomptes de montants significatifs.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Grèce était classée au 34<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 300 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 30 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 1 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



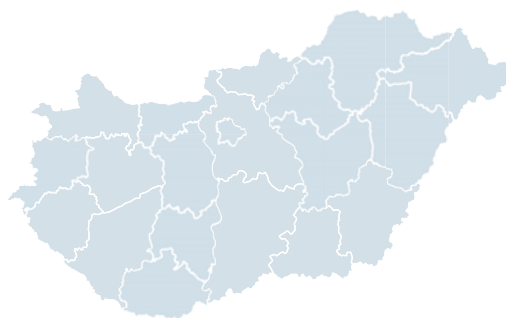
EUROPE-UE. 

# HONGRIE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen (avec tendance à la dégradation)

Risque client : mauvais



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 9,8**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -4,7 % ;

2019 : 4,6 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

33 070

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 120,311 (-3 %)

Import : 115,353 (-4 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 70,9 %

2 - Chine 7,7 %

3 - Corée du Sud 3,5 %

4 - Russie 2,2 %

5 - États-Unis 2,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

4,251 Md USD, 1,97 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 69/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N.C. (octobre 2021).

**Euler Hermes** : B3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Compte tenu du peu d'informations disponibles, la qualité des données sur les entreprises hongroises est plus que discutable. Se rapprocher des milieux d'affaires français et européens installés localement. Sinon, pour les principaux prestataires, passer plutôt par les entités françaises.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le forint hongrois (HUF).

Taux de change au 3 octobre 2021 :

1 HUF = 0,00279 EUR

1 EUR = 357,245 HUF

En dépit d'une clause du traité d'Athènes (2003) qui impose aux nouveaux entrants dans l'Union européenne d'adhérer à la monnaie unique, la Hongrie n'a, à ce jour, toujours pas adopté l'euro. En 2011, le Premier ministre avait avancé une éventuelle adhésion vers 2020 au plus tôt. Sauf qu'en novembre 2016, le gouverneur de la Banque centrale annonçait que l'adoption de l'euro n'aurait pas lieu avant une quinzaine d'années... Et la situation n'a pas évolué ces derniers mois, bien au contraire.

### → Monnaie de facturation des échanges

L'euro

### → Conseillés

Selon le montant, virement Swift garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby ou un crédit documentaire.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La Hongrie a transposé la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiement dans son Code



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

En matière de crédit client, les retards de paiement, qui avaient diminué en 2010, sans doute suite à une politique plus rigoureuse des fournisseurs en matière de sécurisation des opérations, se sont à nouveau dégradés les années suivantes, montrant néanmoins une légère amélioration courant 2017 et 2018. Après trois années consécutives de baisse du niveau des défaillances d'entreprises, cette tendance baissière s'est confirmée sur 2018, 2019 et 2020. Mais ces chiffres sont à prendre avec réserves... Attention aussi à l'extrême faiblesse du système bancaire hongrois : sur l'année 2014, 10 banques ont fait faillite ! Aussi, la plus grande prudence est recommandée, de même qu'une grande rigueur dans le suivi des échéances.

civil avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2013. Comme de nombreux autres États membres, même si le délai standard de 30 jours peut être étendu à 60, la possibilité de dépasser ces 60 jours est envisageable à condition que ce ne soit pas considéré comme une clause abusive.

Selon Atradius (*Baromètre des pratiques de paiement*, novembre 2020), le délai moyen accordé est de 40 jours avec 18 % de facturation à plus de 60 jours. Pour le groupe allemand EOS (*Payment practices in Europe 2019*), le délai moyen de paiement accordé est de 37 jours.

Ces données se sont bien évidemment dégradées. Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 42 jours pour les entreprises du secteur privé et de 53 jours pour le secteur public.



### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Intrum Justitia, dans le rapport précité, mentionne des retards de paiement en moyenne de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 8 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 54 et 61 jours.

Pour 2019, EOS indiquait un délai moyen de retard de 18 jours. On constate ainsi une certaine stabilité dans les retards. Ce sont les délais accordés qui se sont allongés. Pour Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, 66,6 % des entreprises respectent les échéances négociées.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et c'est même très fortement recommandé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont d'utilisation fréquente. Les garanties classiques sont obtenues dans des délais et coûts raisonnables. La lettre de crédit standby est encore peu pratiquée. Elle est essentiellement émise par des filiales de banques étrangères.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Les tribunaux locaux sont lents et peu efficaces en raison du formalisme et de la lourdeur des procédures. Attention aussi aux coûts.
- Privilégier en premier lieu la négociation amiable et, en cas d'échec, une action devant un tribunal français.

En matière d'injonction de payer européenne, en Hongrie, tous les notaires sont compétents pour l'ensemble du territoire hongrois.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 66/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations

disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Hongrie était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

La Hongrie dispose d'une économie tournée vers les exportations et fortement intégrée aux chaînes de valeurs européennes, principalement dans les secteurs de l'automobile, de l'électronique et des biens d'équipement. Le pays est l'une des principales destinations des investissements directs étrangers vers l'Europe de l'Est. L'environnement politique est dominé par un parti unique (Fidesz) qui prône la gouvernance centralisée, la stabilité macroéconomique et fiscale ainsi que l'interventionnisme dans l'économie. L'économie bénéficie d'une reprise robuste stimulée par les exportations. La croissance du PIB devrait atteindre 7,2 % en 2021, suivie de 4,5 % en 2022. Après un recul de -17 % en 2020, les défaillances d'entreprises devraient augmenter de +20 % en 2021 et de +17 % en 2022.

### RECOUVREMENT

Le recouvrement des créances en Hongrie peut s'avérer difficile lorsque le fournisseur est étranger et ne parle pas la langue. Il est important de s'appuyer sur un correspondant local et de privilégier l'amiable d'autant que le système judiciaire hongrois est excessivement formel et coûteux. La négociation d'un échéancier de paiement formalisé constitue une reconnaissance de dette qui devient alors exécutoire dès l'approbation du tribunal. Depuis la modification des lois sur l'insolvabilité (2006), les lettres de relance constituent une base légale pour demander la liquidation d'une entreprise, avec des possibilités très limitées pour le débiteur de contester la créance. ■

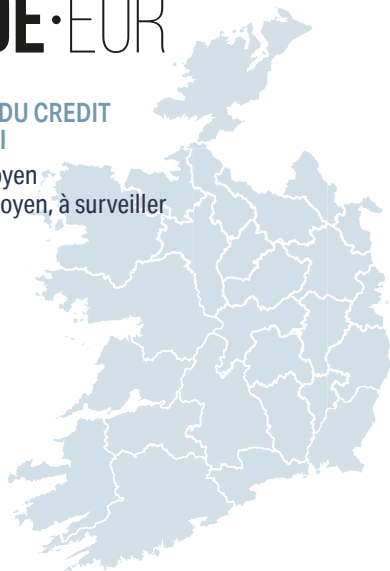
EUROPE-UE. 

## IRLANDE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen

Risque client : moyen, à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 5**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : 5,9 % ;

2019 : 4,9 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

69 190

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 179,772 (+6%)

Import : 98,750 (-2 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 33,4 %

2 - Royaume-Uni 22,9 %

3 - États-Unis 15,1 %

4 - Chine 7,1 %

5 - Suisse 4,8 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

3,852 Md USD, +1,69 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 20/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021) )

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 positif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les sources se sont raréfiées ces dernières années sur l'Irlande, de nombreuses filiales de prestataires britanniques ayant été fermées, leurs activités ayant été reprises au Royaume-Uni. La qualité d'information est assez moyenne, surtout sur les PME. Signalons néanmoins :

• **Experian Ireland Ltd**

[www.experian.ie](http://www.experian.ie)

Tél. : +353-1- 8469200

[info@experian.ie](mailto:info@experian.ie)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro

→ **Conseillés**

Virement Swift, éventuellement garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby. Un crédit documentaire si le montant est élevé et qu'il y a un manque de confiance dans le débiteur.

→ **Déconseillés**

Chèques et effets de commerce.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Plus de 74 % des transactions à l'international sont établies avec un délai de 1 à 30 jours maximum, correspondant au délai standard local, hélas non respecté.

L'Irlande a adopté dans son intégralité la Directive européenne sur les retards de paiements (Statutory Instrument (Regulation or Order), Numéro : 580 of 2012 ; Journal officiel : Iris Oifigiúil, Date de publication : 15/01/2013). Contrairement à la France, comme de nombreux autres États membres de l'UE, l'Irlande a prévu la possibilité de dépasser le délai de 60 jours à la condition que ce soit expressément prévu par les parties et surtout non

défavorable au vendeur. Pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 41 jours pour les entreprises du secteur privé et de 52 jours pour le secteur public. Comme dans de nombreux pays, on constate un très net allongement des délais accordés.

#### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement s'étaient dégradés de 76 % par rapport à la même période de 2019.

Selon le rapport précité d'Intrum Justitia le délai moyen de retard de paiement est de 13 jours pour les entreprises du secteur privé et de 11 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 54 et 63 jours. Sur cette courte période, cela indiquerait une nette amélioration.

En revanche, Cribis D&B, dans le *Payment study 2021* couvrant l'année 2020, indique que 28,9 % seulement des entreprises respectent les délais accordés, et plus de 1,7 % réglent à plus de 90 jours.

#### → Acomptes à la commande

En obtenir est possible et c'est une pratique courante si le montant est élevé.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont d'un usage fréquent et facile à obtenir. La lettre de crédit standby est couramment utilisée avec l'Irlande.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Les tribunaux locaux sont assez efficaces.
- Les décisions rendues par une cour en France sont facilement exécutoires en Irlande.
- Il existe des mesures conservatoires efficaces.

Toute action en justice doit commencer par une lettre de mise en demeure.

En matière d'injonction de payer européenne, la Haute Cour (High Court) est la seule compétente.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 19/190.

#### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Irlande était classée au 52<sup>e</sup>

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Une nouvelle loi sur les faillites, « The Bankruptcy (Amendment) Act 2015 », est entrée en vigueur en 2016 mais il faudra attendre plusieurs années pour en constater les effets. Notons néanmoins que l'*Insolvency Service of Ireland* a indiqué une légère amélioration de l'évolution des faillites depuis 2017, 2020 se terminant sur une très faible hausse. D'après les dernières prévisions d'Euler Hermes (octobre 2021), 575 faillites ont été comptabilisées en 2020 (568 en 2019). L'assureur-crédit table sur une légère baisse en 2021 (445), avant une forte remontée de 46 % en 2022 (650).

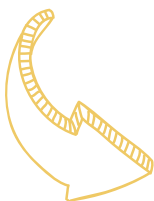
L'attention des credit managers ne doit bien évidemment pas se relâcher sur l'Irlande. Comme on l'a vu dans cette fiche, les délais de paiement sont toujours assez longs. La crise actuelle et le manque de soutien des banques locales aux PME encouragent très fortement un recours au crédit interentreprises et mettent à mal la réputation de bons payeurs qui qualifiait dans l'ensemble les entreprises irlandaises. Prudence donc, d'autant plus qu'il est difficile de recueillir des informations fiables sur les PME irlandaises.



rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 305 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 75 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 253 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 75 USD). ■



EUROPE-UE. 

## ITALIE • EUR



APPRECIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
Risque client : moyen, à surveiller

CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 59,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -8,9 % ;

2019 : 8,4 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
42 270

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 496,160 (-8 %)

Import : 422,875 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 58,2 %

2 - Chine 8,7 %

3 - États-Unis 4 %

4 - Suisse 2,6 %

5 - Russie 2,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
37,084 Md USD, -12,42 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 52/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A2, risque de court terme modéré (octobre 2021)

**Coface** : pays A4, environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Cela n'est pas aisé par les voies habituelles, du moins celles couramment utilisées dans d'autres pays européens. Aucun organisme, y compris public, ne publie des informations réellement fiables, les bilans communiqués par les sociétés étant eux-mêmes peu fiables. On recommande de s'adresser aux organismes classiques français – sociétés spécialisées dans l'information financière sur les entreprises comme Ellisphere, Altares, Intersud ou autres –, mais avec beaucoup de réserves quant à la qualité et la quantité des informations recueillies. La meilleure source, comme dans de nombreux pays, demeure le client lui-même, d'où l'importance du relationnel !

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

L'euro

### → Conseillés

Le virement Swift (SEPA) et la lettre de crédit standby. Plus précisément, on privilégiera une formule associant un virement sécurisé par une garantie (type lettre de crédit standby) ou une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres moyens de paiement : chèque, billet à ordre et lettre de change. À noter que le « riba », souvent présenté comme un substitut de la traite, n'est pas un moyen de paiement, mais un moyen de transmission des créances, par voie électronique le plus souvent. Plusieurs banques françaises solidement implantées en Italie offrent ce service. Bien maîtrisé, avec des clients respectueux de leurs engagements, il peut s'avérer efficace. Mais ce n'est qu'une simple reconnaissance de dette, sans valeur juridique, et en cas d'impayés, il n'y a pas de recours efficace possible.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Officiellement comme prévu par la loi, 60 jours maximum. Mais contrairement à la France, dans sa transposition de la Directive européenne, l'Italie a retenu, tel que prévue, la possibilité de délais supérieurs à 60 jours, à condition que ce soit stipulé dans le contrat et non discriminatoire... Sur le marché domestique, les délais contractuels vont de 30 à 90 jours, avec un délai moyen réel de plus de 100 jours compte tenu des retards constatés. Le baromètre Atradius des pratiques de paiement en Europe (troisième trimestre 2020) mentionnait un délai moyen accordé de 62 jours. Dans les transactions internationales, il faut essayer de ne pas dépasser les 60 jours.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations

Les retards sont élevés bien évidemment et après une légère amélioration, ils recommencent à se dégrader, comme en témoignent les études convergentes de certains prestataires.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour l'Italie en 2019, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 89 jours, à la deuxième place du podium derrière la Chine et devant la Grèce !

Pour Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021* couvrant l'année 2020, 35,7 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 3,6 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Une étude récente laisse un peu perplexe, celle d'Intrum Justitia, (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021). Selon celle-ci, sur la période concernée, le délai moyen accordé est de 42 jours pour les entreprises du secteur privé, avec un retard moyen de 12 jours, et de 52 jours pour le secteur public, avec 12 en moyenne de retard. Des données très en deçà de celles recueillies par d'autres prestataires... Ceci s'explique peut être par le panel d'entreprises consultées et par la période concernée.

## → Acomptes à la commande

Obtenir des acomptes est possible. C'est même fortement recommandé en fonction de l'importance de la commande.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'obtenir des garanties bancaires locales en Italie : des « fideiussione bancaria » (garanties bancaires) ou des lettres de crédit standby. L'arsenal des sûretés existantes est

sensiblement le même qu'en France. Le coût sera fonction du risque client. Son niveau en Italie, selon les credit managers locaux, est très similaire aux coûts pratiqués en France.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Le problème de l'Italie reste l'extrême lenteur des tribunaux et donc de l'exécution des jugements. Une situation bien connue, due essen-

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Avec la Grèce et le Portugal, l'Italie est l'un des pays de l'Union européenne les plus frappés par la crise économique. Ceci a bien évidemment des conséquences directes sur la vie des entreprises. Et la crise sanitaire actuelle ne peut qu'aggraver la situation. Après huit années de hausse continue des défaillances d'entreprises, l'Italie a toutefois connu à partir de 2015, cinq années de baisse. Cette tendance s'est confirmée pour 2020, en Italie comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ayant été prises par les autorités publiques pour « freiner » l'explosion des défaillances provoquées par la pandémie. Mais l'arrêt de ces mesures risque d'avoir un impact catastrophique. Dans une étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit ainsi une hausse de 47 % des défaillances à fin 2021 (à 10 500), puis encore 14 % pour l'année 2022 (à 12 000). Pour mémoire, rappelons la récente entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur les faillites introduisant une procédure de sauvegarde qui semble connaître beaucoup de succès en Italie. Notons également que la faiblesse du système bancaire italien a entraîné, entre autres conséquences, une raréfaction du crédit court terme pour les TPE et PME. D'où une nette augmentation du recours au bon vieux crédit fournisseur. Selon les statistiques de l'Union de Berne, en 2020, l'Italie figurait en tête du top 5 des pays sur lesquels les assureurs avaient versé des indemnités sur les opérations court terme. En matière de comportement de paiement, l'Italie reste en outre l'un des plus mauvais élèves

de l'Europe. Comme le disait avec beaucoup d'humour Alberto Conti, Senior Credit Director Europe de DKNY lors d'une intervention en novembre 2013 à une Conférence de l'AFDCC, « there is always time to die and to pay ». Il ne sert à rien d'essayer d'imposer des délais courts qui ne seront le plus souvent pas tenus, mais il ne faut pas non plus être laxiste et laisser traîner les factures. Ne pas hésiter à relancer les débiteurs dès l'échéance atteinte, voire avant, en pré-relance. Mais, attention : les statistiques sur les défaillances d'entreprises sont à prendre avec prudence, car publiées souvent avec beaucoup de retard. En outre, la dernière loi italienne sur les faillites, en introduisant des procédures de sauvegarde, a considérablement réduit le nombre d'entreprises susceptibles d'être en liquidation, rappelant ainsi la situation en Espagne, il y a quelques années. N'oublions pas non plus que les PME italiennes sont plus touchées que les PME françaises par les crises libyenne et tunisienne. Grande prudence, donc, en matière de credit management, l'Italie demeure un pays à risque commercial élevé. Enfin, dernier point, attention au formalisme de la clause de réserve de propriété : pour être efficace (et encore...), elle doit être conclue par écrit et être confirmée sur chaque facture et dans la plupart des cas, enregistrée (voir articles 1523 et 1524 du Code civil italien). Notons que l'article 1523 stipule que si l'acheteur n'acquiert la propriété de la chose qu'au moment du paiement de la dernière tranche du prix, il supporte néanmoins les risques dès la livraison.

tiellement au fait qu'il n'existe pas de tribunaux de commerce et donc à l'encombrement des tribunaux civils. Il faut s'attendre à des jugements très longs à venir, surtout si le débiteur fait appel.

- Il est donc préférable de faire juger un éventuel litige en France, puis de faire reconnaître la décision rendue en Italie, selon le Règlement européen de reconnaissance des jugements rendus. Mais ce sera encore très long.
- Au vu de l'état actuel du système judiciaire italien, en cas de litige commercial avec une entreprise italienne, un bon accord à l'amiable sera toujours préférable à un jugement long et coûteux. Dans tous les cas, ne pas hésiter à prendre des mesures conservatoires : l'ar-

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'Italie s'est distinguée dans sa réponse économique face à la pandémie en adoptant la politique budgétaire la plus expansionniste de la zone Euro. La dégradation des finances publiques devrait toutefois être compensée par une forte croissance économique (4,4 % en 2021 et 4,6 % en 2022) portée par la réouverture rapide de l'économie. Tout comme son voisin espagnol, l'Italie affiche un fort rebond des défaillances en 2021 (environ +45 %), du fait de la prépondérance des secteurs exposés à la crise sanitaire dans son économie. Les délais de paiement ont d'ailleurs augmenté de 6 jours en moyenne en 2020 pour atteindre 89 jours.

### RECOUVREMENT

Le recouvrement des créances en Italie reste difficile, avec un délai de paiement moyen excessif malgré une réglementation plus stricte que les exigences de l'UE. Le recouvrement amiable est à privilégier. En cas d'échec, pour une créance certaine et incontestée, il est possible de recourir à la procédure d'injonction européenne de payer sans qu'une procédure d'exequatur soit nécessaire. En cas de contestation, le litige passera en procédure ordinaire, plus longue et coûteuse. Concernant les procédures d'insolvabilité, une place importante est faite à la restructuration de dettes, alternative à la faillite. ■

nal disponible est très proche de celui que l'on connaît en France.

En matière d'injonction de payer européenne, la situation est assez complexe. Pour résumer, jusqu'à 5 000 euros, compétence du juge de paix, au-delà, compétence du tribunal civil ou de la cour d'appel.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 21/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Italie est classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

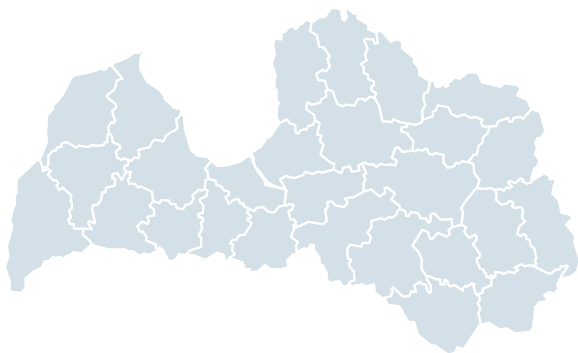
EUROPE-UE. 

## LETONNIE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen

Risque client : moyen



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 1,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -3,6 % ;

2019 : 2,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

31 590

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 16,201 (+3 %)

Import : 18,363 (-3 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 75,9 %

2 - Russie 6,1 %

3 - Chine 4,2 %

4 - Royaume-Uni 2,5 %

5 - Biélorussie 2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,37 Md USD, -9,60 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 42/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 négatif ( octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des informations disponibles sur les entreprises lettonnes est très inégale en raison du manque de disponibilité des informations et d'historique en matière de bilans.

Signalons un prestataire local à Riga :

• **Creditreform Latvija SIA**

Skanstes street 50, Rīga, LV-1013.

Tél. : +371 67 501 030

[www.creditreform](http://www.creditreform)

Il n'y a plus de pages en anglais.

À noter également, qu'un prestataire estonien donne quelques informations plus ou moins basiques :

• **Krediidiinfo AS (Experian)**

[www.krediidiinfo.ee/en](http://www.krediidiinfo.ee/en)

Tél. : +372 665 9600

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

→ **Monnaie de facturation des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

Selon le montant concerné, crédit documentaire confirmé ou virement Swift garanti soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Au niveau mondial, près de 40 % des transactions à l'international avec la Lettonie se font par paiement d'avance et environ 50 % sur la base de 30 jours maximum. Selon une très intéressante étude publiée début mai 2013 par Creditreform Latvia « Trade credit and pay-



ment delays in commercial transactions among business entities in Latvia, 2011 » sur le marché domestique, le délai moyen était passé de 20 à 29,6 jours. Les opérations sur la base de pré-paiement avaient chuté de 23,5 % à 18,4 %. Cette étude n'est hélas plus mise à jour. Plus récemment, l'*European Payments Report 2021* publié par Intrum Justitia, basée sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) indique un délai moyen accordé de 41 jours dans le secteur privé et 50 jours dans le secteur public.

#### → Risques de retards de paiement

Selon l'étude précitée d'Intrum Justitia, le délai moyen de retard de paiement est de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et de 9 jours pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 52 et 59 jours. Que ce soit sur le marché domestique ou dans les opérations internationales, une grande majorité des transactions se réalisent soit sur la base de paiement d'avance, soit au comptant.

#### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales en émettent, mais les délais d'obtention sont souvent longs et les garanties onéreuses. Les lettres de crédit standby sont très rares.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le système judiciaire local a la réputation d'être lent et les procédures lourdes.
- Privilégier le droit français et l'action devant les tribunaux français ou la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC) basée à Paris si le montant en jeu est élevé (à préciser dans le contrat).
- Il est recommandé de ne pas attendre et d'engager la procédure très vite.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 53/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Lettonie était classée au

28<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 150 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 35 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le pays a traversé une très mauvaise passe sur le plan économique et financier. Les PME locales n'ont guère de soutien de la part des banques. La tendance à la baisse des défaillances constatée depuis 2013 s'est confirmée jusqu'en 2020. La plupart des observateurs s'attendaient plutôt à une hausse pour cette dernière année, mais comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par les pouvoirs publics pour « freiner » l'explosion des défaillances dues à la pandémie. D'après les dernières prévisions d'Euler Hermes (octobre 2021), le nombre de défaillances devrait atteindre 260 en 2021 (374 en 2020) avant de remonter fortement de 26 % en 2022 (330).

Rappelons qu'une modification de la loi sur les faillites est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2015, mais elle semble ne concerner que les faillites personnelles. Négociez vos livraisons, soit avec un paiement d'avance, soit avec un crédit documentaire confirmé. On note toutefois que les confirmations sont de plus en plus difficiles à obtenir auprès des banques sur ce pays et que, lorsqu'elles sont délivrées, le tarif est élevé.

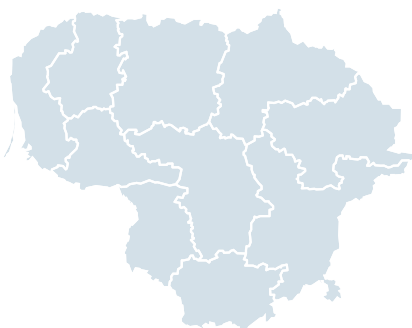
EUROPE-UE. 

## LITUANIE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen (mais tendance à la dégradation)

Risque client : moyen, à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 2,8

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2020 : -8,9 % ;

2019 : 4,3 %

Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

37 420

Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 32,767 (-1 %)

Import : 33,14 (-7 %)

Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - Union européenne 70,6 %

2 - Russie 9,1 %

3 - Chine 4 %

4 - Royaume-Uni 2,6 %

5 - Biélorussie 2,6 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

0,766 Md USD, 7,12 %

Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 35/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : B ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des informations sur les entreprises est très inégale en raison du manque de disponibilité des données et d'historiques en matière de bilans.

• **Crediidiinfo AS (Experian)**

C'est la société estonienne qui gère les opérations pour la Lituanie.

www.crediidiinfo.ee - Tél. : +372 665 9600

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro. La Lituanie a finalement fait son entrée dans l'euro le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

→ **Conseillés**

Crédit documentaire confirmé ou virement Swift garanti soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Il y a encore une ou deux années la pratique du prépaiement ou du paiement à vue était courante. Mais comme dans d'autres pays, sous la pression des acheteurs, les délais accordés se sont dégradés. Selon l'*European Payments Report 2021* publié par Intrum Justitia, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021, le délai moyen accordé est de 44 jours dans le secteur privé et 54 jours dans le secteur public.

→ **Risques de retards de paiement**

Selon l'étude précitée d'Intrum Justitia, le délai moyen de retard de paiement est de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et de 11 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 56 et 65 jours.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Obtenir des garanties bancaires et lettres de crédit standby est possible, mais les coûts sont souvent dissuasifs.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le système judiciaire local a la réputation d'être lent et les procédures lourdes.
- Il est recommandé de privilégier le droit français et l'action devant les tribunaux français (à mentionner dans le contrat), de ne pas attendre et d'engager la procédure très vite.

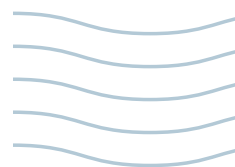
→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 89/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Lituanie était classée au 19<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane)

associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 7 h. ; coût 58 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 28 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Dans le secteur agroalimentaire lituanien, entre 70 % et 80 % des produits sont normalement destinés au marché russe. Compte tenu des sanctions de l'Union européenne sur la Russie et de l'embargo russe instauré en 2015 sur les importations de produits alimentaires européens, on s'attendait à une vague de faillites importante dans ce secteur. Il en est de même dans le secteur du transport, lui aussi très touché. Effectivement, on a constaté une forte augmentation des faillites de 2015 à 2019. L'année 2020 s'est terminée sur une très forte baisse, mais non significative car comme dans de nombreux autres pays

de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par l'État pour « freiner » l'explosion des défaillances dues à la pandémie en cours. D'après les dernières prévisions d'Euler Hermes (octobre 2021), le nombre de faillites pourrait atteindre 630 en 2021, en baisse de 20 %, avant de rebondir à 800 en 2022 (+27 %). Compte tenu de la situation économique actuelle, il vaut mieux être pessimiste pour l'année en cours. Rappelons que la plupart des entreprises lituaniennes n'ont plus accès au crédit bancaire. La plus grande prudence s'impose donc.

EUROPE-UE. 

## LUXEMBOURG·EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : bon mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 0,6

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2020 : -1,8 % ;

2019 : 3,3 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

74 310

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 13,803 (-16 %)

Import : 20,929 (-14 %)

Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - Union européenne 76,4 %

2 - Chine 3,3 %

3 - États-Unis 3,2 %

4 - Japon 3,2 %

5 - Royaume-Uni 1,8 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

2,297 Md USD, -22,22 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 9/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A1 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 1/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Cela se révèle difficile : on ne peut que constater le manque de transparence et la non-disponibilité des informations sur les opérateurs de ce pays. Il est quasiment impossible de disposer d'informations fiables sur des entreprises luxembourgeoises. On peut toujours essayer les sociétés spécialisées depuis la France (Altares, Ellisphère, etc.) pour de l'information basique et compléter par les sources puisées auprès des autres fournisseurs ou des milieux d'affaires locaux.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ Monnaie locale

L'euro.

→ Conseillés

Le virement Swift. En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit.

→ Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ Délais de paiement habituels

30 jours. La loi du 29 mars 2013 porte transposition de la Directive concernant la lutte contre les retards de paiement et prévoit un délai maximum de 60 jours, comme en France.

→ Risques de retards de paiement

Jusqu'à la pandémie, les retards étaient relativement rares. Concernent surtout les PME. Le retard peut aller de 5 à 15 jours. Sans surprise, ce pays est traité par très peu de prestataires en ce qui concerne les observatoires ou baromètres sur les délais de paiement dans l'Union européenne.

Seul, Cribis Dun and Bradstreet, dans le *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, men-

tionne que 55,5 % des entreprises respectent les échéances négociée. Et 1 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

→ **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir si le montant du contrat est élevé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont d'usage fréquent au Luxembourg et faciles à obtenir. La lettre de crédit standby est encore assez peu pratiquée.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Pour un montant peu élevé, privilégiez un tribunal local. Il existe une procédure rapide de recouvrement des créances impayées. Une procédure d'ordonnance existe à la fois devant les juges de paix (pour les créances jusqu'à 10 000 euros) et devant le tribunal d'arrondissement (plus de 10 000 euros et sans limitation de montant).
- Sinon, optez pour un tribunal français. L'exécution au Luxembourg de la sentence rendue en France sera relativement rapide.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 93/190.**



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le problème majeur avec le Luxembourg n'est pas celui du retard de paiement, mais plutôt la difficulté à obtenir des informations détaillées sur les entreprises ! Ces quatre dernières années, les défaillances d'entreprises avaient évolué à la hausse puis se sont stabilisées sur 2019 et 2020. Les dernières prévisions d'Euler Hermes tablent sur 1 350 faillites en 2021 (+3,5 % sur 2020), et une hausse de 7,4 % en 2022 (1 450).

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Luxembourg était classé au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



EUROPE-UE. 

## MALTE • EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : bon mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 0,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -8,3 % ;

2019 : 5,7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

38 800

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 2,680 (- 1 %)

Import : 5,223 (-26 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 47,5 %

2 - Royaume-Uni 18,5 %

3 - Turquie 4,2 %

4 - Russie 3,9 %

5 - Chine 3,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,42 Md USD, -49,24 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 52/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations sur les entreprises maltaises ne sont pas souvent disponibles, mais lorsqu'elles le sont, elles sont fiables, quoique parfois de qualité inégale. Une société spécialisée locale :

• **Creditinfo Malta Ltd**

19A Dingli Street, Sliema SLM 1904 - Malta

[www.creditinfo.com.mt/](http://www.creditinfo.com.mt/)

Tél. : +356 2131 2344 - Fax : +356 2131 2338

[info@creditinfo.com.mt](mailto:info@creditinfo.com.mt)

Noter que cette société est également spécialisée sur de nombreux pays d'Europe de l'Est.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement Swift. En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit. Éventuellement, mais uniquement sur des montants élevés, et pour une entrée en relation, proposer un crédit documentaire.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le délai standard est de 30 jours.

À noter que Malte a été avec Chypre l'un des premiers États membres de l'UE à avoir transposé la Directive 2011/7/UE sur les retards de paiement, dès 2012.



Dans sa transposition de la Directive 2011/7/EU, Malte, comme d'autres pays de l'UE, autorise des délais supérieurs à 60 jours à condition que ce soit spécifié par écrit et non discriminatoire.

### → Risques de retards de paiement

Les informations sur les délais et retards de paiement sont plutôt rares pour Malte. Nous en saurons davantage d'ici quelques mois suite à l'enquête lancée récemment par l'Association maltaise de credit management (MACM). Mais déjà, grâce à cette association, nous savons que le DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen à fin décembre 2020 était de 79,68 jours, soit un chiffre plutôt préoccupant...

Pour information, le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement est de 8 %.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir si le montant élevé de la commande le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales émettent des garanties sans grande difficulté et à des coûts raisonnables.

La lettre de crédit standby est utilisée sans difficulté.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les quelques informations délivrées par l'Association maltaise de credit management ne sont guère optimistes, surtout quand on voit le DSO à fin 2020. La raréfaction du crédit bancaire court terme peut inciter les importateurs à ne pas respecter les échéances si la transaction n'est pas sécurisée. D'autant plus que la qualité des informations commerciales n'est pas toujours au rendez-vous et que les statistiques sur les défaillances d'entreprises ne sont pas non plus très fiables. Nous recommandons donc la plus grande prudence pour les entrées en relation et les transactions de montant élevé.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Il n'existe pas de procédure spécifique d'injonction de payer à Malte, mais une procédure assez proche : la Special Summary Procedure. Elle est applicable aux litiges commerciaux sans limitation de montant. Sinon, il existe une procédure d'assignation, assez longue et pour laquelle l'assistance d'un avocat est obligatoire.
- En principe, seul le tribunal de La Valette est compétent, mais une décision rendue en France sera néanmoins exécutoire compte tenu du règlement européen sur l'exécution des jugements rendus dans un État membre.
- Privilégier le droit français de préférence ou un droit neutre (à préciser dans le contrat), de même qu'un tribunal français ou la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC) basée à Paris.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 121/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », Malte était classée au 48<sup>e</sup> rang mondial (-7 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 370 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 25 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 230 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

EUROPE-UE. 

## PAYS-BAS·EUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : excellent  
Risque client : très bon



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 17,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -3,8 % ;  
2019 : 2,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

59 700

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 674,870 (-5 %)  
Import : 596,012 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne 48,5 %
- 2 - Chine 10,5 %
- 3 - États-Unis 8,1 %
- 4 - Royaume-Uni 4,8 %
- 5 - Russie 2,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

18,411 Md USD, -7,35 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 8/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les chambres de commerce gèrent le registre officiel des entreprises implantées aux Pays-Bas. Elles disposent d'informations plutôt générales. Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk (groupe Moody's), Ellisphere, Intersud...

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Virement SEPA. Si la transaction est à sécuriser, l'usage de la lettre de crédit standby est de plus en plus répandu.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Selon le dernier Baromètre Atradius (troisième trimestre 2020), le délai de paiement moyen accordé est de 49 jours. Près de 65 % des entreprises néerlandaises facturent à 30 jours maximum, souvent à date de livraison : s'efforcer de négocier les délais à partir de la date de facturation.

Une étude plus récente, publiée par Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basée sur une enquête réalisée entre janvier et avril 2021) indique que sur la période concernée, le délai moyen accordé est de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et de 49 jours pour le secteur public.



Dans sa transposition de la Directive 2011/7/EU sur les délais de paiement, les Pays-Bas, comme d'autres pays de



l'UE, autorisent des délais supérieurs à 60 jours à condition que ce soit spécifié par écrit et non discriminatoire. Seulement 6,2 % des entreprises facturent à plus de 60 jours, un délai en légère augmentation par rapport aux années précédentes.

#### → Risques de retards de paiement

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement se sont dégradés de 75 % par rapport à la même période l'an dernier.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour les Pays-Bas, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 45 jours (stable par rapport à l'année précédente).

Ce montant est à rapprocher des données recueillies dans l'étude précitée d'Intrum Justitia : le délai moyen de retard de paiement est de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et celles du secteur public, avec des DSO respectifs de 51 et 60 jours (rappelons cette dernière étude a été réalisée sur les quatre premiers mois de l'année 2020).

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021* couvrant l'année 2020, mentionne que 75 % des entreprises respectent les échéances négociées.

#### → Acomptes à la commande

On peut en demander, en fonction du montant de la commande.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

- On trouve les mêmes garanties bancaires qu'en France. En matière de commissions, elles sont en principe identiques à celles perçues par les banques en France, mais peuvent se révéler assez onéreuses, particulièrement quand elles sont établies pour garantir des PME.
- La lettre de crédit standby est de plus en plus pratiquée.
- Si le débiteur est la filiale d'un groupe, il y a possibilité de demander une garantie à la maison mère sous la forme d'une « corporate guarantee » : cette solution peut être préférée à une garantie bancaire, car elle est sans frais. Dans ce cas, attention à la qualité du signataire.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal français ou local, cela n'a pas une très grande importance. La négociation amiable est à privilégier.
- Si vous portez l'action devant un tribunal local, attention à l'importance de la communication des conditions générales de vente

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les retards de paiement ne sont pas le problème majeur aux Pays-Bas dans la conjoncture actuelle mais plutôt celui des défaillances d'entreprises. Après quelques années de baisse, l'Office national des statistiques avait indiqué deux années consécutives de hausse pour les défaillances d'entreprises, 2018 et 2019. L'année 2020 s'est terminée par une baisse de 16 %, qui s'explique bien évidemment par les dispositions prises par l'État, comme dans de nombreux autres pays, pour « freiner » l'explosion des défaillances dues à la crise sanitaire en cours.

Dans une étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une nouvelle baisse de 44 %

à fin 2021 (1 790), avant une hausse de 34 % (2 400) pour l'année 2022.

Au-delà des soubresauts de la conjoncture, le comportement payeur des entreprises néerlandaises est en général assez exemplaire : elles sont respectueuses des engagements pris. Néanmoins, compte tenu de la crise financière actuelle qui n'en finit pas, la prudence est toujours recommandée. Soignez la rédaction des contrats. Et soyez vigilant quant au respect des délais de paiement accordés. En cas de retard, n'hésitez pas à réclamer des intérêts de retard, car, contrairement à la situation en France, c'est une pratique courante aux Pays-Bas.



(CGV) jointes au contrat. C'est l'un des pays qui donnent le plus d'importance au contenu et au mode de communication et d'acceptation des CGV.

- Notez qu'il n'existe pas de procédure spécifique d'injonction de payer aux Pays-Bas. La législation néerlandaise prévoit toutefois une procédure par défaut (articles 139 à 142 du Code de procédure civile). Dans bon nombre de cas pour lesquels le paiement n'a pas été effectué, elle peut remplir la fonction d'une injonction de payer.
- La compétence en première instance relève du juge de paix (« kantonrechter ») pour les créances inférieures ou égales à 5 000 euros et de la Chambre civile du tribunal d'arrondissement (« rechtbank ») pour des créances supérieures à 5 000 euros.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Les Pays-Bas demeurent une économie très ouverte du fait de sa localisation géographique centrale. Le commerce international représente 160% du PIB du pays. Les Pays-Bas sont par ailleurs très dépendant du secteur des services (70% du PIB). Grâce au soutien public significatif aux entreprises pendant la crise et à sa dépendance au cycle économique européen, les gains à l'export du Pays-Bas devraient atteindre 36 milliards d'euros en 2021. Par ailleurs, la croissance du PIB devrait s'élever à 4,4% en 2021 et à 3,7% en 2022. Après un recul successif de -16% en 2020 et -44% en 2021, les défaillances d'entreprises devraient augmenter de +34% en 2022.

### RECOUVREMENT

Il est relativement facile d'entrer en contact avec les débiteurs, le non-paiement étant majoritairement justifié. Bien que les tribunaux nationaux soient efficaces, les possibilités de règlement à l'amiable doivent toujours être considérées comme une alternative aux procédures formelles. L'avertissement du débiteur d'une décision d'agir en justice n'est pas obligatoire, mais il reste conseillé de commencer la relance légale par une mise en demeure recommandée rappelant l'obligation du débiteur de payer en ajoutant des intérêts de retard. ■

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 7/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », les Pays-Bas sont classés au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



# POLOGNE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
très attentivement

Risque client : moyen à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 38**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -2,5 % ;

2019 : 4,7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

33 220

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 271,059 (+2 %)

Import : 257,177 (-3 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 57,4 %

2 - Chine 14,4 %

3 - Russie 4,5 %

4 - États-Unis 3,1 %

5 - Corée 2,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

10,649 Md USD, -7,65 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 45/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : BB2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires  
A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ;  
risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Comme dans de nombreux pays de l'Est, il est toujours très difficile d'obtenir des renseignements fiables sur les entreprises en raison de la pauvreté des informations financières publiées et du peu d'historique. Néanmoins, selon certains observateurs, la qualité des bilans s'améliorerait sensiblement. Parmi les rares sources disponibles, citons :

• **Creditreform Polska**

[www.creditreform.pl/](http://www.creditreform.pl/)

Tél. : +48 22 440 15 00

[creditreform@creditreform.pl](mailto:creditreform@creditreform.pl)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Zloty polonais (nouveau) (PLN).

Taux de change au 5 octobre 2021 :

1 EUR = 4,57941 PLN

1 PLN = 0,21819 EUR

L'éventuelle entrée de la Pologne dans l'euro est repoussée régulièrement et le gouvernement, entré en fonction en novembre 2015, n'y est pas favorable, ainsi qu'une grande partie de l'opinion publique. Le vice Premier ministre a même avancé, en mars 2017, que la Pologne ne comptait pas introduire l'euro avant 10 ou 20 ans... Propos réitérés en mars 2019 par le Premier ministre Mateusz Jakub Morawiecki qui a été on ne peut plus clair : « Notre objectif principal n'est pas que la Pologne adopte l'euro, au contraire, nous pensons que notre devise nationale est la meilleure pour le bien des Polonais ». *No comment...*

→ **Conseillés**

Selon les montants et l'ancienneté de la relation, paiement d'avance, virement Swift, crédit documentaire irrévocable et confirmé. On commence à pratiquer la lettre de crédit standby, d'autant plus que les crédits docu-

mentaires sont souvent assez onéreux et donc difficiles à négocier.

## → Déconseillés

Tous les autres. Évitez plus particulièrement un outil très utilisé localement : « wechsel in blanco », qui est tout sauf un réel moyen de paiement. Pas de support juridique en cas de non-paiement, donc pas une réelle garantie.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La pratique fait ressortir que 40 % des transactions se font par paiement d'avance ou à vue. Sinon, le délai est de 30 jours maximum. Le paiement d'avance ou au comptant est recommandé. Avant la pandémie, localement, la grande majorité des transactions se réalisait soit par paiement d'avance, soit à vue, d'où un délai de paiement moyen relativement court : 32 jours selon le groupe allemand EOS (*Payment prac-*

*tices in Europe 2019*). Mais la situation s'est nettement dégradée. Dans sa dernière publication, basée sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021, Intrum Justitia mentionne que le délai moyen accordé est de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et 49 jours pour le secteur public. Ce dernier résultat très proche de celui mentionné par Atradius dans son *Baromètre des pratiques de paiement* dans l'Europe de l'Est, publié en novembre 2020, avec un délai moyen de 38 jours.

### → Risques de retards de paiement

Les retards peuvent être fréquents en Pologne si la créance n'est pas sécurisée.

Selon le rapport précité d'Intrum Justitia, le délai moyen de retard de paiement est de 10 jours pour les entreprises du secteur privé et de 11 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 50 et 58 jours.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Par rapport aux débuts des années 2010, la situation polonaise s'est nettement dégradée en matière de délais de paiement. Si l'on analyse l'année 2020, il semble qu'il y ait une certaine amélioration, mais en fait, elle est due essentiellement à une réduction des délais accordés. Les retards sont toujours très nombreux si la créance n'est pas sécurisée. Ils sont essentiellement dus à la faiblesse du système bancaire local, et donc au manque de soutien bancaire aux entreprises, surtout aux PME et TPE...

Certains observateurs avaient noté une baisse des incidents de paiement dans le règlement des importations : normal vu l'augmentation du nombre de transactions par paiement d'avance ou par crédits documentaires... En cas de retard de paiement, il faut engager une action le plus rapidement possible car le délai de prescription en matière commerciale est d'à peine deux ans. Au niveau des défaillances d'entreprises plusieurs sources locales mentionnent une forte hausse sur 2020 (plus de 30 %) ainsi que sur le premier

trimestre 2021. Les mêmes observateurs soulignent que l'arrêt des aides gouvernementales va avoir pour conséquence d'accélérer encore le nombre des faillites. C'est ce que confirme l'étude publiée le 6 octobre par Euler Hermes : elle prévoit une hausse de 62 % des défaillances d'entreprises à fin 2021 (2 100) puis une hausse de 2 % (2 150) pour l'année 2022.

À noter qu'en matière de transfert de propriété le droit polonais est similaire au droit français, le transfert de propriété s'effectuant au moment de la conclusion de la vente. Il est donc essentiel de prévoir dans les contrats une clause de réserve de propriété. Celle-ci est régie par les articles 589 à 592 du Code civil polonais.

La plus grande prudence est recommandée dans vos transactions commerciales avec les opérateurs polonais. Sécurisez vos opérations de montants significatifs, et suivez vos échéances avec la plus grande rigueur. Et dans vos actions de relance, attention à la prescription commerciale de trois ans, voire deux ans dans certains cas.

Ces dernières données sont à rapprocher de l'étude d'Euler Hermes sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021. L'assureur-crédit mentionne pour la Pologne, en 2020, un DSO moyen de 57 jours (après 59 en 2018 et 58 en 2019).

Des données à comparer avec celles issues de l'étude réalisée par Coface, sur le comportement payeur des entreprises polonaises, publiée en février 2021 : elle signale sur le marché domestique un délai de paiement moyen de 48 jours (9 jours de moins que l'année précédente). Le bilan est néanmoins lourd : 2,4% seulement des entreprises ont déclaré ne pas avoir subi de délais de paiement.

Les retards dépassant les 60 jours représentent 22 % des transactions, et les dépassements, supérieurs à 150 jours, comptaient pour près de 2,4 % des règlements.

#### → **Acomptes à la commande**

Fortement recommandés.

### **5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES**

Elles sont très difficiles à obtenir auprès des banques locales.

En revanche, leurs commissions, auparavant assez onéreuses, tendent à s'aligner sur celles des banques étrangères. Les lettres de crédit standby et les garanties bancaires sont le plus souvent émises par des filiales ou succursales de banques étrangères et uniquement au profit de grandes entreprises.

### **6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE**

- De préférence un tribunal français ou une cour d'arbitrage en France.
- Attention : les exécutions en Pologne de jugements rendus à l'étranger sont très longues et très coûteuses. Mais les actions devant un tribunal local sont encore plus longues et plus aléatoires. Ne pas oublier de mettre en demeure le débiteur avant d'entamer une action devant les tribunaux. Et devant un tribunal polonais, les documents présentés devront être traduits par un traducteur assermenté.

Notons néanmoins qu'il existe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 une procédure d'injonction de payer électronique, instruite auprès du tribunal de Lublin, semble-t-il efficace et peu onéreux. Compte tenu de l'entrée de la Pologne dans

l'UE, elle devrait respecter le règlement sur les exécutions de jugements rendus dans un autre État membre, mais on sait que ce règlement peut très facilement être contourné.

- Comme dans beaucoup de pays, la transaction extrajudiciaire est donc à privilégier. Faire enregistrer l'accord par acte notarié si l'on souhaite lui ajouter quelque valeur.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 25/190.**

## **AVIS D'EXPERT EULER HERMES**

### **RISQUES**

La Pologne est la seconde grande puissance économique d'Europe de l'Est derrière la Russie. L'économie polonaise dispose de nombreux atouts pour attirer des investisseurs étrangers, tels que le dynamisme de sa base manufacturière, la disponibilité d'une main-d'œuvre compétitive et des fondamentaux macroéconomiques solides. À partir du 2<sup>e</sup> semestre 2021, l'activité manufacturière a été entravée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix de l'énergie. La croissance du PIB polonais devrait atteindre 4,7% en 2021 et 4,3% en 2022. Les défaillances d'entreprises devraient augmenter fortement en 2021 (+62% suivies de +2% en 2022), reflet des difficultés des entreprises à répercuter l'augmentation de leurs coûts de production sur leurs prix de vente.

### **RECouvreMENT**

Les délais de paiement polonais sont parmi les plus courts d'Europe. Les démarches amiables téléphoniques sont souvent difficiles lorsqu'elles ne peuvent être menées en polonais. La visite d'un négociateur sur place est un moyen efficace pour obtenir une reconnaissance de dette signée. Néanmoins, il reste préférable de tenter d'organiser le recouvrement amiable plutôt que de recourir à une action légale (longue et hasardeuse). Depuis le Covid-19, une nouvelle procédure collective a vu le jour (rapide et simple) pouvant être activée sur demande du débiteur qui ne perd ainsi pas le contrôle sur la propriété de son entreprise et sur ses biens. ■

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Pologne est classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



EUROPE-UE. 

# PORTUGAL • EUR

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : bon, mais à surveiller  
Risque client : mauvais

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 10,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -8,4 % (provisoire) ;

2019 : 2,7 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
33 980

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 61,531 (-8 %)

Import : 77,600 (-13 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 74,7 %

2 - Chine 4,5 %

3 - Royaume-Uni 2,7 %

4 - Brésil 2,4 %

5 - États-Unis 1,8 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
5,524 USD, -31,81 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 33/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : BB1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité de l'information sur les entreprises portugaises est très faible, car les données fiables sont difficilement disponibles. Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Virement Swift, éventuellement garanti par une assurance-crédit. Pour des montants très élevés, éventuellement un crédit documentaire, la lettre de crédit standby n'étant guère pratiquée.

→ **Déconseillés**

Chèques, effets de commerce et remises documentaires.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le Portugal a finalement transposé dans son droit national la Directive n° 2011/7/UE sur les délais de paiement dans un Décret n° 62/2013, paru au Journal Officiel du 10 mai 2013. Le délai standard est réputé être de 30 jours, avec un maximum de 60. Contrairement à la France, le Portugal a prévu (article 4 du décret précité alinéa 5) de pouvoir dépasser ce délai à condition que ce soit contractuel, si la situation économique le justifie et si cela ne constitue pas une pratique discriminatoire

Selon Intrum Justitia (*European payment report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) le délai moyen accordé est de 41 jours pour le secteur privé et 52 pour le secteur public. Essayez de négocier des paiements d'avance avec escompte.

→ **Risques de retards de paiement**

Intrum Justitia dans son étude précitée, indique un retard moyen de 12 jours pour les entreprises privées ainsi que pour le service public, avec des DSO (*Days Sales Outstan-*

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les entreprises portugaises continuent d'afficher un très mauvais comportement payeur et le Portugal fait partie des plus mauvais élèves de l'Europe. Six années consécutives de très forte hausse des défaillances d'entreprises, puis quatre années de baisse, 2020 compris. Les trop nombreux retards de paiement doivent inciter à la plus grande prudence et à beaucoup de rigueur avec les opérateurs portugais. À noter qu'Euler Hermes, dans ses dernières prévisions de défaillances d'entreprises (octobre 2021), prévoit une forte hausse de celles-ci en 2022 avec +13 % (2 510, après 2 221 en 2021). Si tous les prestataires sont d'accord sur cette dégradation constante, les chiffres varient d'une source à

l'autre et les rares statistiques nationales ne sont guère convaincantes. Les banques portugaises sont toujours assez réticentes à émettre des lettres de crédit standby bien que l'on soit dans un pays européen, qui plus est de la zone euro. Néanmoins, si l'on ne peut pas négocier un paiement d'avance et si le client insiste pour un paiement différé, il est conseillé d'essayer de proposer cette formule au client et à son banquier portugais. Attention, dans la plupart des cas, pour être efficace, la clause de réserve de propriété (« pacto de reserva de dominio ») doit être enregistrée. Mais surtout, elle doit avoir été clairement acceptée par l'acheteur, sinon elle sera systématiquement rejetée en cas de faillite de ce dernier.



ding) respectifs de 53 et 64 jours. Cette dernière donnée est à rapprocher de celle communiquée par Euler Hermes dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, à savoir 66 jours de DSO en moyenne pour le Portugal.

Selon Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, 16,4 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 8,6 % règlent avec plus de 90 jours de retard. On le voit, le Portugal est un des plus mauvais élèves de l'Union européenne pour ce qui est des retards de paiement.

#### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir, mais cette pratique est peu courante et parfois mal vue. À étudier en fonction du montant de la commande.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'obtenir une garantie bancaire, que ce soit une garantie à première demande ou un cautionnement solidaire. Mais le montant, le coût et le délai d'obtention de la garantie dépendront des relations de la banque sollicitée avec l'importateur et de la ligne de crédit qu'elle a avec lui.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Ce sont les tribunaux civils ou de première instance qui jugent les litiges commerciaux au Portugal. Attention à la lourdeur des procédures ! Comme en Espagne, lenteur des tribunaux et extrême formalisme caractérisent en effet le système judiciaire. Une action engagée en France sera plus efficace.

- Dès le début de l'action, il est recommandé de prendre des mesures conservatoires afin de sécuriser les actions ultérieures.

- Enfin, dernière recommandation importante : pour être valable et opposable aux tiers, la clause de réserve de propriété doit avoir été enregistrée.

En matière d'injonction de payer européenne, le tribunal compétent est le Tribunal da Comarca do Porto (varas cíveis) (tribunal d'arrondissement de Porto, chambres civiles).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 15/190.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'économie du Portugal est fortement dépendante du secteur du tourisme. Si le pays pâtit d'une productivité faible et de marges budgétaires limitées, il bénéficie par ailleurs d'une main d'œuvre compétitive ainsi que d'infrastructures de qualité. Le Portugal recevra 13 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance pour l'Europe (Next Generation EU), soit l'équivalent de 6% du PIB, permettant de soutenir l'investissement productif. La croissance économique du Portugal devrait atteindre 4% en 2021 et 5,2% en 2022, tandis que la progression des défaillances sera modérée en 2022 à 13% (après un recul estimé à -10% en 2021).

### RECOUVREMENT

Dans un pays où les pratiques de paiement sont longues et le contexte économique dégradé, il est recommandé de commencer le recouvrement par de sérieuses négociations. Les débiteurs portugais craignent davantage la dégradation des relations commerciales que les menaces d'actions légales. Ils sont culturellement habitués à régler en fonction de la disponibilité de leur trésorerie. La pratique de paiement au fil de l'eau implique d'être patient et de recontacter régulièrement le débiteur pour obtenir des règlements partiels. Face à l'engorgement des tribunaux portugais, les démarches amiables doivent clairement être privilégiées. ■

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

**La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles.** Dans le classement « Doing Business 2020 », le Portugal était classé au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures :

respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



EUROPE-UE. 

# RÉP. TCHÈQUE · CZK

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
Risque client : moyen (avec tendance  
à la dégradation)



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 10,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -5,8 % ;

2019 : 3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

40 360

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 192,157 (-4 %)

Import : 170,580 (-4,97 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 59,2 %

2 - Chine 18,1 %

3 - États-Unis 2,5 %

4 - Corée du Sud 2,3 %

5 - Russie 1,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

4,862 Md USD, -8,80 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 49/180 (en recul)

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** A2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires  
A2 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ;  
risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à des informations très précises, les bilans sont rarement disponibles et peu fiables. Près de 60 % des entreprises tchèques ne respecteraient pas les règles en matière de publication des bilans.

Une source locale intéressante :

• **Creditreform s.r.o**

[www.creditreform.com/en/contact/creditreform-czech-republic/our-country-office.html](http://www.creditreform.com/en/contact/creditreform-czech-republic/our-country-office.html)

Oldřichova 97/51

CZ-128 00 Praha 2

Tél. : +420 221 228 030

[info@crefo.cz](mailto:info@crefo.cz)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La couronne tchèque (CZK). Convertible.

Taux de change au 5 octobre 2021 :

1 EUR = 25,3224 CZK

1 CZK = 0,03947 EUR

Selon les déclarations de son président, la République tchèque pourrait adhérer à l'euro d'ici à 2019 : obstacle majeur, selon un sondage récent, 85 % des Tchèques y sont opposés et en novembre 2015, le Gouverneur de la Banque centrale a avancé qu'il n'y aurait pas adoption de l'euro avant au moins 2020. Mais depuis, la donne a changé, le nouveau Premier ministre étant farouchement opposé à l'euro.

→ **Meilleure monnaie de facturation  
des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

Selon le montant et l'ancienneté de la relation commerciale, virement bancaire, Swift de préférence, garanti, selon le montant, soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit. Sinon, crédit documentaire éventuellement confirmé.

## → Déconseillés

Tous les autres. Chèque, lettre de change, billet à ordre, remise documentaire.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Entre 20 % et 25 % des transactions se font sur la base de paiement d'avance ou à vue et la grande majorité des autres transactions sont à 30 jours maximum, bien que l'on commence à constater sur le marché domestique des transactions à 45 jours.

Le groupe allemand EOS, dans son rapport *Payment practices in Europe 2019*, indiquait un délai moyen de facturation de 33 jours, 81 % des factures étant réglées à l'échéance prévue. Données proches de celles d'Atradius, dans son *Baromètre des pratiques de paiements pour l'Europe de l'Est*, publié en novembre 2020 : il indique un délai moyen de 38 jours, avec 57 % de paiements dans les délais depuis l'apparition de la pandémie. L'étude la plus récente, celle d'Intrum Justitia, (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) indique que les délais accordés se sont allongés : 40 jours pour les entreprises du secteur privé et 49 jours pour le secteur public.

### → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Dans l'étude précitée d'Intrum Justitia, sur la période concernée, le délai moyen de retard de paiement est de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 51 et 59 jours.

### → Acomptes à la commande

Possibles et même fortement recommandés pour les premiers contacts. Les acomptes vont de 30 % à 50 % de la commande.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties standards (caution de soumission, de bonne fin, de restitution d'acomptes, etc.) peuvent être obtenues.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'économie tchèque a été touchée plus durement par la crise que les autres pays de l'Union Européenne du fait de sa forte dépendance aux exportations (80% de son PIB). Son PIB s'est contracté de 5,6% en 2020 et cela malgré le soutien actif des pouvoirs publics. Si la pandémie a été plutôt bien gérée, l'économie tchèque reste considérablement affectée par les pénuries d'intrants et les perturbations des chaînes de valeur, notamment dans le secteur des semi-conducteurs. De ce fait, la reprise économique post-Covid est principalement tirée par le dynamisme de la demande domestique. Nous estimons un rebond économique plutôt modéré avec 3,2% en 2021 et 4,2% en 2022.

### RECOUVREMENT

En République Tchèque, il est conseillé de privilégier le recouvrement amiable avant toute action en justice afin de maximiser les chances de recouvrement et d'éviter des frais juridiques très élevés. Les tribunaux nationaux sont par ailleurs très lents. Quand la dette est certaine et non contestée, il est possible d'avoir une procédure accélérée visant à obtenir un ordre de paiement exécutoire qui s'apparente à l'injonction de payer en France. Les tribunaux accordent généralement des recours sous la forme de dommages-intérêts compensatoires mais les dommages-intérêts punitifs n'existent pas en droit tchèque. ■

Les délais d'obtention de garanties bancaires varient en fonction de la complexité du dossier et de la forme de la garantie. Les plus simples sont émises dans un délai de 3 jours. Le prix des garanties dépend du type de garantie, de sa durée, de son volume et aussi de la qualité financière du client.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Attention : les acheteurs tchèques privilégient les tribunaux tchèques, mais le droit français peut également s'appliquer si le contrat le spécifie. Le recours à l'arbitrage international est recommandé.
- Dans tous les cas, éviter les actions devant les tribunaux locaux, très lents pour rendre leurs décisions et dont les délais d'exécution sont encore plus longs. En effet, malgré la création d'un corps des huissiers, le recouvrement de créances impayées peut être difficile étant donné la lenteur des procédures judiciaires.
- Attention également au coût élevé des procédures locales. Privilégier l'action devant les tribunaux français.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 16/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la République tchèque était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Attention à la fragilité des entreprises et surtout au manque d'historiques financiers fiables, plus particulièrement pour les petites et moyennes entreprises. En matière de défaillances d'entreprises, après une très forte hausse en 2016, ont suivi trois années de baisse plus ou moins importantes, puis une légère hausse pour 2020. Dans ses dernières prévisions (octobre 2021), Euler Hermes table sur une baisse de 13,9 % à 6 788 en 2021, avant un rebond de 4,5 % à 7 100 en 2022. Il faut rester très prudent et très ferme dans la négociation des clauses financières des contrats et surtout dans le suivi des échéances.



12<sup>e</sup> édition

# Forum \_\_\_\_\_

Risques et opportunités  
\_\_\_\_\_ à l'international

PME et ETI obtenez toutes  
les clés pour réussir à l'export!

Participez à ce rendez-vous digital.  
[cutt.ly/forumrisques](https://cutt.ly/forumrisques)



 **TEAM FRANCE**  
EXPORT

EUROPE-UE. 

## ROUMANIE • RON

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller

Risque client : moyen, à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 19,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -3,9 % ;

2019 : 4,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

31 410

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 70,720 (-7 %)

Import : 92,122 (-5 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 73,7 %

2 - Chine 6,2 %

3 - Turquie 4,3 %

4 - Russie 2,2 %

5 - Royaume-Uni 1,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

4,34 Md USD, -10,06 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 69/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B3, risque significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Sur les entreprises roumaines, il n'y a guère d'informations fiables à attendre, compte tenu du peu d'informations disponibles, ceci même si de nouvelles règles comptables ont été mises en place récemment. Se rapprocher des milieux d'affaires français et européens installés localement. Pour une information « de base », voici deux des rares prestataires efficaces, avec des pages en anglais.

#### • Creditinfo Romania

Str. Chiscani 25-27 - Sector 1

Bucuresti 012341 - Romania

Tél. : +4 021 201 79 60

Fax : +4 021 201 79 66

[www.creditinfo.ro/](http://www.creditinfo.ro/)

[info@creditinformania.ro](mailto:info@creditinformania.ro)

#### • Creditreform Romania

<http://www.creditreform.ro/en/>

Tél. : +40 21 230 79 95

Fax : +40 21 230 79 93

[info@creditreform.ro](mailto:info@creditreform.ro)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le Leu roumain (RON)

Taux de change au 6 octobre 2021 :

1 EUR = 4,94240 RON

1 RON = 0,20184 EUR

L'adhésion de la Roumanie à l'euro est un feuilleton. Après avoir annoncé rejoindre la zone euro en 2015, les autorités roumaines avaient avancé la date de 2019. En décembre 2018, le gouverneur de la Banque centrale de Roumanie a déclaré lors d'un forum financier que son pays pourrait être en mesure d'adopter l'euro en 2026, cette date pourrait être avancée à 2024... A suivre.

#### → Meilleure monnaie de facturation des échanges

L'euro.

#### → **Conseillés**

Virement Swift garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby ou un crédit documentaire, selon le montant.

#### → **Déconseillés**

Tous les autres.

### **4. CONDITIONS DE PAIEMENT**

#### → **Délais de paiement habituels**

Environ 25 % de paiement d'avance dans les transactions avec la Roumanie. Sinon le délai standard est de 30 jours (75 % des transactions hors paiement d'avance). Le délai moyen local était de 35 pour le groupe allemand EOS, dans son rapport *Payment practices in Europe 2019*. Atradius annonce de son côté un délai moyen de 40 jours. L'étude la plus récente, celle d'Intrum Justitia, (*European Payment Report 2021*, basé sur une enquête réalisée entre janvier et avril 2021) indique un délai moyen accordé de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et de 50 pour le secteur public.

#### → **Risques de retards de paiement**

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations. Selon Atradius, au troisième trimestre 2020,

les retards de paiement se sont dégradés de 74 % par rapport à la même période de 2019.

Dans son étude précitée, Intrum Justitia indique un délai moyen de retard de paiement de 12 jours pour les entreprises du secteur privé, et 9 jours pour celles du secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 52 et 59 jours. Dans son étude sur le DSO moyen sur l'année 2020, publiée en juillet 2021, Euler Hermes indique un chiffre stable de 66 jours, un peu en décalage avec les données précédentes.

En 2019, pour EOS, le retard moyen s'établissait à 18 jours.

Enfin, Cribis Dun and Bradstreet, dans le *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 13,1 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 8,4 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

En bref, tout le monde s'accorde sur les retards : ils sont très fréquents si la transaction n'est pas sécurisée : en moyenne, les retards vont de 15 à 30 jours, parfois beaucoup plus.

#### → **Acomptes à la commande**

Ils sont très fortement recommandés si l'opération n'est pas sécurisée par une garantie, comme indiqué plus haut.

### **5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES**

Elles sont d'usage fréquent en Roumanie. Les délais et coûts sont parfois excessifs lors-

## **LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER**

Le pays a rejoint l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le comportement payeur des entreprises roumaines a toujours été très discutable, essentiellement à cause du manque de financement court terme par les banques locales. La crise sanitaire actuelle n'a fait qu'accentuer le phénomène. Après une très forte baisse des défaillances d'entreprises en 2019, la sortie de la crise sanitaire pourrait se traduire par un rebond dans ce domaine. Ainsi, dans une étude publiée le 6 octobre 2021, Euler Hermes table sur une baisse de 13 % des

défaillances à fin 2020 (5 694) puis une hausse de 8 % pour l'année 2021 (6 150) et 12 % pour 2022 (6 900).

La plus grande prudence est donc toujours recommandée, de même qu'une grande rigueur dans le suivi des échéances.

De plus, ce pays est l'un des rares de l'UE à être coté 2/7 en risque de non-transfert pour les investissements par Credendo, ce qui est plutôt élevé (voir évaluation des autres pays membres sur ce point, à l'exception de Chypre, bien évidemment).



## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'économie roumaine est caractérisée par une industrie manufacturière compétitive qui a noué, au fil des années, des relations fortes avec l'Europe de l'Ouest. Néanmoins, en plus d'une incertitude politique récurrente, le risque sanitaire y demeure prégnant. Suite à la contraction du PIB de 3,9 % en 2020, l'économie a connu un fort rebond au premier semestre 2021, tirée en particulier par la demande intérieure. Nous estimons la croissance du PIB à 7,1 % en 2021 et 4,3 % en 2022. La Banque nationale de Roumanie a été une des premières en Europe à amorcer un cycle de resserrement monétaire et devrait continuer à remonter ses taux en 2022 pour contrer les pressions inflationnistes.

### RECOUVREMENT

Le règlement amiable en Roumanie est une alternative solide aux procédures judiciaires qui sont formelles, lentes et coûteuses. Une évaluation des actifs est à effectuer pour s'assurer que la société est bien active et afin d'optimiser vos chances. Sur le plan judiciaire, la relance légale doit commencer par une lettre de sommation recommandée. Il convient de négocier des échéances de paiement, car ceux-ci donnent accès à l'exécution forcée en cas de non-respect de l'accord. Depuis 2013, si le débiteur ne paie pas ou ne répond pas à la lettre de convocation (si la dette est certaine et incontestée) le créancier peut demander au tribunal une ordonnance de paiement accélérée. ■

qu'elles sont émises par des banques locales. La lettre de crédit standby est de plus en plus pratiquée, mais ce type de garantie est essentiellement émis par des filiales de banques étrangères.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Comme chez la plupart de ses voisins, le système juridique de la Roumanie laisse à désirer : les tribunaux locaux sont très lents et peu efficaces compte tenu du formalisme et de la lourdeur des procédures, et aussi de l'insuffisance de formation chez les juges. Les coûts sont exorbitants.
- Privilégier en premier lieu la négociation amiable et, en cas d'échec, une action devant un tribunal français.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 56/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Roumanie était classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane)

associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

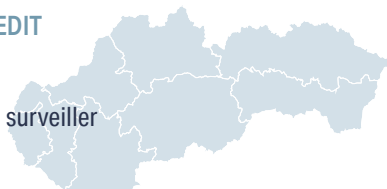
EUROPE-UE. 

# SLOVAQUIE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen

Risque client : moyen, à surveiller



### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 stable (octobre 2021).

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 5,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2020 : -4,4 % ; 2019 : 2,6 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
31 290

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 86,104 (-4 %)

Import : 84,464 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 57,2 %

2 - Chine 6,7 %

3 - Vietnam 5 %

4 - Corée du Sud 4,9 %

5 - Russie 4,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
3,054 Md USD, -8,67 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 60/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il n'existe pas d'organisme spécialisé sérieux localement : on manque d'historique sur les entreprises, peu de bilans sont publiés. On peut toujours essayer d'obtenir de l'information basique auprès des sociétés françaises spécialisées (Ellisphère, Altares, etc.) et se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place ou des autres fournisseurs pour des renseignements plus pertinents.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement Swift et le crédit documentaire sont les moyens les plus utilisés. En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby (de plus en plus acceptée en Slovaquie) ou une couverture d'assurance-crédit, s'il s'agit d'un virement bancaire, soit par une confirmation en cas de crédit documentaire.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Les délais contractuels sont de 30 jours, conformément à la Directive européenne. Environ 30 % des transactions se font par paiement d'avance. Selon le prestataire allemand EOS (enquête couvrant le 1<sup>er</sup> trimestre 2019), le délai moyen accordé localement est de 35 jours, avec 76 % des factures payées dans les délais. La situation s'est nettement dégradée et les délais se sont allongés : 43 jours selon le *Baromètre des paiements* d'Atradius, publié en novembre 2020.

Plus récemment, pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une enquête réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 41 jours pour les entreprises du secteur privé et de 54 jours pour le secteur public.

→ **Risques de retards de paiement**

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans

la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia sur le premier trimestre 2021, indiquent un délai moyen de retard de paiement de 13 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 54 et 64 jours.

Selon l'étude précitée d'Atradius, le DSO moyen est de 73 jours, avec une hausse de 113 % des retards de paiement pendant la pandémie. À rapprocher d'études plus anciennes, comme celle du prestataire allemand EOS : sur le premier semestre 2019, 19 jours en moyenne de retard de paiement.

#### → **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Des garanties bancaires peuvent être obtenues, mais la négociation avec votre client sera rude car elles sont onéreuses. Les lettres de crédit standby sont encore peu utilisées.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Attention, comme pour de nombreux autres Peco (pays d'Europe centrale et orientale), le système judiciaire local laisse encore à désirer : lenteur, lourdeur, manque d'efficacité, fragilité du système juridique, corruption.

- Privilégier en premier lieu la négociation amiable et, en cas d'échec, une action devant un tribunal français, le tribunal de commerce de Paris de préférence (à préciser dans le contrat). C'est le seul dont la décision ne posera pas trop de problèmes pour l'exécution en Slovaquie. En matière d'injonction de payer européenne, les tribunaux compétents sont les tribunaux de district (« okresné súdy »).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 46/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing

Business 2020 », la Slovaquie est classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Tous les indicateurs des credit managers restent au rouge pour la Slovaquie. Augmentation des retards de paiement (tendance confirmée par la majorité des prestataires) et, surtout, trois années de très fortes hausses des défaillances d'entreprises de 2017 à 2019 avant la parenthèse de la crise sanitaire. En effet, comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, des dispositions ont été prises par l'État pour « freiner » l'explosion des défaillances dues à la pandémie en cours. Aussi, les statistiques montrent une très forte baisse sur 2020 (-23%). Dans une étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une baisse de 10 % des défaillances à fin 2021 (1 696) avant une hausse de 7 % pour l'année 2022 (1 818). Les entreprises slovaques ont longtemps eu une réputation de comportement payeur correct, il n'en demeure pas moins que compte tenu de la dégradation de la situation économique et de l'absence d'informations fiables sur les entreprises, nous recommandons la plus grande prudence.

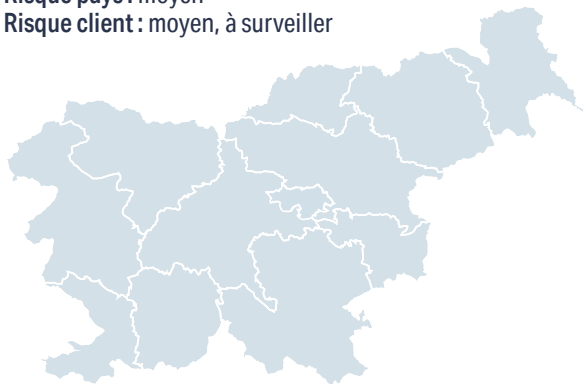


# SLOVÉNIE • EUR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen

Risque client : moyen, à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 2,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -4,2 % ;

2019 : 3,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

40 530

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 44,797 (0 %)

Import : 42,121 (-4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 57,9 %

2 - Suisse 12,7 %

3 - Chine 7,3 %

4 - Turquie 2,7 %

5 - États-Unis 1,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

1,210 Md USD, -20,23 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 35/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il n'existe pas beaucoup d'organismes spécialisés et fiables en Slovaquie : on manque d'historique sur les entreprises, les bilans sont peu publiés. On peut citer une source locale :

• **Creditreform Slovenia**

<https://www.e-creditreform.si/en/index800.html>  
info@crefo.si

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le virement Swift et le crédit documentaire sont les moyens les plus utilisés. En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby ou une couverture assurance-crédit, s'il s'agit d'un virement bancaire, soit par une confirmation en cas de crédit documentaire.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Localement, les paiements se font majoritairement par avance ou au comptant, mais les entreprises, pour les opérations d'importation, tendent à essayer d'obtenir des termes de paiement allant de 30 et 60 jours. On le constate en cette période de crise sanitaire. Sur le premier semestre 2019, selon l'*European Payment Practices* d'EOS, le délai moyen de paiement accordé était de 33 jours. Deux années plus tard, pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 42 jours pour les entreprises du secteur privé et de 53 jours pour le secteur public.

Essayer de négocier des paiements d'avance

ou à vue, tels qu'encore pratiqués sur le marché domestique.

## → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Les délais de retards peuvent être assez élevés si la créance n'est pas sécurisée. Les retards concernent essentiellement les PME, peu solides financièrement car ayant un accès restreint au crédit bancaire. En 2019, EOS mentionnait 32 jours en moyenne sur le marché domestique.

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia dans l'étude précitée, indiquent un délai moyen de retard de paiement de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et 11 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales outstanding*) respectifs de 54 et 64 jours. Si les retards semblent s'être améliorés, on l'a vu plus haut, les conditions accordées se sont dégradées.

Selon Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, 49 % des entreprises respectent les échéances négociées et 2,2 % paient avec plus de 90 jours de retard.

## → Acomptes à la commande

C'est une pratique courante en Slovénie, en local et à l'import.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Selon la qualité du client, les principales banques slovènes (citons NLB, NKBM, SKB, Abanka) peuvent accorder leur garantie. Le délai d'obtention est court, mais les coûts sont souvent élevés.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, celui du domicile du siège du défendeur donc, en cas d'impayé, le tribunal local. Mais essayer de privilégier un tribunal français.
- Le système juridique est en pleine refonte. En attendant, il se révèle un peu complexe et les tribunaux, faiblement efficaces, souffrent de lenteur.

- Privilégier en premier lieu la négociation amiable et, en cas d'échec, essayer d'engager l'action devant un tribunal français, le tribunal de commerce de Paris de préférence. En matière d'injonction de payer européenne, les tribunaux compétents sont les tribunaux d'instance (*okrajna sodišča*) et les tribunaux de grande instance (*okrožna sodišča*).

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 8/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Slovénie est classée au 1<sup>er</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation,



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Attention : si les entreprises slovènes montraient dans le passé un comportement payeur correct, il n'en est plus de même et la dégradation de la situation économique a entraîné une augmentation du crédit interentreprises et donc des retards de paiement. Après trois années de hausse des défaillances des entreprises, 2015 s'était terminée sur une très forte baisse, suivie par quatre années de hausse. Guère d'infos disponibles à ce jour pour 2020 et 2021. Dans un contexte d'absence d'informations fiables sur les entreprises, nous recommandons la prudence.

respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 10,3**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -2,8 % ;

2019 : 2,8 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

56 270

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 155,601 (-3 %)

Import : 149,880 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 67,5 %

2 - Norvège 9 %

3 - Chine 6,2 %

4 - Royaume-Uni 4,2 %

5 - États-Unis 2,8 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

5,888 Md USD, - 3,3 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 3/180**

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 1/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des renseignements est en général assez bonne, les entreprises respectant les règles de publication des comptes. Tous les prestataires sont présents. Passer par leurs filiales françaises.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La couronne suédoise (SEK).  
Convertible.

Taux de change au 6 octobre 2021 :

1 EUR = 10,1353 SEK

1 SEK = 0,09863 EUR

### → Conseillés

Virement Swift, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Les délais accordés se sont en moyenne sensiblement allongés. Qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, le délai standard était en moyenne de 37 jours, selon le *Baromètre Atradius des pratiques de paiement* publié en novembre 2020. Quelques mois plus tard, pour Intrum Justitia (*European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril) sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 42 jours pour les entreprises du secteur privé et de 53 jours pour le secteur public.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans

la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia sur le premier trimestre 2021, indiquent un délai moyen de retard de paiement de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et de 10 jours pour celles du secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 53 et 63 jours.

Ces données sont cohérentes avec celles extraites de l'étude d'Euler Hermes sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, mentionnant pour la Suède, en 2020, un DSO moyen de 58 jours.

Pour infos, Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 57,7 % des entreprises respectent les échéances négociées. Et 0,4 % seulement des créances sont réglées avec plus de 90 jours de retard.

### → Acomptes à la commande

On peut en demander, en fonction du montant de la commande.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir sans problème, que ce soit des garanties classiques ou encore des lettres de crédit standby. Les commissions dépendent bien évidemment du profil de risques.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- La négociation amiable est à privilégier.
- Sinon, les actions devant un tribunal local sont beaucoup plus efficaces et plus rapides qu'une action engagée en France.
- Il existe, en Suède, une procédure efficace d'injonction de payer à engager auprès du service public de recouvrement forcé (« kronofogdemyndighet »), quel que soit le montant. Il n'est pas nécessaire d'être représenté par un avocat et la demande doit être formulée par écrit, en justifiant les motifs. En matière d'injonction de payer européenne, adresser les requêtes à l'Agence nationale suédoise de recouvrement forcé (Kronofogdemyndighet), seule compétente.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 17/190.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Comme la quasi-totalité des pays de l'Union européenne, la Suède a été frappée par une hausse sensible des défaillances d'entreprises dans les années 2008 à 2010. Depuis, la tendance est en dents de scie. Après une baisse en 2011, les faillites étaient reparties à la hausse en 2012 et 2013, accompagnées par une légère remontée des incidents de paiements. Les années 2014 à 2016 avaient été marquées par un reflux des défaillances avant que la tendance ne

s'inverse à nouveau en 2017, avec une hausse qui s'est poursuivie jusqu'en 2019. Dans son étude sur les défaillances dans le monde publiée le 6 octobre, Euler Hermes constatait une baisse de 19 % des faillites à fin 2020 (7 296), et prévoyait une autre baisse de 29 % à fin 2021 (6 750) avant un fort rebond de 10 % pour l'année 2022 (7 200). Si les délais ne sont pas respectés, ne pas hésiter à facturer des intérêts de retard, une pratique légale courante en Suède.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

**La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles.** Dans le classement « Doing Business 2020 », la Suède est classée au 18<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce trans-

frontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 55 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 40 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 0 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

La Suède est la plus grande économie scandinave, avec un revenu par tête supérieur à celui de la France. L'activité économique suédoise est principalement tirée par les secteurs des télécommunications et des équipements de transport. Après un recul d'activité de 2,8 % en 2020, le rebond du PIB devrait atteindre 3,5 % en 2021 et 2,8 % en 2022. La désépargne des ménages et les effets de richesse liés à la hausse des prix de l'immobilier devraient soutenir la consommation privée. Le niveau élevé d'endettement des ménages suédois et un potentiel retournement des prix de l'immobilier constituent des points de vigilance. Notons que les délais de paiement ont augmenté de 3 jours en moyenne en 2021.

### RECouvreMENT

Le recouvrement en Suède est très encadré par la législation locale. Un agent de recouvrement ne peut pas faire une enquête sur la solvabilité d'un débiteur ni même le contacter par téléphone s'il n'a pas au préalable réalisé trois mises en demeure écrites. Les débiteurs sont souvent en faveur d'un règlement en plusieurs mensualités, pour se faire mandater un huissier local qui mènera les négociations. Les procédures judiciaires sont très longues et coûteuses, il est donc préférable de privilégier l'amiable. En cas de procédure collective, il est toujours conseillé de déclarer la créance. ■

## L'affacturage. Une solution pour financer la croissance à l'export des PME et ETI

**Malgré une période toujours incertaine, la croissance des PME et ETI est de retour et leurs chiffres d'affaires sont orientés à la hausse en particulier à l'export. L'affacturage est un mode de financement performant qui permet de financer la croissance de l'activité et de sécuriser cas de défaillance le poste clients des entreprises exportatrices.**



**Damien Mina**

Directeur Associé  
du Comptoir Financier

L'affacturage, autrement dit le financement de créances professionnelles par des organismes spécialisés, est utilisé en France depuis une trentaine d'années. Cette technique de financement s'est progressivement imposée sur le marché en substitution des lignes de financement bancaire qui dans le cadre de la loi Dailly autorisait les entreprises à céder leurs créances aux banques. Aujourd'hui, cette technique de financement s'avère particulièrement utile et appréciée par des entreprises de toutes tailles suite à la crise sanitaire qui a frappé le monde entier. En effet, l'allongement des délais de règlement clients associé à une forte croissance de l'activité gé-

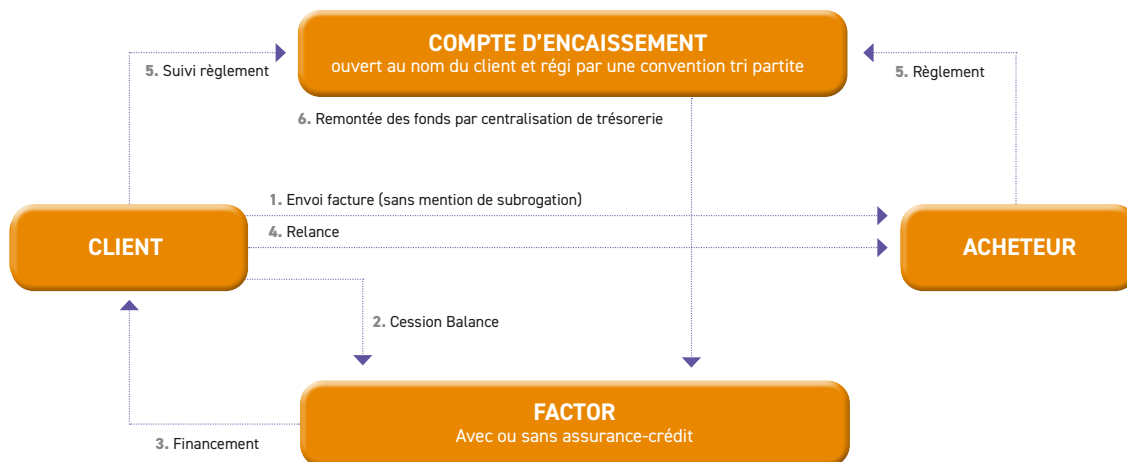
nèrent d'importants besoins de trésorerie. L'affacturage répond à cette problématique avec la mise en place de lignes de financement non plafonnées qui permettent donc le financement du besoin en fonds de roulement des entreprises en croissance notamment à l'export. En somme, tant qu'il y a de la facturation, le « factor » finance sans plafond.

Cette technique de financement est associée à une garantie pour l'entreprise en cas d'impayés. Chaque contrat d'affacturage est en effet assorti d'une assurance-crédit. Il s'agit d'un aspect non négligeable du contrat qui permet de sécuriser les créances clients sur la plupart des pays du monde lorsque l'on travaille avec une entreprise à l'export en direct, via un grossiste ou un distributeur. Dans le cas d'une défaillance client, l'assurance couvre le risque en cas d'impayés. Il y a donc un double avantage à souscrire un contrat d'affacturage qui permet d'une part, de financer son fonds de roulement et d'autre part de sécuriser son poste clients. Pour les entreprises exportatrices, cette technique de financement peut être mise en place à partir d'un chiffre d'affaires à l'export de 2 millions d'euros.

Pour écarter les idées reçues concernant la résiliation et la tarification d'un contrat d'affacturage, il est important de préciser que :

- d'une part, un contrat d'affacturage peut être résilié à tout moment sous réserve d'un préavis de 3 mois, il faut toutefois s'assurer de pas être pénalisé par le minimum de commission annuel prévu au contrat

## CONTRAT D'AFFACTURAGE CONFIDENTIEL



- d'autre part, la tarification d'un contrat d'affacturation est fonction du chiffre d'affaires confiés au factor, de la volumétrie de la facturation et du type de contrat souscrit.

A titre indicatif, un contrat d'affacturation confidentiel permet à l'entreprise de bénéficier de conditions de financement souvent très attractives.

L'affacturation confidentielle est une technique d'affacturation sophistiquée permet aux entreprises qui le souhaitent d'associer discrétion et maîtrise totale de leur poste clients. En effet, les clients de l'entreprises ne sont pas informés de l'existence d'un contrat d'affacturation. Les règlements clients se font sur un compte dédié ouvert au nom de l'entreprise qui conserve la gestion, le relance et le recouvrement de son poste clients. Dans le cadre d'un contrat confidentiel, le factor limite son intervention au financement et à l'assurance-crédit. Par conséquent, les conditions tarifaires associées sont très compétitives. Ce type de contrat est accessible aux entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 8 000 000 euros.

Il est également possible de mettre en place une solution globale de financement pour les groupes ayant des filiales à l'étranger avec la mise en place de financements locaux sur plusieurs pays asso-

ciés à un système de cash pooling avec tarification unique et reporting consolidé.

Un contrat d'affacturation peut également permettre d'optimiser les ratios de levier (Dette Financière Nette/Ebitda) et d'autonomie financière (Dette Financière Nette/Capitaux Propres) liés à un contrat de dette senior pour des entreprises sous LBO. Il s'agit de contrats d'affacturation déconsolidant (sous réserve de l'approbation du commissaire aux comptes de l'entreprise). En effet, le poste clients affiché au bilan est retraité du montant des créances cédées au factor qui sont transformées en liquidités sans impact sur le niveau de la dette globale.

Autrefois limité au financement des entreprises en difficulté, le marché de l'affacturation a beaucoup évolué et offre des possibilités de financements compétitives non plafonnées et associées à des techniques de financement sophistiquées. De nombreuses ETI et grands groupes qui souhaitent diversifier leurs sources de financement et optimiser la présentation de leur bilan utilisent l'affacturation confidentielle ce qui explique en partie l'évolution du marché de l'affacturation qui enregistre une progression de l'ordre de 20 % par an depuis plus de 20 ans.

EUROPE-HORS UE.

## BIÉLORUSSIE · BYN

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 9,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -0,9 % ;

2019 : 1,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

19 320

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 29,034 (-12 %)

Import : 32,601 (-17 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Russie 54,8 %

2 - Union européenne 17,7 %

3 - Chine 9,3 %

4 - Ukraine 4,3 %

5 - Turquie 1,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,171 Md USD, -1,38 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 63/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 5/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est quasiment impossible d'obtenir des informations par les voies traditionnelles, car peu de bilans sont publiés en Biélorussie et les chiffres ne sont guère fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens ainsi que des autres fournisseurs.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le rouble biélorusse (BYN).

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le BYN (nouveau rouble biélorusse) est la monnaie officielle.

Taux de change au 6 octobre 2021 :

1 BYR = 0,34300 EUR

1 EUR = 2,90507 BYN

1 BYR = 0,39791 USD

1 USD = 2,50452 BYN

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain (USD), puis l'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Crédit documentaire confirmé ou virement Swift garanti par une assurance-crédit (quasi impossible à obtenir, mais il faut essayer auprès de différents assureurs). Très rares lettres de crédit standby, le plus souvent offshore.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Avec ce pays, au niveau mondial, plus de 80 % des transactions se font sur la base de paiements d'avance. Si vous devez accorder un délai, 30 jours maximum, et dans ce cas, exigez un paiement par crédit documentaire confirmé



uniquement ou encore virement SWIFT garanti par une standby. À titre d'exemple, la Belarusbank émet des lettres de crédit standby au coût de 2 % l'an.

Beaucoup de transactions sont également effectuées sur la base de compensation (barter). Pour information, on trouve en ligne les conditions bancaires pratiquées par la Belarusbank pour les crédits documentaires au lien suivant : <https://belarusbank.by/en/international-cooperation/10540/10542>

#### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées. Compte tenu du manque de réserves en devises, les retards de paiement peuvent aller de 10 jours à un ou plusieurs mois.

#### → Acomptes à la commande

Si vous n'obtenez pas un paiement d'avance, il est fortement recommandé d'exiger un acompte à la commande.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Essentiellement émise par la Belarusbank, la banque la plus active sur le « trade finance ». Elles sont souvent longues à obtenir et onéreuses.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Privilégier un tribunal français et le droit français de préférence (à préciser dans le contrat).
- Toutefois, le délai d'exécution de la décision sera très long et très aléatoire, même si selon la Banque mondiale, le délai d'exécution est en théorie inférieur à un an. Cela ne concerne vraisemblablement que les jugements entre entreprises locales.
- Privilégier les accords amiables.

À noter qu'une nouvelle loi sur les faillites est entrée en vigueur en 2012. Selon la Banque mondiale, la durée d'une procédure en matière de faillite est d'environ 3 années, avec très peu de chances de récupération et de plus les coûts sont très élevés.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 74/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Biélorussie était classée au 24<sup>e</sup> rang mondial (+1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfron-

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Alors que la Biélorussie pourrait profiter pleinement des sanctions occidentales contre la Russie, mais aussi de l'embargo russe décrété sur les produits alimentaires européens, le climat politique actuel ne joue pas vraiment en sa faveur. L'élection contestée de son président, pour la sixième fois consécutive, est plutôt un signe négatif très fort. Même si certains observateurs ont très légèrement adouci leurs évaluations, il reste l'un des pays les plus mal notés par les organismes spécialisés. Compte tenu de l'environnement économique, politique et social difficile que présente la Biélorussie, avec un risque de non-transfert très élevé (noté

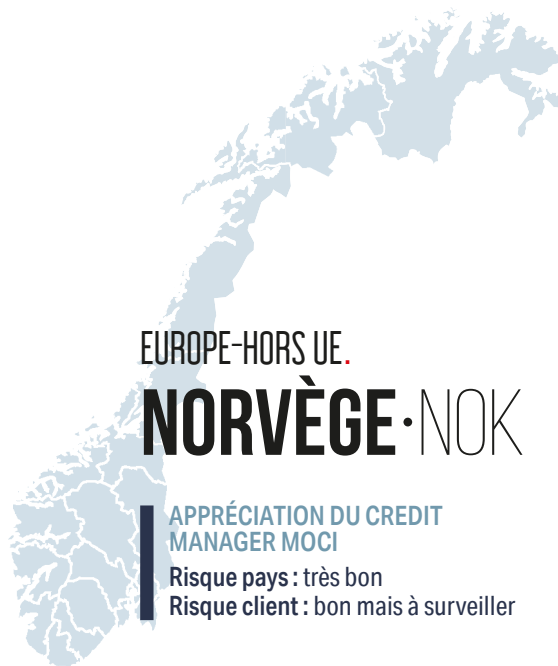
par Credendo 6/7 pour les investissements), mais aussi de l'impossibilité de recueillir des informations sur les entreprises, nous recommandons de ne pas prendre de risque : exiger soit un paiement d'avance, soit un crédit documentaire confirmé par une banque de premier rang ou encore un virement garanti par une standby, puisque certaines banques commencent à le proposer, même si c'est encore marginal... C'est un des pays les plus difficiles à faire couvrir en assurance-crédit. Pour les entreprises possédant des filiales en Pologne, essayer l'assureur-crédit local, Kuke. Il couvre certaines opérations en Biélorussie.



talier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 7 h. ; coût 65 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 60 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 0 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 0 USD). ■



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 5,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -8,8 % ;

2019 : 8,9 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

66 020

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 84,459 (-19 %)

Import : 80,447 (-5,72 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 54,9 %

2 - Chine 12,1 %

3 - États-Unis 6,9 %

4 - Royaume-Uni 5,4 %

5 - Canada 2,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

1 928 Md EUR, -6,47 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 7/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : Non classé (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A1 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : B ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 1/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Tous les prestataires fournissent des informations relativement fiables sur les entreprises norvégiennes. Les clients fournissent eux-mêmes assez facilement les informations aux fournisseurs. C'est le règne de la transparence. La qualité de l'information est correcte.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La couronne norvégienne (NOK).

Taux de change au 6 octobre 2021 :

1 NOK = 0,10073 EUR

1 EUR = 9,92272 NOK

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

Le virement Swift. La Norvège appartient à l'espace SEPA (*Single Euro Payment Area*). En fonction du montant, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Avant la pandémie, 30 jours maximum. Depuis, Intrum Justitia dans son *European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril, mentionne un délai moyen de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et 53 pour celles du secteur public, ce qui confirme un net allongement des délais accordés.

### → Risques de retards de paiement

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia, dans le rapport précité,

indiquent un délai moyen de retard de paiement de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et 10 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 51 et 63 jours.

Ces données sont à comparer avec celles mentionnées dans l'étude d'Euler Hermes sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, à savoir un DSO moyen de 53 jours.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir si le montant du contrat est élevé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des banques norvégiennes, mais leur coût est assez élevé. La lettre de crédit standby est encore peu pratiquée.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Si le montant en jeu est peu élevé, la procédure locale est recommandée. Comme il n'existe pas de tribunaux de commerce en Norvège, il faut porter l'affaire devant le tribunal d'instance. Notons qu'il existe en Norvège une procédure rapide et efficace de recouvrement, assez semblable à notre procédure d'injonction de payer.

• Sinon, privilégier un tribunal français. Prévoir le choix du tribunal et de la loi applicable dans les conditions générales de vente jointes au contrat (CGV).

• Comme presque partout dans le monde, privilégier en premier lieu la négociation amiable.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 5/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Norvège était classée au 22<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de com-

merce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2h.; coût 125USD); respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 0 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2h.; coût 125USD); respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 0 USD). ■

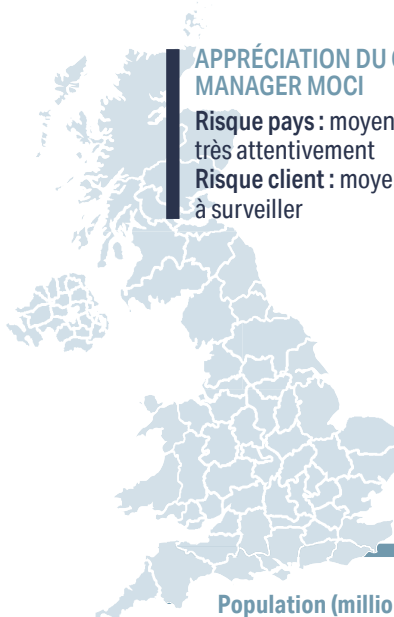
## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Comme les Finlandais et les Suédois, les Norvégiens sont majoritairement de très bons payeurs. On a vu dans cette fiche l'impact de la pandémie actuelle sur les délais de paiement sur 2020 ainsi que sur les quatre premiers mois de 2021. Comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises par les autorités norvégiennes pour « freiner » l'explosion des défaillances provoquée par la pandémie. Ainsi, les statistiques montrent une très forte baisse, mais à notre avis non significative. Ainsi, dans une étude publiée le 6 octobre 2021, Euler Hermes mentionne une baisse des défaillances de 19 % à fin 2020, puis 29 % à fin 2021 (2 900) avant un rebond de 10 % pour l'année 2022 (3 200).

EUROPE-HORS UE.

# ROYAUME-UNI • GBP



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
très attentivement

Risque client : moyen, se dégrade fortement,  
à surveiller

### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 67

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :  
2020 : ND ;  
2019 : 1,4 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :  
47 620

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :  
Export : 404,681 (-14 %)  
Import : 634,742 (-9 %)

Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :

- 1 - Union européenne 46,3 %
- 2 - Chine 11,9 %
- 3 - États-Unis 9,2 %
- 4 - Russie 3,9 %
- 5 - Canada 2,4 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :  
31,027 Md USD, -19,82 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 11/180

Sources : 1. Eurostat. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 2/10 négatif (octobre 2021).



Officiellement, le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne (UE) le 31 janvier 2020, le Parlement européen ayant ratifié l'accord définitif de sortie le 29 janvier. Après une période de transition destinée à définir le cadre éventuel d'un accord commercial avec l'UE, la sortie a été effective le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Attention, si quasiment toutes les entreprises publient leurs comptes, les TPE et les PME (*SMB-Small & Medium Business*) ne publient, si elles le souhaitent, qu'un minimum de renseignements, peu significatifs.

Ainsi, ces mini-sociétés, qui, comme partout en Europe, représentent la grande majorité des entreprises, ne publient que des comptes simplifiés, voire très simplifiés pour les TPE : des « abbreviated accounts » (bilan très rudimentaire et brève note sur les comptes annuels). D'où la relative pauvreté d'informations fiables disponibles au Royaume-Uni.

Quelle que soit la taille de l'entreprise, les comptes annuels doivent être déposés au plus tard le 30 septembre de l'année suivant la clôture des comptes (9 mois pour les sociétés privées, 6 mois pour les sociétés publiques).

La non-publication est considérée comme une infraction pénale et peut entraîner la radiation de la société ainsi que des sanctions pénales et financières à l'encontre des dirigeants. C'est ce que l'on appelle « the late filing penalties », révisées en avril 2015.

Pour consulter les comptes de nombreuses entreprises britanniques, le serveur web des « Companies House » est largement suffisant et peu onéreux, et il donne la possibilité de consulter la liste des dirigeants n'étant plus supposé exercer : [www.companieshouse.gov.uk](http://www.companieshouse.gov.uk)

Sociétés spécialisées localement :

• **Equifax Plc**

[www.equifax.co.uk](http://www.equifax.co.uk)

• **Graydon U.K. Ltd**

[www.graydon.co.uk](http://www.graydon.co.uk)

[mail@graydon.co.uk](mailto:mail@graydon.co.uk)

Pour les informations de base, on peut avoir recours aux principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La livre sterling (GBP). Compte tenu de la situation économique actuelle, couverture du risque de change recommandée si paiement en GBP.

Taux de change : 7 octobre 2021

1 EUR = 0,85088 GBP

1 GBP = 1,17500 EUR

À noter que le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 23 juin 2016, le Brexit, a entraîné une chute de la livre. Celle-ci avait repris des couleurs en avril 2017. En dépit des rebondissements du feuillet « Brexit » et des difficultés auxquelles fait face le Royaume-Uni, curieusement, la livre s'est relativement maintenue depuis, sans chuter plus lourdement comme certains l'avaient prédit. Elle se maintient entre 1,10 et 1,18 pour 1 EUR.

→ **Meilleures monnaies de facturation des échanges**

La livre sterling (GBP) et l'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Privilégier le virement bancaire, Swift de préférence. Ne pas oublier que le Royaume-Uni est dans l'espace SEPA.

→ **Déconseillés**

Tous les autres, et plus particulièrement les chèques et les effets de commerce.

Si, sur le marché domestique, le paiement par chèque est très utilisé, il se caractérise par son manque de sécurité. Le Royaume-Uni n'ayant pas ratifié la Loi uniforme du 19 mars 1931 sur les chèques, il s'ensuit que le débiteur peut faire opposition à tout moment pendant une durée de six mois après l'émission du chèque. Sur le marché domestique, si l'entreprise française dispose d'une filiale refacturant et encaissant localement, il sera profitable de mettre en place un système d'encaissement

par virement électronique via le circuit BACS (*Bankers Automated Clearing Services*).

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

On ne peut que déplorer le manque de fiabilité de certaines informations recueillies auprès des différents prestataires, les écarts étant très élevés entre les différentes données communiquées par les analystes. On retrouvera même ces différences dans les informations relatives aux défaillances d'entreprises, ce qui est pour le moins curieux vu qu'au Royaume-Uni, on peut s'appuyer sur des statistiques officielles fiables.

Le groupe allemand EOS, dans son rapport *Payment practices in Europe 2019*, mentionnait une moyenne de 33 jours. Plus récemment, selon Intrum Justitia (*European Payment Report 2021* basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021), sur la période concernée, le délai moyen de paiement accordé est de 40 jours pour les entreprises du secteur privé et 52 jours pour le secteur public.

Le cas du Royaume-Uni est toujours aussi complexe, ne serait-ce que par la diversité des droits commerciaux : droit anglais, irlandais, écossais et gallois. Ainsi, il y a trois transpositions de la dernière directive européenne sur les délais de paiement, l'une qui concerne les droits anglais, gallois et irlandais, une autre qui modifie le droit écossais et une celui de Gibraltar ! Comme nous l'écrivions pour la Directive précédente, le Royaume-Uni a été quelque peu précurseur en ce domaine. Déjà, le « Unfair Contract Terms Act of 1977 » recommandait de ne pas dépasser des délais de paiement « raisonnables ».

En dehors du droit écossais et de celui de Gibraltar, le Royaume-Uni a transposé la Directive 2011/7/EU sur les retards de paiement (Statutory Instrument 2013 No. 395) en prévoyant (contrairement à la transposition française) la possibilité, dans le secteur privé, de négocier des délais de paiement supérieurs à 60 jours, à condition que ce soit stipulé par écrit. Contrairement au droit de certains autres États membres, les droits anglais et écossais ne parlent pas de pratiques discriminatoires mais évoquent plus particulièrement, pour cette dérogation, « à condition que ce ne soit pas défavorable (littéralement : déloyal) au vendeur ».

En droit écossais, c'est le Scottish Statutory Instrument, 2013 No. 77 qui traite du sujet : *The Late Payment of Commercial Debts (Scotland) Regulations, 2013*.

Pour le secteur public, le délai est de 30 jours à partir du jour de réception de la facture.

### → Risques de retards de paiement

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, les retards de paiement s'étaient dégradés de 81 % par rapport à la même période de 2019. Et 35 % des entreprises avaient mentionné une augmentation de leur DSO (*Days Sales Outstanding*) de plus de 10 %.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour le Royaume-Uni, en 2020, un DSO moyen de 51 jours.

Pour 2021 et 2022, on va certainement atteindre des niveaux plus élevés. Plusieurs analyses réalisées sur le premier semestre 2021 confirment une nette dégradation.

L'une d'elles, publiées fin juillet et concernant plus particulièrement les PME, mentionne que plus de 52 % des TPE et PME sont victimes de retards de paiement. Pour 20 % des entreprises consultées, ces retards de paiement se sont amplifiés avec la pandémie. Encore plus préoccupant, 64 % des dirigeants estiment que ces retards de paiement peuvent les mener à la faillite. Et 25 % d'entre eux pensent qu'ils vont déposer le bilan dans les trois mois à venir.

Si l'on considère le niveau régional, ce sont les entreprises écossaises les plus touchées, devant les entreprises galloises puis celles d'Irlande du Nord.

Fin 2020, 69 % des entreprises reconnaissent avoir attendu plus de 60 jours le règlement de leurs factures.

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia sur les quatre premiers mois de 2021, indiquent un délai moyen de retard de paiement de 12 jours pour les entreprises du secteur privé et 11 jours pour le secteur public, avec des DSO respectifs de 52 et 63 jours.

Cribis Dun and Bradstreet, dans le *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 42,9 % des entreprises respectent les échéances négociées. Et 4,1 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Toutes ces différences dans les données recueillies, s'expliquent principalement par

la diversité des entreprises consultées et la période. Il n'en demeure pas moins que tous les prestataires arrivent à la même conclusion : des retards en forte dégradation.

Depuis cinq ans et surtout depuis la décision du Brexit, les délais de paiement se dégradent de façon significative au Royaume-Uni. Dans un communiqué du 21 mars 2019, Euler Hermes UK mentionnait que les demandes d'indemnisation auprès des assureurs-crédit dans ce pays avaient explosées : en moyenne près de 50 par jour ! 60 % de hausse par rapport à 2017.

Tout comme en France, les délais de paiement se dégradent plus particulièrement avec les grands donneurs d'ordres. Les quatre dernières années auront ainsi été celles du scandale des retards de paiement dans la grande distribution, avec des délais allant de 90 à 120 jours, voire plus dans certains cas.

### Bon à savoir

Pour faciliter la mise en œuvre des nouvelles Règles « the Duty to Report on Payment Practices and Policies », le gouvernement a mis en place un site Internet dédié, <https://www.gov.uk/check-when-businesses-pay-invoices>, sur lequel on peut consulter la liste des sociétés ayant satisfait à cette nouvelle procédure et interroger une entreprise en particulier pour lire le rapport disponible.

À titre d'exemple, voici les infos trouvées sur une entreprise dans son rapport publié le 23 octobre 2017, pour une période de six mois :

This report was filed on 22 November 2017 and approved by XXXX (le nom est cité, bien évidemment)

Payment statistics Average time taken to pay invoices: 45 days

Invoices paid:

- within 30 days: 15 % ;

- in 31 to 60 days: 79 % ;

- in 61 days or more: 6 % ;

Invoices due but not paid within agreed terms: 17 %

Payment terms

Shortest standard payment period

31 days

Longest standard payment period

61 days

Le même rapport précise également les modes et délais de paiement qu'accepte l'entreprise.

Cette dégradation dans le secteur de la grande distribution intervient en dépit des efforts des gouvernements successifs pour y mettre fin. Après un « Groceries Supply Code of Practice » mis en place en août 2009, le gouvernement a publié, en octobre 2014, un *User guide to the recast late payment Directive* et lors de la campagne électorale de mai 2015, il a promis de nouvelles règles qui entreraient en vigueur en 2016. Finalement, ces nouvelles Règles, intitulées *The Duty to Report on Payment Practices and Policies*, sont entrées en vigueur le 6 avril 2017, obligeant, entre autres, les grandes entreprises à publier tous les six mois, leurs pratiques de paiement. Les modalités d'application sont définies dans un guide publié en octobre 2017 et intitulé *Duty to report on payment practices and performance*.

Tout comme en France avec la DGCCRF, de nombreuses entreprises sont régulièrement sanctionnées pour non-respect des délais de paiement, certaines parmi les plus grandes. Ainsi en janvier 2020, BAE Systems et Shell UK.

#### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir, mais ils sont difficiles à négocier.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Possibles, mais assez difficiles à obtenir, surtout si l'acheteur est une PME ou une TPE. Elles prennent essentiellement la forme de lettre de crédit standby.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Il est préférable d'engager directement une procédure devant un tribunal local.
- Si le débiteur était poursuivi devant un tribunal français, il serait nécessaire d'obtenir l'exequatur du jugement au Royaume-Uni, ce qui en augmenterait les frais et surtout le délai d'exécution.
- Attention toutefois : il n'existe pas de droit britannique, mais quatre droits avec chacun leurs spécificités, le droit anglais étant le plus usité. Ce dernier est mieux adapté aux affaires que le droit français.
- Les créances commerciales sont prescrites après six ans. Le rôle des agences de recouvrement se limite à une action en recouvrement amiable, leur statut ne les autorisant pas à

représenter le créancier devant les tribunaux. Elles doivent alors faire appel à un cabinet de sollicitors.

- Il faut noter toutefois que pour les petits litiges (« small claims », montants inférieurs à 50 000 GBP), la loi autorisant le créancier non-résident à se présenter lui-même devant le tribunal, le juge acceptera qu'il soit représenté par une agence de recouvrement dûment mandatée.

- Il n'y a pas de procédure spécifique d'injonction de payer en Angleterre ni au Pays de Galles. Il existe toutefois une procédure permettant à un requérant d'obtenir un jugement par défaut, elle est dite de « summary judgment » (Civil Procedure Rules 1998, articles 24.1 et suivants).

- Le Royaume-Uni était bien évidemment soumis, comme tous les autres États membres de l'Union européenne (à l'exception du Danemark) au règlement (CE) n° 1896/2006 du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, entré en vigueur le 12 décembre 2008.

- Attention : contrairement au droit français, le droit anglais laisse à la libre volonté des parties le soin de régler le problème de transfert de propriété. Extrait de l'article 17 du Sale of Goods Act : « 1. La propriété est transférée à l'acheteur au moment où les parties en ont convenu... ».

Le Sale of Goods Act autorise néanmoins le vendeur à se prémunir contre les risques de non-paiement en intégrant une clause de réserve de propriété (retention of title clause). En cas de revente ou de transformation, il faudra prévoir une clause dite prolongée (« continuing retention clause »).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 14/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Royaume-Uni était classé au 33<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière

de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 280 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 25 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 3 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 0 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Le Royaume-Uni, cinquième économie mondiale, est fortement orienté vers le secteur tertiaire. Celui-ci représente plus de 40 % des exportations totales et 80 % du PIB. Ayant quitté, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le marché unique de l'UE et l'Union douanière, le commerce extérieur du Royaume-Uni se trouve gravement exposé aux chocs de prix des importations et aux pénuries. Le déficit d'investissement et la faiblesse de productivité sont les facteurs qui ont freiné le potentiel de croissance de l'économie britannique pendant des décennies. La croissance économique devrait atteindre 6,3 % en 2021 et 5,4 % 2022, cependant le risque inflationniste post Brexit pèse sur les perspectives de la demande intérieure. Enfin, les défaillances d'entreprises ne devraient croître que modérément en 2021 et 2022 (10 % et 20 % respectivement), après une baisse de 30 % en 2020.

### RECOUVREMENT

Les entreprises britanniques ont pour tradition de régler rapidement et réagissent assez vite suite à une relance par voie électronique ou postale. Un recouvrement amiable doit toujours être envisagé comme une alternative sérieuse à une procédure judiciaire. Les procédures judiciaires sont rendues dans un délai raisonnable et sont peu coûteuses. Il est en revanche rare de recouvrer en cas de procédure collective, qui dure en moyenne un an mais peut prendre jusqu'à trois ans pour une société en liquidation. Dans ces conditions, faire jouer la clause de réserve de propriété peut être un moyen efficace pour réduire le montant de la créance. ■





## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

L'année 2021 et les suivantes vont être des années d'incertitudes économiques pour le Royaume-Uni. Le slogan « Brexit is Brexit », que l'on a beaucoup entendu après le référendum de 2016, puis le « Global Britain », qui lui a succédé, masquent surtout une quasi totale incapacité à gérer la sortie de l'Union, due à une absence complète de préparation. Comme prévu, les conséquences du Brexit ont commencé à se faire sentir au quotidien dès 2017, en particulier dans les transactions commerciales et les relations PME/banques, ces dernières n'étant déjà pas vraiment au beau fixe. Depuis la situation n'a fait que se dégrader. Et la crise sanitaire n'a fait qu'en rajouter une couche qui n'était pas vraiment bienvenue.

Les années précédentes, dans le secteur du commerce de détail, plusieurs enseignes ont dû soit fermer de nombreuses boutiques, soit mettre fin à leurs activités. Nous écrivions il y a deux ans que, dans le secteur de la grande distribution, l'alliance entre deux des principaux acteurs, annoncée fin avril 2018, allait avoir des conséquences lourdes pour leurs fournisseurs et sous-traitants, même si le Grocery Code Adjudicator allait certainement se montrer vigilant. La décision est tombée le 25 avril 2019 : la fusion n'aura pas lieu, ne permettant pas ainsi aux deux entreprises de pouvoir résister aux pratiques agressives des concurrents *low cost*. De nombreuses enseignes n'ont pas su non plus prendre le virage du numérique et la liste des entreprises se précipitant vers les procédures de sauvegarde s'allonge de mois en mois, présageant de nouvelles faillites.

On l'a vu dans cette fiche, les retards de paiement continuent d'être à un niveau élevé depuis 2019, ce qui a hélas conforté l'avis de nombre d'exportateurs français qui se plaignent du mauvais comportement payeur des entreprises britanniques, plus particulièrement des PME... Il est vrai que ces dernières souffrent beaucoup du manque de soutien des banques locales. Selon les statistiques de l'Union de Berne, en 2020,

le Royaume-Uni figure toujours dans le Top 10 des pays sur lesquels les assureurs ont versé des indemnités sur les opérations court terme.

Côté défaillances d'entreprises, dans une étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes mentionne une baisse de 30 % à fin 2020, puis une hausse de 10 % pour l'année 2021 (à 17 100) et 20 % pour l'année 2022 (20 540). De son côté, Atradius, dans une publication mise en ligne le 7 octobre, prévoit un rebond des faillites de 33 % cumulés sur 2021 et 2022.

La baisse sur 2020 s'explique par le fait que, comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises par le gouvernement pour « freiner » l'explosion des défaillances provoquées par la pandémie.

Si l'on considère les données fournies par l'*Insolvency service company* pour le premier semestre 2021, la hausse des défaillances risque d'être plus importante que celle annoncée par les analystes d'Euler Hermes. Cela dépendra des nouvelles mesures mises en place par le gouvernement avec « the Corporate Insolvency and Governance Act 2020 », qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021, mesure temporaire effective jusqu'au 31 mars 2022.

Prudence donc, surtout dans les transactions avec des PME qui sont très touchées à la fois par le Brexit et par la crise sanitaire. Dans tous les cas, il est essentiel de soigner la rédaction des offres et contrats et de surveiller rigoureusement les échéances négociées. À noter que l'Office national des statistiques britannique publie régulièrement des données intéressantes sur les défaillances par région (England, Wales, Scotland and Northern Ireland : <https://www.gov.uk/government/collections/insolvency-statistics>). Les données communiquées fin juillet 2021 ne laissent augurer rien de bon pour l'année en cours : sans surprise, les défaillances sont de nouveau en très forte hausse.

EUROPE-HORS UE.

## RUSSIE • RUB

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller,  
car dégradation

Risque client : mauvais



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 146,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 : -3,1 % ;

2019 : 2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

27 550

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 332,221 (-21 %)

Import : 240,380 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 34,2 %

2 - Chine 21,9 %

3 - Biélorussie 5,5 %

4 - États-Unis 5,4 %

5 - Japon 3,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

5,867 Md USD, -6,62 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 129/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3 (risque de court terme  
significatif (octobre 2021))

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B  
(octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 3/7 ; commercial : E ;  
risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est extrêmement difficile d'avoir des renseignements fiables sur des entreprises russes, compte tenu de la pauvreté des informations financières publiées. Attendez-vous à n'obtenir que des informations de base, guère exploitables. Se rapprocher des entreprises et institutionnels français sur place. Parmi les rares sources locales disponibles, citons :

• **United Credit Bureau**,  
détenu par Sherbank, Interfax Group  
et Experian

<https://bki-okb.ru/?lang=en>  
msk@bki-okb.ru

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le rouble (RUB). La loi russe en vigueur ne prévoit pas de limitation à la convertibilité du rouble.

Taux de change au 7 octobre 2021 :

1 RUB = 0,01193 EUR

1 EUR = 83,7354 RUB

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR) gagne de plus en plus de terrain.

→ **Conseillés**

Au niveau mondial, compte tenu de la situation politique et économique actuelle, marquée par les tensions persistantes autour de l'Ukraine (sanctions économiques occidentales) et une crise économique, la majorité des opérations commerciales avec la Russie se réalisent par paiement d'avance, et/ou offshore, avec pour des montants significatifs, la contrepartie de faire émettre une garantie bancaire de restitution d'acompte, et 15 % par paiement à vue. Le solde se partage entre virement Swift garanti par une assurance-crédit ou par une lettre de crédit standby, le plus souvent émise offshore,

## Bon à savoir

Pour les entreprises disposant d'une filiale en Russie, sur le marché domestique, les principales banques russes offrent un produit particulier : la lettre de crédit, régie par les articles 867 et 868 du Code civil russe ainsi que par la Bank of Russia Regulation n° 383-P du 19 Juin 2012. Particularités : elle est bien évidemment libellée en roubles et surtout, elle est révoquable. Pour information, les articles 869 à 873, traitent de la lettre de crédit irrévocable, utilisée sur le marché domestique.

mais plusieurs banques russes, en émettent de façon régulière, la VTB, par exemple.

À noter qu'en matière de crédit documentaire, les commissions bancaires sont revenues à un niveau raisonnable par rapport à ce qu'elles étaient il y a une vingtaine d'années, avec des taux désormais plus ou moins identiques à ceux pratiqués en France. Ils varient bien évidemment en fonction de la solvabilité du donneur d'ordres.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Sur le marché domestique, il y a quelques années, on constatait un délai moyen de paiement inférieur à 20 jours, ce qui s'expliquait par une majorité de paiement d'avance ou au comptant. Mais compte tenu de la faiblesse du système bancaire russe, surtout en matière de financement des PME, les entreprises ont commencé à accorder des délais de paiement... et donc à constater des retards, comme nous le verrons plus loin. Le groupe EOS dans son étude *Payment practices in Europe 2019* indiquait un délai moyen de paiement accordé de 25 jours.

Dans le commerce international, comme souligné plus haut, les exportateurs sont réticents à accorder des délais de paiement à leurs clients russes, privilégiant le paiement d'avance ou comptant. C'est d'ailleurs souvent une demande des importateurs eux-mêmes compte tenu du coût élevé des opérations de financement. Très rarement, selon les secteurs, des crédits fournisseurs de 30 à 60 jours

peuvent se pratiquer, mais, dans ce cas, garantis par un crédit documentaire ou de l'assurance-crédit.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la Russie, en 2020, un DSO

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'économie Russe est très dépendante du secteur énergétique dont les exportations représentent plus de 40% des exportations totales. La Russie bénéficie de la flambée des prix de l'énergie depuis le début de l'année 2021 et notamment de ceux du gaz et du pétrole. Pendant la pandémie les mesures de confinement sont restées relativement modérées en Russie, ce qui a permis de soutenir l'activité des services. Nous estimons, à ce titre, une croissance du PIB de 4,5% en 2021 et 3,3% en 2022, après une récession de 3,1% en 2020. L'environnement économique actuel favorisera la baisse des défaillances d'entreprises en 2021 (-17%), qui sera suivie par une normalisation progressive en 2022 (+12%).

### RECOUVREMENT

De nombreuses créances y sont recouvrées par voie de négociation, avec des procédures civiles qui prennent actuellement six à sept mois. Les tentatives de recouvrement doivent débiter par une mise en demeure enregistrée rappelant l'obligation du débiteur de payer le principal ainsi que les intérêts de retard. Lorsque la dette est inférieure à 800 000 RUB une procédure judiciaire simplifiée est possible à condition qu'elle soit certaine et incontestée. Une fois tous les documents fournis au tribunal et le débiteur dûment informé, ces procédures sont réglées de manière assez efficace. Lorsque la créance est contestée, il conviendra d'engager une procédure ordinaire qui est plus compliquée. ■

(Days Sales Outstanding) moyen de 55 jours (amélioration de 2 jours par rapport à 2019).

Compte tenu du peu d'opérations incluant des délais de paiement significatifs, les retards ne sont pas fréquents si les opérations sont sécurisées. Mais le comportement payeur des entreprises, déjà médiocre, s'est nettement dégradé ces dernières années et cette tendance ne va vraisemblablement pas s'inverser dans les années à venir.

L'étude EOS citée plus haut mentionnait un retard moyen de 32 jours.

Cribis Dun and Bradstreet, dans le *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 73,7 % des entreprises respectent les échéances négociées. Mais ceci s'explique, entre autres, par le nombre élevé de paiements d'avance ou au comptant. Et 6,1 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Il y a quelques années, Interfax avait publié une étude établissant que 9 % des factures étaient réglées avec plus de 90 jours de retard.

Nous n'avons pas de nouvelles statistiques mais les rares entreprises françaises qui se sont risquées sans filet sur le marché russe constatent des retards de cet ordre.

#### → Acomptes à la commande

On peut obtenir des acomptes à la commande et il est même souhaitable d'en demander.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont souvent longues à obtenir, et assez onéreuses. Privilégier, quand c'est possible, les garanties émises par des banques en offshore, principalement, allemandes, suisses et autrichiennes.

Pour information, les lettres de crédit standby sont traitées comme les garanties bancaires.

**Coût d'émission :** en moyenne, 0,2 % du montant de la garantie ou de la standby, avec un minimum de 30 USD. Mais ce coût varie bien évidemment en fonction de la solvabilité du donneur d'ordres.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas de changement majeur depuis les éditions précédentes de cet ouvrage. Les transactions internationales avec la Russie sont compliquées depuis le 17 mars 2014, date de la première salve de sanctions de l'Union européenne (UE).

Nous donnons depuis quelques années un exemple significatif de la complexité des situations auxquelles sont confrontés les exportateurs français. Il est toujours pertinent. En février 2015, un député français a posé une question écrite (sans réponse à ce jour) au ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique concernant le blocage par certaines banques de règlements provenant de Russie au motif de la création de nouveaux contrôles visant les exportations de biens à doubles usages (civil et militaire). Ce député était saisi par une entreprise lyonnaise exportatrice d'appareils de robinetterie pour les réseaux de chauffage et de climatisation et pour les stations de traitements d'eau dont la banque bloque les fonds en provenance de Russie, compte tenu d'instructions gouvernementales imprécises sur la question des contrôles...

Notons par ailleurs que sous la pression des États-Unis, quelques États membres de l'UE demandent de déconnecter la Russie du système Swift, comme cela a été fait pour l'Iran. Selon les propos du directeur de Swift en Russie, ce pays est le deuxième utilisateur mondial du réseau ! Cela n'a pas été mis en œuvre mais en prévision d'un éventuel blocage, la Russie, copiant la Chine, a entrepris de mettre en place un système alternatif, reliant dans un premier temps les principales banques russes à la Banque Centrale. Début 2019, plusieurs banques russes ont rejoint le réseau mis en place par la Chine.

Dans ce contexte, les défaillances d'entreprises n'ont cessé d'augmenter depuis 2012 et ceci jusqu'à l'an dernier. Alors que certains économistes pariaient sur une hausse très faible, 2018 s'est achevée sur une légère baisse mais 2019 s'est conclue sur une nouvelle hausse de 14 %.

Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes indique que 2020 s'est achevée sur une nouvelle baisse de 13 % des défaillances. L'assureur-crédit prévoit une nouvelle baisse de 17 % pour 2021,

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le tribunal d'arbitrage fédéral ou une autre juridiction convenue de gré à gré. De préférence, si cela est négociable, éviter néanmoins les tribunaux locaux.
- Pour les contrats de montant élevé, choisir la cour d'arbitrage de l'ICC de Paris ou, sinon, celle d'Helsinki. Mais attention, en Russie, l'exécution des jugements rendus à l'étranger est très longue et aléatoire. L'autre partie a largement le temps d'organiser son insolvabilité.
- Privilégier la transaction amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 57/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing*

*Business 2020* », la Russie était classée au 99<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 66 h. ; coût 580 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (25 h. ; 92 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 30 h. ; coût 520 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (43 h. ; 160 USD). ■



mais non significative car liée à certaines mesures protectrices prises par le gouvernement pour freiner les défaillances d'entreprises.

En revanche, il table sur une hausse de 12 % pour l'année 2022 (9 500).

Attention : même si l'on constate un certain recul des impayés sur le marché domestique, conséquence rappelons-le d'une augmentation des paiements d'avance, on remarque hélas de nombreux impayés à l'international, pour les rares exportateurs qui s'aventurent toujours à travailler avec la Russie sans aucune garantie. Les entreprises russes ont tendance à invoquer de faux litiges pour retarder le paiement. Le niveau des demandes de recouvrement sur la Russie émanant d'exportateurs prenant des risques inconsidérés pour faire du chiffre reste important. Rappelons qu'au niveau mondial, crise ou pas, plus de 70 % des opérations commerciales avec la Russie se réalisent par paiement d'avance ou au comptant. On peut donc recommander le recours soit à un crédit documentaire irrévocable et confirmé, soit à un virement Swift garanti par une assurance-

crédit ou une lettre de crédit standby.

Aussi, compte tenu de la crise ukrainienne et des sanctions économiques occidentales qu'elle a entraînées, compte tenu également du comportement médiocre des entreprises russes en matière de respect des délais de paiement et de la difficulté d'obtenir des informations financières fiables, la plus grande prudence s'impose. Et surtout n'oubliez pas de soigner la rédaction des contrats.

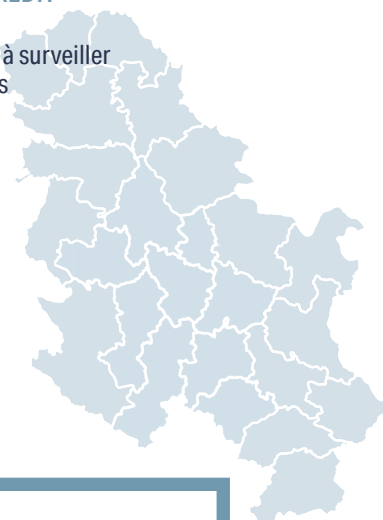
En avril 2015, Atradius publiait sur son site un très judicieux petit guide *Le succès de vos relations commerciales avec la Russie, dix principes clés pour réussir*. Parmi les pertinents conseils prodigués, au hasard, assurez-vous d'être payé, attention aux règles en matière de signature, bien respectez les législations douanières et les procédures d'importation, lesquelles sont de plus en plus lourdes. Rappelons aussi les sanctions européennes qui frappent la Russie en raison de la situation en Ukraine. Pour plus d'informations : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/russie>

EUROPE-HORS UE.

## SERBIE • RSD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais à surveiller  
Risque client : mauvais



### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 6,9

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2020 : -1,8 % (provisoire) ;

2019 : 4,2 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

18 650

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 19,498 (-0,68 %)

Import : 26,233 (-1,86 %)

Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - Union européenne 58,8 %

2 - Chine 12,5 %

3 - Russie 6 %

4 - Turquie 4,4 %

5 - Bosnie-Herzégovine 2,3 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

0,67 Md USD, -0,73 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 94/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 5/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est quasiment impossible d'obtenir des informations par les voies traditionnelles, car peu de bilans sont publiés en Serbie et les chiffres ne sont guère fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place ou des autres fournisseurs pour des renseignements plus pertinents. Pour des informations de base, voir éventuellement :

• **Creditreform Serbia**

[www.creditreform.rs/en/index700.html](http://www.creditreform.rs/en/index700.html)

[info@creditreform.rs](mailto:info@creditreform.rs)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dinar serbe (RSD).

Taux de change au 7 octobre 2021 :

1 RSD = 0,00846 EUR

1 EUR = 116,949 RSD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant, virement Swift garanti par une assurance-crédit ou crédit documentaire éventuellement confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Exiger un paiement d'avance si possible. Sinon, ne pas accorder un délai au-delà de 30 jours maximum et selon le montant, s'entourer de garanties bancaires ou assurance-crédit. Bien évidemment la situation s'est nettement dégradée.

Pour Intrum Justitia (*European Payment Report*

2021, publié en juin, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021) sur la période concernée, le délai moyen accordé est de 45 jours pour le secteur privé et 58 jours pour le secteur public.

#### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents lorsque les opérations ne sont pas sécurisées par des garanties. Compte tenu du problème de manque de devises, selon les différents analystes, les retards peuvent aller de 10 jours à plusieurs semaines. C'est hélas ce que l'on constate chez certains exportateurs français un peu inconscients...

De plus, avec la pandémie actuelle, les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia (enquête précitée) indiquent un délai moyen de retard de paiement de 11 jours pour les entreprises du secteur privé et 8 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 56 et 66 jours.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son étude *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 29 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 2,9 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

#### → Acomptes à la commande

Si vous n'obtenez pas un paiement d'avance, il est fortement recommandé d'exiger un acompte à la commande.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont difficiles à obtenir et onéreuses.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Choisir un tribunal français et le droit français (à préciser dans le contrat).
- Le délai d'exécution sera néanmoins très long et très aléatoire.
- Privilégier les accords amiables.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 41/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Serbie était classée au 23<sup>e</sup>

rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 4 h. coût 47 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 35 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 5 h. ; coût 52 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 35 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Compte tenu de l'environnement économique et politique difficile – risque de non-transfert relativement élevé avec 4/7 selon Credendo – et de l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises russes, ne pas prendre de risque : exiger soit un paiement d'avance, soit un crédit documentaire confirmé ou essayer de faire garantir par un assureur-crédit. En cas de créances sécurisées, essayer de les céder à des forfaitaires, les principaux d'entre eux couvrant la Serbie l'un sur un an, l'autre sur deux ans.

Concernant les défaillances, une nouvelle loi sur les faillites est entrée en vigueur le 25 décembre 2017 et il faudra attendre quelques années pour en apprécier l'impact. À noter qu'après une forte hausse sur 2013, les défaillances ont baissé de près de 43 % sur 2014, avant d'augmenter légèrement en 2015 et 2016 et très fortement sur 2017. Aucune donnée fiable n'est disponible à ce jour pour 2020. Grande prudence dans les transactions à venir. Sécuriser au maximum vos transactions.

EUROPE-HORS UE.

## SUISSE · CHF

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : excellent  
Risque client : bon (mais à surveiller  
tendance à la dégradation)



CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 8,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2020 (provisoire) : -2,4 % ;

2019 (provisoire) : 1,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

73 620

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 319,318 (+2 %)

Import : 291,981 (+5 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 49,7 %

2 - États-Unis 7,2 %

3 - Chine 6,1 %

4 - Royaume-Uni 5,7 %

5 - Hong Kong 4,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

16,397 Md USD, -17,63 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 3/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A1 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

• **Union Suisse Creditreform**

Plusieurs sites et adresses pour cette coopérative. Ci-après l'adresse du site pour la Suisse romande. On peut ensuite accéder aux différents autres sites : [www.creditreform.ch/fr/ensemble-contre-les-pertes.html](http://www.creditreform.ch/fr/ensemble-contre-les-pertes.html)

• **Bisnode (représente D&B en Suisse)**

Communique des informations intéressantes, dont des études sur le comportement payeur des entreprises suisses.

<http://www.bisnode.ch/fr/302/Home.htm>

Tél. : +41 44 735 64 64 - [info.ch@bisnode.com](mailto:info.ch@bisnode.com)

• **Wys Muller SA**

[www.wysmuller.ch](http://www.wysmuller.ch) - [info@wysmuller.ch](mailto:info@wysmuller.ch)

Tél. : +41 22 329 22 66

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc suisse (CHF). Convertible.

Taux de change au 7 octobre 2021 :

1 CHF = 0,93129 EUR - 1 EUR = 1,07358 CHF

→ **Conseillés**

Le virement bancaire, Swift de préférence.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Délai standard : 30 jours. On avait constaté une nette dégradation sur le premier semestre 2020. Si, selon le Baromètre Atradius publié en novembre 2020, on constatait un délai moyen de 33 jours, plus récemment, Intrum Justitia, dans son *European Payment Report 2021*, basé sur une étude réalisée entre janvier et avril 2021, a indiqué un délai moyen de 40 jours pour le secteur privé et 49 jours pour le secteur public.

Bien que n'étant pas dans la zone euro, la Suisse



adhère à l'espace SEPA (*Single Euro Payment Area*). Selon l'importance de la commande et la solvabilité du débiteur, éventuellement garantir le virement soit par une lettre de crédit standby, soit par de l'assurance-crédit.

#### → Risques de retards de paiement

Les données les plus récentes recueillies par Intrum Justitia dans le rapport précité, indiquent un délai moyen de retard de paiement de 13 jours pour les entreprises du secteur privé et 11 jours pour le secteur public, avec des DSO (*Days Sales Outstanding*) respectifs de 53 et 60 jours.

À noter que dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la Suisse, en 2020, un DSO moyen de 53 jours (49 en 2019).

#### → Acomptes à la commande

En obtenir est possible, en fonction du montant de la commande.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

En obtenir ne pose pas de problème particulier, que ce soit une garantie à première demande ou une lettre de crédit standby. Les commissions dépendent bien évidemment du profil de risques. Exemple de conditions actuelles : lettre de crédit standby et garantie à première demande, minimum 50 CHF par trimestre, mais avec un minimum de 200 CHF par garantie.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En Suisse, le tribunal compétent est celui du lieu du défendeur (tribunal cantonal) sous réserve de recours auprès du tribunal fédéral. Rappelons que le Code fédéral suisse des obligations est un droit neutre, à privilégier pour les transactions de montant élevé.
- Noter qu'il existe en Suisse des procédures rapides de recouvrement des créances



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Si, pendant longtemps, les entreprises suisses ont été reconnues pour leur sérieux en matière de respect des délais de paiement, depuis quelques années, certains secteurs d'activité (l'horlogerie, par exemple) étant en difficulté, les retards de paiement se sont multipliés. Après une baisse des faillites constatées durant plusieurs années à la suite de la loi sur les faillites de 2009, celles-ci sont reparties à la hausse, plus de 31 % en 2018, et elles sont restées supérieures à 6 000 l'année suivante. Dans ses dernières prévisions (6 octobre 2021), Euler Hermes enregistre une baisse de 8 % sur 2020, que l'on peut attribuer aux mesures exceptionnelles prises par les autorités pour soutenir l'économie durant la crise sanitaire. L'assureur-crédit prévoit toutefois deux années de hausse, avec +4 % à fin 2021 (5 100) puis +10 % pour l'année 2022 (5 600). Prudence pour les opérations de montants significatifs et aussi pour les phases d'entrée en relation.

impayées, à engager auprès de l'Office des poursuites et des faillites du canton dans lequel est immatriculé le débiteur. La procédure est rapide et efficace.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 36/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Suisse était classée au 26<sup>e</sup> rang mondial (+13 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de com-

### Bon à savoir

Une unification du droit civil des différents cantons est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Rappelons que le droit suisse est un droit neutre, à privilégier dans les transactions internationales.



merce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 1 h.; coût 115 USD); respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 27 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 1 h.; coût 115 USD); respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 27 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

La Suisse dispose d'une économie très ouverte à l'international, avec des exportations de biens et services qui représentent plus de deux tiers de son PIB. Après une contraction de PIB de 2,7 % en 2020, la croissance économique devrait atteindre 3,6 % en 2021 et 3 % en 2022. La reprise sera soutenue par les revenus élevés des ménages, un secteur extérieur résilient et bien diversifié et de bonnes perspectives d'emploi. Sur le marché immobilier suisse, en plein essor depuis le début de la pandémie, le risque d'une correction abrupte des prix ne peut être écarté. Les défaillances d'entreprises en Suisse ont commencé à se normaliser : après une baisse de 18 % en 2019, elles devraient augmenter de 4 % en 2020 et de 10 % en 2021.

### RECouvreMENT

Les méthodes de recouvrement et le comportement des débiteurs suisses sont influencés par les différentes cultures qui composent ce pays. Le recouvrement amiable est à privilégier. En cas d'échec, pour une créance certaine et incontestée, il est possible de recourir à une injonction de payer. Les procédures judiciaires en Suisse sont très longues et coûteuses. Le registre du commerce consigne pendant 5 ans les défauts de paiements des sociétés, les cessations d'activités et procédures de faillites. La liquidation laisse peu de chances au recouvrement des créances mais reste la procédure par défaut. ■

EUROPE-HORS UE.

# TURQUIE • TRY

## APPRECIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, mais à surveiller  
car forte dégradation  
Risque client : élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 83,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2020 : 1,8 % ;

2019 : 0,9 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
27 780

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 169,651 (-6 %)

Import : 219,515 (+4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 33,4 %

2 - Chine 10,5 %

3 - Russie 8,1 %

4 - États-Unis 5,3 %

5 - Irak 3,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
7,265 Md USD, +9,06 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 86/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité des informations sur les entreprises turques demeure déplorable, conséquence d'un manque de transparence en matière de comptes. Privilégier les échanges d'informations entre confrères. Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La nouvelle lire turque (TRY).

Taux de change au 7 octobre 2021 :

1 TRY = 0,0974 EUR

1 EUR = 10,264 TRY

1 TRY = 0,1126 USD

1 USD = 8,8817 TRY

Ces derniers mois, le gouvernement turc a essayé sans succès de freiner la chute de la lire. Depuis le début 2020, elle a chuté de plus de 30 %.

Le 9 novembre 2020, on constatait une très timide remontée suite aux annonces de démission du ministre des Finances et de licenciement du Gouverneur de la Banque centrale. Sur 2021 elle a recommencé sa descente pour atteindre fin septembre son niveau historique le plus bas.

### → Meilleure monnaie de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

Selon les montants concernés, soit un virement bancaire (Swift de préférence), garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit, soit un crédit documentaire confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement la remise documentaire qui n'offre aucune sécurité compte tenu du comportement payeur médiocre des entreprises turques.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Environ 30 % de paiements d'avance et 20 % de paiements à vue. Sinon, 30 à 60 jours maximum. Localement, pour les conditions standards, les délais s'allongent. Selon une étude d'Atradius parue en novembre 2020, le délai moyen de paiement accordé serait de 42 jours. Il nous semble que les entreprises qui ont répondu à cette enquête ont été un peu timides dans leurs réponses. Dans sa récente étude sur le comportement payeur des entreprises turques, publiée en janvier 2020, Coface mentionnait des données plus proches de ce que l'on constate sur le terrain : 85 jours de délai accordé sur le marché domestique. Et l'on verra plus loin les délais de retard constatés.

### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Selon Atradius, au troisième trimestre 2020, 77 % des entreprises interrogées ont constaté une augmentation de leur DSO (*Days Sales Outstanding*) de 10 % minimum.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour la Turquie, en 2020, un DSO moyen de 82 jours (76 en 2019). L'année précédente, Euler Hermes soulignait que 25 % des entreprises payaient en moyenne après 102 jours.

Les retards sont en hausse et de plus en plus fréquents si l'opération n'est pas sécurisée par une garantie, atteignant une quinzaine de jours à un mois, voire plus. Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 58,3 % des entreprises respectent les échéances négociées. Dans son étude précitée, Coface indique un délai moyen de retard de 41 jours sur le marché domestique (avec 3 % de paiements à plus de 150 jours de retard).

## → Acomptes à la commande

En demander à son client turc est très fortement recommandé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir. À noter que la lettre de crédit standby est de plus en plus souvent utilisée.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En théorie, le tribunal de commerce turc ou un arbitrage international si le montant élevé du contrat le justifie.
- En pratique, compte tenu de la lenteur et de la lourdeur des procédures locales, privilégier l'action devant les tribunaux français, car l'issue sera très aléatoire si l'action est engagée en Turquie.
- Attention, la décision rendue en France sera scrupuleusement revue par une cour locale

avant qu'elle puisse être exécutée. Cela peut prendre quelques mois, dans le meilleur des cas... Commencez par rechercher un accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 120/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Turquie était classée au 44<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de com-

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



En matière de défaillances d'entreprises, dans son étude publiée le 6 octobre 2021, Euler Hermes indique une hausse de 13 % à fin 2020. L'assureur-crédit prévoit une baisse de 15 % à fin 2021 (13 500) avant un rebond de 16% pour l'année 2022 (15 700).

De son côté, Atradius prévoit une hausse de 9 % des défaillances entre 2019 et 2022. Le très mauvais comportement payeur des entreprises turques est dû essentiellement à la faiblesse du financement bancaire court terme dans ce pays. Ajoutons également que le risque de non-transfert est toujours très élevé : 5/7 selon Credendo, au 6 octobre 2021. En matière de risque commercial, Credendo note également la Turquie F, sur une échelle de A à G (G étant la pire des notes).

Et la situation ne s'améliore pas avec l'impact de la mauvaise conjoncture – et notamment la dépréciation de la monnaie turque face au dollar et à l'euro –, la situation politique et sociale de plus en plus instable ces derniers mois, ainsi que les conflits avec ses voisins proches,

tensions avec la Syrie, entre autres, sans oublier le risque sécuritaire, bien évidemment. L'apparente baisse des incidents de paiement constatée par certains assureurs est due essentiellement à la prudence des exportateurs qui sécurisent davantage leurs opérations avec la Turquie. Dans les précédentes années, un certain relâchement de la part des exportateurs, suite vraisemblablement à une pression des clients auprès des commerciaux, avait bien évidemment été à l'origine de la remontée des incidents de paiement. Compte tenu de la situation politique et économique actuelle, il faut continuer de verrouiller les clauses financières des contrats et des offres, ne pas céder à la demande des acheteurs de payer par remise documentaire. En matière de crédit documentaire, éviter le paiement aux caisses d'une banque turque. Attention également à la lourdeur administrative des opérations de dédouanement. Et, bien évidemment, la plus grande prudence est recommandée pour les affaires de montant significatif.

merce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 10 h. ; coût 338 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 55 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 7 h. ; coût 46 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 55 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Les politiques économiques peu orthodoxes de la banque centrale ont érodé la confiance des investisseurs et affaibli la livre turque depuis 2018. La Turquie a d'importants besoins de financement extérieur et son secteur privé est lourdement endetté en devises étrangères. La croissance qui a fortement rebondi en 2021 (notre prévision +9,4 %) restera également soutenue en 2022 (prévision +4,1 %). Cependant, les signaux relatifs à l'évolution des prêts non-performants et aux crédits bancaires indiquent que le risque de non-paiement est en augmentation. Le nombre moyen de jours d'encours des ventes (DSO) est passé de 76 jours à 82 jours de 2019 à 2020 et se situe bien au-dessus de la moyenne mondiale (62 jours en 2020).

### RECOUVREMENT

Face à des délais de paiement excessivement longs, les démarches amiables doivent être prioritaires en s'appuyant sur un relai local. Les tribunaux nationaux manquent d'indépendance, la perception de l'état de droit est modérée et les chances d'obtenir un paiement par le biais d'une action en justice sont plus faibles que lorsque des négociations amiables sont entamées. En cas de problème d'insolvabilité, la liquidation reste la procédure par défaut. Les entreprises turques utilisent beaucoup les chèques postdatés et lettres de change comme moyens de paiement. Ceux-ci sont endossables au profit d'autres entreprises commerciales et constituent un assez bon gage de règlement. ■

EUROPE-HORS UE.

# UKRAINE • UAH

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très mauvais  
Risque client : élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 41,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2020 : -4,2 ;  
2019 : 3,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
13 260

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 49,220 (-1,69 %)  
Import : 53,929 (-11,02 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne 42 %
- 2 - Chine 15,4 %
- 3 - Russie 8,5 %
- 4 - États-Unis 5,5 %
- 5 - Biélorussie 5,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
1,154 Md USD, -3,01 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 117/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les organismes spécialisés en matière d'information de solvabilité sur les entreprises sont, en pratique, inefficaces en Ukraine, compte tenu du peu d'informations disponibles officiellement.

À noter que beaucoup d'entreprises, surtout dans la distribution, sont enregistrées offshore et donc difficiles à apprécier financièrement. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place ainsi que des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le hryvnia ukrainien (UAH).

Non convertible.

Taux de change au 7 octobre 2021 :

1 UAH = 0,03245 EUR

1 EUR = 30,2176 UAH

1 UAH = 0,03752 USD

1 USD = 26,1387 UAH

### Bon à savoir

L'Ukraine applique un contrôle des changes très strict. La réglementation dans ce domaine est très complexe, sujette à de fréquents changements.

### → Meilleure monnaie de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et, de plus en plus, l'euro (EUR).

### → Conseillés

Crédit documentaire confirmé ou virement Swift garanti par une assurance crédit ou une lettre de crédit standby/SBLC (le plus souvent offshore, bien que les principales banques

ukrainiennes émettent désormais des SBLC, à des coûts intéressants). Localement, les principales banques, plus particulièrement la PrivatBank, offrent des solutions de financement garanti des importations, en fonction de la solvabilité de l'acheteur bien évidemment.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Très réduits ou nuls. Quelque 80 % des opérations commerciales avec l'Ukraine se font sur la base du paiement d'avance ou à vue. Les autres transactions se font sur la base de virements Swift garantis par une assurance-crédit (quand on en trouve) ou par une lettre de crédit standby (offshore), ou encore par un crédit documentaire irrévocable et confirmé, avec des délais ne dépassant pas 30 jours.

Compte tenu de la situation politique qui prévaut depuis la chute du régime Ianoukovitch en février 2014, les standby et les confirmations de crédit sont toujours très difficiles à obtenir.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si les opérations ne sont pas sécurisées.

### → Acomptes à la commande

Le prépaiement de 100 % de la commande est la règle dans 80 % des transactions. Un acompte à la commande et le paiement du solde lors de l'envoi des marchandises sont possibles pour les 20 % restants.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On arrive à obtenir quelques rares lettres de crédit standby (SBLC), mais elles seront sans doute difficiles à faire confirmer. Les autres types de garanties bancaires sont également disponibles sur le marché, avec des coûts très variables d'une banque à l'autre.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le droit commercial ukrainien, proche du droit français, ne pose pas de problème.
- Le tribunal compétent en cas de litige résulte du contrat commercial. Toute liberté est donnée quant à la juridiction en charge. Le choix de celle-ci est strictement du ressort du « rapport

de force ». Mais, en cas d'action pour non-paiement, seul le tribunal du défendeur (donc de l'acheteur) est compétent.

- Noter la difficulté d'exécution en Ukraine des jugements rendus à l'étranger. La procédure est longue et coûteuse. L'issue de l'exequatur est très incertaine.
- Un contrat est obligatoire pour toute transaction et si une action est portée devant les tribunaux, une version en ukrainien est obligatoire.
- Privilégier une transaction amiable, extrajudiciaire.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 146/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Ukraine était classée au 74<sup>e</sup> rang mondial (+4 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane)

associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 6 h. ; coût 75 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (66 h. ; 192 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 32 h. ; coût 100 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 162 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Les notes de risques pays mentionnées dans cette fiche se passent de tous commentaires. Soulignons juste que le risque de non-transfert est très élevé (noté 6/7 par Credendo).

En matière de risque commercial, Credendo note également l'Ukraine F, sur une échelle de A à G (G étant la pire des notes).

Compte tenu de la crise politique actuelle née des tensions dans l'est du pays (insurrection contre le pouvoir central à Kiev soutenue par la Russie, qui a annexé la Crimée), des résultats surprenants de la dernière élection présidentielle, et de la situation économique du pays continuant de se détériorer, on ne voit guère de perspectives d'amélioration à court ou même moyen terme. Il y a peu de visibilité sur la solvabilité des entreprises locales. Malheureusement, compte tenu d'une perception des risques (politiques,

socio-économiques, financiers...) très mauvaise, les confirmations de crédits documentaires ou de lettres de crédit standby sont très difficiles à obtenir, sauf si la banque émettrice est la filiale ou la succursale d'une banque française. Même chose pour les couvertures d'assurance-crédit, qui seront en outre très coûteuses. Pour les entreprises qui détiendraient des filiales en Pologne, voir éventuellement l'assureur-crédit local, Kuke, qui couvre certaines opérations en Ukraine. Le système bancaire ukrainien est très fragile (en pleine réorganisation) et les banques sont souvent sous-capitalisées. L'environnement des affaires laisse à désirer. Ajoutons un niveau de défaillances d'entreprises élevé, avec une très faible baisse en 2020 (-1 %). Dans ce contexte, éviter d'accorder des délais de paiement.

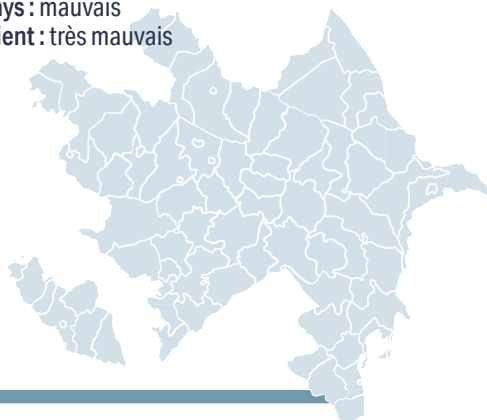
ASIE CENTRALE.

## AZERBAÏDJAN • AZN

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais

Risque client : très mauvais



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 10,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 2,3 % (estim.) ;

2020 : -4,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

14 300

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 13,470 (-31 %)

Import : 10,731 (-21,48 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 20,8 %

2 - Russie 18,3 %

3 - Turquie 14,6 %

4 - Chine 13,12 %

5 - Etats-Unis 5,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,128 Md USD, -20,26 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 129/180  
(nette amélioration)

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 3/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 5/10 positif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est quasiment impossible d'obtenir des informations par les voies traditionnelles, car peu de bilans sont publiés en Azerbaïdjan et les données ne sont de toute façon pas fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place et des autres fournisseurs.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le nouveau manat (AZN).

Taux de change au 8 octobre 2021

1 AZN = 0,50891 EUR

1 EUR = 1,96474 AZN

1 USD = 1,7000 AZN

1 AZN = 0,58823 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR) et le dollar américain (USD).

→ **Conseillés**

Crédit documentaire confirmé ou virement Swift garanti par une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Plus de 80 % des transactions avec ce pays se font sur la base de paiements d'avance. Si vous devez accorder un délai : 30 jours maximum et encore, à condition que la transaction soit sécurisée.

→ **Risques de retards de paiement**

Les retards sont fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées. Compte tenu du manque de réserves en devises, les retards peuvent aller de 10 jours à un ou plusieurs mois.



### → Acomptes à la commande

Si vous n'obtenez pas un paiement d'avance, il est fortement recommandé d'exiger un acompte à la commande.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont très difficiles à obtenir et onéreuses. Et veillez très attentivement à la solvabilité de la banque émettrice, voir plus bas.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Privilégier un tribunal français et l'application du droit français (à mentionner dans le contrat). Toutefois, le délai d'exécution risque d'être très long et très aléatoire.
- Privilégier les accords amiables.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 47/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Azerbaïdjan était classé au 83<sup>e</sup> rang mondial (+1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfron-

talier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 17 h. ; coût 214 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (33 h. ; 250 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 14 h. ; coût 300 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (33 h. ; 200 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Le système bancaire est fragile. Souvenons-nous qu'en 2016, sept banques avaient été déclarées en cessation de paiement, et leurs licences retirées ! Ce qui a rendu bien évidemment totalement inefficaces les garanties et rares crédits documentaires émis par ces banques, sauf si les bénéficiaires de ces crédits avaient eu l'opportunité de les faire confirmer. Or, ce marché est très prometteur et l'Azerbaïdjan figure en bonne place parmi les sirènes qui séduisent nos commerciaux. Il faut donc redoubler de vigilance et demeurer ferme. Compte tenu de l'environnement économique et politique difficile – malgré les retombées

de la manne pétrolière –, mais aussi de l'impossibilité de recueillir des informations sur les entreprises et du risque élevé de non-transfert – noté 4/7 par Credendo –, nous recommandons de ne pas prendre de risque : exiger soit un paiement d'avance, soit un crédit documentaire confirmé. Toutefois, le pays étant l'un des plus mal notés par les organismes spécialisés, la confirmation de crédit documentaire ou la couverture par un assureur-crédit risque de se révéler très difficile, voire impossible à obtenir. Pour information, fin avril 2020, la loi sur les faillites était toujours en cours de révision...

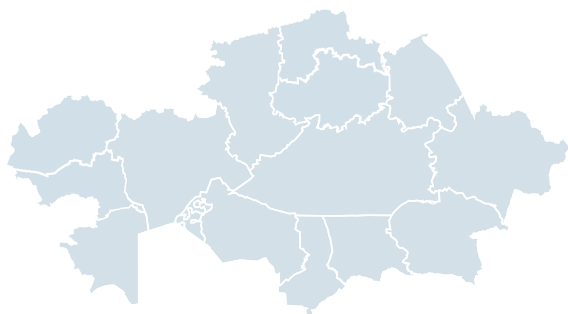
## ASIE CENTRALE.

# KAZAKHSTAN · KZT

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais

Risque client : très mauvais



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 18,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 3,2 % (estim.) ;

2020 : -2,6 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

24 380

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 46,447 (-18,95 %)

Import : 37,222 (-1,42 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Russie 36,7 %

2 - Chine 17,1 %

3 - Union européenne 16 %

4 - Corée du Sud 8,9 %

5 - États-Unis 3,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,684 Mds USD, +44,20 %

**Indice de perception**

**de la corruption<sup>5</sup> :** 94/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est quasiment impossible d'obtenir des renseignements sur les entreprises, surtout si elles ne sont pas cotées en Bourse. Pas de bilans, et peu de fiabilité dans les quelques informations recueillies. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place et des autres fournisseurs.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le tenge kazakstanais (KZT).  
Librement convertible.

Taux de change au 8 octobre 2021 :

1 KZT = 0,00203 EUR

1 EUR = 479,879 KZT

1 USD = 423,869 KZT

1 KZT = 0,00234 USD

Le KZT est une monnaie fragile : il a connu plusieurs dévaluations fortes ces dix dernières années par rapport au dollar, dont en août 2015 (20 %), victime de la chute des cours du pétrole dont le pays est très dépendant pour ses réserves de change. Le KZT a également connu des fluctuations à la baisse vis-à-vis du rouble. Suite à la démission du Président Noursoultan Nazarbaïev, fin mars 2019, après 30 ans de pouvoir, elle avait à nouveau décroché.

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain et l'euro.

#### → Conseillés

Crédit documentaire confirmé ou, plus rarement, virement Swift garanti par une assurance-crédit.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

##### → Délais de paiement habituels

Privilégier le paiement d'avance (plus de 75 % des transactions internationales). Sinon, accorder 30 jours de délai maximum. Les importateurs essaient souvent d'obtenir 90 jours. N'accepter que dans le cas d'un crédit documentaire confirmé. Les coûts moyens des crédits documentaires ont sensiblement diminué mais demeurent néanmoins encore élevés.

##### → Risques de retards de paiement

Les risques existent, mais les retards sont rares, sauf, évidemment, si votre transaction n'est pas sécurisée par une garantie. Dans ce dernier cas, les retards peuvent atteindre plusieurs mois.

##### → Acomptes à la commande

En obtenir est possible et en demander est recommandé.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Des garanties bancaires locales peuvent être obtenues rapidement auprès des principales banques locales : Turan Alem (BTA Bank),

Kazkomertzbank et Halyk Bank. Attention, le système bancaire est très fragile et sa réputation est encore entaché des défauts passés. Et en matière de commissions bancaires, les coûts sont encore assez élevés.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- C'est un dilemme. Difficile de déterminer la juridiction compétente : le système judiciaire kazakh est inefficace et peu transparent, et ses procédures sont réputées longues et dissuasives.
- Il est recommandé de recourir à un tribunal d'arbitrage international (à préciser dans les contrats). Mais l'exécution de la décision au Kazakhstan sera longue et aléatoire.
- Privilégier les transactions amiables, extrajudiciaires.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 42/190.

#### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évalua-

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Après une courte accalmie d'un an, le risque de non-transfert s'est de nouveau dégradé et est repassé à 5/7 pour le Kazakhstan, qui peine à se remettre de la chute des cours du pétrole à partir de 2015. Le pays avait accueilli en 2017 une exposition universelle qui n'avait pas franchement été un grand succès international. Ce pays prometteur continue à poser de nombreux problèmes aux exportateurs, surtout compte tenu de la difficulté, voire de l'impossibilité, de recueillir des informations fiables sur les entreprises kazakhstanaïses et de la fragilité du système bancaire (plusieurs banques, dont la Banque centrale, avaient ainsi fait l'objet d'une rumeur de faillite fin février 2014, par exemple). Il faut sécuriser au maximum les opérations.

À noter que plusieurs institutions (à l'exception notable de la Banque mondiale et de l'OCDE) ont dégradé la notation de ce pays. Le risque de non-transfert est passé de 5 à 6, par exemple. Pour information, la réforme du droit des faillites de 2014 a introduit la notion de procédure de sauvegarde (Rehabilitation Procedure) ce qui, pour de nombreux observateurs, n'est pas vraiment un bon signe pour les créanciers. C'est cette mesure, ainsi que d'autres destinées à améliorer le droit des affaires, qui ont amené la Banque mondiale à revoir son appréciation de ce pays dans son classement « Doing Business 2019 ». Extrême prudence recommandée pour toutes les transactions.



tions disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Kazakhstan était classé au 105<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 105 h. ; coût 470 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (128 h. ; 200 USD).

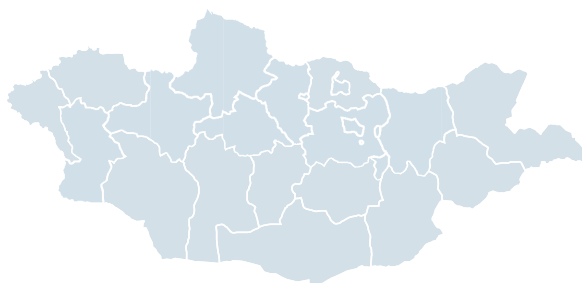
• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (6 h. ; 0 USD). ■

## ASIE CENTRALE.

# MONGOLIE • MNT

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais  
Risque client : mauvais



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 3,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 5 % (estim.) ;

2020 : -5,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
10 930

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 7,576 (-0,57 %)

Import : 5,294 (-13,6 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 33,2 %

2 - Russie 28,2 %

3 - Japon 9,6 %

4 - Union européenne 9,1 %

5 - États-Unis 4,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,019 Md USD, -18,71 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 111/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. À ce jour, il n'existe aucune entité locale fournissant des informations économiques sur les entreprises. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement, et également des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Lugrik mongol (MNT). Non convertible.

Taux de change au 8 octobre 2021 :

1 EUR = 3028,01 MNT

1 MNT = 0,00033 EUR

1 USD = 2620,00 MNT

1 MNT = 0,00038 USD.

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), l'euro (EUR).

### → Conseillés

Virement bancaire. Les principales banques mongoles adhèrent au réseau swift. Localement, la majorité des transactions est en cash... Jusqu'à très récemment, les crédits documentaires étaient assez difficiles à obtenir compte tenu de la faiblesse du système bancaire mongole. La Trade and Development Bank est la plus avancée en matière d'opérations à l'international. On trouve sur son site les conditions financières des différents produits, LC, garanties bancaires, etc.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Essentiellement paiement d'avance, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance de devises fortes.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garanties de marché sont disponibles. Exemple de coûts standard à la Trade and Development Bank (TDBM) en 2021 (source [www.tdbm.mn/en](http://www.tdbm.mn/en)) : émission 0,2 %, avec un minimum de 150 USD ; modification ou main levée : 50 USD.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit mongol et les tribunaux locaux sont sup-



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Deux des plus importantes banques mongoles ont fait défaut fin 2013 et début 2014, ce qui a laissé un mauvais souvenir à leurs consœurs étrangères. Même si la Banque centrale a réagi très rapidement, cela a néanmoins illustré la faiblesse du système bancaire local dans ce pays par ailleurs prometteur... Le fait que le financement court terme des entreprises soit quasi inexistant et l'impossibilité d'avoir accès à des informations fiables sur les entreprises locales doivent inciter à la plus grande prudence. Noter également que le risque de non-transfert est toujours au niveau le plus élevé de 7/7 chez Credendo. Sécuriser au maximum les opérations.

posés être les seuls compétents. Mais le code civil mongol est assez incomplet et les tribunaux lents et très administratifs.

La Mongolie a ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage international.

Privilégier une action devant une cour d'arbitrage étrangère mais surtout, avant toute action, privilégier une transaction extrajudiciaire.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 150/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « **Doing Business 2020** », la Mongolie était classée au 143<sup>e</sup> rang mondial (-26 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 134 h. ; coût 225 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (168 h. ; 64 USD).

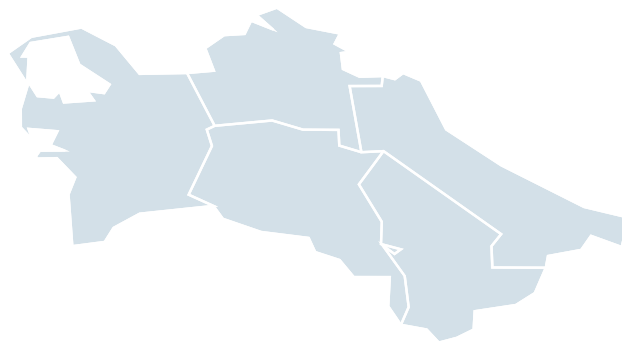
• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 210 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (115 h. ; 83 USD). ■



ASIE CENTRALE.

# TURKMÉNISTAN

TMT



## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très mauvais

Risque client : très mauvais

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 5,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2021 : 4,6 % (estim.) ;

2020 : 0,8 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** : 15 600

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 7,385 (-34 %)

Import : 3,127 (+7 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** : 0,085 Md USD, -23,26 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 165/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires E (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est quasiment impossible d'obtenir des renseignements sur les entreprises. Pas de bilans et peu de fiabilité dans les quelques informations recueillies. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place ainsi que des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Nouveau manat (TMT) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Taux de change au 8 octobre 2021 :

1 TMT = 0,23700 EUR

1 EUR = 3,87211 TMT

1 USD = 3,35036 TMT

1 TMT = 0,27394 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Majoritairement le dollar.

### → Conseillés

Privilégier le paiement d'avance. Plus de 80 % des transactions au niveau mondial se font sur cette base. Sinon, crédit documentaire confirmé, quand on trouve des capacités de confirmation... Ce qui devient de plus en plus rare et de plus en plus onéreux.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Privilégier le paiement d'avance. Sinon, paiement à vue.

### → Risques de retards de paiement

Oui, si la transaction n'est pas sécurisée par une garantie. Et dans ce cas, le retard peut durer plusieurs mois.

### → Acomptes à la commande

En obtenir est très difficile mais fortement recommandé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Très difficile d'obtenir des garanties, souvent très onéreuses. Prévoir de longs délais pour leur émission.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le Turkménistan n'a toujours pas ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage. Les tribunaux locaux sont peu fiables. Le système judiciaire est inefficace et peu transparent, ses procédures sont réputées longues et dissuasives. Les exécutions de jugements rendus à l'étranger n'ont guère de chance d'être mises en œuvre.
- Privilégier les transactions amiables, extrajudiciaires.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : non classé. ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les notes des différentes institutions et différents prestataires se passent de tout commentaire, le risque turkmène est élevé. Sa note a été dégradé de 6 à 7 (note maximum) par l'OCDE. Compte tenu de la difficulté, voire de l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises locales, mieux vaut sécuriser un maximum les opérations. Il est aussi recommandé de tenir compte de la quasi-inefficacité du système bancaire et de la lenteur administrative en matière d'émission de crédits documentaires, ainsi que de la très forte exposition au risque de non-transfert (6/7). Ce marché est considéré comme l'un des plus mauvais risques pour les exportateurs si les opérations ne sont pas sécurisées.

AMÉRIQUE.

## ARGENTINE • ARS

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais, à surveiller  
Risque client : mauvais



### CHIFFRES CLÉS

#### Population (millions, 2020)<sup>1</sup>:

45,4

#### Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>:

2021 : +5,8 % (estim.) ; 2020 : -10 %

#### Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>:

20 210

#### Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>:

Export : 54,884 (-15,71 %)

Import : 42,354 (-13,78 %)

#### Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>:

1 - Chine 20,4 %

2 - Brésil 20,4 %

3 - Union européenne 15,6 %

4 - États-Unis 10,4 %

5 - Paraguay, 2 %

#### Exportations françaises 2020<sup>4</sup>:

0,724 Md USD, +1,93 %

#### Indice de perception

de la corruption<sup>5</sup> : 78/180 (très net  
recul)

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme  
élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires  
B (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : G ;  
risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 9/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à des informations très pertinentes sur les entreprises argentines. La majorité des bilans est publiée avec retard et donc peu significatif. Se rapprocher des milieux d'affaires européens et français sur place et des autres fournisseurs pour se renseigner sur la solvabilité des entreprises locales.

Quelques organismes pour obtenir des données très basiques :

• **Fidelitas SA** (uniquement en espagnol)

[www.fidelitas.com.ar](http://www.fidelitas.com.ar)

Tél. : +54 11 4315 6700

• **Sintesis Srl** (accès en anglais)

Buenos Aires, Argentina

<http://redaccion.sintesis.com.ar/index-ingles.html>

Tél. : +54-11-4379-4400

Cette société a une implantation au Brésil.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le peso argentin (ARS).

Taux de change au 8 octobre 2021 :

1 ARS = 0,00875 EUR

1 EUR = 114,907 ARS

1 ARS = 0,01011 USD

1 USD = 98,9048 ARS

La situation financière de l'Argentine reste fragile, toujours au bord du défaut de paiement.

On se souvient que la nouvelle du retour de l'ex-présidente Cristina Fernández de Kirchner comme colistière, en octobre 2019, avait fait fuir massivement les investisseurs et la situation économique s'est encore dégradée,

entraînant un neuvième défaut de paiement en avril 2020. En juin 2021, l'Argentine a de nouveau évité de peu un défaut de paiement.

Des négociations avec le FMI devraient aboutir après les élections de novembre 2021.

Des négociations avec le FMI devraient aboutir après les élections de novembre 2021.

Des négociations avec le FMI devraient aboutir après les élections de novembre 2021.

#### → Meilleures monnaies de facturation

Le dollar américain (USD) principalement, mais



l'euro (EUR) est de plus en plus accepté, surtout pour des contrats de montant élevé.

→ **Conseillés**

Crédit documentaire irrévocable et confirmé (souvent long à obtenir), et virement Swift sécurisé par une garantie ou une lettre de crédit standby. Si l'opération est en USD et que l'importateur argentin possède un compte aux États-Unis, privilégier le paiement offshore.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

30 jours maximum. Mais le paiement d'avance est très fortement recommandé : il représente environ 50 % des transactions au niveau mondial. Certains exportateurs US et canadiens accordent jusqu'à 90 jours de différé de paiement, mais contre crédit documentaire confirmé. Et depuis plusieurs mois, la confir-

mation est de plus en plus rare et onéreuse sur ce pays.

→ **Risques de retards de paiement**

Ils sont très élevés, car les entreprises argentines ont un comportement payeur très mauvais. La fragilité de leur trésorerie et le risque de non-transfert maximum (7/7 selon Creden-do) expliquent en partie cette situation. Des retards de cinq ou six mois, voire d'un an ou plus, ont été constatés chez plusieurs exportateurs français ayant contracté sans aucune sécurisation de leurs opérations.

→ **Acomptes à la commande**

Non seulement les acomptes à la commande sont pratiqués, mais en demander est fortement recommandé.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir et celles qui sont émises sont essentiellement des lettres de crédit standby. Les garanties bancaires classiques sont en effet souvent très onéreuses.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

De nombreuses contraintes sont imposées aux importateurs, rendant difficiles les transactions avec l'Argentine. Le non-respect de ces contraintes peut compliquer les paiements aux exportateurs, les banquiers argentins étant particulièrement tatillons. Les procédures pour obtenir des licences d'importation (qui étaient supposées être allégées depuis janvier 2016...) sont toujours aussi complexes et si les documents fournis par l'importateur ne sont pas correctement remplis, le délai moyen d'obtention d'une dizaine de jours peut atteindre trente jours ou plus... À ce jour, la situation des réserves en dollars reste tendue. La situation économique très mauvaise ne devrait pas s'améliorer à court terme. Outre les effets de la crise sanitaire, qui a plombé un peu plus son économie, le pays est en effet très durement touché par l'impact de la mauvaise santé économique du Brésil, ce marché étant l'une des principales destinations pour

les exportateurs argentins. L'Argentine s'est encore dégradée en risque de transfert, 7/7, selon l'indice de l'assureur-crédit belge Creden-do, à fin septembre 2021, ce qui dénote un risque très élevé. De même, l'assureur-crédit belge classe désormais l'Argentine en risque commercial majeur G, dans une classification allant de A à G. Le système bancaire est fragilisé, d'où le manque de financement court terme pour les entreprises. La pénurie de devises fortes entraîne également des retards dans l'exécution des virements, de 15 jours à 3 mois voire plus. Les tensions sociales sont très fortes. Compte tenu de l'instabilité politique et économique, ne traiter qu'avec des crédits documentaires ou des lettres de crédit standby confirmées. Sinon, privilégier le paiement d'avance ou offshore. Cette dernière option est une des pratiques favorites des exportateurs américains.



## Bon à savoir

Compte tenu du coût élevé des crédits documentaires, les entreprises argentines privilégient le paiement d'avance ou les virements à vue garantis par des lettres de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le code de procédure civile argentin ne fixe aucune règle concernant le choix du tribunal : l'exportateur peut donc proposer un tribunal français, mais aussi la loi applicable (qui peut être française).
- Les actions devant les tribunaux locaux sont à éviter, car elles sont très longues en raison de l'encombrement des cours. De plus, le système juridique argentin est peu fiable.
- Les exécutions de jugements rendus à l'étranger sont relativement aisées, ce qui est assez rare pour mériter d'être signalé. Privilégier les tribunaux français.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 111/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Argentine était classée au 119<sup>e</sup> rang mondial (+6 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 21 h. ; coût 150 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (25 h. ; 60 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 60 h. ; coût 1 200 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (166 h. ; 120 USD). ■

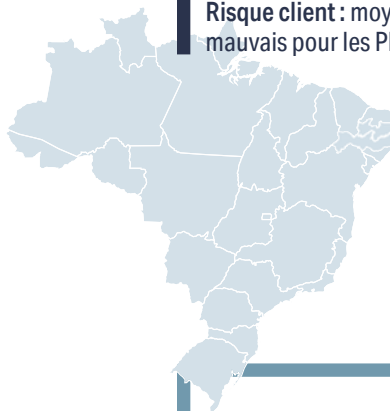
AMÉRIQUE.

# BRÉSIL · BRL

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

**Risque pays** : mauvais, à surveiller attentivement car dégradation ces derniers mois.

**Risque client** : moyen pour les grandes entreprises, mauvais pour les PME



CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 211,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2020 : -3,7 % (estim.) ;

2019 : -4,1 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :

14 550

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 209,878 (-6,98 %)

Import : 166,276 (-9,81 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 22,1 %

2 - Union européenne 18,9 %

3 - États-Unis 17,9 %

4 - Argentine 4,9 %

5 - Corée : 2,8 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :

3,312 Md USD, -28,67%

**Indice de perception**

**de la corruption<sup>5</sup>** : 94/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021).

**Atradius** : 5/10 stable octobre 2021.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à une quelconque fiabilité des informations sur les entreprises en dehors de celles qui sont cotées en Bourse. Contacter les représentations de la Chambre de commerce franco-brésilienne, à São Paulo, Rio, Minas Gerais et Parana (contact sur [www.ccifrance-international.org/le-reseau/les-cci-fi.html](http://www.ccifrance-international.org/le-reseau/les-cci-fi.html))

Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere. Localement, une société péruvienne qui couvre toute l'Amérique latine :

• **Del-Risco**

[www.delrisco.com.pe/index-en.php](http://www.delrisco.com.pe/index-en.php)

[mail@del-risco.com](mailto:mail@del-risco.com)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le réal (BRL).

Le réal est convertible.

Taux de change au 9 octobre 2021 :

1 BRL = 0,15675 EUR

1 EUR = 6,37449 BRL

1 BRL = 0,18126 USD

1 USD = 5,51353 BRL

→ **Meilleures monnaies de facturation des échanges**

Le dollar américain (USD), majoritairement, et l'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant de la transaction, virement bancaire garanti par une lettre de crédit standby (très utilisée au Brésil, et c'est de plus la formule privilégiée par les exportateurs américains pour leurs transactions au Brésil) ou par une assurance-crédit ou crédit documentaire, irrévocable et confirmé. La confirma-

tion d'un crédit documentaire par une banque étrangère ne présente pas, pour le moment, de difficulté particulière pour une opération avec le Brésil. Mais attention, la situation se dégrade très rapidement... Les assureurs-crédit sont toujours ouverts, mais ils restent attentifs à l'évolution économique et plusieurs d'entre eux ont déclassé ce pays ces derniers mois. À noter que la Coface et Euler sont très bien implantés localement.

→ **Déconseillés**

Tous les autres, y compris les chèques et effets de commerce, même si ceux-ci représentent des titres exécutoires s'ils reviennent impayés ! Attention à la pratique du chèque postdaté, très utilisé sur le marché domestique.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le 3 février 2017, la Coface avait publié les résultats de sa première enquête sur le comportement de paiement des entreprises au Brésil (couvrant la période 2016). Selon le panel d'entreprises qui avaient répondu, environ 43 % des transactions étaient facturées dans la tranche des 30 à 60 jours. Mais cette étude n'a pas été renouvelée depuis.

Atradius, dans son *Baromètre des pratiques de paiement* (juin 2019) indiquait un délai moyen de paiement accordé sensiblement identique, 38 jours, factures domestiques et internationales confondues.

→ **Risques de retards de paiement**

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, de 15 jours au minimum à plus de 30 jours selon les premières estimations.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour le Brésil, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 69 jours (62 jours en 2019), 25 % des entreprises payant en moyenne après 81 jours. L'instauration de pénalités dissuasives prévues par la circulaire n° 3.280 du 9 mars 2005 de la Banque centrale du Brésil, semble produire ses effets positifs sur les retards de paiement. Selon l'enquête Coface précitée, sur le marché domestique, près de la moitié des entre-

prises a signalé une détérioration des comportements de paiement due aux difficultés financières des clients mais la durée moyenne des retards de paiement dépasse rarement 30 jours, sauf dans la construction et l'agroalimentaire, qui ont signalé des retards de plus de 121 jours. En 2019, Atradius, indiquait 18 jours en moyenne de retard de paiement pour 38 accordés. Selon ce dernier prestataire, 4,9 % des factures étaient réglées avec plus de 90 jours de retard.

## → Acomptes à la commande

Sur ce point, il est à noter que le paiement anticipé (jusqu'à 100 % de la valeur de la commande) est autorisé par la législation brésilienne.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'obtenir des garanties bancaires locales au Brésil, plus particulièrement des lettres de crédit standby. Mais en fonction de la solvabilité du donneur d'ordres, cela pourra s'avérer difficile et onéreux.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

Dans le cadre de litiges commerciaux internationaux, pour pouvoir obtenir un jugement rapidement et son exécution dans les meilleurs délais, il est préférable d'engager une action pour non-paiement devant un tribunal local. Cette démarche est d'autant plus recommandée que la législation brésilienne

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La gestion de la crise sanitaire par le président populiste Jair Bolsonaro, au pouvoir depuis 2018, est jugée mauvaise par de nombreux observateurs. Cette crise est survenue alors que la poursuite des scandales au plus haut niveau du pouvoir et la dégradation de la situation socio-économique du pays, déjà en panne de croissance avant la Covid-19, ont terni son image et dégradé le climat des affaires. Un doute persistait sur la capacité du président brésilien à rassurer les investisseurs deux ans après son élection, il ne s'est pas dissipé depuis.

Début septembre 2021, la sécheresse qui sévissait sur le pays faisait craindre une pénurie d'électricité qui risquait d'aggraver encore davantage la situation économique. Si l'on ajoute la note élevée de risque de non-transfert (5/7 selon Credendo), on comprend que la plus grande prudence est fortement recommandée pour les transactions de montant significatif avec le Brésil. En risque commercial, l'assureur belge classe le Brésil F dans une classification allant de A à G, G étant la pire des notes.

En matière de défaillances d'entreprises l'année 2020 s'était terminée sur une baisse d'environ 28 %. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une hausse de 6 % à fin 2021 puis une autre de 32 % pour l'année 2022.

En réalité, le Brésil est considéré depuis des années comme l'un des BRICS (Brasil, Russia, India, China, South Africa) les plus prometteurs mais aussi l'un des plus décevants... Déjà en 1910, Clémenceau disait, au retour d'un voyage en Amérique latine : « Le Brésil est un pays d'avenir qui va le rester longtemps. » Il est vrai qu'il est de plus en plus difficile d'y réaliser des affaires. Ce n'est pas innocent si dans les classements Doing Business de la Banque mondiale successifs, avant la suspension définitive de ce dernier, le Brésil se retrouvait au-delà des 100 premiers (sur 190), 109<sup>e</sup> pour le dernier. Comme le disait un entrepreneur français dans un article du magazine *Challenges*, « pour travailler au Brésil, il faut avoir les nerfs solides ». Cela n'a guère évolué. Tout récemment, dans *Les Échos* du 8 mai 2019, le coordinateur du

privilégie les actions portées devant le tribunal du défendeur.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 77/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Brésil était classé au 108<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de pro-

cédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 49 h. ; coût 862 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (12 h. ; 226 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 30 h. ; coût 375 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 107 USD). ■



groupe PME à la Chambre de commerce France-Brésil à São Paulo déclarait : « La vie des entreprises est compliquée en raison de la complexité administrative brésilienne. » Parmi les reproches les plus fréquents : une administration envahissante et lourde, une fiscalité très complexe, véritable casse-tête, et des réformes annoncées dans ce domaine qui peinent à se concrétiser. Parmi les obstacles, ajoutons aussi une grande insécurité dans les grandes villes. Sur le plan économique, les années qui viennent risquent de se révéler difficiles. En effet, le grand voisin, l'Argentine, a une fois de plus frôlé la faillite comme il y a une dizaine d'années. Or les deux économies sont très imbriquées : quand l'Argentine s'enrhume, le Brésil tousse et vice versa. Ajoutons à ce tableau que l'on constatait ces dernières années une montée préoccupante des incidents de paiement, dus pour une majorité d'entre eux à un durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire court terme. Dans son « Global Economic Outlook 2018 » publié en novembre 2017 D&B continuait

à placer le Brésil comme l'un des pays les plus vulnérables économiquement à court terme, juste après le Venezuela. La dernière édition, publiée en novembre 2017, se projetait à un horizon de 2022 : elle n'a apporté aucun démenti à cette précédente appréciation et sa pertinence reste entière. La plus grande vigilance s'impose donc dans les transactions commerciales, sinon le risque de retard de paiement est réel. Concernant les retards de paiement, si comme on l'a vu plus haut, les autorités brésiliennes ont durci la réglementation pour inciter les entreprises à régler leurs factures dans les délais prévus aux contrats, il faut garder à l'esprit que beaucoup d'assureurs-crédits considèrent toujours le comportement payeur des entreprises brésiliennes comme sujet à caution. Une grande vigilance est donc requise. Attention, enfin, au formalisme de la clause de réserve de propriété au Brésil : pour être efficace, elle doit être traduite en portugais et enregistrée. De manière générale, les contrats doivent être les plus rigoureux et les plus précis possible pour se protéger contre tout risque de contestation.

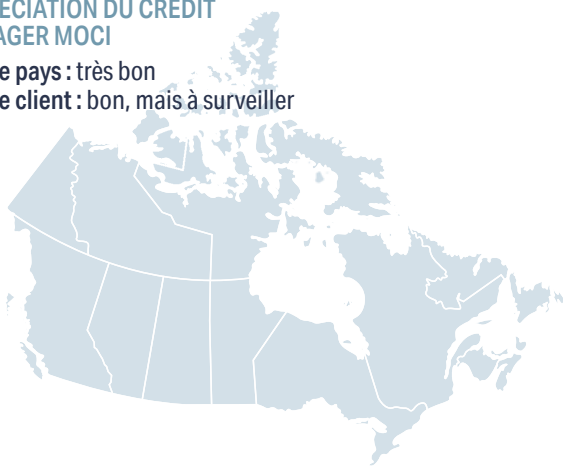
AMÉRIQUE. 

## CANADA • CAD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon

Risque client : bon, mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 38

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 5 % (estim.) ;

2020 : -5,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
47 500

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 390,589 (-13 %)

Import : 414,165 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - États-Unis 48,7 %

2 - Chine 14,1 %

3 - Union européenne 11,1 %

4 - Mexique 5,5 %

5 - Japon 2,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
3,54 Md USD, -15,42 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 11/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** Non classé (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Dans l'ensemble, on trouve au Canada une qualité d'informations sur les entreprises acceptable et fiable.

Voici une source locale efficace :

• **Canadian Credit Reporting Limited**

[www.canadiancredit.com](http://www.canadiancredit.com)

[iinfo@ccrbusinessinfo.com](mailto:iinfo@ccrbusinessinfo.com)

À noter que CCR délivre également des infos sur les personnes physiques.

Et bien évidemment, pour les informations de base, on peut contacter les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dollar canadien (CAD).

Librement convertible.

Taux de change au 9 octobre 2021 :

1 EUR = 1,44657 CAD

1 CAD = 0,69099 EUR

1 USD = 1,25119 CAD

1 CAD = 0,79905 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain (USD) et, de plus en plus accepté, l'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant de la transaction, virement Swift, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby, ou crédit documentaire. Sauf peut-être pour des raisons de trésorerie, pour des crédits documentaires de montant élevé, à paiement différé et négociables (dans le cas de convention d'escompte sans recours par exemple), il n'est pas besoin de faire confirmer compte tenu de la bonne tenue des banques canadiennes en général.

#### → Déconseillés

Comme d'ordinaire dans les transactions internationales, éviter chèques et effets de commerce.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

##### → Délais de paiement habituels

Le délai standard est de 30 jours. Localement on constate un léger allongement des délais accordés, en moyenne 35 jours.

##### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour le Canada, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 53 jours.

Atradius, dans son étude sur les pratiques de paiement publiée en juillet 2021, indique un délai moyen de paiement de 43 jours sur les premiers mois de 2021, avec 16 % des paiements au-delà de 60 jours.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 31 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées, un chiffre qui ne montre aucune amélioration par

rapport à l'année précédente. Et 1,4 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

##### → Acomptes à la commande

On peut en obtenir si le montant le justifie ou si c'est une première transaction commerciale.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut obtenir les garanties classiques dans des délais et à des coûts raisonnables. La lettre de crédit standby est très pratiquée. Associé à un virement bancaire, ce moyen de paiement supplante le crédit documentaire.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal français ou tribunal local.
- Si vous faites le choix du droit local, attention : le système canadien est complexe, car il coexiste un droit civil à la française pour le Québec, et un droit de « common law » pour les autres provinces. Sauf disposition contraire dans le contrat, le tribunal compétent sera celui de la province dans laquelle réside l'acheteur. Avantage : les jugements

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Attention, on le répète chaque année : le Canada est une fédération formée de provinces et territoires, avec des lois différentes d'une province à une autre. Ainsi, en matière de clause de réserve de propriété, pour être opposable aux tiers, selon les provinces, elle doit être enregistrée ou non. Et dans ce dernier cas, c'est parfois très fortement recommandé.

Ces différences locales se retrouvent également en matière de prescription commerciale : si dans la majorité des provinces, le délai est de deux ans, une minorité de petites provinces applique un délai de six ans. Les entreprises canadiennes ont la réputation de respecter leurs engagements financiers. Attention, toutefois, à la rédaction des contrats : soyez très rigoureux et attentifs au respect des obligations.

Le niveau des faillites était en baisse de 2016 à 2018 mais était remonté en 2019, d'environ 3 %. Comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises par le gouvernement canadien et les autorités provinciales pour « freiner » l'explosion des défaillances suite à la pandémie en cours, entraînant des baisses plus ou moins spectaculaires. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes mentionne ainsi une baisse de 23 % des défaillances à fin 2020, et prévoit une autre baisse de 10 % à fin 2021. Un rebond de 16 % des faillites (à 2 200) est anticipé par l'assureur-crédit pour l'année 2022. Par ailleurs, même si les retards de paiement sont toujours aussi faibles, prudence néanmoins pour les transactions avec un nouveau partenaire, surtout si le montant est élevé.



sont souvent rendus dans un délai beaucoup plus court qu'en France.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 13/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Canada était classé au 51<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 167 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 156 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 172 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 163 USD). ■



AMÉRIQUE.

# CHILI • CLP

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : bon mais à surveiller  
Risque client : bon

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 19,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2021 : 6,2 % (estim.) ;

2020 : 5,8 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
23 980

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 73,485 (+7 %)

Import : 59,226 (-15 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 23,8 %

2 - États-Unis 19,3 %

3 - Union européenne 14,7 %

4 - Brésil 8,1 %

5 - Argentine 5,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,87 Md USD, -52,25 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 25/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A3 ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La qualité de l'information disponible sur les entreprises chiliennes est moyenne. Plusieurs sociétés locales offrent de l'information en ligne, payable par carte bancaire, sans abonnement obligatoire :

• **Dicom** (Repris par Equifax)

<https://soluciones.equifax.cl/>

• **Transunion** (anciennement Dat@business)

[www.transunionchile.cl](http://www.transunionchile.cl)

Tél. : +562 390 7070

[fpenail@transunion.com](mailto:fpenail@transunion.com)

• **TWS** (TransWorld Services)

Affilié à Dun & Bradstreet

<http://www.twschile.cl>

[informes@tws.cl](mailto:informes@tws.cl)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le peso chilien (CLP).

Taux de change au 9 octobre 2021 :

1 EUR = 944,621 CLP

1 CLP = 0,00106 EUR

1 USD = 817,038 CLP

1 CLP = 0,00122 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) en majorité, et l'euro (EUR), de plus en plus utilisé.

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction, virement bancaire garanti par une lettre de crédit standby, une autre garantie bancaire ou une assurance-crédit. Sinon, crédit documentaire, confirmé si nouveau client et/ou montant élevé. La position des assureurs-crédit est très ouverte sur ce pays.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Environ 20 % de paiements d'avance ; 30 à 60 jours maximum sur le marché domestique, même si on commence à voir des transactions à 90 jours localement ; 30 jours maximum pour les transactions internationales.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour le Chili, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 62 jours, stable par rapport aux années précédentes. Sur 2019, 25 % des entreprises payaient en moyenne après 82 jours.

Les retards sont devenus de plus en plus fréquents si l'opération n'est pas sécurisée.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Au Chili, la culture du respect des délais de paiement était traditionnellement très forte et les délais de paiement étaient généralement respectés. Jusqu'à la crise financière de 2008-2009 et ses effets à long terme, même si le pays, grand producteur de cuivre, avait plutôt bien résisté. La hausse des coûts de financement a commencé à peser sur la trésorerie des entreprises et les retards de paiement sont devenus plus fréquents. La loi sur les faillites en vigueur (depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2014) prévoit une procédure que l'on pourrait comparer à la procédure de sauvegarde en France. Quoiqu'il en soit, après des années de faible niveau des défaillances d'entreprises, celles-ci ont explosé depuis le début de la décennie et l'impact de cette loi sur les faillites ne se fera pas sentir avant plusieurs années. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes indique une hausse de 11% des défaillances à fin 2020, et prévoit une baisse de 8 % à fin 2021 avant un rebond de 5 % (à 1 820) pour l'année 2022. À surveiller de très près. Prudence donc pour les transactions de montant élevé ou pour les entrées en relation.

Contrairement aux années précédentes, ils atteignent désormais souvent plus de 30 jours.

## → Acomptes à la commande

Les acomptes à la commande sont une pratique courante au Chili.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir auprès des banques locales et leur coût est raisonnable. La lettre de crédit standby est très pratiquée, surtout avec les exportateurs nord-américains.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Pour des montants très élevés, on recommande le recours à l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Sinon, privilégier l'action devant les tribunaux français car une action locale est plus incertaine.
- Préciser ses choix dans le contrat.

## → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 53/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Chili était classé au 73<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 60 h. ; coût 290 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 50 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 54 h. ; coût 290 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (36 h. ; 50 USD). ■

AMÉRIQUE.

# COLOMBIE • COP

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : moyen à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 50,9

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2021 : 5,1 % (estim.) ;

2020 : -6,8 %

Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

14 280

Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 31,008 (-21,48 %)

Import : 43,489 (-17,46 %)

Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - États-Unis 25,4 %

2 - Chine 20,8 %

3 - Union européenne 14,3 %

4 - Mexique 7,4 %

5 - Brésil 6 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

0,529 Md USD, -33,23 %

Indice de perception

de la corruption<sup>5</sup> : 92/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 3/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 5/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à des informations très fiables : le manque de transparence des comptes et la corruption sont une grosse faiblesse du tissu économique local.

Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le peso colombien (COP)

Taux de change au 9 octobre 2021 :

1 COP = 0,00023 EUR

1 EUR = 4351,42 COP

1 USD = 3763,70 COP

1 COP = 0,00026 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) majoritairement, mais l'euro (EUR) est de plus en plus accepté.

### → Conseillés

Selon le montant et l'ancienneté de la relation avec le client, crédit documentaire irrévocable et confirmé. Virement bancaire Swift garanti par une lettre de crédit standby ou une couverture assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

20 à 30 % de paiement d'avance dans les transactions internationales. Sinon 30 à 60 jours maximum. Des exportateurs américains acceptent des délais plus longs, à 120 jours, mais faisant l'objet de crédits documentaires confirmés. Des statistiques du FCIB (Finance,

Credit, and International Business Association) datant un peu (décembre 2017) mais toujours significatives, montrent les pratiques de paiement de ses membres avec la Colombie : 28 % des entreprises acceptaient des délais de 30 à 60 jours (45 % l'année précédente) et 44 % au-delà de 60 jours, ces dernières étant un exemple à ne pas suivre bien évidemment. Sur le marché domestique les délais de paiement vont jusqu'à 150 jours.

### → Risques de retards de paiement

30 % des factures sont payées sans retard et 65 % entre 10 et 30 jours... Selon l'étude du FCIB déjà citée, 12 % des entreprises constataient une dégradation des délais de paiement. Le retard moyen à fin décembre 2017 était de 21,3 jours. Ce qui est encore élevé compte tenu des délais accordés.

### → Acomptes à la commande

En négocié est possible et même recommandé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties bancaires classiques sont souvent très onéreuses. Pour les transactions avec l'étranger, on voit surtout des lettres de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le tribunal local, mais les actions sont très longues. De plus, le système juridique est peu fiable.
- Si l'on souhaite privilégier les tribunaux français (à préciser dans le contrat), il faut savoir que les exécutions de jugements rendus à l'étranger sont très difficiles à obtenir.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 32/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Colombie était classée au 133<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de pro-

cédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 112 h. ; coût 630 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 90 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 112 h. ; coût 545 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (64 h. ; 50 USD). ■

## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Avec le contrecoup de la crise économique et financière mondiale, le comportement payeur des entreprises colombiennes s'est détérioré et aucun signe d'amélioration ne ressort des statistiques disponibles. On l'a vu dans cette fiche, les délais de paiement s'allongent et les retards également. En matière de défaillances d'entreprises, 2020 a été la huitième année de hausse consécutive. Dans ses dernières prévisions (octobre 2021), Euler Hermes prévoit une hausse de 12 % pour 2021 et 3 % sur 2022.

Tenir compte également du risque de non-transfert, non négligeable : 5/7 dans l'indice de Credendo. Prudence donc, surtout pour les transactions de montant significatif.

AMÉRIQUE.

# CUBA • CUC

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : mauvais  
Risque client : mauvais



### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays E ; environnement des affaires E (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 7/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 stable (octobre 2021).

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 11,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2018 : 2 % (prév. officielle) ;  
2017 : 1,6 % (estim. officielle)

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
N.D.

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 2,200 (+7 %) ;  
Import : 8,165 (-18 %)

**Exportations françaises 2020<sup>3</sup>** :  
0,131 Md USD, -29,50 %

**Indice de perception de la corruption<sup>4</sup>** : 63/180

Sources : 1. Ministère de l'Europe et des affaires étrangères et Service économique à la Havane.  
2. OMC. 3. IHS Markit. 4. Transparency international.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Aucun organisme ne délivre d'information fiable. Utiliser les réseaux locaux.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le peso cubain (CUC), la seule convertible (à différencier du CUP, utilisable uniquement sur le territoire cubain). Longtemps ces deux monnaies ont cohabité avant que les autorités cubaines ne mettent fin à cette coexistence. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le peso convertible a été définitivement supprimé au profit du peso cubain (qui vaut 25 fois moins...). Cette réforme monétaire a provoqué un rebond du marché parallèle du dollar US, de nombreuses boutiques ne vendant plus que dans cette devise...

Taux de change au 11 novembre 2020 :

1 EUR = 28,9039 CUP - 1 CUP = 0,03459 EUR

1 USD = 25,0000 CUP - 1 CUP = 0,04000 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

EUR, CAD (dollar canadien), GBP (livre sterling). Les transactions en dollar ont été interdites longtemps, à partir de 2003, et par suite, les transferts internationaux, et les crédits documentaires ne sont pas exécutoires dans cette

devise. Toutefois, depuis octobre 2019, certaines transactions sont autorisées en dollars, notamment pour des achats d'électroménager et autres importations, le plus souvent, via des boutiques d'État.

Depuis 2005, le Banco Central de Cuba (BCC) doit autoriser préalablement tout contrat d'import supérieur à 5 000 CUC, puis autoriser tout paiement par l'émission d'un numéro d'autorisation (« NA ») après contrôle de dossier. Le NA est valable quelques semaines, et le contrôle parfois tatillon. Les demandes d'autorisation de signature de contrat sont fréquemment ajournées ou refusées.

Attention également à la réglementation américaine. Depuis le 21 octobre 2019, le département du Commerce des États-Unis a modifié la règle générale de minimis pour Cuba, la faisant passer de 25 % à 10 %. Par conséquent, si le produit que vous exportez contient plus de 10 % de contenu contrôlé en valeur en provenance des États-Unis, il pourrait être assujéti aux *Export Administration Regulations* (EAR) des USA.

### → Conseillés

Le crédit documentaire irrévocable et confirmé, le plus souvent silencieusement. Virement Swift également, si possibilité de faire garantir par

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le pays est toujours très touché par une insuffisance de réserves en devises. Exposition maximum au risque de non-transfert : 7/7 selon Credendo. La levée partielle de l'embargo américain décidée sous l'administration Obama a été de courte durée. De nouvelles sanctions américaines sont entrées en vigueur le 2 mai 2019, sous l'administration de Donald Trump, créant de nouveaux problèmes pour les exportateurs. L'Union européenne envisageait à l'époque de porter plainte contre les États-Unis mais tout a été mis en suspens en raison de la crise sanitaire et de la perspective des élections présidentielles américaines. Alors que la crise sanitaire a perturbé de nombreux agendas, la

nouvelle administration américaine n'a pas encore donné de signes clairs de l'orientation qu'elle va prendre envers Cuba. *Wait and see* et, comme on dit, *business as usual*. D'une manière générale, compte tenu du comportement payeur médiocre des entreprises cubaines et de la faiblesse du système bancaire local et du risque élevé de non-transfert, privilégier soit le paiement d'avance, soit le crédit documentaire confirmé, ou bien réaliser l'opération en offshore, le plus souvent en Espagne. Mais attention, les circuits bancaires sont très lourds et très lents, et l'ouverture d'un crédit documentaire peut prendre un certain temps. Il faut être très curieux et très inventif pour faire du business à Cuba !



une lettre de crédit standby (encore rare, mais possible, offshore). La couverture par un assureur-crédit est très difficile et dans les rares cas où c'est possible, le coût est élevé : l'intégrer dans le prix de vente, bien évidemment. Même si, *a priori*, les forfaitaires sont fermés, on trouve néanmoins quelques possibilités, à un an, mais qui restent très onéreuses, bien évidemment.

## → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La plupart des transactions se réalisent en paiement d'avance. Sinon, paiement à vue, et si crédit documentaire confirmé, pour des montants élevés, délai de 30 à 60 jours au maximum.

### → Risques de retards de paiement

Peu fréquents compte tenu de ce qui est mentionné ci-dessus. En revanche, si l'opération n'est pas sécurisée, retards très fréquents et très longs, plusieurs mois, voire un an et plus.

### → Acomptes à la commande

On peut obtenir un acompte à la commande dans la limite de 15 % (limite légale) et souvent contre garantie bancaire de restitution.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales ne délivrent de garanties qu'à la demande de leurs clients importateurs, toutes sociétés d'État. Usuellement, les garanties de paiement ne sont émises que par quatre banques : BFI (Banco Financiero Internacional), BICSA, BEC (Banco Exterior de Cuba) et BNC (Banco Nacional de Cuba). Quelques institutions financières, étrangères ou mixtes, peuvent cependant escompter des créances ou garantir des paiements : Carifin, Republic National Bank of Trinidad, etc.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

Pour les petits contrats, tribunaux provinciaux ou Cour d'arbitrage près la Chambre de commerce de Cuba. Pour les gros contrats, il est possible d'obtenir un arbitrage international neutre, usuellement CCI. Mais attention : les exécutions des jugements rendus sont très aléatoires.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : non classé. ■

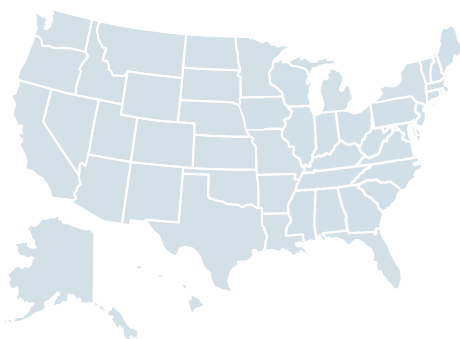
AMÉRIQUE. 

# ÉTATS-UNIS·USD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon

Risque client : bon pour les grands groupes, moyen et à surveiller pour les PME et TPE



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 330,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 6,4 % (estim.) ; 2020 : -3,5 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
66 060

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 1 431,610 (-13 %)

Import : 2 407,527 (-6 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 19 %

2 - Union européenne 17,6 %

3 - Mexique 13,7 %

4 - Canada 11,5 %

5 - Japon 5,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
36,951 Md USD, -21,50 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 25/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N.C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : B ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 1/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Caractéristique notable de l'information économique sur les sociétés aux États-Unis : beaucoup d'informations sont disponibles – on pourrait même parler de trop d'informations –, mais peu sont réellement utiles dans la plupart des cas.

Pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud... Pour des montants très élevés ou des opérations délicates ou de croissance externe, utiliser le Kreller Group, la référence internationale. [www.kreller.com](http://www.kreller.com)



Les credit manager américains sont très coopératifs, surtout quand on est membre d'associations professionnelles comme le FCIB (*Finance, Credit, and International Business association*) ou l'ICTF (*International Credit and Trade Finance Association*).

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dollar (USD).

Taux de change au 9 octobre 2021 :

1 USD = 0,86477 EUR

1 EUR = 1,15615 USD

### → Conseillés

Le virement Swift, parce que rapide et sûr, bien qu'il dépende de la bonne volonté de l'acheteur. En fonction du montant de la transaction, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit. Le crédit documentaire est nettement moins utilisé.

### → Déconseillés

Éviter les chèques d'entreprise. S'ils sont toujours l'objet d'une pratique locale très courante aux États-Unis, un rapport publié en janvier

2020 par *the Federal Reserve*, montre néanmoins le lent déclin de la pratique de ce moyen de paiement dans le pays : -7,2 % en nombre et -4 % en valeur, entre 2015 et 2018. Les États-Unis demeurent, avec la France, les champions incontestés de l'utilisation du chèque. Il est vivement recommandé de s'en méfier. Comme au Royaume-Uni, l'acheteur peut en effet faire opposition quand il le souhaite, sans aucun motif. Et si cela se révèle assez rare sur le marché domestique, c'est relativement fréquent dans les opérations d'importation. Sur le marché domestique, en matière d'encaissement des chèques, il existe des systèmes de « lock-boxes » très efficaces. Les effets de commerce ne sont quasiment jamais utilisés.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le délai moyen contractuel est en théorie de 30 jours. Compte tenu de la situation de trésorerie encore tendue de beaucoup d'entreprises américaines et plus particulièrement des PME, tout nouveau client devrait payer à réception de la marchandise ou, mieux, d'avance. Lorsque la relation s'affirme, le délai peut s'allonger dans un cadre contractuel, mais pas au-delà de 30 jours. Au-delà, il faut refuser énergiquement. Connaissant les délais pratiqués en France (plutôt de l'ordre de 60 jours), l'acheteur américain va en effet souvent faire pression sur le vendeur pour obtenir un délai identique.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes mentionne pour les États-Unis, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 53 jours, soit une dégradation de 3 jours par rapport à l'année précédente.

Plus récemment, Atradius a publié son *Baromètre des pratiques de paiement*, enquête réalisée sur les premiers mois de 2021 : celle-ci indique un délai moyen de 44 jours. 64 % des entreprises régulent leurs factures dans les 1 à 30 jours, 19 % à plus de 60 jours. 47% des entreprises reconnaissent subir des retards de paiement.

Cribis D&B, dans son *World payment Study 2021*, estime qu'environ 55,7 % des entreprises respectent les échéances négociées et environ 3 % affichent des retards de plus de 90 jours.



Les retards continuent d'être en hausse, 30 jours en moyenne pour les PME et 35 jours pour les corporates.

Côté grands groupes, ils sont le plus souvent liés à une mauvaise interprétation du contrat, due à un manque de clarté et de rigueur. Selon les différents prestataires, le délai moyen de retard de paiement est de 10 à 20 jours. Comme dans de nombreux pays, le secteur de la grande distribution se distingue par des délais approchant plutôt les 90 jours.

## → Acomptes à la commande

Demander un acompte à la commande est possible, même si, sur le marché domestique, ce n'est pas une pratique courante.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

La lettre de crédit standby (*standby letter of credit/SBLC*) est la garantie de la bonne fin

de paiement la plus couramment utilisée aux États-Unis. Elle peut être assez onéreuse si la solvabilité du débiteur est fragile, surtout actuellement avec les restrictions de crédit aux entreprises. Elle est également très utilisée sur le marché domestique. N'étant pas un moyen de paiement dans les transactions internationales, elle sera à adosser à un virement Swift. On utilise les garanties bancaires classiques essentiellement en tant que garanties de marché, dans le cadre d'appels d'offres, notamment.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

On distingue deux cas :

- il existe une clause contractuelle indiquant la compétence du tribunal. Le tribunal retenu sera celui choisi a priori par les deux parties. Attention aux contrats d'adhésion dans les-

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Après la crise financière qui a touché les États-Unis en 2008 et les défaillances en cascade de nombreuses banques régionales, on a constaté chaque année pendant neuf ans une baisse significative des défaillances d'entreprises, interrompue seulement en 2019 par une légère hausse (3 %).

Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes mentionne une baisse de 5 % à fin 2020, et de 22 % à fin 2021. Les mesures exceptionnelles prises par les autorités américaines en soutien à l'économie et pour éviter une explosion des faillites durant la crise sanitaire expliquent en partie cette résilience. L'assureur-crédit anticipe toutefois une hausse des défaillances de 5 % (à 17 600) pour l'année 2022. On constate toujours chez les PME américaines un niveau assez significatif des retards de paiement dus à de faux litiges. Les banques régionales ne finançant quasiment plus les PME, celles-ci cherchent à allonger le délai de paiement sous le moindre prétexte. Signe préoccupant qui ne peut qu'inciter à la prudence, selon les statistiques de l'Union de Berne sur l'année 2020, publiées en

août 2021, les États-Unis figurent toujours à la première place du top 5 des pays sur lesquels les assureurs ont versé des indemnisations, pour des opérations à court terme.

On constate toujours également une pratique condamnable dans certains secteurs : lorsque le client final est une entité publique, l'importateur va souvent essayer d'imposer une clause appelée « if and when » : vous serez payé quand mon client m'aura payé. À refuser énergiquement ou alors, exiger en contrepartie des acomptes substantiels. Compte tenu de la dégradation de la trésorerie de nombreuses entreprises américaines, plus particulièrement des PME, et également du coût exorbitant des actions de recouvrement, il faut être très vigilant dans la rédaction des clauses financières et la négociation des conditions de paiement. De même, il faut être très ferme dans les actions de suivi des créances. Éviter le laxisme en matière d'action de recouvrement. Dès l'échéance dépassée, agir fermement. **Attention** : en matière de prescription commerciale, selon les États, le délai varie de deux à quinze ans.



quels figurent des clauses d'attribution de compétence que l'on ne souhaiterait pas se voir opposer ;

- aucune attribution de compétence n'a été définie. Le tribunal de compétence sera celui du défendeur. Si le défendeur est américain et qu'il s'agit d'un particulier, le tribunal sera celui de son lieu de résidence.

S'il s'agit d'une entreprise, le tribunal sera celui du lieu de l'enregistrement ou du lieu du principal centre d'affaires ou du lieu de résidence de l'un des associés.

Ce sera le tribunal fédéral si les parties résident dans deux États différents (États américains ou États étrangers) et, enfin, le tribunal étatique si les parties résident dans le même État. Si le défendeur est français, et n'est pas présent sur le territoire américain, ce sera celui du lieu de résidence du défendeur.

**Recommandation** : la transaction extrajudiciaire est la solution la plus efficace. Choisir un très bon avocat.



Les États-Unis sont par excellence le pays du droit et ils sont protectionnistes. Il est très difficile d'y faire exécuter une décision rendue dans un pays étranger.

Si l'on souhaite vraiment aller devant les tribunaux (action très coûteuse), ne pas avoir peur d'ester sur place et non devant une cour d'arbitrage de la CCI. Ce sera beaucoup plus efficace. Compte tenu du système fédéral, attention à la compétence de l'avocat choisi en fonction du lieu où se déroulera l'action en justice.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 2/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », les États-Unis était classés au 39<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les

délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 175 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 60 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 2 h. ; coût 175 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (8 h. ; 100 USD). ■

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Aux États-Unis, le rebond économique post-Covid a été particulièrement fort, le plus fort enregistré sur les trois dernières décennies. Cela est dû à la réouverture rapide de l'économie et au fort rebond des dépenses de consommation permis par des politiques de soutien budgétaires de grande envergure. Les défaillances d'entreprises resteront à un niveau bas en 2021 (-22 %) et 2022 (+5 %), reflet d'une reprise économique vigoureuse. Malgré les perturbations des chaînes de valeur qui ont limité la demande intérieure, nous estimons une croissance économique robuste de 5,5 % pour 2021 et 4 % en 2022. Néanmoins, la forte accumulation de dette dans tous les secteurs et une éventuelle prolongation de l'inflation sont des facteurs de risque à surveiller.

### RECouvreMENT

Les démarches amiables doivent être privilégiées et l'intervention d'un avocat lors des négociations peut contribuer à obtenir une résolution extrajudiciaire du dossier. Les procédures judiciaires sont longues (2-3 ans suivant la complexité) et les honoraires des Conseils rendent les actions auprès des tribunaux disproportionnées. Avant toute action à l'encontre d'un débiteur, il est important de procéder à une évaluation de ses actifs et de s'assurer de sa solvabilité. Le délai de prescription des créances commerciales varie entre 3 et 10 ans selon l'État. Dans le cadre des procédures collectives, les paiements de dividendes en faveur de créanciers chirographaires sont plutôt rares, voire quasi nuls. ■

AMÉRIQUE. 

## MEXIQUE • MXN

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 127,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 5 % (estim.) ; 2020 : -8,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
18 170

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 417,670 (-9 %)  
Import : 393, 248 (-16 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - États-Unis 43,9 %
- 2 - Chine 19,2 %
- 3 - Union européenne 10,4 %
- 4 - Corée du Sud 3,8 %
- 5 - Japon 3,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
2,988 Md USD, -27,18 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 124/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Plusieurs sociétés spécialisées locales cessé leurs activités. Utiliser les opérateurs français traditionnels (Ellisphere, sur [www.ellisphere.com](http://www.ellisphere.com) ; Altares : [www.altares.fr](http://www.altares.fr)), mais ne pas trop attendre des informations recueillies : les comptes sont peu transparents, et les bilans des entreprises mexicaines peu fiables. Se rapprocher également des milieux d'affaires et institutionnels français et européens sur place, ainsi que des autres fournisseurs.

On peut également contacter l'antenne américaine latine de Dun & Bradstreet. La page ci-après couvre les pays de l'Amérique latine : [www.cialdnb.com](http://www.cialdnb.com)  
Durango 263, Pisos 5  
Col. Roma 06700 - Mexico, D.F  
Tél. : +52 55 5229 6900  
[help@cialdnb.com](mailto:help@cialdnb.com)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le peso mexicain (MXN).  
Taux de change au 10 octobre 2021 :  
1 EUR = 23,9472 MXN  
1 MXN = 0,04164 EUR  
1 USD = 20,6970 MXN  
MXN = 0,04822 USD

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) majoritairement, et l'euro (EUR).

#### → Conseillés

Selon le montant, le crédit documentaire, éventuellement confirmé, ou le virement bancaire, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

##### → Délais de paiement habituels

Près d'un quart des transactions se fait par paiement d'avance. Les autres sont soit à vue, soit à entre 30 à 45 jours environ (néanmoins, 20 % des opérations sont facturées entre 60 et 90 jours). Tout dépend de la relation commerciale avec votre client et du type de sécurisation proposée.

##### → Risques de retards de paiement

Les données se raréfient sur ce pays. On avait constaté une dégradation des délais de paiement en 2016 et 2017. Cette tendance s'est confirmée les années suivantes. Selon l'étude des pratiques de paiement publiée par Atradius en juillet 2021, le délai moyen de paiement est de 54 jours et 22 % des factures sont payées à plus de 60 jours. Ces retards sont dus essentiellement à un manque de financement court terme et non à un mauvais comportement payeur.

Cribis Dun and Bradstreet, dans son *Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 48,8 % des entreprises mexicaines respectent les échéances négociées. Cette donnée est proche de celle mentionnée dans l'étude d'Atradius précitée (50 %).

##### → Acomptes à la commande

On peut en négocier si le montant en jeu le justifie.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont difficiles à obtenir et assez onéreuses. La lettre de crédit standby, moins chère qu'une garantie classique, est très pratiquée au Mexique, associée à un virement bancaire, en substitution du crédit documentaire.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Vous avez le choix entre un tribunal français, un tribunal local ou encore la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC), si le montant en jeu est élevé.
- Toutefois, les tribunaux locaux ont une réputation de faible efficacité et de très grande lenteur.
- Même si l'exécution d'un jugement rendu en France est longue, privilégier la solution d'un recours devant les tribunaux français ou une cour d'arbitrage, selon le montant en litige.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Comme souligné dans cette fiche, ce n'est pas en soi le mauvais comportement payeur des entreprises mexicaines qui est en cause, mais plutôt une grande fragilité du système bancaire, les banques finançant très peu les PME, au profit des grandes entreprises... Attention également aux filiales de banques espagnoles très touchées par la crise en Europe et plus particulièrement en Espagne. Aussi, il est recommandé d'être très vigilant et d'agir le plus rapidement possible dès qu'un retard apparaît. D'autant plus que pour les transactions commerciales internationales, la prescription est de quatre ans. Par ailleurs, dans le contexte de récession américaine des années passées et encore plus pendant le mandat de Donald Trump (montée des velléités de protectionnisme, renégociation du traité de libre-échange avec la signature en 2018 de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique/ACEUM...), la forte dépendance des entreprises mexicaines vis-à-vis des États-Unis a considérablement affaibli leur trésorerie. Ajoutée aux restrictions du crédit bancaire, cette situation a entraîné une vague de retards de paiement et de défaillances d'entreprises. La plus grande prudence est donc recommandée dans les transactions commerciales avec les opérateurs de ce pays. Notons qu'il existe une procédure de sauvegarde dans le cadre de la loi sur les faillites (révision datant de 2014).

• Si cela est possible, rechercher un arrangement amiable.

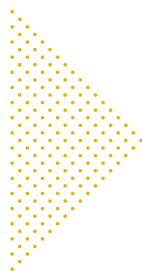
→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 33/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Mexique était classé au 69<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 20 h. ; coût 400 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (8 h. ; 60 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 44 h. ; coût 450 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (18 h. ; 100 USD). ■



AMÉRIQUE.

# PANAMA • PAB

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller tendance nette à la dégradation

Risque client : moyen, à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 4,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2021 : 12 % (estim.) ;

2020 : -17,9 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
25 010

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 9,483 (-16 %)

Import : 14,740 (-31 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,422 Md USD, -34,54 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 111/180 net recul

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les renseignements que l'on peut obtenir par les prestataires spécialisés sont très basiques. Les sources locales se raréfient au point d'être devenues quasi inexistantes. Il existe néanmoins un organisme péruvien spécialisé sur l'Amérique latine :

• **Del Risco**

Tél. : + 51 1 222 1020

www.del-risco.com - mail@del-risco.com

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le balboa panaméen (PAB).

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 1,15704 PAB

1 PAB = 0,86368 EUR

1 USD = 1,000 PAB

1 PAB = 1,000 USD

→ **Monnaies de facturation des échanges**

Le dollar américain (USD), en majorité, et l'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant, virement bancaire éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou une assurance-crédit, sinon crédit documentaire confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Dans les transactions internationales avec le Panama, environ 30 à 35 % de paiement d'avance (en augmentation), 10 % de paiement à vue, sinon la majorité des opérations est sur la base d'un paiement à 30 jours. 60 jours au maximum même si localement quelques transactions sont à 90 jours.

→ **Risques de retards de paiement**

Plus de 50 % des paiements sont effectués

## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les entreprises panaméennes ont la réputation d'avoir un bon comportement payeur en général. Mais nous recommandons néanmoins, pour les montants élevés, de sécuriser les transactions, car les entreprises panaméennes subissent toujours le contrecoup de la crise aux États-Unis... et en Europe. Il faut garder aussi à l'esprit que le pays a subi de plein fouet l'impact de la récession mondiale, de la chute du trafic marchandises en 2020 (le canal est l'une de ses principales sources de devises), et des perturbations actuelles du transport maritime international. À cet égard, l'élargissement du canal de Panama, inauguré le 25 juin 2016, beaucoup plus coûteux que prévu, continue à peser lourd sur l'économie panaméenne... L'impact s'en fait déjà sentir :

Credendo a dégradé en 2019 le risque de transfert de 3/7 à 4/7 et n'a pas reclassé le pays depuis. Difficile aussi de savoir quel va être l'impact à plus ou moins long terme des révélations des Panama Papers concernant ses caractéristiques de paradis fiscal et les scandales que cela provoque dans le monde. L'élection du nouveau président, Laurentino Cortizo, le 5 mai 2019, va-t-elle changer la donne ? La crise sanitaire a modifié les urgences mondiales. *Wait and see*. À ce jour, le pays a une nette tendance à se dégrader.

Recommandation : proposer un virement bancaire garanti par une lettre de crédit standby plutôt qu'un crédit documentaire ; la pratique est courante au Panama.



dans les délais. Sinon, si le paiement n'est pas sécurisé par une garantie, les retards de paiement des entreprises panaméennes atteignent en moyenne 15 à 30 jours, rarement plus.

## → Acomptes à la commande

On peut en négocier si le montant le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

La lettre de crédit standby est souvent pratiquée en substitution du crédit documentaire. Les garanties classiques sont aussi possibles.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Soit un tribunal français, soit un tribunal local, au choix. Dans ce dernier cas, cela risque d'être très long.
- Pour des montants élevés, privilégier une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Rechercher, si possible, un accord amiable.

## → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 113/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Panama était classé au 59<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 270 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (6 h. ; 60 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 490 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (6 h. ; 50 USD). ■

AMÉRIQUE.

# PÉROU · PEN



## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : moyen à surveiller

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 33,5**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 8,5 % (estim.) ;

2020 : -11,1 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

11 490

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 42,411 (-11,07 %)

Import : 36,096 (-14,64 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 24,2 %

2 - États-Unis 20,8 %

3 - Union européenne 10,6 %

4 - Brésil 5,7 %

5 - Mexique 4,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,207 Mds USD, -14,01 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 94/180**

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A4 ; environnement des affaires A4 (octobre 2021))

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Obtenir des informations sur les entreprises péruviennes est assez difficile. Ne pas s'attendre à des données très fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs. Il existe un organisme péruvien, de plus spécialisé sur toute l'Amérique latine :

### • Del Risco

www.del-risco.com

Tél. : +51 1 222 1020

mail@del-risco.com

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le nuevo sol péruvien (PEN).

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 4,71199 PEN - 1 PEN = 0,21047 EUR

1 USD = 4,07245 PEN

1 PEN = 0,24369 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) en majorité, mais l'euro (EUR) est de plus en plus accepté.

### → Conseillés

Selon le montant, virement Swift garanti éventuellement par une lettre de crédit standby ou par une couverture d'assurance-crédit, sinon crédit documentaire confirmé. Attention, les importateurs péruviens tentent d'obtenir de contracter avec une remise documentaire, essentiellement pour des raisons de coûts. Les exportateurs de certains pays, dont les États-Unis, ont en partie cédé, ce qui a entraîné une baisse des crédits documentaires sur le Pérou, mais aussi une augmentation des retards de paiement. Néanmoins, certains professionnels plus avisés ont résolu le problème en associant la remise documentaire à une traite avalisée par une banque.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

20 à 25 % des transactions internationales se font par paiements d'avance ou à vue, le reste avec des délais de 30 à 45 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Plus de la moitié des transactions sont payées dans les délais. Les retards vont de 10 à 30 jours, rarement plus.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes à la commande est recommandé, selon le montant en jeu.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Pas de difficultés particulières signalées pour obtenir des garanties bancaires classiques ou des lettres de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Au choix, un tribunal français ou un tribunal local.
- Pour les montants élevés, choisir une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Dans tous les cas, privilégier un accord amiable.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les entreprises péruviennes semblaient avoir mieux résisté à la crise que celles des autres pays de la région. Mais les exportateurs péruviens subissent les contrecoups des problèmes liés aux transactions transfrontalières avec le Brésil et surtout avec l'Argentine... Le risque de retards de paiement, voire de défaillances, est donc bien réel. Rester vigilant.

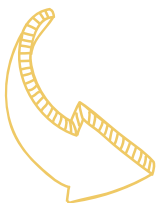
→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 90/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Pérou était classé au 102<sup>e</sup> rang mondial (+8 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 630 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 50 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 700 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 80 USD) ■.



AMÉRIQUE.

# SALVADOR · BTC USD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller, tendance nette à la dégradation

Risque client : élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 6,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 (estim.) : 4,2 % ;

2020 : -8,6 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

8 050

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 5,044 (-15 %)

Import : 10,321 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - États-Unis 26,4 %

2 - Chine 14,6 %

3 - Guatemala 11,5 %

4 - Mexique 11,5 %

5 - Union européenne 8,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,041 Md USD, +18,37 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 104/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme modéré (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Obtenir des informations sur les entreprises salvadoriennes est assez difficile. Les données ne sont pas très fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs.

Un organisme péruvien est spécialisé sur l'Amérique latine :

- **Del Risco**

[www.del-risco.com](http://www.del-risco.com)

Tél. : 511 222 1020

[mail@del-risco.com](mailto:mail@del-risco.com)

À noter un autre organisme couvrant tous les pays d'Amérique latine :

- **Pacific Credit Rating**

<http://www.ratingspcr.com/>

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

USD et BTC (Bitcoin).

La situation est un peu complexe. Rappelons qu'en 2001, le Salvador avait adopté le dollar US comme monnaie nationale, conjointement avec le colon (SVC). Le 7 septembre 2021, le pays a adopté le bitcoin en remplacement du colon.

Pour les nostalgiques, nous communiquerons le taux de change du colon au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 10,1241 SVC

1 SVC = 0,9871 EUR

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) bien évidemment. Mais l'euro (EUR) est de plus en plus utilisé.

### → Conseillés

Si le montant le justifie, en priorité crédit documentaire irrévocable et confirmé. Sinon, virement Swift garanti par éventuellement une lettre de crédit standby (très pratiquée au Salvador) ou une couverture d'assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Majoritairement à vue, sinon 30 jours au maximum. Si délai supplémentaire, impérativement crédit documentaire confirmé si montant significatif ou virement + lettre de crédit standby.

### → Risques de retards de paiement

Des retards pouvant aller jusqu'à 45 jours sont fréquents lorsque les transactions ne sont pas sécurisées par une garantie.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes à la commande est recommandé, selon le montant en jeu.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques salvadoriennes émettent des garanties bancaires classiques et des lettres de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Au choix, tribunal français ou local.

- Pour les montants élevés, choisir plutôt une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICCI).

- Dans tous les cas, privilégier un accord amiable.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 92/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Salvador était classé au 46<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 128 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (9 h. ; 50 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 128 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (13 h. ; 67 USD). ■

## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



L'adoption du bitcoin comme monnaie nationale n'est pas pour rassurer les analystes. D'ailleurs, l'OCDE vient de dégrader le risque pays de 5 à 6 (sur une échelle de 1 à 7, du meilleur au pire risque) en octobre 2021. Les retards de paiement des entreprises salvadoriennes sont essentiellement dus à des problèmes d'insuffisance de devises, le dollar US principalement. De fait, le risque de non-transfert est relativement élevé (dégradé à 5/7 par Credendo). En risque commercial, Credendo classe le Salvador F, dans un classement allant de A à G, étant la pire des notes. Une évaluation qui se passe de commentaire. L'économie reste fragile. Un ralentissement des relations commerciales avec les États-Unis a considérablement appauvri le pays et le secteur bancaire est très fragile. La plus grande prudence s'impose donc dans la négociation des conditions financières de vos contrats commerciaux.

AMÉRIQUE.

# VENEZUELA • VEF

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 28**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : -10 % (estim.) ;  
2020 : -30 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
N.D.

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 4,981 (-71 %) ;  
Import : 6,590 (+12 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,019 Md EUR, -17,40 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 176/180 net recul**

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays E ; environnement des affaires E (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 7/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 10/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Obtenir des informations sur les entreprises vénézuéliennes est très difficile, celles-ci manquant totalement de transparence. Ne pas s'at-

tendre à des données fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs. Il existe néanmoins un organisme d'origine péruvienne spécialisé sur l'Amérique latine qui fournit des informations sur le Venezuela :

### • Del Risco

www.del-risco.com

mail@del-risco.com

Tél. : +51 1 222 1020

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le bolivar souverain (VES).

Aucune donnée sérieuse à ce jour, le marché

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pour ceux qui douteraient encore, les notes de l'OCDE et des principaux assureurs-crédit, ainsi que le classement de Transparency International se passent de tous commentaires : le Venezuela reste l'un des plus mauvais risques pour les exportateurs. L'an dernier, il s'avancait tranquillement vers la dernière place du classement Doing Business de la Banque mondiale (arrêté depuis), il n'y a plus devant lui que l'Erythrée et la Somalie... Plusieurs facteurs de risque sérieux doivent être à nouveau soulignés : la fragilité de la trésorerie des entreprises vénézuéliennes ; la note maximum de risque de non-transfert (7 sur une échelle de 7, selon Credendo), à l'origine de nombreux retards de paiement, les importateurs ayant de plus en plus de difficultés pour obtenir des devises. Ajoutons la dernière variation de la monnaie locale comme nous l'avons vu plus haut.

Notons également une certaine lourdeur administrative dans les banques locales, pour les opérations de crédit documentaire ou de délivrance de garanties. Le risque pays est également élevé, avec une grande instabilité politique, dans le contexte d'une chute des cours du pétrole, principale source de revenu de l'État. Le bras de fer entre l'actuel président Maduro, très fortement contesté, et l'opposition ne fait que détériorer un peu plus la situation économique

déjà très fragilisée depuis cinq ans par la chute des cours du pétrole, qui a tari la manne financière. Le durcissement de la position des États-Unis envers le Venezuela à partir de 2015 n'a fait qu'aggraver la situation. Le pays et sa population vivent au rythme des pénuries et coupures d'eau et d'électricité depuis bientôt six ans.

La plus grande prudence s'impose dans les transactions commerciales. Comme le résume parfaitement une phrase extraite de la présentation de ce pays sur le site du Trésor français, « d'approche difficile, ce marché reste ouvert aux entreprises françaises de toutes tailles mais possédant une solide expérience de l'exportation, notamment en matière de gestion du risque financier. » Les entreprises exportant vers ce pays imposent de plus en plus le paiement d'avance. À noter que si les exportations françaises ont progressé ces dernières années vers le Venezuela, les impayés aussi... On constate plus particulièrement des retards importants, souvent de plusieurs mois, dans le secteur public et dans le secteur pétrolier. Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus par les banques et les assureurs-crédits, qui ont tiré la sonnette d'alarme... D'ailleurs il est de plus en plus difficile de trouver des assureurs-crédits ouverts sur ce pays.



des changes étant plutôt un marché parallèle. Comme pour celle du Salvador, la monnaie du Venezuela est un véritable casse-tête.

Le bolivar souverain a remplacé le bolivar fuerte le 24 août 2018, mais sa dévaluation continue (un an après son entrée en vigueur, il avait perdu 99,97 % de sa valeur !). D'où une nouvelle réforme monétaire cette année : le 1<sup>er</sup> octobre 2021, le gouvernement a remplacé le Bolivar souverain par le Bolivar numérique : 6 zéros en moins (pour information, 14 zéros en moins ces dernières années). Au premier octobre, le billet d'un million de bolivars qui valait 0,0002 centime d'euros devient un seul nouveau bolivar.

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Compte tenu des très mauvaises relations avec les États-Unis et des sanctions américaines, privilégier l'euro.

#### → Conseillés

Crédit documentaire irrévocable et confirmé. Mais attention, les crédits documentaires sont de plus en plus difficiles à obtenir compte tenu du chaos dans lequel s'enfonce le pays et de toute façon, les possibilités de confirmation (si on en trouve) seront très réduites et très coûteuses.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Insister pour obtenir un paiement d'avance et/ou offshore (au niveau mondial, 70 % à 80 % des transactions internationales avec ce pays). Le pays s'achemine vers la faillite, voir plus loin. Donc, compte tenu des difficultés pour sécuriser les créances, ne plus accorder de délais de paiement.

### → Risques de retards de paiement

Très élevés si les transactions ne sont pas sécurisées. Les retards peuvent aller d'un à plusieurs mois, voire plusieurs années. Hélas de nombreuses entreprises françaises peuvent en témoigner. C'est le cas plus particulièrement pour les transactions avec l'État et le secteur pétrolier.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes à la commande est recommandé, selon le montant en jeu.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut obtenir des garanties bancaires classiques, mais elles sont souvent très onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Éviter absolument les tribunaux locaux (à préciser dans le contrat).
- Pour les montants élevés, choisir plutôt une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Sinon, essayer un accord amiable.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 165/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Venezuela était classé au 188<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (N.C.) ; respect des exigences en matière de documentation (N.C.).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (N.C.) ; respect des exigences en matière de documentation (N.C.). ■



ASIE-OCÉANIE.

# AUSTRALIE • AUD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : bon, mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 25,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 4,5 % (estim.) ;

2020 : -2,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

51 420

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 250,578 (-8 %)

Import : 211,109 (-5 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 288 %

2 - Union européenne 15,8 %

3 - États-Unis 11,9 %

4 - Japon 6 %

5 - Thaïlande 4,80 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

4,207 Md USD, -6,78 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 11/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

**Attention !** En dehors des sociétés cotées en Bourse et de quelques grandes entreprises, il n'existe aucune obligation de publication des comptes en Australie pour les TPE et certaines PME. Comme en Grande Bretagne, elles ne sont tenues qu'à publier un minimum d'informations. Aussi, les informations fournies sont-elles souvent très pauvres et non significatives. On recommande de se renseigner aussi auprès des milieux d'affaires français et européens locaux et des autres fournisseurs.

• **À noter :** Illion (ex.D&B Australia) publie régulièrement des études sur le comportement payeur des entreprises australiennes et néo-zélandaises : <https://www.illion.com.au/australian-late-payments/>

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dollar australien (AUD).

Totalement convertible.

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 1,58318 AUD

1 AUD = 0,63113 EUR

1 USD = 1,36806 AUD

1 AUD = 0,73054 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain, l'euro et le dollar australien.

→ **Conseillés**

Selon le montant de la transaction et la solvabilité de l'acheteur, soit virement bancaire Swift garanti éventuellement par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit, soit crédit documentaire confirmé.



Si en matière de crédit documentaire, les commissions sont en principe identiques à celles pratiquées en France, →

certaines banques régionales australiennes pratiquent des taux de commission plus élevés.

## → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le délai standard de paiement est de 30 jours, mais depuis le début de la pandémie, les entreprises australiennes ont tendance à allonger les délais de paiement. Certains vont jusqu'à 45 jours pensant ainsi réduire les retards de paiement.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour l'Australie en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 50 jours.

Récemment, Illion a publié une étude sur les retards de paiement pour le deuxième trimestre 2021. Selon cette étude, les délais de paiement se sont détériorés d'environ 3,7 % en un an. Le délai moyen de retard est remonté à 11,2 jours (9,9 jours en 2019), les grands comptes étant les plus mauvais payeurs. Selon Illion, néanmoins, 71 % des entreprises règlent leurs factures dans les délais négociés, 5 % payant avec plus de 60 jours de retard.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir, mais ils sont parfois difficiles à négocier. En demander peut être considéré comme une marque de méfiance par le client.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Pas de problème particulier pour en obtenir, notamment des lettres de crédit standby ou garantie de bonne fin de paiement. Les délais sont en principe très rapides. Les coûts dépendent de la banque et de la surface financière du donneur d'ordres.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• En cas de litige, les entreprises australiennes recourent de plus en plus souvent à des procédures de médiation ou d'arbitrage, plutôt qu'aux tribunaux classiques.

• Au plan judiciaire, les tribunaux compétents sont les « Local Courts » et les « District

Courts », pour des montants qui peuvent différer d'un État à un autre. En général, les *Local Courts* sont compétentes pour des montants allant jusqu'à 60 000 AUD maximum. Les *District Courts* sont compétentes entre 60 000 et 750 000 AUD. Au-delà de 75 000 AUD, la *Supreme Court* est seule compétente. Rappelons qu'il n'existe pas de tribunaux de commerce au sens où nous l'entendons en France, sauf dans quelques États où la *District Court* dispose d'une chambre commerciale spécialement dédiée aux litiges entre commerçants. Un projet d'uniformisation au niveau national est en gestation depuis de longues années et pourrait voir le jour prochainement. En effet, à ce jour, chaque État fédéré possède son propre système judiciaire, coiffé par une Cour suprême. L'État fédéral dispose de la Cour fédérale (*Federal Court*) et de la Cour Suprême de l'État fédéral (*High Court of Australia*), qui est la juridiction d'appel de la Cour fédérale et des juridictions suprêmes des États fédérés.

• Les jugements obtenus de tribunaux étrangers sont généralement applicables en Australie, sous réserve de leur enregistrement préalable. Cet enregistrement a été grandement simplifié par le *Foreign Judgments Act 1991*, qui s'applique à la plupart des cours étrangères (à l'exception notable de celles des États-Unis).

• Néanmoins, nous recommandons de privilégier l'action devant les tribunaux locaux. L'exécution sera beaucoup plus rapide que l'exécution d'un jugement rendu en France. Ceci d'autant plus que nous sommes dans un pays à système juridique très différent : *common law* et non *civil law*.

• Privilégier aussi la transaction extrajudiciaire.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 20/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Australie était classée au 106<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de pro-

cédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de com-

merce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 766 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (7 h. ; 264 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 39 h. ; coût 539 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 100 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Compte tenu des pratiques de facturation sur le marché domestique mentionnées dans cette fiche, sur des opérations d'exportation classiques, en principe, ne pas accorder de délais supérieurs à trente jours et être très vigilant sur le respect des échéances. Il est nécessaire, comme dans presque tous les pays, de sécuriser les opérations d'un montant significatif, surtout avec les nouveaux clients.

La crise n'épargne pas ce pays : selon le Bureau des statistiques australien, les faillites avaient baissé en 2016 et 2017 avant de repartir à la hausse en 2018 et 2019. Mais attention, il faut être très vigilant dans l'analyse des faillites en Australie, les chiffres recueillis pouvant être très différents d'un prestataire à un autre, selon que les faillites personnelles ont été prises en compte ou non. Pour nous, les statistiques du Bureau précité sont les plus fiables.

Durant la crise sanitaire déclenchée en 2020 par le Covid-19, comme dans la plupart des pays, des dispositions ont été prises par les autorités pour « freiner » l'explosion des défaillances. Aussi l'année 2020 s'est achevée sur une baisse de plus de 40 %. Mais gare à la fin de ces mesures de soutien alors que le pays a commencé à peine, à la fin de l'hiver austral, à lever certaines mesures de restrictions sanitaires. Dans ses dernières prévisions, Atradius prévoit une variation à la hausse de 33 % sur la période 2019-2022. Tendance plus préoccupante : depuis quelques années, sur le terrain, les exportateurs ayant contracté sans sécurité particulière ont constaté

des retards significatifs pour les transactions de montants élevés, conséquences le plus souvent de contestations plus ou moins fantaisistes sur la qualité des marchandises livrées ou des prestations effectuées.

Un conseil : soigner la rédaction du contrat. La culture juridique des Australiens est plus d'inspiration américaine que britannique. L'Australien ne laisse passer aucune faute, aucun vide ni aucune ambiguïté dans un contrat. Il en profite immédiatement. Nous ne commenterons pas ici l'affaire des sous-marins de Naval Group, bien qu'il puisse avoir un certain impact sur le climat des affaires entre la France et l'Australie, difficile à mesurer à ce stade... Dans cette affaire qui relève de la sphère diplomatique et politique, on est plus dans une question de risque souverain, le « fait du prince ».

Côté sphère privée, en Australie, on souffre surtout d'un déficit d'information économique et financière sur les entreprises. La plupart d'entre elles n'ont en effet pas d'obligation légale de déposer ou de publier leurs comptes auprès d'organismes tels que les greffes des tribunaux de commerce. Il n'est pas rare, en outre, d'être confronté à une certaine réticence à communiquer des éléments aussi courants que le chiffre d'affaires ou les effectifs, lors d'un premier contact. Étant donné le faible nombre d'entreprises australiennes cotées en Bourse qui doivent, elles, rendre publics leurs comptes, le recours aux agences d'informations spécialisées est courant, mais leur efficacité reste limitée.

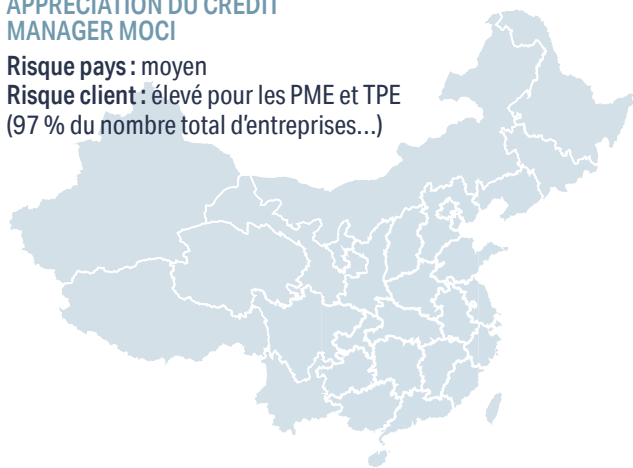


ASIE-OCÉANIE.

## CHINE • CNY

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen  
Risque client : élevé pour les PME et TPE  
(97 % du nombre total d'entreprises...)



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 1 404,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 8,4 % (estim.) ; 2020 : +2,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
17 200

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 2 590,224 (+4 %)

Import : 2 057,217 (-1 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 12,6 %

2 - Taïwan 9,8 %

3 - Japon 8,5 %

4 - Corée du Sud 8,4 %

5 - États-Unis 6,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
20,067 Md USD, -14,18 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 178/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. IHS Markit  
Global Trade Atlas et OMC pour les fournisseurs.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B2, risque de court terme  
modéré (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B  
(octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ;  
risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

En Chine, le marché du renseignement commercial est très difficile car le manque de transparence est l'une des caractéristiques principales de l'environnement financier des entreprises. Le renseignement local, les informations recueillies auprès d'autres fournisseurs ou auprès de Français et Européens résidant en Chine depuis plusieurs années sont les approches à favoriser par les exportateurs. En fait, ce marché s'est surtout développé via les assureurs-crédits, plus particulièrement Euler Hermes et Coface qui disposent tous deux d'une structure locale. Signalons également quelques sources locales :

- **Sinosure** (China Export & Credit Insurance Corporation) : avec Eximbank of China, c'est l'une des deux agences de crédit export publiques du pays.

[www.sinosure.com.cn/en/](http://www.sinosure.com.cn/en/) (pages en anglais)

Tél. : (010) 66582288 - Fax : (010) 66516758

Ainsi que deux prestataires basés à Hong Kong :

- **Total Global Credit and Risk Solutions**

[www.totalcredit.com.hk](http://www.totalcredit.com.hk)

[inquiry@totalcredit.hk](mailto:inquiry@totalcredit.hk)

Tél. : +852 2850 6682

- **Asian CIS**

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355 - Fax. : +886 2 2875 4360

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le renminbi (CNY ou RMB).

Convertible pour les opérations courantes, échanges de biens et de services, mais pas les investissements ou les emprunts. Le 6 mai 2013, le gouvernement avait annoncé un plan progressif pour la convertibilité totale mais ce n'est pas le cas à ce jour, il n'y a toujours pas de convertibilité totale. D'autant plus que comme



à leur habitude, les Chinois soufflent le chaud et le froid. Après les annonces triomphalistes, fin novembre 2015, de l'entrée du yuan dans le panier de monnaies constituant les DTS (Droits de Tirages Spéciaux, panier de devises servant de « monnaie » de référence au FMI), depuis janvier 2016, la People Bank of China (PBOC), la banque centrale chinoise, a abaissé fortement à plusieurs reprises le niveau de référence de la monnaie chinoise face au dollar. Les autorités reparlent périodiquement de faire évoluer la convertibilité du renminbi. Une longue marche à suivre...

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 7,45400 CNY

1 CNY = 0,13402 EUR

1 USD = 6,44230 CNY

1 CNY = 0,15518 USD

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et l'euro (EUR), de plus en plus utilisés. Une proportion significative d'exportateurs français utiliserait la monnaie chinoise mais nous n'avons pas de données fraîches depuis une étude Nielsen pour HSBC, datée du 9 juillet 2014, qui établissait que 26 % des exportateurs français commerçant avec la Chine, l'utilisaient déjà... Les chiffres de Swift pour septembre 2021 indiquaient que la part du yuan ne représente que 2,19 % des paiements mondiaux, en 5ème position. Une estimation à relativiser, toutefois : la Chine a créé son propre système de paiement interbancaire (*China's Cross-Border Interbank Payment System*) et compte bien l'imposer petit à petit.

#### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et la qualité du partenaire, virement Swift garanti par une lettre de crédit standby (hélas, de plus en plus difficile à obtenir) ou par une assurance-crédit. Ou crédit documentaire irrévocable et confirmé, le plus souvent silencieusement.

À noter que le nombre de crédits documentaires est remonté de façon significative mais ils sont toujours de plus en plus longs à être ouverts. Cela est en partie lié à une réglementation sur les importations en vigueur depuis 2010.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La situation hélas continue de se dégrader très fortement.

Comme pour les années précédentes, en allongeant les délais de paiement, les entreprises chinoises espèrent réduire les risques d'impayés en nombre, mais nous verrons plus loin que ce n'est hélas pas le cas. Dans les transactions internationales, on trouve de moins en moins de paiement d'avance et 30 % à 35 % de paiement à vue. La réglementation est assez stricte : en théorie, les entreprises ne sont autorisées à payer d'avance qu'un montant équivalent à 10 % du total de leurs transactions des 12 mois passés. Mais certains secteurs sont autorisés à payer jusqu'à 100 %, à condition de respecter les règles de la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*), bien évidemment (voir aussi les conseils du credit manager).

Le paiement d'avance intervient le plus souvent, par refus ou impossibilité, pour l'importateur, de pouvoir faire émettre un crédit documentaire.

Les autres délais pratiqués à l'international se répartissent entre 30 et 60 jours.



Nous le répétons chaque année dans cet Atlas : les importateurs chinois tentent souvent de faire du « forcing » et d'obtenir entre 120 et 180 jours de délai de paiement auprès de leurs fournisseurs étrangers, délais qu'ils arrivent à obtenir assez facilement sur le marché domestique. Il faut refuser fermement, d'autant plus que depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2008, les entreprises qui obtiennent des délais de paiement supérieurs à 90 jours, à l'import, doivent impérativement le déclarer à la SAFE, faute de quoi le paiement rencontrera de sérieuses difficultés, voire ne pourra être effectué.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour la Chine, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 94 jours.

Coface, dans une étude publiée le 26 mai 2021, mentionne plutôt une baisse de 11 jours des délais de paiement, avec un DSO de 75 jours. Atradius pour sa part, dans son Baromètre des pratiques de paiement couvrant les premiers mois de 2021, indique un DSO de 67

jours. Ces différences de résultats entre prestataires s'expliquent par des panels d'entreprises et périodes d'enquête différentes.

Si les opérations ne sont pas sécurisées, à l'international, les retards peuvent atteindre de 30 à 45 jours, voire beaucoup plus.

Sur le marché domestique, selon l'étude de Coface précitée, 49 % des entreprises offrent des délais supérieurs à 60 jours, 13 % d'entre elles à plus de 120 jours !

Cribis Dun and Bradstreet, dans son étude *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 25,7 % seulement des entreprises chinoises respectent les échéances négociées. Et 17,9 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

Pour information, on a observé une utilisation de plus en plus fréquente des lettres de crédit domestiques en Chine... Devant la dégradation des retards de paiement sur le marché national, la plupart des grandes banques chinoises offrent, principalement aux corporates, un produit spécifique, la « domestic L/C », le plus souvent sous-jacente à des opérations d'affacturage ou de forfaitage.

## → Acomptes à la commande

Comme pour le paiement d'avance, la pratique des acomptes se généralise, moyennant bien évidemment des garanties bancaires.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'obtenir des garanties bancaires locales, mais seulement auprès des banques habilitées à effectuer des opérations en devises. Pour chaque opération, il est obligatoire d'obtenir une approbation préalable ou un enregistrement de la garantie consentie auprès de l'administration qui gère les changes, la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*).

En Chine, les coûts des garanties sont assez élevés.



Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2016, sont en vigueur « the Regulations on Some Issues Concerning the Trial of Independent Guarantee Disputes (*Independent Guarantees Interpretation*) », un corps de règles qui concerne toutes les garanties bancaires soumises au droit chinois, donc des garanties principales émises en Chine contre-garanties par des banques étrangères.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Privilégier le tribunal français. Malheureusement, en matière de droit des affaires, on peut observer la difficulté d'exécution, en Chine, des jugements rendus à l'étranger. Cela en dépit des conventions internationales signées par la Chine comme de la mise en place d'un organisme dédié à la reconnaissance et à l'exécution des jugements rendus à l'étranger, la CIETAC (Commission chinoise d'arbitrage commercial international).

Notons également la très mauvaise note attribuée, dans une récente étude d'Euler Hermes, à la complexité du recouvrement en Chine : 76 sur 100, 100 étant la plus mauvaise.

- Les tribunaux chinois sont très « protectionnistes » : l'exécution de jugements étrangers est longue et très coûteuse, avec des demandes de frais souvent abusives. Même

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Plus grand exportateur et 2<sup>e</sup> plus grande économie du monde, la croissance Chinoise s'est longtemps reposée sur les exportations et l'investissement. Depuis quelques années, les autorités voudraient orienter davantage l'activité économique vers la consommation privée. À long terme, l'endettement, le rôle prédominant des entreprises d'État dans certains secteurs et le vieillissement de la population pourraient peser sur les perspectives de croissance. Depuis fin 2020, la situation conjoncturelle domestique satisfaisante a conduit les autorités chinoises à mettre en place des politiques budgétaires et monétaires plus restrictives. L'économie chinoise connaît donc un ralentissement plus fort que prévu depuis mi-2021, qui est susceptible de conduire à davantage de défauts de paiement des entreprises, déclenchant une certaine volatilité sur les marchés financiers. La croissance économique chinoise devrait atteindre 7,9 % en 2021 et 5,2 % en 2022.

### RECOUVREMENT

Le recouvrement en Chine est très difficile et peut prendre des mois voire plusieurs années. Il faut privilégier les actions amiables, être patients et favoriser le contact direct avec les débiteurs dans sa langue. Les retards de paiement doivent être gérés dans une optique de négociation plutôt que dans des démarches de relance et de pression. Il conviendra d'être attentif au délai de prescription commerciale qui est de 4 ans. Il est possible d'entamer une procédure en France mais l'exécutif d'une décision française n'est pas assuré. Enfin, il est quasi impossible d'espérer des dividendes dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité. ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

À l'heure où nous bouclons cette fiche, la menace de faillite du géant de l'immobilier chinois Evergrande (on parle d'une dette accumulée de 1 970 milliards de yuans, soit environ 260 milliards d'euros et 2 % du PIB chinois !) inquiète au plus haut point, d'autant qu'elle peut avoir des effets en cascade sur de nombreux acteurs économiques chinois. Ce n'est pas une véritable surprise. Nous le signalions bien avant l'arrivée du Covid-19 : attention à l'explosion des défaillances d'entreprises dans ce pays, y compris de très gros acteurs.

Une partie tient à la volonté des autorités d'assainir le marché et de faire le ménage parmi les entreprises « zombies ». De fait, selon les statistiques d'Euler Hermes, après une hausse de 74 % en 2017 et 69 % en 2018, l'année 2019 s'est achevée sur une augmentation de 12 % des défaillances. La plupart des autres prestataires ont une vision aussi pessimiste. Comme l'écrivait il y a quatre ans un analyste de Fitch Rating à Shanghai, les plus grosses entreprises seront peut-être sauvées car « too big to fail », mais les plus petites seront sacrifiées. Plusieurs grandes entreprises d'État sont en défaut de paiement, et le cas extrême d'Evergrande, qui est à court de liquidité et dont tous les projets sont arrêtés depuis des mois, illustre cette situation. Nous ne pensons pas qu'au final ces entreprises iront jusqu'à la faillite. Comme le disait un analyste, il n'y aura pas de thérapie de choc.

Évidemment, depuis la pandémie qui a éclaté début 2020, la situation s'aggrave davantage, même si les Chinois semblent s'en sortir un peu mieux que nombre d'autres pays. Pour le reste, nous ne changeons pas fondamentalement nos observations de l'an dernier. Il faut d'abord signaler que depuis plusieurs années, nous constatons une forte montée en puissance du credit management en Chine. Les grands groupes étrangers implantés dans le pays ont été les premiers à introduire ces pratiques, puis très rapidement les entreprises chinoises elles-mêmes qui, compte tenu du contexte économique, ont très vite intégré

la culture « cash ». Cela se traduit par la création de nombreuses sociétés de conseil en credit management, des études publiées sur Internet, des forums... Ne pas hésiter à contacter des collègues sur place pour demander des conseils et/ou des renseignements.

Par ailleurs, on ne le répétera jamais assez, si le montant de la transaction le justifie, vérifiez le pouvoir de votre partenaire ! Intrum Justitia et Coface dès 2006 dans leurs publications, Atradius encore en 2012 (dans une étude intitulée *Le succès de vos relations commerciales avec la Chine : 10 principes clés pour réussir*), tous ces spécialistes insistent longuement sur cet aspect crucial des opérations avec la Chine. Car rappelons que, depuis 2010, une réglementation de la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) classe les importateurs en trois catégories : A, B et C. Ceux classés C ne peuvent ni payer par avance, ni obtenir de crédits documentaires de la part de leurs banques !

Côté conjoncture, pas de changement notable, de la part des principaux assureurs-crédits, dans leur appréciation du risque chinois. Leurs analystes s'inquiètent du ralentissement en cours de l'économie et des perturbations de la production liées aux coupures d'électricité et aux perturbations persistantes des transports internationaux.

Les récentes crises sociales et l'augmentation des coûts du travail ont entraîné une forte augmentation des faillites dans les secteurs du jouet et du textile. La fragilité de la trésorerie des entreprises chinoises ne va donc pas s'estomper, d'autant plus que la plupart n'ont pas accès au crédit bancaire court terme et ne peuvent que soit approcher le marché parallèle (*shadow banking*), soit user du crédit interentreprise, d'où les délais de paiement très longs déjà évoqués dans notre fiche.

Enfin, si le risque pays Chine demeure moyen, le risque commercial demeure, lui, très élevé. Comme le soulignait déjà Coface en mars 2016, le risque de crédit des entreprises chinoises ne  
(suite page suivante)



cesse de se dégrader. Et les dernières dispositions des autorités chinoises laissent un peu perplexe. Pour se soulager de leurs mauvaises créances (et elles sont nombreuses), il est en effet suggéré aux banques d'échanger leurs créances à risques contre des actions, en clair, devenir actionnaire d'entreprises défaillantes... Comme le soulignent tous les observateurs, cette initiative a aggravé le risque bancaire en Chine.

Il faut donc maintenir, selon le montant des transactions, le crédit documentaire confirmé, le plus souvent silencieusement, et le virement Swift garanti par une lettre de crédit standby (hélas, de plus en plus difficile à obtenir) ou par une assurance-crédit.

Attention ! En matière de crédit documentaire, les banques chinoises continuent à être très inventives pour les réserves, sources de délais supplémentaires. Regarder à deux fois la rédaction des lettres de crédit et soigner la présentation des documents.

Attention également à la législation locale en matière de crédit documentaire. « The

Provisions of the Supreme People's Court on Some Issues Concerning the Trial of Cases of Disputes over Letter of Credit » sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et sont, dans certains aspects, incohérentes avec les Règles et Usances Uniformes 600 de l'ICC (*International Chamber of Commerce/Chambre de commerce internationale*). L'interprétation de ces principes étant pour le moins complexe, l'ICC a publié en 2013 un excellent ouvrage : « The law of letters of credit in China », par Jin Saibo, ICC Publication No. 736, 2013.

Nous ne terminerons pas cette note sans quelques mots sur la clause de réserve de propriété en Chine. Si celle-ci est effectivement prévue par un article du droit des contrats, son application pose un problème majeur : pour être réellement efficace, il faut que les deux parties résident sur le territoire chinois. Pour contourner cette difficulté, il faut soit vendre le produit à une filiale locale, soit à un agent importateur. Attention aussi à l'impact du processus de dédouanement en Chine, très long et très onéreux, qui peut également entraîner des retards de paiement.

si le droit français est plus favorable que le droit chinois, pour des affaires de montant très significatif, un droit neutre (droit suisse, par exemple) sera plus approprié.

- Plus encore que dans d'autres pays, vérifier les pouvoirs réels, dans l'entreprise cliente, de la ou des personnes passant commande.



Attention au délai de prescription commerciale : deux ans pour les ventes domestiques et, selon l'article 129 du « Contract Law of the People's Republic of China », quatre ans pour les contrats de vente internationale et les contrats de technologies import et export.

**Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 51/190**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations

disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Chine était classée au 56<sup>e</sup> rang mondial (+9 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 21 h. ; coût 256 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (9 h. ; 74 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 241 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (13 h. ; 77 USD). ■

ASIE-Océanie.

# CORÉE DU SUD • KRW

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : moyen à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 51,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,6 % (estim.) ; 2020 : -1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
43 480

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 512,498 (-5,48 %)  
Import : 467,633 (-7,1 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Chine 23,3 %
- 2 - États-Unis 12,4 %
- 3 - Union européenne 11,8 %
- 4 - Japon 9,8 %
- 5 - Vietnam 4,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
5,478 Md USD, -5,50 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 33/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : B ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

C'est très difficile. Dans la comptabilité des entreprises sud-coréennes, le manque de transparence est total. Les comptes sont souvent indisponibles ou peu fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires européens et français sur place et des autres fournisseurs. Essayer également une société plus axée sur les investissements :

• **Korea Investors Services** (filiale de Moody's)  
<http://www.kisrating.com/eng/>

### • Les prestataires français

Ellisphere ([www.ellisphere.fr](http://www.ellisphere.fr)) et

Altaires ([www.altaires.fr](http://www.altaires.fr)).

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le won sud-coréen (KRW).

Taux de change au 10 octobre 2021

1 EUR = 1 383,42 KRW

1 KRW = 0,00072 EUR

1 USD = 1 195,65 KRW

1 KRW = 0,00083 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et, de plus en plus souvent, l'euro (EUR).

### → Conseillés

Virement Swift garanti éventuellement par une lettre de crédit standby ou une couverture d'assurance-crédit, ou crédit documentaire confirmé si le montant le justifie. À noter que depuis longtemps, Export.gov, le site officiel du dispositif fédéral de soutien aux exportateurs aux États-Unis – l'équivalent de Business France dans ce pays –, recommande fortement aux exportateurs américains de traiter en crédit documentaire confirmé non seulement avec de nouveaux clients mais également avec

les clients réguliers, surtout pour les transactions de montant significatif. Un conseil pas si mauvais quand on constate l'augmentation des retards de paiement sur ce pays.

## → Déconseillés

Tous les autres et surtout la remise documentaire même si les importateurs coréens exercent une forte pression sur les exportateurs pour imposer cette mauvaise pratique.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Environ 30 % de paiements d'avance au plan international. Sinon la majorité des transactions est à 30 jours ou 45 jours. Notons quelques opérations à 60 jours, mais ne pas accepter de délai au-delà. Attention à la pression : comme en Chine, de plus en plus d'importateurs coréens essaient d'obtenir des délais plus longs, pouvant aller jusqu'à 180 jours, ce qui est proche des délais négociés localement.

### → Risques de retards de paiement

Moins de 30 % des transactions sont payées dans les délais prévus. Les retards sont deve-

nus la règle depuis plusieurs années, en général inférieurs à 30 jours. Dans son étude sur le BFR dans le monde, parue fin juillet 2021, Euler Hermes créditait la Corée du Sud d'un DSO (*Days Sales Outstanding*) de 59 jours, soit une légère amélioration. Aussi, au risque de nous répéter, ne pas céder un pouce dans les négociations commerciales : au-delà d'un certain montant significatif, imposer le crédit documentaire ou un virement garanti.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir mais ils sont difficiles à négocier.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont difficiles à obtenir de la part des entreprises coréennes ; il faut être dans un rapport de force très favorable. Un point positif : la lettre de crédit standby est de plus en plus utilisée. Il est donc recommandé d'insister.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Privilégier la transaction extrajudiciaire.
- Il n'existe pas de tribunaux de commerce en Corée. Une juridiction unique juge les affaires

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Après la destitution de la Présidente sud-coréenne le 10 mars 2017, la situation s'est stabilisée avec l'élection du président Moon Jae-in, redonnant une visibilité aux milieux d'affaires. Toutefois, la croissance économique ralentit, subissant l'effet du ralentissement économique global et du commerce mondial. Sur le plan des défaillances d'entreprises, les années 2017, 2018, 2019 et 2020 se sont achevées sur une baisse significative des défaillances. Pour les deux années à venir, dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une baisse des défaillances de 18 % à fin 2021 suivie par une hausse de 5 % pour l'année 2022. Dans ce pays comme dans beaucoup d'autres, cette baisse est largement imputable aux mesures exceptionnelles

prises par le gouvernement pour éviter une explosion des faillites.

Concernant les pratiques de paiement, on constate depuis quelques années un allongement des délais de paiement négociés et une tendance à la hausse des retards de paiement. La prudence s'impose toujours dans les transactions commerciales de montants significatifs avec les opérateurs sud-coréens, même si l'entrée en vigueur du traité de libre-échange avec l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> juillet 2011, en fait toujours un pays porteur pour les exportateurs français. Attention également à demeurer ferme dans la négociation des clauses financières lors de la rédaction des contrats commerciaux.



civiles et commerciales. Les tribunaux sont donc très encombrés et font preuve d'un excès de formalisme, source de lenteur et de lourdeur.

- Mais le Coréen du Sud est en principe bon payeur, même si l'on constate des retards de paiement, et les actions portées devant les tribunaux sont plus des actions pour litiges techniques que commerciaux.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 11/190.**

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

La Corée du Sud, 4<sup>e</sup> économie d'Asie, est particulièrement portée vers les exportations, notamment dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile et de la construction navale. Grâce à une gestion de la pandémie de Covid-19 permettant d'éviter un confinement généralisé, le PIB n'a baissé que de 0,9 % en 2020. L'activité économique devrait rebondir de 4,1 % en 2021, suivi d'une croissance économique de 2,9 % en 2022. Par ailleurs, les indicateurs macroéconomiques nationaux affichent des niveaux satisfaisants. La principale faiblesse de l'économie coréenne réside dans la dépendance de ses exportations vis-à-vis de la Chine, en proie aux tensions internationales et au ralentissement de l'économie chinoise. Après une baisse de 18 % des défaillances d'entreprises en 2021, une légère hausse de 5 % est prévue pour 2022.

### RECOUVREMENT

Les débiteurs coréens réagissent rapidement aux relances amiables, généralement très peu d'impayés sont recensés. La phase amiable fonctionne bien, avec des paiements reçus rapidement après les premières actions de recouvrement sauf en cas de litige. Le plus grand défi dans cette zone est la barrière de la langue. Afin de maximiser vos chances de recouvrer, il est préférable d'avoir recours à un agent local qui parle la langue et connaît les coutumes du pays. Enfin, les procédures judiciaires sont complexes pour les sociétés étrangères et une décision favorable n'est pas toujours assurée à l'issue de la procédure. ■

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Corée du Sud était classée au 36<sup>e</sup> rang mondial (-3 places rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 13 h. ; coût 185 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 11 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 6 h. ; coût 315 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 27 USD). ■



## ASIE-OCÉANIE.

# HONG KONG • HKD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon mais à surveiller  
Risque client : bon mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

Province à statut spécial de la République populaire de Chine, importante plateforme d'importation et de réexportation vers la Chine continentale.

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 7,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 4,3 % (estim.) ; 2020 : -6,1 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
62 510

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 548,773 (+2,7 %)

Import : 569,769 (-1,4 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 43,8 %

2 - Taïwan 9,4 %

3 - Singapour 7,2 %

4 - Japon 5,8 %

5 - Union européenne 5,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
5,927 Md USD, -8,50 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 11/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Le marché du renseignement commercial est en théorie beaucoup plus facile qu'en Chine, et les informations fournies sont en général assez fiables. Cela a incité de nombreuses entreprises à se lancer dans ce marché lucratif du renseignement commercial et du recouvrement. Elles se sont aussi presque toutes spécialisées dans le conseil, voire l'externalisation du credit management. En voici une sélection :

• **Asian CIS**

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

Fax. : +886 2 2875 4360

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

Ce prestataire couvre quasiment toute la zone Asie et Océan indien, y compris des pays réputés difficiles (Afghanistan, Bangladesh, Azerbaïdjan, Corée du Nord, etc.).

• **Daily Credit Management Ltd**

Tél. : +852 2893 1088

[www.dailycr.com](http://www.dailycr.com)

[enquiry@dailycr.com](mailto:enquiry@dailycr.com)

• **Total Global Credit and Risk Solutions** (également efficace sur la Chine et le Sri Lanka)

[www.totalcredit.com.hk](http://www.totalcredit.com.hk)

Tél. : +852 2850 6682

[inquiry@totalcredit.hk](mailto:inquiry@totalcredit.hk)

• **Dun & Bradstreet (HK) Ltd.**

[www.dnbasia.com/hk](http://www.dnbasia.com/hk)

Tél. : +852 2516 1111

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dollar de Hong Kong (HKD).

Librement convertible.

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 9,00800 HKD

1 HKD = 0,11096 EUR

1 USD = 7,78348 HKD

1 HKD = 0,12846 USD





À Hong Kong, toute monnaie, y compris le renminbi de la Chine continentale, peut être apportée et vendue sur le marché ouvert. La plupart des banques couvrent ainsi le renminbi « offshore » de la Chine continentale. Les visiteurs peuvent échanger des devises étrangères dans toute banque, bureau de change ou comptoir d'hôtel. Toutes les banques donnent les taux de change quotidiens, mais le dollar de Hong Kong suit l'évolution du dollar américain.



Attention : Donald Trump avait menacé de révoquer le statut spécial accordé par les États-Unis à Hong Kong. Cela pourrait avoir un impact important sur l'attractivité économique de cet État, l'une des quatre plus importantes places financières au monde. Attendons de voir comment réagira la nouvelle administration américaine sous Joe Biden.

#### → **Monnaies de facturation des échanges**

Le dollar américain (USD) et l'euro (EUR), de plus en plus utilisés.

#### → **Conseillés**

Selon le montant de la transaction, soit virement Swift éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit, soit crédit documentaire éventuellement confirmé.

#### → **Déconseillés**

Tous les autres.

### **4. CONDITIONS DE PAIEMENT**

#### → **Délais de paiement habituels**

Environ 40 % des transactions à l'international sont à vue, sinon à 30 jours. Sur le marché domestique, les délais se sont considérablement allongés. Selon Atradius, dans une étude publiée en juin 2021, de délai moyen est de 37 jours.

#### → **Risques de retards de paiement**

Dans une étude sur les pratiques de paiement en Asie Pacifique, publiée en juillet 2021 et couvrant la période allant d'octobre 2020 à mars 2021, Coface mentionne un délai moyen de paiement de 81 jours. 95 % des entreprises ont fait face à des retards de paiement, et 32,3 % des retards étaient supérieurs à 90 jours.

Selon Atradius, dans l'étude précitée, 44 % des entreprises règlent dans les délais négociés et le DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen est de 64 jours.

Toutefois, Cribis Dun and Bradstreet, dans son étude *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 28 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Et 2,7 % règlent avec plus de 90 jours de retard.

## **LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER**



Les retards de paiement ont sensiblement augmenté ces dernières années à Hong Kong. On a aussi constaté un allongement des délais accordés dans certains secteurs. Tout comme en Chine continentale, les statistiques sur les défaillances d'entreprises sont très différentes d'un prestataire à un autre et donc à prendre avec réserves. Il semble que certains incluent les faillites personnelles.

L'évolution des défaillances est en dents de scie depuis plusieurs années. En 2018, les faillites sont reparties à la hausse avant de reculer à nouveau en 2019. Avant la pandémie, la plupart des

observateurs anticipaient une nouvelle hausse pour 2020 mais celle-ci ne s'est pas produite. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes indique ainsi une faible baisse des défaillances à fin 2020 (-4 %). Pour 2021, l'assureur-crédit prévoit une baisse plus forte encore de 24 % avant un rebond de 3% pour l'année 2022. Atradius anticipe pour sa part une hausse de 22% des faillites sur la période allant de 2019 à 2022.

Rester très attentif, surtout avec de nouveaux partenaires ou encore des entreprises clientes dans les secteurs du textile ou du tourisme.



## → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier si le montant le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir sans difficulté particulière, que ce soit des garanties bancaires classiques ou des lettres de crédit standby.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Au choix, on peut opter pour le droit français ou le droit local.
- Un jugement devant le tribunal local sera plus rapide que l'exécution à Hong Kong d'un jugement rendu en France.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Principalement centrée sur les services financiers et logistiques, l'économie hongkongaise est portée aux deux tiers par la consommation des ménages. Malgré ses atouts, Hong Kong compte des inégalités économiques importantes, renforcées par un coût important de l'immobilier résidentiel. L'économie pourrait aussi souffrir des conséquences de sa forte dépendance aux exportations vers la Chine et des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine. L'économie a subi en 2020 la récession la plus importante de son histoire, avec un recul du PIB de 6,1 %. La croissance économique devrait atteindre 6,4 % en 2021 et 3,4 % en 2022.

### RECouvreMENT

Le recouvrement y est complexe, avec un délai moyen de paiement entre 30 et 90 jours. Il faut agir rapidement et privilégier l'amiable. Les tribunaux sont plutôt rapides lorsqu'une procédure judiciaire est entamée. Néanmoins, ils encouragent de plus en plus les parties à avoir recours à des modes alternatifs de règlements avant d'engager des poursuites. Ceux-ci ont tendance à imposer des sanctions financières à toute partie qui refuserait de manière déraisonnable à se soumettre à des procédures de négociations. Les frais de procédure judiciaires sont très élevés, notamment les frais d'avocat. ■

## → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 45/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Hong Kong était classé au 29<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 1 h. ; coût 0 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 12 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 19 h. ; coût 266 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 57 USD). ■



ASIE-OCÉANIE.

INDE • INR



#### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : moyen pour les grands  
groupes indiens, mauvais pour les PME

CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 1 378,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 12,6 % (estim.) ; 2020 : -8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
6 390

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 276,302 (-15 %)

Import : 372,854 (-23 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 16 %

2 - Union européenne 9,1 %

3 - États-Unis 7,2 %

4 - Émirats arabes unis 6,5 %

5 - Arabie saoudite 4,8 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
4,853 Md EUR, -18,88 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 86/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

#### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires  
B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ;  
risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 négatif (octobre 2021).

#### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

C'est assez difficile, voire quasi impossible  
sur les PME. Absence de bilans et quand ils  
existent, ils sont très peu fiables. Se rappro-  
cher des entreprises et sources françaises  
implantées localement

Quelques sources spécialisées :

• **Credit Information Bureau (India) Ltd**  
(groupe Transunion depuis 2017)

www.cibil.com

info@cibil.com

• **Mira Inform (Pvt) Ltd**

www.mirainform.com

Tél. : +91 22 4044 8000

mira@mirainform.com

En ligne, informations intéressantes sur les  
entreprises indiennes et les secteurs d'activité.

#### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La roupie indienne (INR).

Librement convertible sur le compte des tran-  
sactions courantes.

Taux de change au 10 octobre 2021 :

1 EUR = 86,6044 INR

1 INR = 0,01150 EUR

1 USD = 74,8500 INR

1 INR = 0,01332 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain (USD), l'euro (EUR) de plus  
en plus fréquemment, y compris avec les  
administrations.

→ **Conseillés**

Selon le montant de la transaction et la solva-  
bilité de l'acheteur, virement Swift garanti soit  
par une lettre de crédit standby (SBLC), soit par  
une assurance-crédit. Sinon, crédit documen-  
taire irrévocable et en fonction du montant,  
faire confirmer.



## → Déconseillés

Tous les autres et surtout la remise documentaire, trop peu fiable en Inde, source de retards de paiement. Les importateurs indiens essayent de faire du « forcing », refuser même si ancienneté de la relation commerciale ou alors faire garantir soit par une assurance-crédit, soit une SBLC. Sur certains sites, une pratique courante en Inde est recommandée, les chèques postdatés. Soyons un peu sérieux. Même si en droit bancaire indien, ils sont considérés comme un titre de reconnaissance de dette, c'est tout juste acceptable dans les transactions domestiques, et encore, mais à ne surtout pas accepter dans le cadre d'une transaction transfrontalière.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La diminution des paiements d'avance ou à vue que l'on avait pu constater sur ces dernières années se stabilise et semble même repartir à la hausse. Le paiement d'avance est à privilégier, surtout avec les nouveaux clients, sinon n'accorder que 30 à 45 jours de délai maximum.

Depuis le début de la pandémie, on constate un allongement des délais de paiement, accordés et réels. Selon le Baromètre Atradius (juin 2020), le délai moyen local accordé était de 39 jours. Ne pas céder à la pression des importateurs qui vont tenter d'obtenir des délais supérieurs. Mais attention, ce ne sont que des délais théoriques, les entreprises ayant répondu au questionnaire ayant vraisemblablement voulu se donner bonne conscience.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour l'Inde en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 69 jours (plus deux jours par rapport à 2018),

Cribis Dun and Bradstreet, dans son étude *World Payment Study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 53,7 % des entreprises respecteraient les échéances négociées, ce qui montrerait une certaine amélioration. Mais 15,6 % règlent avec plus de 90 jours de retard. Coface, dans son *Asia Corporate Payment Survey* de juillet 2021, mentionne que 95 % des entreprises indiennes reconnaissent avoir subi des retards de paiement durant les 12 mois précédents. Et pour 7,2 % d'entre elles,

des retards supérieurs à 90 jours. Toujours selon la même étude, les entreprises du panel consulté mentionnent un DSO de 60 jours.

Donc, les retards sont très fréquents, comme on vient de le voir ci-dessus, notamment lorsqu'il s'agit des sociétés indiennes de petite et moyenne taille. Mais les plus grandes entreprises aussi n'hésitent pas à profiter des failles dans les clauses financières des contrats commerciaux pour ne pas respecter les délais négociés, cette dégradation est constatée dans tous les secteurs.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier, sous réserve d'un plafond de 100 000 USD pour les entreprises publiques et 200 000 USD pour les entreprises privées. Tout dépassement nécessite la fourniture d'une garantie bancaire par le fournisseur étranger. Selon la *Master Circular on Import*

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'Inde est une économie spécialisée dans les services, en particulier les services informatiques, avec une imbrication forte dans les chaînes de valeurs internationales. Les finances publiques indiennes ont souffert de la pandémie, avec un déficit public estimé à 10,4% du PIB en 2021 et prévu à 9% en 2022. Compte tenu de l'espace budgétaire limité pour poursuivre un fort stimulus, les autorités vont certainement s'appuyer sur des réformes de libéralisation et de privatisation de l'économie afin de soutenir la croissance. Le pays devrait bénéficier du dynamisme de la demande mondiale pour les services informatiques. La croissance économique indienne devrait atteindre 8,2% en 2021 et 6,5% en 2022 (années fiscales).

### RECouvreMENT

Le comportement de paiement des entreprises indiennes est médiocre et le DSO est excessif. Dans le cadre du recouvrement amiable, les négociations avec les débiteurs indiens peuvent s'avérer longues et ardues avec des litiges commerciaux souvent invoqués. Nous vous conseillons de vous appuyer sur un réseau local pour négocier avec les débiteurs et ainsi respecter les coutumes locales. Le système judiciaire indien est d'inspiration britannique mais reste complexe. Les coûts et les délais sont tels qu'il est déconseillé d'intenter une action en justice. Le délai de prescription des créances commerciales est de 3 ans avec une possibilité de prolongation de 3 ans si le débiteur reconnaît la dette par écrit ou la paie en partie. ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Pas de changement dans nos observations des éditions précédentes de cette fiche. Faire des affaires avec l'Inde reste très compliqué. Si le risque pays demeure assez bon, le risque client stagne à un niveau moyen pour les grands groupes et, hélas, mauvais voire très mauvais pour les PME. Contrairement à ce qu'annonçaient certains, la capacité de résistance de l'Inde à une crise venue de l'extérieur, telle que la crise sanitaire liée au coronavirus, a ses limites : on l'a vu avec la flambée meurtrière d'infections liées au variant Delta qui a frappé le pays en avril-mai 2021, l'obligeant à fermer ses frontières et à mettre en œuvre des restrictions sanitaires drastiques, y compris l'interdiction d'exportation de vaccins pour privilégier la vaccination de la population indienne.

Tout comme le Brésil, l'Inde est l'une des principales déceptions quant à l'avenir brillant des BRICS. Les entreprises indiennes, et surtout les PME, souffrent terriblement de la raréfaction du crédit bancaire. Les retards de paiement se multiplient et, à l'import, les acheteurs sollicitent des délais de plus en plus longs. Il y a deux ans, Coface avait constaté à nouveau une dégradation des retards de paiement après un mieux. Vraisemblablement la conséquence du relâchement de certains exportateurs qui, pour gagner des contrats, ont sacrifié le principe le plus élémentaire : sécuriser les clauses financières.

Il est assez délicat de commenter les défaillances d'entreprises. Les données sont peu fiables et la situation rappelle celle que l'on connaissait en Espagne il y a une dizaine d'années : on peut être en cessation de paiement et mettre la société en sommeil pendant des années sans tomber sous le régime juridique de la faillite. De nombreuses voix se sont élevées en Inde pour copier le modèle américain de la procédure de sauvegarde, mais le nouveau « Insolvency And Bankruptcy Code 2015 », entré en vigueur début décembre 2016, ne semble pas vraiment répondre à cette attente : comme le dit si bien

un analyste de la Banque mondiale, il va surtout permettre d'accélérer la liquidation des entreprises, avec un délai ramené à un an au lieu de quatre en moyenne actuellement. Notons toutefois pour information que, comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises pour « freiner » l'explosion des défaillances consécutives à la pandémie. Pour des statistiques détaillées, consulter le site du *Insolvency and Bankruptcy Board of India* (<https://www.ibbi.gov.in/publication>).

On constate également toujours une nette augmentation des remises en cause de contrats, sous forme de reports dans le temps, ou d'annulations pures et simples. Il faut donc soigner la rédaction des contrats, avec des clauses protectrices. Dans le cadre des négociations des clauses financières, ne pas céder à la pression des importateurs qui font souvent du « forcing » pour proposer la remise documentaire en laissant entendre que la législation bancaire leur impose cette pratique. C'est totalement erroné. Curieusement, certaines banques françaises recommandent ces pratiques à leurs clients exportateurs, mais il faut impérativement refuser, sauf à s'exposer à des retards de paiement qui peuvent être significatifs, quels que soient la qualité de l'acheteur et le niveau de relations commerciales.

Privilégier soit le crédit documentaire, éventuellement confirmé, soit le virement Swift, garanti selon le montant par une lettre de crédit standby ou une assurance-crédit. Mais attention à la rédaction des crédits documentaires : ils incluent souvent des clauses très défavorables au bénéficiaire. Lire attentivement, notamment, les « conditions annexes au crédit » (rubrique 47 A et B). Penser à bien négocier les clauses du crédit documentaire en amont, via des instructions d'ouverture annexées au contrat ou à la facture pro-forma. En matière de crédits documentaires, les banques indiennes sont particulièrement tatillonnes dans l'examen des documents. *(Suite page suivante)*

Attention aussi à la rédaction des textes de crédit documentaire, surtout quand ils sont émis par des banques indiennes en province : ils sont parfois rédigés dans un très mauvais anglais, avec des clauses contradictoires, voire incompréhensibles. C'est délibéré. Il s'agit de pousser l'exportateur non averti à la faute. L'instruction du 1/7/2008 (Master Circular n° 08/2008-09) émise par la Banque centrale

indienne (*Reserve Bank of India*) recommande très fortement aux banques indiennes de suivre, notamment, les Règles et Usances uniformes relatives aux crédits documentaires de l'ICC en tenant compte, néanmoins, des spécificités liées à la réglementation locale. Ces derniers mots se passent de tout commentaire. Attention également à la lenteur et à la lourdeur administrative à tous les niveaux : bancaire, douanier, etc.

of Goods and Services No.13/2012-13, cette garantie bancaire peut être émise sous forme de lettre de crédit standby. La banque indienne peut éventuellement porter ce plafond à 5 millions USD pour un client importateur bien connu. La circulaire prévoit des plafonds différents pour certains secteurs, diamants et aéronautique, par exemple.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont possibles en Inde. Sur les délais, en général, un client bien connu de la banque émettrice peut obtenir la garantie dans la journée. Pour certaines opérations, la délivrance peut prendre plusieurs jours, compte tenu du formalisme administratif. Le coût varie en fonction du risque. La lettre de crédit standby est d'un usage de plus en plus fréquent. Exemple de commission : 0,175 % par mois, avec un minimum de 0,30 % si la durée est inférieure à deux mois.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Les cours civiles (*District Court/High Court*) sont compétentes pour trancher des litiges relatifs au recouvrement de créances.

• Nous sommes en pays de droit anglo-saxon, pays de « common law ». Mais attention, les tribunaux sont engorgés !

Néanmoins, il est préférable d'engager une procédure localement, sinon l'exécution du jugement risque de se révéler très longue, coûteuse et, au final, aléatoire. D'autant plus que l'article 13 du Code civil indien est très ouvert quant aux clauses de rejet des décisions rendues à l'étranger et qu'il est alors quasiment

impossible de faire reconnaître un jugement rendu à l'étranger.

Pour information, il existe depuis 2016 un nouveau tribunal, *the National Company Law Tribunal (NCLT)*, proposant en théorie des procédures rapides. Mais à ce jour, il n'est compétent que pour les affaires domestiques.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 52/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Inde était classé au 68<sup>e</sup> rang mondial (+12 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 52 h. ; coût 212 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (12 h. ; 58 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 65 h. ; coût 266 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (20 h. ; 100 USD). ■

# ASIE-OCÉANIE. INDONÉSIE • IDR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller

Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 270,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :

2021 : 4,3 % (estim.) ;

2020 : -2,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :

11 750

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 163,306 (-2,61 %)

Import : 141,622 (-17,31 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 26,2 %

2 - Singapour 10,3 %

3 - Japon 9,1 %

4 - Union européenne 6,7 %

5 - Thaïlande 5,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :

1,150 Md USD, -34,02 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 102/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A4 ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Pour les PME indonésiennes, compte tenu de la pauvreté des informations publiées et donc disponibles, ne pas s'attendre à des informations très fiables.

Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs. Une source toutefois :

• **PT. Data Consult Inc.**

[www.datacon.co.id](http://www.datacon.co.id)

Tél. : + (62 21) 390 4711

Nombreuses informations sectorielles sur l'Indonésie : [info@datacon.co.id](mailto:info@datacon.co.id)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La roupie indonésienne ou rupiah (IDR).

Convertible.

Taux de change au 11 octobre 2021 :

1 EUR = 16 475,3 IDR

1 IDR = 0,00006 EUR

1 USD = 14 239,4 IDR

1 IDR = 0,00007 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain (USD) et l'euro, de plus en plus utilisés. Le yen (JPY) et le dollar singapourien (SGD) sont également utilisés.

→ **Conseillés**

Crédit documentaire irrévocable et confirmé ou virement garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby. Le nombre de crédits documentaires a fait un bond ces dernières années : au niveau mondial, ils sont utilisés dans plus de 40 % des transactions ; et la tendance va vraisemblablement se poursuivre.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.



## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Entre 35 et 40 % de paiements d'avance ou à vue et sinon de 30 à 45 jours. Selon le dernier Baromètre Atradius (juin 2021) les délais de paiement accordés se sont allongés avec la pandémie, parfois de plus d'un mois dans certains secteurs. Privilégier une transaction à 30 jours avec au maximum un allongement à 45 jours si en plus l'opération est sécurisée.

### → Risques de retards de paiement

Les retards continuent de se dégrader. Selon le Baromètre Atradius cité plus haut, environ 52 % des factures ne sont pas payées dans les délais négociés. Si sur le marché domestique le délai moyen de retard est d'environ 25 jours, le règlement des importations est hélas encore moins satisfaisant : des retards de 1 à 4 mois sont constatés pour les transactions internationales non sécurisées.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en obtenir et recommandé d'en demander.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les banques locales accordent leur garantie sous réserve d'un dépôt en liquide équivalent au montant garanti. Attention cependant aux carences du système légal, qui ne permet pas toujours de se retourner en cas de litige. L'usage des lettres de crédit standby est de plus en plus fréquent.

### Bon à savoir

En principe, le contrôle des changes est abandonné depuis 1967 au profit d'un système totalement libre.

Sauf qu'en vertu de la réglementation n° 7/14/PBI/2005, les banques commerciales sont soumises à des restrictions sur les transactions en rupiah et en devises (concernant les montants, les contreparties, etc.) et ce, pour aider à la stabilisation de la rupiah. En outre, les non-résidents ne peuvent détenir et placer des rupiahs sauf dans le but d'investir dans le pays. La réglementation ci-dessus a en partie été modifiée, dans un sens plus contraignant encore, par le règlement 10/28/PBI/2008.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- La *Jakarta Central District Court* (Pengadilan Negeri Jakarta Pusat).
- Attention, les jugements sont très longs, les procédures coûteuses et les décisions très aléatoires.

Notons la très mauvaise note attribuée, dans une récente étude d'Euler Hermes, à la complexité du recouvrement en Indonésie : 69 sur 100, 100 étant la plus mauvaise.

- Malheureusement, il est très difficile de faire exécuter en Indonésie un jugement rendu à l'étranger. On recommande donc, si c'est possible, d'opter pour un arrangement amiable.



### ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La crise sanitaire est loin d'être terminée en Indonésie. Parmi les secteurs sinistrés à cause du tarissement des voyages internationaux, il y a évidemment le tourisme. Compte tenu de la fragilité du système bancaire indonésien, de l'omniprésence de la corruption et du risque, modeste mais réel, de non-transfert (noté 3/7 par Credendo), il faut être très prudent et rigoureux dans les offres et la rédaction des contrats, et très vigilant dans le suivi des échéances. Sur les quatre dernières années, on retiendra surtout une remontée spectaculaire des crédits documentaires et un brutal raccourcissement des délais de paiement accordés dans la plupart des transactions. Localement, les entreprises sont très pessimistes quant aux délais de paiement pour 2021. Rester vigilant.



→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 38/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Indonésie était classée au 116<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 56 h. ; coût 211 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (61 h. ; 139 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 99 h. ; coût 383 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (106 h. ; 164 USD). ■



ASIE-OCÉANIE.

# JAPON · JPY

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon  
Risque client : bon,  
mais à surveiller

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 positif (octobre 2021).

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 125,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 3,3 % (estim.) ; 2020 : -4,8 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
43 760

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 641,319 (-9 %)

Import : 635,460 (-12 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 25,8 %

2 - Union européenne 11,4 %

3 - États-Unis 11,3 %

4 - Australie 5,6 %

5 - Taiwan 4,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
6,498 Md USD, -24,89 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 19/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Un organisme spécialisé :

• Teikoku Databank, Ltd.

<https://www.tdb-en.jp> (pages en anglais)

Très intéressant pour suivre l'évolution des faillites au Japon. Incontournable.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le yen (JPY). Librement convertible.

Taux de change au 11 octobre 2021 :

1 EUR = 129,86 JPY - 1 JPY = 0,00770 EUR

1 USD = 112,22 JPY - 1 JPY = 0,00891 USD

### → Meilleure monnaies de facturation des échanges

Par ordre de préférence, le yen, le dollar américain et l'euro.

### → Conseillés

Virement Swift garanti éventuellement par une lettre de crédit standby ou une couverture d'assurance-crédit. Ces dernières années on assiste à une montée en puissance des crédits documentaires. Sur le marché domestique, les entreprises japonaises utilisent beaucoup un instrument identique à notre billet à ordre : promissory note (yakusoku tegata) ; à refuser bien évidemment dans les transactions à l'international.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Environ 20 % de paiements d'avance et 10 % à vue. On constate sur le marché domestique un allongement des délais de paiement. En moyenne 45 jours, avec localement.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour le Japon en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 70 jours.

Coface, dans son enquête sur les pratiques de paiement en Asie Pacifique, publié en juillet 2021, mentionne un délai moyen de paiement de 80 jours. 41,9 % des entreprises ont fait face à des retards de paiement, et 4,5 % des retards étaient supérieurs à 90 jours.

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

Troisième économie mondiale derrière les États-Unis et la Chine, l'économie nipponne bénéficie d'un dynamisme à l'export grâce à un savoir-faire mondialement connu dans l'automobile, les biens d'équipement, l'électronique et la robotique. Cependant, le vieillissement démographique, la faiblesse de la consommation et la marge de manœuvre limitée pour poursuivre davantage une politique de stimulation monétaire pourraient limiter la croissance à long terme (autour de 1%). Après un recul significatif de 4,7% en 2020, la croissance économique devrait atteindre 2,5% en 2021 et 2,9% en 2022. Nous nous attendons à une normalisation progressive des défaillances d'entreprises en 2022 (+10%) après un fort recul estimé à -23% en 2021.

### RECOUVREMENT

Les impayés y sont rares et les retards de paiements sont un piètre indicateur quant à la solvabilité de l'acheteur. Face à la complexité des actions légales, il est primordial de privilégier un recouvrement amiable. Il est quasi impossible de recouvrer au Japon depuis l'étranger à cause de la barrière linguistique et le recouvrement des créances sur place ne peut être effectué que par des avocats. Le recouvrement par voie judiciaire est assez complexe et en général déconseillé. En matière de procédures collectives, le recouvrement est difficile. La procédure d'insolvabilité peut quant à elle rapporter des dividendes mais durer plusieurs années et générer des coûts élevés. ■

### → Acomptes à la commande

On peut obtenir des acomptes à la commande. À négocier en fonction du montant.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties bancaires locales sont principalement les cautions bancaires et lettres de crédit standby. Le délai d'obtention est généralement rapide et les coûts raisonnables.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Attention : les exécutions de jugements rendus à l'étranger sont très longues, coûteuses et aléatoires.

• Il existe une procédure simplifiée (shiharai meirei), comparable à notre injonction de payer. Elle s'applique aux créances non contestées et permet d'obtenir une ordonnance du juge dans un délai de trois mois environ.

Les frais de procédure à acquitter sous forme de timbres fiscaux, à la charge du requérant, varient selon le montant de la créance. En cas



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Malgré l'impact de la crise sanitaire, le Japon reste considéré comme un assez bon risque pays par les assureurs-crédit et le niveau de solvabilité de ses entreprises jusqu'à une époque récente était qualifié de relativement bon. Hélas, comme dans presque tous les autres pays de l'OCDE, les entreprises japonaises ont été très touchées par la récession mondiale et la crise financière de 2008-2009. De plus, les suites de la catastrophe qui a frappé le pays en mars 2011 – Tsunami puis accident nucléaire de Fukushima – font encore planer de l'incertitude sur la santé financière des opérateurs dans certains secteurs d'activité, l'automobile, par exemple. Les conséquences du ralentissement de l'économie et du commerce sur le plan mondial sont à suivre attentivement. En matière de défaillances d'entreprises, comme pour la plupart des pays, les assureurs-crédit sont assez pessimistes pour les années à venir, même si, comme dans de nombreux autres pays, des

dispositions ont été prises pour « freiner » l'explosion des défaillances consécutives à la pandémie en cours. Émises à des périodes différentes, ces prévisions diffèrent parfois quelque peu. Ainsi, Atradius prévoit une hausse d'environ 4 % des défaillances entre 2019 et 2022. Euler Hermes anticipe une baisse de 23 % sur 2021 et une hausse de 10 % sur 2021. Plus concrètement, sur le premier semestre 2021, Teikoku constate une baisse de 23% par rapport à la même période en 2020.

**Attention** : ces dernières années, on a constaté une faible hausse des retards de paiement. En réaction, la grande majorité des exportateurs s'est protégée en revenant au bon vieux crédit documentaire et en raccourcissant brutalement les délais de paiement accordés. Il reste donc plus judicieux de prendre des précautions (garantie sous forme de standby de paiement ou assurance-crédit) lorsque l'on accorde un délai de paiement à son client.

de contestation, la procédure est convertie en procédure de droit commun.

• La procédure de droit commun se déroule auprès des institutions suivantes :

- Tribunal sommaire (kan-i saibansho) pour les créances inférieures à 1 400 000 JPY.
- Tribunal de district (chiho saibansho) de Tokyo ou d'Osaka pour les créances supérieures à ce montant (équivalent du tribunal de grande instance).

• La transaction extrajudiciaire est à privilégier au Japon. Une fois un accord obtenu, il faut veiller à le faire enregistrer par acte notarié en incluant une clause d'exécution forcée.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 3/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing

Business 2020 », le Japon était classé au 57<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 27 h. ; coût 272 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 54 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 40 h. ; coût 315 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 107 USD). ■



ASIE-OCÉANIE. 

## MALAISIE · MYR



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon

Risque client : bon, mais à surveiller

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 32,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 6,5 % (estim.) ;

2020 : -5,6 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

27 370

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 234,127 (-1,71 %)

Import : 189,856 (-7,38 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 20,7 %

2 - Singapour 10,5 %

3 - Union européenne 8,4 %

4 - États-Unis 8,1 %

5 - Japon 7,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,864 Md USD, -48,64 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 57/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme modéré (octobre 2021)

**Coface :** pays A4 ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 2/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Le manque de transparence et le manque de fiabilité des informations recueillies sont les caractéristiques locales. Vous pouvez tenter d'obtenir de l'information basique auprès des principaux prestataires présents en France (Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere). Privilégier les informations recueillies via les réseaux d'entreprises françaises implantées localement. Rappelons néanmoins un prestataire basé à Hong-Kong, couvrant toute cette zone :

• Asian CIS

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

Fax. : +886 2 2875 4360

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le ringgit malaisien (MYR).

Taux de change au 11 octobre 2021

1 EUR = 4,83112 MYR

1 MYR = 0,20661 EUR

1 USD = 4,17550 MYR

1 MYR = 0,23920 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain et l'euro.

→ **Conseillés**

Selon le montant, virement bancaire, éventuellement garanti par une assurance- crédit ou une lettre de crédit standby, ou crédit documentaire éventuellement confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Localement le délai moyen de paiement est

de 35 jours. A l'international, on constate une nette augmentation des paiements d'avance, dont la part atteindrait de 20 à 30 % de l'ensemble des transactions; sinon soit à vue, soit à 30 jours. Selon le secteur d'activité, on peut aller jusqu'à 45 jours maximum. L'octroi d'un délai de paiement doit dépendre de la qualité de la relation commerciale et du type de sécurisation proposé pour le règlement.

#### → Risques de retards de paiement

Selon une étude de la Coface, publiée en juillet 2021, *Asia-Pacific Payment Survey*, le délai moyen de paiement est de 51 jours, nettement en baisse (64 jours l'année précédente). 69,2 % des entreprises ont déclaré avoir subi des retards de paiement, dont 10,1 % à plus de 90 jours.

Les retards de paiement sont assez rares dans les opérations commerciales avec l'étranger, mais le risque existe si la transaction n'est pas sécurisée par une garantie. Lorsqu'ils surviennent, ils atteignent 10 à 20 jours.

#### → Acomptes à la commande

On peut en négocier si le montant en jeu le justifie.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

La lettre de crédit standby est de plus en plus pratiquée en substitution du crédit documentaire dans les échanges extérieurs. Les garanties classiques sont également possibles.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

On recommandera un tribunal malaisien. Les procédures sont longues et aléatoires, mais le résultat sera plus efficace que dans le cas d'une tentative d'exécution en Malaisie d'un jugement rendu à l'étranger. Dans le classement « Complexité du recouvrement » d'Euler Hermes, la Malaisie est noté très négativement (74/100).

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 40/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations

disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Malaisie était classée au 49<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 28 h. ; coût 213 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (10 h. ; 35 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 213 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (7 h. ; 60 USD). ■



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le comportement payeur des entreprises malaisiennes s'était dégradé localement sur l'année 2019. Il semble s'être sensiblement amélioré depuis. Aucune donnée concernant l'impact du Covid-19 sur les défaillances d'entreprises n'est disponible actuellement. La Malaisie demeure un bon risque, mais il faut rester vigilant.

## ASIE-OCÉANIE.

# MYANMAR • MMK

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 53,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : -8,9 % (estim.) ;

2020 : 3,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

4 650

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 16,692 (-7 %)

Import : 17,947 (-3 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 36,3 %

2 - Singapour 13,7 %

3 - Thaïlande 10,7 %

4 - Indonésie 6 %

5 - Malaisie 5,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,063 Md USD, -61,21 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 137/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 6/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 8/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Kyat (MMK).

Non convertible hors Myanmar.

Taux de change au 11 octobre 2021 :

1 EUR = 2202,05 MMK

1 MMK = 0,00044 EUR

1 USD = 1 903,22 MMK

1 MMK = 0,00052 USD

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain, l'euro.

#### → Conseillés

Virements bancaires, essentiellement offshore, via Singapour. Les banques commencent à proposer des crédits documentaires, avec des contraintes très fortes pour les importateurs. La confirmation est difficile et onéreuse.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Essentiellement paiement d'avance, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue. À condition de trouver une banque acceptant de confirmer.

#### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance de devises fortes.

#### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Très longues à obtenir et très onéreuses. Plus facile d'obtenir des standby offshore.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit birman et les tribunaux locaux sont supposés être les seuls compétents. Mais le droit de l'arbitrage birman autorise les parties à porter l'action devant une Cour d'arbitrage étrangère.

De plus, Myanmar a ratifié, le 16 avril 2013, la Convention de New York sur l'arbitrage international. À privilégier car les tribunaux locaux ne sont guère impartiaux et guère fiables. Privilégier aussi la transaction extrajudiciaire.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 164/190.

#### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Myanmar était classé au 168<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 142 h. ; coût 432 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (144 h. ; 140 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 230 h. ; coût 457 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 210 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



En préambule, sur l'année 2021, l'OCDE a dégradé le pays à la note maximum : 7/7.

De son côté Credendo a élevé le risque commercial à G (risque maximum). Sachant que l'assureur crédit note le risque de non-transfert à 6/7 et que les autres prestataires ne sont guère plus optimistes, le tableau du risque Myanmar est on ne peut plus chargé.

Pour rappel, les sanctions politiques de l'Union européenne ont été levées en 2012 (sauf celles concernant les ventes d'armes) et celles des États-Unis allégées. Business France (à l'époque Ubifrance) a rouvert un bureau dès février 2013. Comme on peut le lire aujourd'hui sur le site du Trésor français : « Faire des affaires reste compliqué en Birmanie pour les investisseurs et les exportateurs étrangers. » Ajoutons à ce tableau typique d'un pays en développement

dont l'ouverture à l'extérieur est très récente, un système bancaire très fragile et d'autant moins expérimenté qu'il a été longtemps (jusqu'en 2012) très fermé au monde extérieur.

En dehors de la Banque centrale, on compte à ce jour une dizaine de banques seulement, plus ou moins actives à l'international et encore, au coup par coup, et pas particulièrement efficaces en matière de crédits documentaires. Dans le cadre des accords Asean, les banques des autres pays membres de cette organisation ont toutefois été autorisées à s'implanter. Les assureurs-crédit sont peu présents, le plus souvent pour des opérations ponctuelles et uniquement à court terme, sauf très rares exceptions.

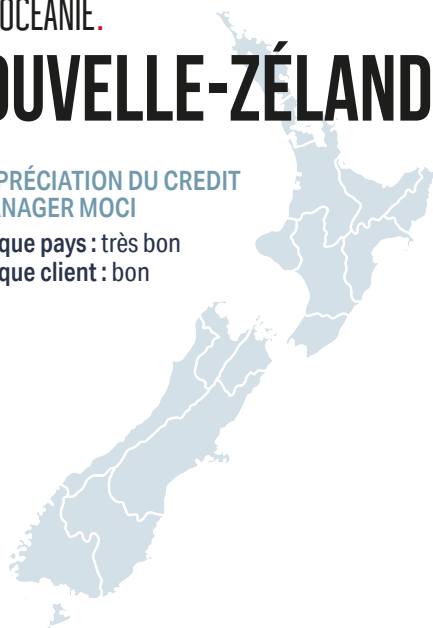
Compte tenu du risque très élevé de non-transfert (6/7 selon Credendo), privilégier le paiement d'avance et/ou offshore.

ASIE-OCÉANIE.

## NOUVELLE-ZÉLANDE • NZD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon  
Risque client : bon



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 5,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 4 % (estim.) ;

2020 : -3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

43 950

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 38,919 (-1,56 %)

Import : 37,152 (-12,21 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 22,6 %

2 - Union européenne 15,4 %

3 - Australie 12,1 %

4 - États-Unis 9,7 %

5 - Japon 5,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,421 Md USD, -28,97 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 1/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 2/10 positif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

**Attention :** les informations sur les entreprises néo-zélandaises sont rarement disponibles. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs.

Voici toutefois deux prestataires locaux :

• **ICMS CreditSystems Ltd**

(TCM Group International)

[www.icms.co.nz](http://www.icms.co.nz)

Tél. : +64 9 921 4600

[gail.seeley@icms.co.nz](mailto:gail.seeley@icms.co.nz)

Comme en Australie, D&B est devenu Illion.

Le site publie régulièrement des études sur le comportement payeur des entreprises australiennes et néo-zélandaises : <https://www.illion.co.nz/new-zealand-late-payments/>

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dollar néo-zélandais (NZD).

Taux de change au 11 novembre 2021 :

1 EUR = 1,66933 NZD

1 NZD = 0,59821 EUR

1 USD = 1,44279 NZD

1 NZD = 0,69258 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain et l'euro.

→ **Conseillés**

Principalement, virement bancaire, Swift de préférence, garanti, selon le montant et la solvabilité de l'acheteur, soit par une lettre de crédit standby (SBLC), soit par une assurance-crédit. Crédit documentaire éventuellement confirmé selon le montant. Attention, les taux de commissions locaux sont parfois assez élevés.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.



#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

##### → Délais de paiement habituels

Le délai moyen de paiement accordé est de 25 jours. Donc, ne pas facturer au-delà de 30 jours.

##### → Risques de retards de paiement

Décidemment la Nouvelle Zélande est vraiment le pays numéro 1 en matière de bon comportement payeur. Selon une étude d'Illion publiée fin décembre 2019, le délai moyen de retard était de 5,5 jours, ce que les observateurs locaux estimaient être une détérioration (légère) par rapport aux années précédentes ! 82 % des factures étaient réglées dans les délais contractuels.

Neuf mois plus tard, en pleine pandémie, le même prestataire publie le bilan du 3<sup>e</sup> trimestre 2020 : les retards de paiement atteignent 5,9 jours ! Et le pourcentage de paiements dans les délais négociés n'a pas bougé : 82 %. Dernière étude, celle publiée par le même prestataire, en juillet 2021, couvrant le 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Elle montre que 81 % des entreprises paient leurs factures dans les délais et le délai moyen de retard est toujours de 6 jours. En pleine période de Covid, entre avril et octobre 2020, les délais s'étaient détériorés de 5,2 jours à 6,1 jours.

Comme les années précédentes, ce sont les TPE et les moyennes entreprises qui respectent le plus les délais négociés et les grands groupes qui tardent le plus. De son

côté, Euler Hermes, dans son étude sur le BFR mondial publié à fin juillet 2021, place la Nouvelle Zélande à la première place des 36 pays analysés avec un délai moyen de paiement réel à faire rêver : 37 jours. Par comparaison, la France termine à la 27<sup>e</sup> place.

##### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier, mais c'est parfois difficile car cela peut être considéré comme une marque de méfiance par le client néo-zélandais.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Pas de problème pour obtenir des lettres de crédit standby ou des garanties de bonne fin de paiement. Le délai d'obtention est en principe très rapide. Les coûts dépendent de la banque et de la surface financière du donneur d'ordres.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local. Les décisions sont assez rapides.
- De plus, le droit néo-zélandais est mieux adapté au droit des affaires que le droit français.
- Privilégier aussi la transaction extrajudiciaire, amiable.

##### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 36/190.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pays exemplaire, n°1 au classement du défunt rapport Doing Business de la Banque mondiale, bien noté par tous les institutionnels et assureurs-crédit, avec l'un des plus faibles taux de retards de paiement, où est la faille ? En matière de défaillances d'entreprises, après deux années de forte baisse en 2018 et 2019, comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises pour « freiner » l'explosion des défaillances consécutives à la pandémie. Aussi 2020 s'est achevée sur une baisse de 15 %. Dans son étude

publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une hausse de 3 % à fin 2021, puis une autre de 14 % pour l'année 2022.

Bien que les entreprises néo-zélandaises soient connues pour un comportement payeur exemplaire, il est néanmoins préférable, comme en Australie, de sécuriser les opérations d'un montant significatif et les transactions réalisées avec de nouveaux partenaires commerciaux. Il est recommandé de soigner la rédaction du contrat et d'être vigilant dans le suivi des échéances.



## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Nouvelle-Zélande était classée au 63<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 37 h. ; coût 337 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 67 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 25 h. ; coût 367 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (1 h. ; 80 USD). ■

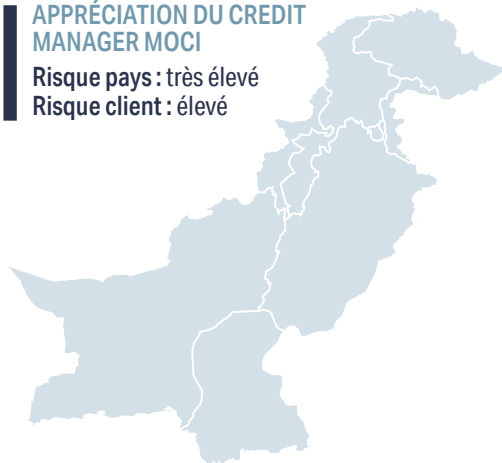


ASIE-OCÉANIE.

## PAKISTAN • PKR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 208,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 1,5 % (estim.) ;

2020 : -0,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
4 770

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 21,961 (-6 %) ;

Import : 45,804 (-9 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 27,3 %

2 - Émirats arabes unis 9,8 %

3 - Union européenne 7,6 %

4 - États-Unis 5,6 %

5 - Indonésie 5,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,356 Md USD, -19,49 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 124/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Très difficile en raison du manque total de transparence. Ne pas s'attendre à des informations très fiables. A priori aucun organisme ne s'engage à communiquer des informations sur les entreprises pakistanaises. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs. À signaler néanmoins un prestataire basé à Hong Kong qui donne des informations de base :

### • Asian CIS

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

Fax. : +886 2 2875 4360

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La roupie pakistanaise (PKR).

Taux de change au 11 octobre 2021:

1 EUR = 197,286 PKR

1 PKR = 0,00506 EUR

1 USD = 170,512 PKR

1 PKR = 0,00585 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro et le dollar (USD).

### → Conseillés

Le crédit documentaire irrévocable et confirmé. Éventuellement un virement bancaire s'il est possible de faire émettre une lettre de crédit standby (celle-ci commence à être de plus en plus utilisée au Pakistan ; certains importateurs ont cette possibilité), ou encore faire couvrir par une assurance-crédit (cette dernière solution peut s'avérer difficile à trouver et onéreuse). On peut trouver les règles en vigueur en matière d'importation sur le site de la *State Bank of Pakistan* ([http://www.sbp.org.pk/fe\\_manual/chapters/chapter13.htm](http://www.sbp.org.pk/fe_manual/chapters/chapter13.htm)).

À noter qu'en théorie, l'article 14 stipule qu'il est interdit d'émettre des crédits transférables ou « revolving » au Pakistan, sauf dérogations accordées auprès de la *State Bank*. L'article 17, pour sa part, mentionne les seuils en dessous desquels, le crédit documentaire n'est pas obligatoire : 5 000 USD dans la majorité des cas, 15 000 USD pour les autres. Les articles 9 et suivants, traitent des modalités d'ouverture.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

La pratique du paiement d'avance ou à vue est très répandue. Sinon, en matière de crédit 30 à 60 jours maximum à condition que la transaction soit sécurisée.

### → Risques de retards de paiement

Plus que probables si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie. Surtout compte tenu de l'insuffisance de devises fortes. 1 à 2 mois de retard ne sont pas rares à constater.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier, et même très fortement recommandé d'en demander, selon le montant de la transaction. À noter qu'en août 2015, la *State Bank of Pakistan* a rétabli la possibilité de percevoir des acomptes sans contrepartie d'une garantie bancaire, pour des montants inférieurs à 10 000 USD. Au-delà de ce montant, il faut impérativement une « performance garantie ».

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut obtenir des garanties bancaires classiques, mais elles sont souvent assez onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• En principe, un tribunal local uniquement. Une décision rendue en France ne sera pas reconnue.

• Pour les montants élevés, choisir une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).

• Sinon, essayer un accord amiable.



→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 58/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Pakistan était classé au 111<sup>e</sup> rang mondial (+31 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 58 h. ; coût 288 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (55 h. ; 118 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 120 h. ; coût 287 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 130 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Toujours pas de changement positif, hélas, par rapport aux précédentes éditions de cet Atlas. Le Pakistan demeure malheureusement un des plus mauvais risques pour les exportateurs : risque de non-transfert élevé (noté 6/7 par Credendo), risque d'instabilité politique très élevé, risque non négligeable sur la sécurité des étrangers, notamment occidentaux. Et tous les observateurs s'accordent pour constater que la situation ne s'est pas améliorée ces derniers mois. Attention à un phénomène constaté depuis plusieurs années dans les transactions avec des filiales de grands groupes étrangers : le plus souvent une bonne partie du personnel a été rapatriée et il n'y a plus de décideurs pour les paiements. Plusieurs exportateurs ont été ainsi piégés et ont subi des retards de plusieurs mois. Avant toute signature de contrat, se préoccuper du circuit réel des paiements et de préférence se faire payer directement par la maison mère. Les entreprises pakistanaises ne sont pas mauvaises payeuses en elles-mêmes, mais leur trésorerie est fragilisée en raison de la dégradation de la situation économique du pays ces derniers mois et de l'extrême faiblesse du système bancaire. De nombreux retards de paiement et défaillances d'entreprises sont signalés sur ce pays. À noter qu'une réforme du droit de la faillite est entrée en vigueur en juillet 2009, introduisant une sorte de procédure de sauvegarde. Attention également à la pratique assez commune des banques pakistanaises d'utiliser les Incoterms de façon erronée, FOB avion, par exemple. La plus grande prudence et la plus grande rigueur s'imposent dans les transactions commerciales avec le Pakistan.

ASIE-OCÉANIE. 

# PHILIPPINES • PHP

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller,  
tendance à la dégradation

Risque client : moyen  
à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 107,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 6,9 % (estim.) ; 2020 : -10 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
9 040

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 63,767 (-10,1 %)

Import : 90,654 (-22,76 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 22,8 %

2 - Japon 9,6 %

3 - Union européenne 7,7 %

4 - Corée du sud 7,5 %

5 - États-Unis 7,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,559 Md USD, -56,52 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 115/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B  
(octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : F ;  
risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Manque de transparence et de fiabilité des informations recueillies sur les entreprises philippines sont les caractéristiques locales. Privilégier les informations recueillies via les milieux d'affaires et institutionnels français et européens implantés localement. Une source régionale que l'on peut consulter :

• **Asian CIS**

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le peso philippin (PHP).

Taux de change au 11 octobre 2021 :

1 EUR = 58,5345 PHP - 1 PHP = 0,01705 EUR

1 USD = 50,5910 PHP - 1 PHP = 0,01974 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain essentiellement et l'euro.

→ **Conseillés**

Selon montant, crédit documentaire confirmé,  
ou virement bancaire garanti par une lettre de  
crédit standby ou par une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Les paiements d'avance sont assez difficiles à obtenir compte tenu des contraintes de la législation locale. À l'international, on constate essentiellement des paiements à vue. Éventuellement, selon l'opération et la durée de la relation commerciale, 30 à 60 jours maximum, même si les importateurs philippins font du forcing pour obtenir 90, voire 120 jours. →

Localement, 82 % des transactions se font en moyenne à 30/40 jours.

## → Risques de retards de paiement

Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 56 % des entreprises respectent les échéances négociées. Mais 22,9 % règlent avec plus de 90 jours de retard

## → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier si le montant le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

La lettre de crédit standby est de plus en plus pratiquée en substitution du crédit documentaire. Les garanties classiques sont également possibles.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Compte tenu du faible soutien des banques en matière de financement court terme des entreprises, particulièrement des PME, on observe un comportement payeur de plus en plus dégradé aux Philippines. Le pays est par ailleurs assez exposé au risque de non-transfert (noté 3/7 par Credendo). L'impact négatif de la crise sur l'économie locale pourrait entraîner une nouvelle dégradation de la trésorerie des entreprises et donc accroître les retards de paiement et les risques de défaillances. À noter qu'une nouvelle loi sur les faillites est en vigueur depuis juillet 2010, introduisant une procédure de sauvegarde. Nous recommandons d'être prudent, surtout pour les montants significatifs.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal philippin. Mais les procédures sont très longues et aléatoires.
- Privilégier l'accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 65/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », les Philippines étaient classées au 113<sup>e</sup> rang mondial (-9 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 42 h. ; coût 456 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (36 h. ; 53 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 120 h. ; coût 690 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 68 USD). ■



ASIE-OCÉANIE. 

# SINGAPOUR · SGD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très bon

Risque client : bon mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 5,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 5,2 % (estim.) ; 2020 : -5,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
86 480

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 362,534 (-7,22 %)

Import : 329,830 (-8,19 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 13,7 %

2 - États-Unis 12,2 %

3 - Malaisie 11,6 %

4 - Union européenne 10,6 %

5 - Taiwan 9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
8,004 Md USD, -17,36 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 3/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 0/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** AA1 risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1 /7 ; commercial : D ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 1/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Dans l'ensemble, à l'exception des très petites entreprises, les informations disponibles localement sont assez fiables.

Voici quelques sources locales :

### • Experian Singapore

<https://www.experian.com.sg/credit-information-services>

10 Kallang Avenue

Aperia Tower 2

Singapore 339510

Tél. : (65) 6593 7500

### • D&B Singapore

[www.dnb.com.sg](http://www.dnb.com.sg)

[csc@dnb.com.sg](mailto:csc@dnb.com.sg)

Tél. : +65 6565 6161

À noter que ces deux organismes produisent régulièrement des informations sur les délais de paiement à Singapour.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dollar de Singapour (SGD).

Librement convertible.

Taux de change au 11 octobre 2021 :

1 EUR = 1,56595 USD

1 SGD = 0,63730 EUR

1 USD = 1,35344 SGD

1 SGD = 0,73784 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain et l'euro.

### → Conseillés

Selon le montant et l'ancienneté de la relation commerciale, crédit documentaire éventuellement confirmé ou virement bancaire, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.



## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

À vue ou 30 jours maximum. Depuis la pandémie, de plus en plus de transactions entre 45 et 60 jours.

### → Risques de retards de paiement

Les retards de paiement étaient assez rares mais selon la plupart des observateurs, la situation s'est détériorée ces quatre dernières années et la crise sanitaire a mis à mal l'économie singapourienne, hub commercial pour le sud-est asiatique.

Selon Atradius, dans son Baromètre des pratiques de paiement (juin 2021), 45 % des entreprises interrogées ont constaté une augmentation des retards de paiement, certains à plus d'un mois, contre 22 jours en moyenne à la même période de 2020 (5 % à plus de 90 jours). La même étude indique toutefois que 42 % des entreprises respectent les délais de paiement.

A rapprocher de l'étude de Cribis Dun and Bradstreet, *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, qui mentionne que 41,3 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées. Dans son étude publiée en juillet 2021 sur les pratiques de paiement en

2020 en Asie Pacifique, Coface mentionne un délai moyen de paiement de 50 jours. 59,5 % des entreprises ont fait face à des retards de paiement et 14,7 % des retards étaient supérieurs à 90 jours. Enfin, Euler Hermes, dans son étude sur le BFR mondial (juillet 2021), indique un délai moyen de règlement de 66 jours.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier si le montant le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties bancaires classiques, de même que les lettres de crédit standby, sont faciles à obtenir et sont fonction, bien évidemment, de la solvabilité du client. Toutefois, elles peuvent être assez onéreuses. Exemple de tarification d'une lettre de crédit standby dans deux banques locales : 2 % l'an.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Si une décision rendue en France est assez facilement exécutoire à Singapour, il est néanmoins plus judicieux et rapide d'engager l'action devant un tribunal local.
- Les litiges commerciaux sont très rares avec

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Singapour demeure l'un des meilleurs risques pour un exportateur. Même si les entreprises ont été touchées par la crise économique, financière et sanitaire mondiale (et la chute du commerce international, dont Singapour est une plaque tournante pour l'Asie), et même si on constate une nette détérioration des délais de paiement, ceux-ci restent quand même « raisonnables » par rapport à d'autres pays.

Les tendances révélées par les différentes études citées dans cette fiche (rubrique « risques de retard de paiement ») doivent néanmoins inciter à la plus grande prudence car l'évolution des statistiques en matière de défaillances d'entreprises est très préoccupante. Après trois années de très fortes hausses (plus de 39% en

2019), l'année 2020 s'est terminée sur une baisse de 30% grâce aux dispositions qui ont été prises pour « freiner » l'explosion des défaillances liée à la pandémie en cours. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une hausse des défaillances de 8 % à fin 2021, et de 7 % pour l'année 2022. Dans une approche différente, Atradius anticipe une progression de 28% sur la période 2019 à 2022.

Néanmoins, ces données sont à relativiser quand on constate le faible nombre d'entreprises concernées. Le pays demeure solide économiquement et politiquement, et il ne souffre pas de manque de liquidités. Singapour est en outre un modèle en matière de facilités pour faire des affaires.





les opérateurs singapouriens et, en général, ils se soldent par une transaction amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 27/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement

### AVIS D'EXPERT EULER HERMES

#### RISQUES

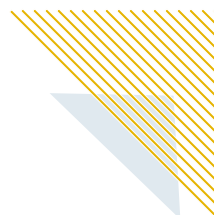
Singapour dispose de l'un des niveaux de PIB par habitant le plus élevé d'Asie. Pays particulièrement réputé pour son climat d'affaire favorable, il est classé 2<sup>e</sup> au monde par l'indicateur Doing Business de la Banque Mondiale. La cité-État est un pôle majeur du transport mondial de marchandises et s'impose progressivement comme une place financière internationale. Sa stabilité politique et sa structure économique relativement diversifiée constituent ses principaux atouts. Singapour est par ailleurs en train de devenir un digital hub, grâce aux nombreuses entreprises de la tech et de la finance qui y établissent leurs sièges sociaux régionaux. Son PIB devrait progresser de 6,7% en 2021 et de 3,9% en 2022, tandis que la hausse des défaillances d'entreprises devrait rester modérée, autour de 7% par an.

#### RECOUVREMENT

Les factures sont payées dans un délai de 30 à 60 jours et les retards de paiement sont rares. La loi ne fournit aucune directive sur la manière de traiter les retards de paiement et les contrats restent la seule référence. Privilégier le recouvrement amiable puisque les actions en justice restent coûteuses. Il faudra mener une action en justice normale, même si la dette est certaine et incontestée, puisqu'il n'existe pas de procédure accélérée. Les méthodes alternatives de résolution des litiges comprennent l'expertise, la médiation et l'arbitrage. Les procédures d'insolvabilité sont conformes aux normes internationales, il peut s'agir d'une procédure de restructuration de la dette ou de liquidation. ■

« Doing Business 2020 », Singapour était classé au 47<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 10 h. ; coût 335 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (2 h. ; 37 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 33 h. ; coût 220 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 40 USD). ■



ASIE-OCÉANIE.

## TAIWAN • TWD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon  
Risque client : moyen,  
se dégrade fortement



### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 1/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : A1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A1 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 1 / 7 ; commercial : B ; risque de transfert : 1/7 (octobre 2021).

**Atradius** : 3/10 positif (octobre 2021)

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 23,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : +4,7 % (estim.) ; 2020 : +3,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** : N.C.

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 347,193 (+5,01 %)

Import : 288,053 (+0,3 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 22,2 %

2 - Japon 16,1 %

3 - États-Unis 11,5 %

4 - Union européenne 10,1 %

5 - Corée du Sud 7,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :

1,946 Md USD, -0,49 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 28/180

Sources : 1. FMI. 2. Services économiques français à Taiwan. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations sur les entreprises de Taïwan sont rarement disponibles mais en général fiables. Quelques sociétés spécialisées :

• **China Credit Information Service LTD**

<http://www.credit.com.tw/creditonline/en/Default-en.aspx>

Tél. : +886 2 8768 3266 - [service@ccis.com.tw](mailto:service@ccis.com.tw)

• **Asian CIS**

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com) - [sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dollar de Taïwan (TWD).

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 EUR = 32,4178 TWD - 1 TWD = 0,03082 EUR

1 USD = 28,0289 TWD - 1 TWD = 0,03565 USD

→ **Monnaies de facturation des échanges**

Le dollar américain, l'euro et le yen (JPY).

→ **Conseillés**

En fonction du montant en jeu et du risque éventuel, mais aussi de l'ancienneté de la relation commerciale, un virement Swift (environ 60 % des transactions), éventuellement garanti par une assurance-crédit ou une lettre de crédit standby, sinon crédit documentaire éventuellement confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Dans les transactions internationales, 50 % de paiements à vue ou en avance, sinon 30 jours. Sur le marché domestique, le délai moyen accordé est en moyenne de 45 jours mais beaucoup de transactions proches de 60 jours. On peut, à titre exceptionnel, accepter 45 jours pour de très gros montants à condition que la transaction soit sécurisée.

→ **Risques de retards de paiement**

Le comportement payeur des entreprises taïwanaises s'est très nettement dégradé ces dernières années. Selon le Baromètre Atradius publié en juin 2021, le délai moyen de paiement était de 73 jours, 35 % des entreprises réglant à plus de 60 jours. C'est assez cohérent avec

## Bon à savoir

Le TWD n'est pas facilement convertible en dehors de Taïwan, bien qu'il existe des guichets de change dans quelques aéroports en Asie (Hong Kong, Manille, Bangkok) ainsi qu'à Paris. Les commissions sont en effet très onéreuses dans ces guichets à l'étranger. Il est par conséquent recommandé de faire ses opérations de change à l'arrivée à Taïwan. Les opérations de change qui se rapportent à des opérations de commerce sur les biens et services ou des investissements approuvés par le gouvernement sont autorisées sur simple déclaration sans limite de plafond. En revanche, les opérations liées à des investissements (rapatriement de capitaux ou de dividendes) nécessitent des autorisations de la Banque centrale.

le communiqué de Coface sur les pratiques de paiement en Asie Pacifique de juillet 2021, qui indique un délai moyen de 75 jours, 50,5 % des entreprises faisant face à des retards de paiement et 17,3 % des retards étant supérieurs à 90 jours. Ce délai de paiement réel moyen de 75 jours est identique à celui donné par Euler Hermes dans son étude sur le BFR mondial (juillet 2021).

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier si le montant le justifie.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Retards de paiement nettement dégradés et niveau de défaillances d'entreprises en forte hausse dans les années précédant la crise sanitaire caractérisent la tendance à Taïwan. Dans ses dernières prévisions, Euler Hermes anticipe une hausse des faillites de 10 % pour 2021 et de 5 % pour 2022. Taïwan a beaucoup souffert du ralentissement de l'économie et du commerce mondiaux, et certaines sociétés souffrent d'un manque de trésorerie. On le constate avec l'augmentation des retards de paiement ces derniers mois. Même si Taïwan est encore un bon risque pour les exportateurs, une certaine prudence s'impose pour les nouveaux clients ou les transactions de montant élevé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont assez difficiles à obtenir, sauf les lettres de crédit standby, très pratiquées, notamment au bénéfice des exportateurs américains.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En cas de litige avec une société taïwanaise à Taïwan, si la somme en jeu est inférieure à 500 000 TWD (13 119 euros), le litige doit être porté devant le *District Small Claims Court*. Pour une somme supérieure à 500 000 TWD (13 119 euros), il faut s'adresser directement au *District Court*.
- Il y a trois niveaux de juridiction dans le système judiciaire taïwanais. La cour de district est le premier niveau de juridiction. Les décisions peuvent être portées en appel devant la Haute Cour, puis devant la Cour suprême.
- Compte tenu de la difficulté de faire exécuter à Taïwan une décision rendue en France, privilégier l'accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 23/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », Taïwan était classé au 61<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 17 h. ; coût 335 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (5 h. ; 84 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 47 h. ; coût 340 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 65 USD). ■

ASIE-OCÉANIE. 

## THAÏLANDE • THB



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon, à surveiller  
Risque client : moyen

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 69,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 2,1 % (estim.) ; 2020 : -6,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
17 730

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 231,468 (-6,01 %)

Import : 206,992 (-12,39 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 21,1 %

2 - Japon 14 %

3 - Union européenne 7,7 %

4 - États-Unis 7,4 %

5 - Malaisie 5,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
1,215 Mds USD, -33,08 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 104/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 3/7 (juin 2021)

**Euler Hermes** : B2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays A4 ; environnement des affaires  
A3 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : F ;  
risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 4/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations sur les entreprises thaïlandaises sont assez rarement disponibles et plus ou moins fiables. Se rapprocher des milieux d'affaires français et européens et des autres fournisseurs. Une société spécialisée qu'il peut être judicieux d'interroger :

• **Asian CIS** (basé à Hong Kong)

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le baht thaïlandais (THB).

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 EUR = 38,9930 THB

1 THB = 0,02558 EUR

1 USD = 33,7139 THB

1 THB = 0,02960 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain et l'euro.

→ **Conseillés**

Crédit documentaire éventuellement confirmé, ou virement bancaire, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou une assurance-crédit.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Paiement à vue (environ 35 % des transactions) ou 30 jours (près de 50 %). Cela dépend de la relation commerciale et du type de sécurisation proposée. Localement le délai moyen de règlement est d'environ 35 à 45 jours.

### → Risques de retards de paiement

Pour les transactions non sécurisées, les retards de paiement sont devenus un peu plus fréquents ces dernières années avec une moyenne de 10 à 20 jours. Dans son étude de juillet 2021 sur les pratiques de paiement en 2020 en Asie Pacifique, Coface mentionne que 58,7 % des entreprises ont fait face à des retards de paiement. Elle constate un délai moyen de paiement de 53 jours, stable par rapport à l'année précédente. 14,3 des retards sont à plus de 90 jours. Selon Cribis Dun & Bradstreet, *World Payment Study 2021*, 54,8 % des entreprises respectaient les délais négociés en 2020.

### → Acomptes à la commande

Il est possible d'en négocier si le montant le justifie.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

La lettre de crédit standby commence à se développer dans les transactions avec la Thaïlande comme substitut au crédit documentaire mais c'est encore marginal. Les garanties classiques sont également possibles mais souvent onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Éviter les tribunaux locaux, lents et désordonnés.
- Privilégier l'action en France, même si l'exécution est longue et onéreuse.

À noter que dans une étude sur la complexité du recouvrement réalisée par Euler Hermes, la Thaïlande est classée 60 sur 100.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 24/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », la Thaïlande était classée au 62<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences

en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 44 h. ; coût 223 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (11 h. ; 97 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 50 h. ; coût 233 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (4 h. ; 43 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

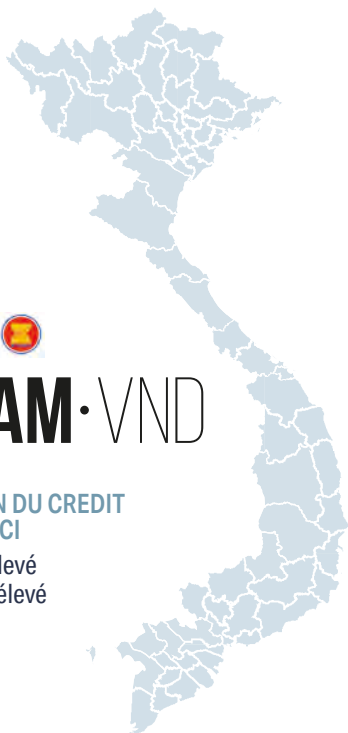
En général, les entreprises thaïlandaises ont la réputation d'avoir un bon comportement payeur. Mais l'impact de la crise a commencé à se faire sentir avec les restrictions de crédit bancaire court terme et le recul des exportations. Les retards de paiement se sont multipliés ces dernières années, même s'ils demeurent encore très inférieurs à ce que l'on peut constater dans d'autres pays de la zone. Et surtout, le nombre de défaillances d'entreprises est en hausse constante depuis 2010. Une nouvelle loi sur les faillites est en vigueur depuis 2016, introduisant une procédure de sauvegarde. Il faudra attendre plusieurs années pour en apprécier l'impact. Prudence donc selon le montant des transactions.

ASIE-OCÉANIE. 

## VIETNAM • VND

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 97,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 6,5 % (estim.) ; 2020 : 2,9 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
8 200

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 282,575 (+5 %)

Import : 262,620 (+4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 29,9 %

2 - Corée du Sud 18,5 %

3 - Japon 7,7 %

4 - Taïwan 6 %

5 - États-Unis 5,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
1,1 Md USD, -39,12 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 104/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 5/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Très peu de sociétés de renseignement reconnues sont recensées à ce jour au Vietnam. La Banque d'État envisage par ailleurs de confier ces activités à un organisme public. Pour l'heure, il n'y a pas d'informations fiables à espérer et les bilans sont plus que rares. Se rapprocher des milieux d'affaires et institutionnels français et européens et des autres fournisseurs.

Citons néanmoins :

• **Crif Dun & Bradstreet Vietnam**

<http://www.dnbvietnam.com/> (en anglais)

[csvietnam@crif.com](mailto:csvietnam@crif.com)

• **Asian CIS** (basé à Hong Kong)

[www.asiancredit.com](http://www.asiancredit.com)

Tél. : +886 2 2875 4355

[sales@asiancredit.com](mailto:sales@asiancredit.com)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dong vietnamien (VND).

Il est non convertible et un contrôle strict des sorties de devises est exercé, même si les entreprises vietnamiennes peuvent commercer en devises avec l'étranger.

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 EUR = 26 316,8 VND

1 VND = 0,00004 EUR

1 USD = 22 753,9 VND

1 VND = 0,00004 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain, l'euro, le yen (JPY) et le dollar singapourien (SGD).

→ **Conseillés**

Le crédit documentaire irrévocable et confirmé est le seul moyen de paiement offrant une réelle garantie au Vietnam (pour les crédits documentaires émis au Vietnam, voir plus loin

le conseil du credit manager). Éventuellement, on peut tenter un virement garanti par une lettre de crédit standby (encore très rare au Vietnam). Les positions des assureurs-crédit diffèrent curieusement d'un prestataire à un autre, certains adoucissant leur cotation, d'autres la dégradant légèrement.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Privilégier le paiement d'avance ou à vue. Sinon 30 à 60 jours maximum si transaction sécurisée. Les importateurs vietnamiens font souvent pression pour obtenir des délais plus proches de ceux constatés localement : 90, 120 voire 150 jours dans certains secteurs. Notons qu'hélas, ils obtiennent toujours très facilement ces délais d'exportateurs américains, dès lors que ces derniers bénéficient de crédits documentaires confirmés. Les Américains ne sont pas soumis à la LME, eux.

→ **Risques de retards de paiement**

Oui si l'opération n'est pas sécurisée. Les retards peuvent être très longs, souvent en raison de problèmes d'insuffisance de devises.

#### Bon à savoir

La dernière révision de la loi commerciale (très inspirée du droit français), dite « Loi commerciale 2005 » est entrée en vigueur le 1er janvier 2006. L'article 306 autorise à réclamer des intérêts pour retards de paiement.

→ **Acomptes à la commande**

Il est possible d'en obtenir si le montant le justifie.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

De manière générale, les banques locales émettent des garanties après vérification de la notoriété de l'entreprise. Le délai de délivrance est de 3 à 7 jours, suivant les banques. Le coût varie approximativement de 0,05 % à 0,15 % par mois, selon qu'il y a blocage de fonds ou non (source : Vietcombank).

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local, précisément la cour économique qui est du ressort des tribunaux populaires (tribunaux civils) de la province. L'ordonnance sur l'arbitrage commercial de juillet 2003 a été remplacée par une nouvelle loi sur l'arbitrage commercial entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- En matière de loi applicable, c'est en principe la loi locale qui s'applique, mais le droit français peut s'appliquer à titre subsidiaire, à condition de l'avoir prévu dans le contrat.
- Les litiges commerciaux avec des commerçants étrangers sont réglés devant les tribunaux vietnamiens, sauf convention contraire des parties ou disposition contraire d'un traité international auquel la République socialiste du Vietnam est partie signataire ou auquel elle adhère. Mais attention : les décisions d'arbitrage sont difficiles à faire exécuter au Vietnam.
- Notons que les cours économiques compétentes en cas de litiges peuvent être efficaces. C'est le cas à Ho Chi Minh-Ville.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 122/190.**

#### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Vietnam était classé au 104<sup>e</sup> rang mondial (-4 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 55 h ; coût 290 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (50 h ; 139 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 56 h ; coût 373 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (76 h ; 183 USD).



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas de changement par rapport à nos observations faites dans les précédentes éditions de cette fiche. Il faut toutefois redoubler de vigilance : après avoir plutôt bien traversé la crise sanitaire en 2020, le Vietnam a dû prendre des mesures drastiques : fermeture des frontières, confinement de villes entières et fermeture d'usines à partir de février-mars 2021 à la suite de la propagation du variant Delta. Cette conjoncture a fragilisé de nombreuses entreprises vietnamiennes.

En temps normal, la difficulté d'obtenir des informations financières fiables sur les entreprises locales, afin d'étudier leur solvabilité, est un élément de risque commercial élevé au Vietnam. Par conséquent, l'exportateur doit agir avec prudence, même si, ces dernières années, la situation s'est nettement améliorée : à notre connaissance, aucun défaut de paiement important n'est à déplorer sur des opérations de commerce international. Plus exactement, les rares sinistres de montant élevé sont dus à des contrats mal rédigés ou à des négligences de l'exportateur...

Le crédit documentaire irrévocable et confirmé est à privilégier dans les relations commerciales avec le Vietnam. Il faut que l'exportateur soit prudent dans le choix de la banque vietnamienne qui émettra le crédit documentaire et, en particulier, sur la capacité des succursales de ces établissements à ouvrir ces documents. Éviter dans la mesure du possible les banques de province, rarement compétentes en matière

d'opérations internationales. Notons néanmoins que certaines banques ont fait un effort pour doter leurs branches de province d'un noyau de personnel compétent en matière de crédits documentaires, mais cela reste encore très marginal.

Dans le contexte vietnamien, il est conseillé de travailler avec les banques vietnamiennes les plus importantes, c'est-à-dire d'abord les banques d'État. À noter que devant la faiblesse du système bancaire, un décret est entré en vigueur le 15 janvier 2018 pour traiter des faillites bancaires. Pour résumer, les banques les plus faibles ne seront pas sauvées...

Attention enfin aux délais excessivement longs pour les opérations de déchargements. Les ports vietnamiens ne sont pas adaptés à l'augmentation du trafic sur la région et sont très souvent congestionnés.

Le Vietnam, au potentiel commercial élevé (rappelons qu'un accord de libre-échange a été signé avec l'Union européenne en juin 2019), reste un pays jugé très risqué car fragile sur le plan financier (déficit commercial chronique et important). Attention au risque de non-transfert, les blocages de transferts de devises étant fréquents sur de courtes périodes (noté 4/7 par Credendo). On commence à voir des possibilités de forfaitage sur un ou deux ans, selon les opérateurs. Grande prudence donc, quel que soit le bon relationnel avec le client. ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# AFRIQUE DU SUD · ZAR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen avec tendance à la dégradation  
Risque client : moyen avec tendance à la dégradation



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 59,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,1 % (estim.) ; 2020 : -7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
11 870

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 85,834 (-4,65 %)  
Import : 84,062 (-21,83 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne : 26,2 %
- 2 - Chine 20,8 %
- 3 - États-Unis 6,4 %
- 4 - Inde 5,2 %
- 5 - Arabie saoudite 3,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
1,510 Md USD, -20,61 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 69/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 4/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 3/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 5/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Cela ne pose pas trop de difficultés pour les grandes entreprises. Pour les autres, peu de fiabilité dans les rapports car manque d'informations. Quelques organismes spécialisés installés localement :

### • TransUnion

[www.transunion.co.za](http://www.transunion.co.za)

Call center : 0861 482 482

Tél. : +27 11 214 6000 ou +27 12 365 9600

[ads@transunion.co.za](mailto:ads@transunion.co.za)

### • Experian South Africa

[www.experian.co.za](http://www.experian.co.za)

Ballyoaks Office Park, 35 Ballyclare Drive,  
Bryanston, 2021

Tél. : +27 011 799 3400

[info@experian.co.za](mailto:info@experian.co.za)

Sinon, pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Bureau Van Dijk, Ellisphere, Intersud...

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le rand sud-africain (ZAR).

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 ZAR = 0,05764 EUR

1 EUR = 17,3313 ZAR

1 USD = 14,9850 ZAR

1 ZAR = 0,06667 USD



Les offres effectuées dans le cadre de marchés commerciaux sont très souvent cotées en rands. Prévoir une clause d'indexation.

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), pour 60 % environ des transactions. L'euro (EUR) est de plus en

plus accepté. Les autres monnaies habituellement utilisées sont la livre sterling (GBP) et le rand sud-africain (ZAR).

## → **Conseillés**

Le virement Swift, moyen sûr et rapide, à frais bancaires minimaux, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou de l'assurance-crédit selon la solvabilité de l'acheteur et le montant de la transaction. On peut également négocier un crédit documentaire confirmé, si le montant de la transaction le justifie.

## → **Déconseillés**

Tous les autres.

## **4. CONDITIONS DE PAIEMENT**

### → **Délais de paiement habituels**

Les délais se sont sensiblement raccourcis, entre 30 et 45 jours en moyenne. Pour les opérations internationales, environ 25 à 30 % de paiements d'avance. Mais selon le secteur d'activité, on peut accorder jusqu'à 60 jours si l'opération est sécurisée.

### → **Risques de retards de paiement**

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour l'Afrique du Sud, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 47 jours. Mais attention ! Fin 2019, le *State of Late Payment Report in South Africa* indiquait que 91 % des PME avaient subi des retards de paiement, en moyenne de 18 jours. Le DSO moyen de ces petites et moyennes entreprises atteignaient 89 jours.

Il y a quelques années, déjà, Dun & Bradstreet, dans son *World Payment Study 2016*, mentionnait que 35,9 % des factures étaient réglées dans les délais convenus, 7,7 % à plus de 90 jours et, entre ces deux extrêmes, entre 30 et 90 jours de retard. Dans certains secteurs, les retards pouvaient atteindre 180 jours. Domage que les dernières éditions de ce rapport n'aient pas inclus ce pays pour une mise à jour.

Depuis plusieurs années, en raison de l'impact négatif de la mauvaise conjoncture mondiale sur l'économie locale, les retards de paiement se sont multipliés. Cette tendance s'est hélas confirmée ces dernières années, en particulier pour les créances avec l'administration et les grands donneurs d'ordres, en dépit de textes de lois rigoureux.



## ■ **LE CONSEIL** DU CREDIT MANAGER

Les délais de paiement se dégradent depuis plusieurs années. Le risque de non-transfert relativement élevé (4/7 selon Credendo) doit également être pris en compte. En matière de défaillances d'entreprises, les assureurs-crédit sont assez pessimistes pour les années à venir, même si, comme dans de nombreux autres pays, des dispositions ont été prises pour « freiner » l'explosion des défaillances consécutives à la pandémie. Dans son étude publiée le 6 octobre, Euler Hermes prévoit une hausse de 8 % des faillites à fin 2021, puis une baisse de 5 % pour l'année 2022. Atradius anticipe pour sa part une variation à la hausse de 16 % sur la période 2019 à 2022. À noter qu'une procédure de sauvegarde (*business rescue*) est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011, dans le cadre de loi sur les faillites. Pour information, en matière commerciale, le délai de prescription est de trois ans. Nous maintenons nos recommandations précédentes : montrer la plus grande prudence et ne traiter, selon l'importance des montants concernés, que par virement Swift, garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit, ou encore par crédit documentaire confirmé.

La Chambre de commerce et d'industrie d'Afrique du Sud (SACCI), dans une étude publiée début 2017, indiquait que 60 % des PME constataient un retard moyen de 30 jours de la part de l'administration et certaines de ces PME subissaient même des retards de plus de 120 jours. Les retards atteignaient 47 jours en moyenne, tous secteurs confondus, et jusqu'à 74 jours pour certains secteurs, immobiliers et services, par exemple. En théorie, le secteur public est supposé régler les factures dans un délai maximum de 30 jours, non respecté dans la plupart des transactions. L'actuel président Cyril Ramafosa avait déclaré lors de son élection en février 2018 qu'il entendait lutter contre cette culture du retard de paiement de l'administration, ceci pour protéger plus particulièrement les PME, principales victimes. Certaines initiatives privées, en particulier *The National Small Business Chamber* (NSBC), ont tenté de mettre en place un « prompt payment code » pour inciter l'administration et les grands groupes à payer les PME dans un délai de 30 jours maximum ([https://www.nsbcafrica.com/prompt\\_payment\\_code](https://www.nsbcafrica.com/prompt_payment_code)).

#### → **Acomptes à la commande**

Le versement d'acomptes à la commande est couramment pratiqué.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Toutes les garanties classiques sont délivrées par les banques sud-africaines.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- La loi sud-africaine laisse entière liberté aux parties de décider, dans les termes du contrat, la juridiction ou l'arbitre compétent en cas de litige (sud-africain ou autres).
- L'Afrique du Sud a ratifié la Convention de New York de 1958 sur l'arbitrage international.
- Compte tenu de la lenteur des tribunaux locaux (classé 119 sur 189 dans le Doing Business de la Banque mondiale sur cet aspect de l'environnement des affaires) et de la pesanteur des modalités administratives, privilégier si possible l'action devant les tribunaux français ou la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 68/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication **Doing Business**. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Afrique du Sud était classée au 145<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 92 h. ; coût 1 257 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (68 h. ; 55 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 87 h. ; coût 676 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (36 h. ; 73 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

## ALGÉRIE • DZD



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : moyen, dépend de la taille de l'entreprise

### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 44,2

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2021 : 2,9 % (estim.) ;

2020 : -6 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

11 010

Échanges de marchandises

(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 21,617 (-39,94 %)

Import : 35,122 (-16,24 %)

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

4,786 Md USD, -13,15 %

Indice de perception

de la corruption<sup>5</sup> : 104/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 3/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Compte tenu de la pauvreté des informations disponibles (peu de bilans déposés et de toute façon, guère fiables), ne pas s'attendre à des renseignements d'une grande qualité sur les entreprises algériennes par les voies habituelles (informations légales, sociétés d'informations sur les entreprises). Le renseignement local est à privilégier (milieux d'affaires et institutionnels français ou européens implantés localement, agents commerciaux, etc.) ainsi que l'échange d'informations avec d'autres fournisseurs. Les banques françaises implantées localement peuvent également être une source d'informations (Société Générale, BNP Paribas, CIC, Natixis, LCL, UBAF).

Néanmoins, on peut essayer de recueillir des informations via une entreprise basée à Chypre, compétente sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient :

• Cedar Rose Int. Services Ltd

www.cedar-rose.com

P.O. Box 50751 - 3609 Limassol, Chypre

Tél. : (+357) (25) 346630

Fax : (+357) (25) 346620

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ Monnaie locale

Le rand sud-africain (ZAR).

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 ZAR = 0,05764 EUR

1 EUR = 17,3313 ZAR

1 USD = 14,9850 ZAR

1 ZAR = 0,06667 USD

→ Meilleures monnaies de facturation  
des échanges

L'euro (EUR) majoritairement et le dollar (USD).

→ Conseillés

Crédit documentaire éventuellement confirmé.  
Ou encore, selon le montant, transfert libre à

## Bon à savoir

ATTENTION ! On le sait, l'Algérie appliquait un régime rigoureux de contrôle des changes, avec domiciliation bancaire obligatoire. Ce régime a été considérablement assoupli en 2021. Le ministère algérien des Finances a annoncé la suspension de la domiciliation bancaire pour toutes les opérations d'importation de produits et marchandises destinés à la revente en l'état, à partir du 31 octobre 2021. Cette décision s'applique également aux importateurs qui disposent d'un certificat de conformité en cours de validité.

Pour toute information complémentaire, demander conseil à son banquier (Société Générale, BNP Paribas, Natixis et Crédit Agricole CIB implantées sur place) ou aux conseillers des Chambres de commerce et d'industrie. Les dispositions réglementaires d'organisation du contrôle des changes et des importations en Algérie sont consultables sur le site Internet de la Banque d'Algérie : [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

condition qu'il soit sécurisé ou si le montant est peu élevé. Il faut être en veille permanente. La législation évolue sans arrêt en ce qui concerne la réglementation des importations.

### Rapide historique :

L'article 111 de la Loi de Finances 2017, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, annule l'article 69 de la loi de 2009, et par conséquent l'obligation de paiement des importations par crédit documentaire. En particulier il réintroduit la possibilité de règlement par transfert libre, sous certaines conditions. Bien évidemment, du point de vue exportateur, compte tenu du risque de non-paiement, il faut sécuriser l'opération, soit avec une assurance-crédit, soit avec une lettre de crédit standby, enfin utilisée de plus en plus souvent en Algérie. Sinon, nous maintenons notre position : pour les montants significatifs, continuez d'utiliser le crédit documentaire.

Néanmoins la volonté manifeste du gouvernement algérien de faire reculer le crédit documentaire au profit de la remise documentaire, commence à porter ses fruits. Dans l'édition 2017 de son rapport annuel sur les financements internationaux Rethinking Trade & Finance (ICC Publication no. 884E juillet 2017), l'ICC (International Chamber of Commerce)

indique que les crédits documentaires import ont reculé de 26 % sur l'année 2016. C'est le plus fort recul constaté au niveau mondial. Dans la dernière édition, publiée en mai 2018, l'ICC souligne que l'Algérie est en troisième place dans le recul des importations, derrière l'Égypte et l'Éthiopie.

Pour bien comprendre la complexité de l'utilisation du crédoc en Algérie, un peu d'historique. Le 4 août 2009, entré en vigueur de la Loi de Finances (LF) complémentaire dont l'article 69 rendant obligatoire le paiement des importations « au moyen du seul crédit documentaire », mesure applicable à l'époque, à toute importation de biens d'un montant supérieur à 100 000 dinars (environ 1 000 euros à l'époque).

Depuis, cette mesure a été modifiée par trois fois, la dernière en date par l'article 81 de la LF 2014 qui précise : « Le paiement des importations destinées à la revente en l'état ne peut s'effectuer qu'au moyen du crédit documentaire ou de la remise documentaire ».

Par ailleurs, selon l'article 23 de la LF complémentaire de 2011, les entreprises productrices de biens et services sont également autorisées à payer les importations d'équipements et d'intrants et autres produits utilisés pour la production ainsi que les produits stratégiques à caractère d'urgence par remise documentaire ou crédit documentaire. Pour ce même type d'importation, la dispense mentionnée ci-dessus est étendue aux équipements nouveaux aidant à l'amélioration de la productivité et le plafond annuel passe de 2 000 000 DZD à 4 000 000 DZD (soit 30 989,70 EUR au 17 novembre 2020).



Important ! La Direction générale des changes de la Banque d'Algérie a adressé aux banques intermédiaires agréées, dans la note n° 164/DGC/ 2011 du 24 mars 2011, une information concernant l'abrogation de la note n° 16/DGC du 16 février 2009. Pour rappel, cette dernière exigeait un certificat de contrôle de qualité de la marchandise parmi les documents constitutifs du dossier de règlement d'une importation de biens par crédit ou remise documentaire. Deux autres certificats étaient également exigés par cette note : un certificat phytosanitaire pour tout produit agroalimentaire et le certificat d'origine, établis dans le pays de l'exportateur. Désormais, ces

certificats ne figurent plus parmi les documents obligatoirement demandés par les banques lors d'une remise ou d'un crédit documentaire pour l'importation de biens en Algérie. Mais attention, de nouvelles procédures en matière de réglementation des importations sont en cours d'élaboration. Il est donc préférable de maintenir la présentation de ces documents. Par ailleurs, ces certificats sont toujours nécessaires pour le dédouanement.

Comme on l'a écrit plus haut, en matière d'exportation vers l'Algérie, il faut maintenir une veille permanente et minutieuse sur les différents textes et règlements publiés. Ainsi, une nouvelle a retenue toute notre attention : dans une note adressée en avril 2021 aux dirigeants des banques et établissements financiers, l'ABEF (Association des banques et établissements financiers) leur a demandé de « faire preuve de vigilance avant d'autoriser l'utilisation des crédits documentaires comme mode de paiement des importations » et qu'à ce titre, « il est recommandé d'avoir une parfaite connaissance de la clientèle qui souhaite recourir à cet instrument ».

Nous ne reprendrons qu'un seul commentaire, relevé dans la presse économique algérienne ;

« De ce fait, les autorités ont décidé de serrer un peu la vis concernant ce mode de paiement, qui est en premier lieu bénéficiaire tant pour le fournisseur que pour le client algérien et sa banque. Selon, le banquier Lamine B., spécialisé dans le crédit documentaire, « les autorités veulent imposer plus de contrôle sur les opérations d'importation effectuées avec le crédoc » et, en même temps, elles « encouragent le retour au paiement avec la remise documentaire ou bien le transfert libre », qui sont des méthodes qui s'effectuent après le dédouanement de la marchandise. »

**Pour conclure, une bonne nouvelle :** la Direction générale des changes de la Banque d'Algérie, a adressé le 19 mars 2020, une note aux différentes banques agréées, leur recommandant compte tenu de la situation sanitaire, d'accepter désormais de recevoir des documents par voie électronique, à condition qu'ils soient appuyés par un swift de confirmation de la banque expéditrice.

## → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement la

remise documentaire, même quand elle est acceptable selon les nouvelles réglementations, compte tenu du fait qu'elle n'apporte aucune garantie réelle de paiement. À noter que l'utilisation de la remise documentaire est cependant en hausse en Algérie où, depuis le 1<sup>er</sup> août 2015, de nouvelles directives de la Banque d'Algérie ont tenté de limiter l'utilisation du crédit documentaire et ainsi privilégier la remise documentaire, transférant le risque des opérations concernées des banques émettrices aux exportateurs. Exemple on ne peut plus flagrant : le fort recul du crédit documentaire mentionné plus haut. Dans la foulée, fin 2015, le ministre du Commerce extérieur avait même évoqué l'éventuelle suppression

## AVIS D'EXPERT EULER HERMES

### RISQUES

L'économie algérienne est très fortement dépendante de l'activité des hydrocarbures. La production de ce secteur représente environ 40 % du PIB, 94 % des exportations et un tiers des recettes fiscales du pays. La baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures, la détérioration des infrastructures liée au sous-investissement et les inefficacités provenant de la place prépondérante de l'État sont les principaux freins structurels à l'activité économique. Pour l'Algérie, assurer une plus grande diversification économique est le principal défi à moyen terme. Nous attendons une reprise économique de 3,7 % en 2021 et 2,4 % en 2022.

### RECouvreMENT

Le recouvrement des dettes en Algérie est complexe. Lors de la phase amiable, mettez tout en œuvre pour que le débiteur procède au paiement dans un délai d'un an maximum à date d'échéance de la facture. Au-delà, le débiteur doit justifier l'impayé à sa banque avant que cette dernière autorise la transaction. Cette étape de déblocage peut prendre plusieurs mois et repose sur la bonne foi du débiteur. Dans le cas d'une procédure judiciaire (frais peu élevés) il faudra attendre entre 4 et 5 ans en moyenne pour obtenir un jugement. En cas de procédure d'insolvabilité, les chances de récupération des dividendes sont quasi inexistantes. ■

du crédit documentaire, estimant qu'il coûtait trop cher aux entreprises algériennes... Quoi qu'il en soit, n'utiliser la remise documentaire (ou encore le virement bancaire) que pour des montants très modestes ou si l'opération bénéficie d'une couverture d'assurance-crédit, ou encore si elle est accompa-

gnée d'une traite avalisée par une banque de premier rang, ou encore mieux, garantie par une lettre de crédit standby. Ces dernières sont majoritairement émises par des filiales de banques françaises, mais également par d'autres banques locales, l'Arab Bank Algeria, par exemple.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Conséquence évidente du durcissement et de la complexité des dispositions légales concernant le règlement des importations, dans certaines banques, les services crédits documentaires sont toujours encombrés, malgré une amélioration dans les plus grands établissements ces dernières années... Néanmoins, il faut rester vigilant et continuer de suivre de très près les opérations de crédit documentaire et être très directif quant aux instructions d'ouverture, de façon à limiter les demandes d'amendement qui retardent le dénouement.

Attention également au formalisme souvent très lourd des textes des crédits, pouvant parfois présenter des incohérences. On signale depuis de nombreuses années une pratique très condamnable des banques algériennes : exclure des RUJ 600 de la Chambre de commerce internationale (ICC), l'article 37c sur la responsabilité de la banque émettrice quant au règlement des commissions des banques étrangères si celles-ci ne peuvent les recouvrer auprès de l'exportateur et, plus grave à notre avis, l'introduction de la mention que « tous les frais et commissions sont à la charge du bénéficiaire, même si le crédit est non utilisé et/ou annulé ». En fait, ceci inclut les commissions de confirmation qui vont être réclamées par la banque confirmante en France, même en cas, donc, de non-utilisation ou d'annulation du contrat et donc du crédit documentaire. Cela a donné naissance à quelques beaux abus (et litiges) ces dernières années, sur des crédits de montants significatifs... Attention aussi à l'impact de la note aux banques émise en 2009 par la Banque d'Algérie (note n° 180/DGC/2009) instituant un délai maximum

pour le règlement des factures d'importation de biens et/ou de services non payés. Tout transfert en devises d'Algérie vers l'étranger ne peut s'effectuer par la banque domiciliataire pour le règlement de factures d'importation de biens et/ou de services non payés « 360 jours après la date de dédouanement pour les biens et la date de facturation pour les services ». Seules dérogations : en cas de délai de paiement contractuel supérieur à 360 jours et ayant fait l'objet d'une déclaration d'endettement externe ou d'une décision de justice...

Attention enfin au risque de non-transfert dans la conjoncture qui prévaut depuis 2015, marquée par les effets de chute des recettes pétrolières du pays suite à la baisse des cours des hydrocarbures depuis 2014, donc de ses réserves de change : en quelques années, il est passé de 2 à 4/7 dans l'échelle de l'assureur belge Credendo. Depuis le début de l'année 2017, de nouvelles restrictions aux importations (contingents quantitatifs, licence d'importation) ont été instaurées sur de nombreux produits, y compris alimentaires. On ne dispose pas de statistiques fiables sur le niveau des défaillances d'entreprises en Algérie, mais ce qui est certain, c'est que la crise économique qui frappe le pays depuis la chute des cours du pétrole a entraîné de nombreuses sociétés, toutes catégories confondues (privées et publiques...), dans une situation qui risque de mener vers la faillite. La plus grande prudence s'impose donc pour les transactions de montant significatif... Le relationnel ne règle pas tous les problèmes, même si en Algérie, comme dans de nombreux autres pays, il est primordial dans les relations commerciales.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le 9 décembre 2010, suite à une instruction du Directeur général des changes, les banques ont été soumises à l'obligation de limiter les délais de paiement, dans le cadre des crédits documentaires, à 60 jours maximum, mesure entrée en vigueur en janvier 2011. Cette mesure a été assouplie en février 2011, pour les PME uniquement. En fonction des intérêts économiques, des délais plus longs pouvaient être accordés. Dans les faits, la majorité des transactions par crédit documentaire s'effectuent par paiement à vue des documents, la banque émettrice effectuant elle-même le financement.

Pour conclure sur les délais, l'article 118 de la loi de finances 2021 laisse un peu perplexe quant à sa rédaction : « Le paiement des opérations d'importation des produits destinés à la vente en l'état, s'effectue au moyen d'un instrument de paiement dit « à terme » payable quarante-cinq (45) jours, à compter de la date de l'expédition des marchandises. Le ministre chargé des finances précisera, en tant que de besoin, les modalités d'application des dispositions ».

A la lecture de cette dernière phrase, on a compris que cela ne va pas être facile à appliquer, surtout pour les opérations documentaires. Quelques retards de paiement en perspectives.

### → Risques de retards de paiement

Certaines données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 15 à 30 jours au minimum selon les premières estimations.



Attention aux retards de paiement sur les rares transactions pouvant faire l'objet d'un paiement par virement bancaire ou remise documentaire. Les retards moyens vont de 15 à 90 jours. Mais attention, en matière de transactions par crédit documentaire, compte tenu de l'exigence pointilleuse des banques algériennes, les retards peuvent atteindre plusieurs mois. Voir plus loin, dans les conseils du credit manager, la note relative aux factures impayées de plus de 360 jours, qui seraient d'un nombre relativement important

chez les exportateurs français, dont certains reconnaissent hélas des retards d'une à deux années.

### → Acomptes à la commande

Des acomptes à la commande peuvent être exigés à hauteur d'un plafond de 15 %, sauf accord dérogatoire de la Banque centrale d'Algérie, et cela en contrepartie d'une caution de restitution d'acompte.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

- En Algérie, les banques émettent fréquemment des garanties locales, souvent subordonnées à une contre-garantie étrangère. En fonction du risque, l'octroi d'une garantie peut demander de 24 heures à plusieurs semaines et coûter de 0,4 % à 4 % du montant.
- On note que l'émission de garanties sur demande se développe, même si le Code civil algérien ne les prévoit pas expressément. Attendre les premières jurisprudences. De toute façon, les banques algériennes émettent des cautions à première demande, ce qui revient à une qualification de garantie à première demande.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En général, le tribunal d'Alger. Ce sera plus efficace en matière d'exécution.
- Dans ce contexte, il est utile de rappeler que le droit commercial algérien est très fortement inspiré du droit français et que la plupart des contrats sont soumis à la loi algérienne. Les tribunaux compétents sont les tribunaux algériens.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 81/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Algérie était classée au 172<sup>e</sup> rang mondial (+1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière



de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 80 h. ; coût 593 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (149 h. ; 374 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 210 h. ; coût 409 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 400 USD). ■



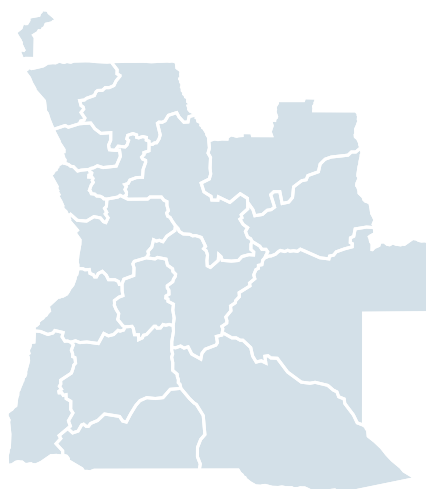
AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# ANGOLA • AOA

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé

Risque client : très mauvais



## CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 31

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :

2021 (estim.) : 0,4 % ;

2020 : -4 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :

6 020

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 20,937 (-40 %)

Import : 9,543 (-32 %)

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :

0,222 USD, -22,69 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 142/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4 (risque de court terme élevé (octobre 2021))

**Coface** : pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

C'est quasiment impossible en dehors des informations en provenance de réseaux d'entreprises (échange d'informations entre fournisseurs et/ou entreprises françaises implantées localement). Peu de bilans sont publiés et ils ne sont pas fiables.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le nouveau kwanza angolais (AOA). Non convertible.

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 AOA = 0,00126 EUR

1 EUR = 686,193 AOA

1 USD = 593,292 AOA

1 AOA = 0,00166 USD



Après deux dévaluations en tout début d'année 2018, la Banque centrale angolaise a annoncé la fin de la parité entre la monnaie nationale, le kwanza, et le dollar le premier trimestre de cette année. Depuis, la monnaie angolaise ne s'est pas redressée. Et selon de nombreux observateurs, cette dépréciation constitue un risque élevé pour la plus importante banque commerciale du pays, la BAI.

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et l'euro.

### → Conseillés

Crédit documentaire irrévocable et confirmé. Peu de virements bancaires car les possibilités de couvertures d'assurance-crédit sont rares et onéreuses. Il en est d'ailleurs de mêmes pour les confirmations de crédits documentaires.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Privilégier le paiement d'avance ou à vue. Au niveau mondial, beaucoup de paiements d'avance, le plus souvent offshore, via des banques du Royaume-Uni.

Il est déconseillé d'accorder un délai de paiement, sauf dans le cadre d'un crédit documentaire confirmé par une banque de premier rang. Ce qui risque d'être compliqué et onéreux à mettre en place. De plus, les possibilités de céder la créance sont devenues très rares comme on le verra plus loin.

### → Risques de retards de paiement

Ils peuvent être très longs si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie, ce qui est souvent le cas, dans le secteur pétrolier.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le marché angolais est un des plus mauvais risques pour les exportateurs non expérimentés. La fin de l'ère Dos Santos en 2017, avec l'élection du président João Lourenço, avait été porteur d'espoir mais la situation politique est toujours en phase de stabilisation et on note un fort regain de tensions sociales. La situation économique est fragile, la baisse des cours du pétrole depuis 2014 ayant entraîné une chute des revenus de l'État. L'environnement des affaires laisse à désirer. Attention, le risque de non-transfert est évalué à 6/7 par Credendo, soit pas loin du risque maximum (7/7).

De plus, les informations sur les entreprises sont difficiles à collecter. Enfin, le système juridique local est peu fiable. En matière de cession de créances, début juillet 2020, on trouvait encore quelques rares opérations de forfaitage à un an.

Dans ce contexte, nous recommandons de ne traiter qu'en paiement d'avance ou offshore ou par crédit documentaire confirmé.

### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Et cette procédure peut, dans une certaine mesure, prouver la capacité de paiement et le sérieux de l'importateur inconnu ou peu connu.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont très rares et très onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Bannir toute procédure et choix de tribunal sur le territoire angolais.
- Imposer un tribunal en pays tiers européen seulement.
- De toute façon, l'exécution du jugement sera très aléatoire, voire impossible.
- Essayer d'abord un arrangement à l'amiable.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 168/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Angola était classé au 174<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 164 h. ; coût 825 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 240 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 1 030 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 460 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



**BÉNIN** · XOF

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : très élevé

### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 12,1

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :  
2021 : 5 % (estim.) ; 2020 : 2 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :  
3 470

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 2,316 (-24 %)

Import : 3,263 (-17 %)

Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - Union européenne 21,6 %

2 - Inde 13,7 %

3 - Chine 11,11 %

4 - Togo 10,9 %

5 - Thaïlande 5,4 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :  
0,204 Md USD, +12,02 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 83/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. De plus, se méfier des trop nombreuses sociétés fictives domiciliées au Bénin. Les milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement demeurent la meilleure source d'information. La consultation du site de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin peut aussi se révéler utile : [www.ccibenin.org](http://www.ccibenin.org)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Bénin est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA devait être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

Taux de change :

1 XOF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XOF

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro.

### → Conseillés

Crédit documentaire irrévocable éventuellement confirmé. Virement bancaire si possibilité de le faire garantir par une lettre de crédit standby ou une couverture d'assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Païement d'avance, sinon paiement à vue ou délai de 30 à 60 jours maximum si créance sécurisée.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie. Ils peuvent aller de 30 à 60 jours, voire beaucoup plus avec les entités publiques. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir, mais elles sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Bénin adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et applicable dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est également possible, mais l'exécution au Bénin risque d'être longue.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 108/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing

**Business.** Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Bénin était classé au 110<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export :** respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 78 h. ; coût 354 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 80 USD).

- **À l'import :** respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 82 h. ; coût 599 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (59 h. ; 110 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Le système bancaire béninois présente un certain nombre de faiblesses qui persistent au fil des années et le risque de non-transfert reste très élevé (noté 6/7 par Credendo). On signale également des difficultés dans le recouvrement des créances impayées et surtout la prolifération de sociétés fictives. Tous ces points doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions avec le Bénin et le suivi des échéances. À noter qu'en théorie, le Bénin n'est plus ouvert aux opérations de forfaitage.

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



# BURKINA FASO · XOF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : très élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 20,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 4,3 % (estim.) ; 2020 : 0,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 190

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 4,372 (+35 %)

Import : 4,117 (-4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 23 %

2 - Chine 12,2 %

3 - Côte d'Ivoire 10,6 %

4 - Russie 7,9 %

5 - Ghana 6,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,367 Md USD, +23,94 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 86/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.


## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Burkina Faso est membre de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français.

Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

 Dans la zone UEMOA, le Franc CFA devait être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

Taux de change :

1 XOF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XOF

→ **Meilleures monnaies de facturation des échanges**

L'euro.

→ **Conseillés**

Le paiement d'avance et, à défaut, un crédit documentaire irrévocable et confirmé. Vire-

ment bancaire si possibilité de le faire garantir par une lettre de crédit standby.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Paiement d'avance si possible. Dans le cadre d'un crédit documentaire, paiement à vue ou délai de 30 à 60 jours maximum. Faire confirmer si le montant le justifie.

→ **Risques de retards de paiement**

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire beaucoup plus. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

→ **Acomptes à la commande**

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La situation économique, financière et politique du Burkina Faso demeure fragile, sans compter le problème récurrent de la sécurité avec la persistance des attaques djihadistes. Elle a été impactée négativement par les retombées de la crise politique ivoirienne fin 2010 et en 2011, ainsi que par les changements de gouvernement qui se sont succédés depuis octobre 2014. Plusieurs indicateurs sont négatifs : la faiblesse du système bancaire local et un risque très élevé de non-transfert (toujours noté 6/7 par Credendo). On continue à signaler en outre des difficultés dans le recouvrement des créances impayées. Le pays est en théorie non ouvert aux opérations de forfaitage. Autant d'éléments qui doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance si c'est négociable.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir, mais elles sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Burkina Faso adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et est aujourd'hui applicable dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est également possible mais l'exécution au Burkina Faso risque d'être longue.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 109/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Burkina Faso était classé au 122<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 75 h. ; coût 261 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (84 h. ; 86 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 102 h. ; coût 265 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 197 USD). ■

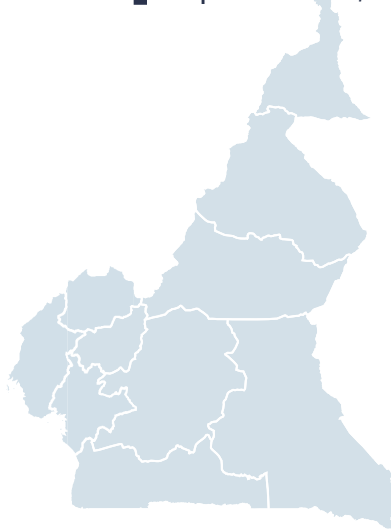
AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



# CAMEROUN • XAF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

**Risque pays** : très élevé,  
à surveiller très attentivement  
**Risque client** : élevé, soigner le relationnel



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 26,5

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 3,4 % (estim.) ;  
2020 : -2,8 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
3 720

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 3,385 (-17 %) ;  
Import : 5,364 (-5 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,592 Md USD, +1,72 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 149/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D3 (risque de court terme significatif (octobre 2021))

**Coface** : pays C ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Informations disponibles basiques et peu fiables. Institutionnels et milieux d'affaires français implantés localement demeurent la meilleure source.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le franc CFA BEAC (XAF).

Le Cameroun est membre de la zone franc, via la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) dont l'institut d'émission est la BEAC (Banque centrale des États d'Afrique Centrale).

Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Mais sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BEAC sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

Taux de change :

1 XAF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XAF

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro.

### → Conseillés

Selon le montant, virement bancaire s'il y a possibilité de le faire garantir par une lettre de crédit standby (SBLC, de plus en plus pratiquée) ou par une couverture d'assurance-crédit, ou crédit documentaire irrévocable et confirmé. Aux États-Unis, la branche Export de l'US Commercial Service recommande très fortement aux exportateurs américains de ne contracter que sur la base d'un crédit documentaire confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le paiement d'avance est très fortement recommandé. Si la transaction se fait par crédit documentaire, ou virement sécurisé, demander un paiement à vue ou à 30 à 60 jours.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire plusieurs mois. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert) mais aussi à des problèmes de trésorerie dus à l'insuffisance du soutien bancaire aux PME camerounaises.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandés. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir. La lettre de crédit standby, parfois ouverte en pool, se pratique de plus en plus.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Cameroun adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est possible mais l'exécution au Cameroun est longue.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 129/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Le pays, comme ses voisins de la zone Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), souffre périodiquement des rumeurs d'une dévaluation du franc CFA, rumeurs qui restent vives à la suite de la chute des cours du pétrole à partir de 2014, et de la baisse des cours des matières premières en général, qui a fait fondre les réserves de change des pays membres producteurs. La crise sanitaire depuis 2020 a introduit une difficulté supplémentaire. Le système bancaire reste fragile, avec pour conséquence des difficultés récurrentes pour faire rentrer des devises au Cameroun. La trésorerie des entreprises en souffre, elles ont des difficultés à se procurer des devises, et le risque de non-transfert est encore très élevé (noté 6/7 par Credendo). En mai 2019, le secrétaire général adjoint du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), déclarait à l'Agefi : « Depuis le milieu 2018, nous rencontrons de fortes difficultés à nous procurer des devises et depuis quelques mois la situation va de mal en pis. » La situation ne s'est pas améliorée depuis. Le système bancaire est très fragile et les délais d'exécution des virements hors Cameroun sont parfois anormalement longs. Le comportement payeur des entreprises camerounaises est souvent médiocre. Plus qu'ailleurs, le relationnel est primordial dans les relations d'affaires. De nombreuses difficultés sont signalées dans le recouvrement des créances impayées. Signe négatif : depuis le début 2020, le pays est en théorie fermé aux opérations de forfaitage à un an. Compte tenu des difficultés pour avoir des informations fiables sur les entreprises (attention, entre autres, aux fausses domiciliations) ceci doit inciter à la prudence dans les transactions et à une grande rigueur dans le suivi des échéances.

« Doing Business 2020 », le Cameroun était classé au 186<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 202 h. ; coût 983 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (66 h. ; 306 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 271 h. ; coût 1 407 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (163 h. ; 849 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

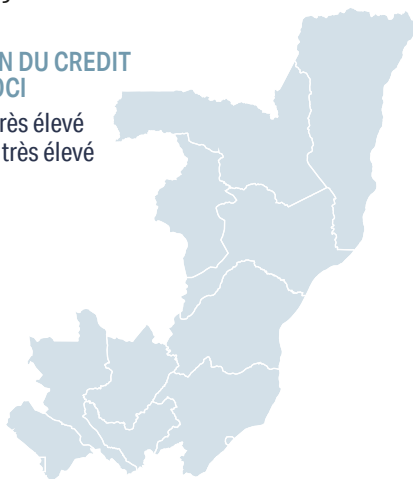


## CONGO·XAF

( République du )

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 4,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : -0,2 % (estim.) ; 2020 : -7,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
3 110

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 3,340 (-40 %)

Import : 1,866 (-17 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 36,7 %

2 - Chine 11,4 %

3 - Angola 6 %

4 - Etats-Unis 4,9 %

5 - Cameroun 3,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,292 Md USD, -9,22 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 165/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 5/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 7/10 négatif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des institutionnels et milieux d'affaires français implantés localement.

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le franc CFA BEAC (XAF).

Le Congo est membre de la zone franc, via la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) dont l'institut d'émission est la BEAC (Banque centrale des États d'Afrique centrale). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Mais sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BEAC sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

Taux de change :

1 XAF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XAF

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro.

#### → Conseillés

Paiement d'avance ou crédit documentaire irrévocable et confirmé.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

De plus en plus de transactions se traitent par paiement d'avance ou offshore. Si la transac-

tion se fait par crédit documentaire, demander un paiement à vue ou à 30 jours maximum.

#### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire plusieurs mois, comme le vivent certains exportateurs actuellement. Ces retards sont le plus souvent dus aux problèmes de trésorerie des entreprises congolaises par manque de soutien bancaire et en raison de problèmes de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

#### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Aucun changement notable par rapport aux précédentes éditions de la présente fiche. Au contraire, le pays se dégrade un peu plus (voir les notes des institutionnels et assureurs-crédit). La République du Congo, dont l'économie repose pour beaucoup sur les retombées d'une production pétrolière en développement, est donc très touchée par la chute des cours sur le marché mondial depuis 2014, et reste un très mauvais risque au plan commercial et financier : faiblesse du système bancaire local, risque très élevé de non-transfert (noté maximum 7/7 par Credendo), monde des affaires peu fiable. Comme ses voisins de la zone Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), le pays souffre périodiquement des rumeurs d'une dévaluation du franc CFA. À cela s'ajoutent de nombreuses difficultés signalées dans le recouvrement des créances impayées. Tous ces éléments doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Notons néanmoins que les deux principaux acteurs du forfaitage couvrent encore des opérations jusqu'à un an.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible mais difficile d'en obtenir.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Congo adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et est à ce jour applicable dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est possible, mais l'exécution au Congo peut être très longue.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 119/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Congo était classé au 187<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- À l'export : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 276 h. ; coût 1 975 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (120 h. ; 165 USD).
- À l'import : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 397 h. ; coût 1 581 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (208 h. ; 310 USD). ■

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



## CÔTE D'IVOIRE · XOF

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 27

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 6 % (estim.) ; 2020 : 2,3 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
5 300

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 11,922 (-6 %)

Import : 10,650 (+2 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 26,2 %

2 - Chine 17,2 %

3 - Nigeria 13,5 %

4 - États-Unis 5 %

5 - Inde 4,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
1,284 Md USD, +4,1 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 104/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHSMarkit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C2, risque de court terme modéré (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/40 positif (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations disponibles sont très basiques et peu fiables en temps normal, a fortiori en temps de crise. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

• **Chambre de commerce et d'industrie française en Côte d'Ivoire**

18 BP 189 Abidjan 18

Tél. : +225 21 25 82 06/+225 21 24 10 00

ccifci@ccifci.org - www.ccifci.org

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BCEAO (XOF).

La Côte d'Ivoire est membre de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest).

Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

Taux de change :

1 XOF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XOF



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA doit être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO, courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Compte tenu du contexte politique, stabilisé mais encore fragile depuis la réélection pour un troisième mandat d'Alassane Ouattara à la présidence, le 31 octobre 2020, la reprise économique saluée par de nombreux observateurs ne doit pas masquer de réelles sources d'inquiétude. La Côte d'Ivoire, bien que pays très attractif pour les opérations commerciales, présente encore un risque de paiement très élevé pour les exportateurs, comme en témoignent les évaluations des grands assureurs-crédit dans cette fiche : situation économique et financière fragile, corruption, exposition au risque de non-transfert encore très élevée, même si elle s'est améliorée (elle a été ramenée de 6 à 5/7 par Credendo). En outre, le comportement payeur des entreprises de ce pays est réputé médiocre, notamment à cause du manque de financement court terme (les banques locales ne financent pas les PME) et donc de liquidités. Le système bancaire reste fragile : rappelons la faillite de trois banques au deuxième semestre 2014 et la mise sous tutelle d'une autre en juin 2015. Plus récemment, il a été mis en cause dans la faillite d'une très grande entreprise du secteur du cacao, la Saf. Le secteur bancaire, mis en cause par le Président de la Côte d'Ivoire, en septembre 2018, a réagi en menaçant de réduire encore le soutien aux entreprises. Le risque d'impayés et de défaillances d'entreprises pourrait être élevé en 2021, comme il l'a été les années précédentes. Rappelons aussi le nombre élevé d'escroqueries liées à des sociétés fictives, souvent soi-disant immatriculées à l'étranger.

### → **Conseillés**

Paiement d'avance essentiellement. Sinon crédit documentaire irrévocable et confirmé. Virements si possibilité d'obtenir une lettre de crédit standby confirmée ou une couverture d'assurance-crédit.

### → **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → **Délais de paiement habituels**

Paiement d'avance très fortement recommandé, ou encore via un compte offshore en zone euro. Dans le cas d'un crédit documentaire confirmé, ou d'un virement sécurisé, exiger un paiement à vue ou un délai de 30 à 60 jours maximum.

### → **Risques de retards de paiement**

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire au-delà. On constate en effet toujours, à ce jour, pour des montants élevés, de très nombreux retards de paiement, supérieurs à 90 jours, dans certains secteurs où les exportateurs continuent de contracter en toute confiance (malgré la crise !) avec des importateurs historiques.

Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert) et bien évidemment à l'extrême faiblesse du système bancaire.

### → **Acomptes à la commande**

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé si un paiement d'avance n'a pu être obtenu. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des principales banques. Le délai d'obtention est relativement long et les garanties sont coûteuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. La Côte d'Ivoire adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit

africain. Il est entré en vigueur en 1999 et est à ce jour applicable dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.

- Une action devant un tribunal français est également possible mais l'exécution en Côte d'Ivoire risque d'être longue.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 85/190.

## Bon à savoir

Un tribunal de commerce est en place depuis 2012, ce qui a contribué à améliorer l'environnement des affaires. Signalons également la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI), traitant des litiges nationaux et internationaux, ainsi que la création en 2017, de la Cour d'appel de commerce d'Abidjan (<http://courdappelcommerceabidjan.org/>). Notons également que la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA a son siège à Abidjan.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

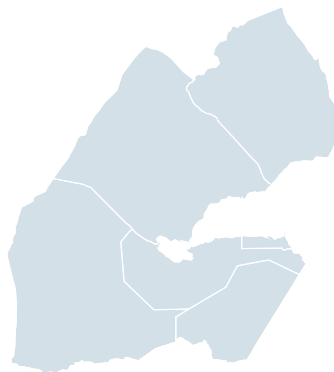
La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Côte d'Ivoire était classée au 163<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 239 h. ; coût 423 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (84 h. ; 136 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 125 h. ; coût 456 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (89 h. ; 267 USD). ■

AFRIQUE-Océan Indien.

**DJIBOUTI** · DJF



**APPRECIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI**

Risque pays : très élevé

Risque client : très élevé

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 1,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 5 % (estim.) ; 2020 : -1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
5 620

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 2,921 (-21 %)

Import : 3,425 (-17 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 26,2 %

2 - Chine 17,2 %

3 - Nigeria 13,5 %

4 - États-Unis 5 %

5 - Inde 4,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,083 Md USD, +2,7 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 142/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 3/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations disponibles sont très basiques et peu fiables, la transparence en matière de publication des comptes, n'étant pas la qualité première des entreprises. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le franc de Djibouti (DJF).

Librement convertible.

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 DJF = 0,00486 EUR

1 EUR = 205,537 DJF

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro.

### → Conseillés

Paiement d'avance essentiellement. Sinon crédit documentaire irrévocable et confirmé. Virements si possibilité d'obtenir une lettre de crédit standby confirmée ou une couverture d'assurance-crédit, assez difficile à obtenir.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance très fortement recommandé. Dans le cas d'un crédit documentaire confirmé, ou d'un virement sécurisé, exiger un paiement à vue ou un délai de 30 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie

et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire au-delà. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé si un paiement d'avance n'a pu être obtenu. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des principales banques. Le délai d'obtention est relativement long et les garanties sont coûteuses.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La position de Djibouti dans les classements de référence, OCDE (risque politique) et Transparency International (niveau de corruption), ainsi que les appréciations des assureurs-crédit se passent de tout commentaire. Djibouti est un risque élevé pour les exportateurs : situation économique fragile, exposition au risque de non-transfert très élevée (noté 7/7 par Credendo), risque politique important. En outre, le comportement payeur des entreprises de ce pays est réputé médiocre, notamment à cause du manque de financement court terme (les banques locales ne financent pas les PME) et donc de liquidités. Il est essentiel d'être très prudent dans les transactions commerciales. S'appuyer plus que jamais sur les réseaux français implantés localement.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

Le système judiciaire laisse majoritairement à désirer, les procédures sont plutôt longues, mais, point positif, il existe un Code djiboutien de l'arbitrage International, Loi n° 79/AN/84/1re L, clair et bien construit. Peut-être utile si l'on fait le choix d'un tribunal local.

Une action devant un tribunal français est également possible mais l'exécution à Djibouti risque d'être longue et incertaine. Comme dans la plupart des pays de cette zone, privilégier les négociations amiables.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 44/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Djibouti était classé au 147<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 605 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (60 h. ; 95 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 118 h. ; coût 1 055 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (50 h. ; 100 USD). ■



AFRIQUE-Océan Indien.

# ÉTHIOPIE • ETB

## APPRÉCIATION DU CRÉDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 97,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 2 % (estim.) ; 2020 : 6,1 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
2 410

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 3,258 (+18 %)

Import : 13,115 (-10 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 28 %

2 - Union européenne 12,3 %

3 - Etats-Unis 10,7 %

4 - Inde 8,6 %

5 - Koweït 7,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,53 Md USD, -33,12 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 94/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. À ce jour, il n'existe aucune entité locale fournissant des informations économiques sur les entreprises. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement, et également des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Birr éthiopien (ETB). Non convertible

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 EUR = 53,5414 ETB

1 ETB = 0,01850 EUR

1 USD = 46,2926 ETB

1 ETB = 0,02140 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR).

### → Conseillés

Virement bancaire ou crédit documentaire, de préférence confirmé, le plus souvent offshore, via Djibouti. Localement, les crédits documentaires sont parfois assez difficiles à obtenir compte tenu de la faiblesse du système bancaire et des réserves en devises.

Ainsi, la *Commercial Bank of Ethiopia* a déjà plusieurs fois suspendu les émissions de crédits documentaires pour des périodes de plusieurs mois, notamment en 2012 et 2015, suite à un problème d'insuffisance de réserves de devises, retardant l'ouverture de crédits, jusqu'à 6 mois dans certains cas. Mais actuellement, c'est la banque la plus active sur le marché : début décembre 2017, elle a introduit de nouvelles règles en matière d'émission de crédit documentaire, officiellement pour lutter contre les sources parallèles de financement

des opérations. Cette nouvelle réglementation ne semble pas avoir eu beaucoup d'impact à ce jour sur les opérations d'importation. En dehors de la *Commercial Bank of Ethiopia*, une petite poignée de banques sont plus ou moins actives dans l'émission des crédits documentaires : la *Wegagen Bank*, la *Bank of Abyssinia*, la *Development Bank of Ethiopia*.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Essentiellement paiement d'avance, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance de devises fortes.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garanties de marché sont disponibles, essentiellement via la *Commercial Bank of Ethiopia* ou offshore, via Djibouti.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit éthiopien et les tribunaux locaux sont supposés être les seuls compétents.

Attention, il y a un droit national et plusieurs droits régionaux. L'Éthiopie n'a pas ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage international. Il sera donc très difficile de faire reconnaître une décision rendue à l'étranger. Avant toute action, privilégier une transaction extrajudiciaire.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 149/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Qualifié de nouvel Eldorado en Afrique par les occidentaux (le journal *Les Echos* titrait en janvier 2019, « l'Éthiopie, le tigre africain qui étonne le monde »), l'Éthiopie attirait tous les regards des exportateurs, surtout dans le domaine du textile.

La pression des commerciaux sur les financiers est donc forte mais les récentes tensions politiques et sociales, qui s'étaient terminées en avril 2018 par l'arrivée d'un nouveau Premier ministre (Abiy Ahmed) issu pour la première fois de l'ethnie dominante (Oromo), ont montré que le pays n'était pas à l'abri de soubresauts. De fait, début mai 2019, le pays est frappé par de nouvelles violences ethniques.

Depuis le 4 novembre 2020, de violents combats se déroulaient en Érythrée. Et début novembre 2021, l'état d'urgence a été décrété, pour la troisième fois en cinq ans et la Constitution suspendue en raison de l'avancée de la rébellion tigréenne sur la capitale. Au moment où nous bouclons cette fiche, l'évolution de la situation politique est très incertaine.

Quoiqu'il en soit, comme le titrait si bien le journal *Le Monde* en janvier 2016, « En Éthiopie, le "miracle" économique masque les fragilités du régime ». Cinq ans après, la situation dégradée en est la parfaite illustration. Devant l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises locales, et compte tenu de la faiblesse du système bancaire local (voir plus haut les problèmes relatifs aux crédits documentaires), ne prendre aucun risque : paiement d'avance ou offshore, ou crédit documentaire confirmé. Le voisin, Djibouti, est une plateforme attractive pour les opérations commerciales en Éthiopie.

**évaluations disponibles.** Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Éthiopie était classée au 156<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export :** respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 51 h. ; coût 172 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (76 h. ; 175 USD).

- **À l'import :** respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 120 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (194 h. ; 750 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



# GABON · XAF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé,  
à surveiller attentivement  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 2,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 1,2 % (estim.) ; 2020 : -1,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
14 130

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 4,903 (-25,94 %)  
Import : 2,937 (-6,46 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,455 Md USD, -10,93 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 129/180 continue  
de se dégrader

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D3, risque de court terme  
significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires  
D (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 5/7 ; commercial : F ;  
risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 7/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il n'y a pas d'organismes spécialisés sur l'in-  
formation de solvabilité et les renseignements  
sont peu fiables. La meilleure source d'infor-  
mation demeure la consultation des institu-  
tionnels et milieux d'affaires français implantés  
localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BEAC (XAF).

Le Gabon est membre de la zone franc, via la  
Cemac (Communauté économique et moné-  
taire d'Afrique centrale) dont l'institut d'émis-  
sion est la BEAC (Banque centrale des États  
d'Afrique centrale). Le franc CFA est rattaché  
à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor  
français. Mais sa convertibilité et les transferts  
sont soumis à une réglementation des changes  
stricte : les transferts de fonds vers l'étranger,  
notamment, sont autorisés par la BEAC sur jus-  
tificatif et doivent passer par un intermédiaire  
agréé (établissements financiers).

Taux de change :

1 XAF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XAF

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant et la qualité du client, vire-  
ment Swift s'il y a possibilité de le faire garantir  
par une lettre de crédit standby ou une cou-  
verture d'assurance-crédit. Sinon crédit docu-  
mentaire éventuellement confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.



## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

60 jours maximum, si la transaction est sécurisée par une garantie. Les transactions avec paiement d'avance se multiplient.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées ; ils atteignent d'un à deux mois, voire plus. Cela avait d'ailleurs été évoqué il y a quelques années, courant mars 2017, lors d'une rencontre entre le Premier ministre gabonais et le Medef : l'organisme patronal s'était inquiété des retards de paiement touchant les entreprises françaises.

### → Acomptes à la commande

En négociation est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir auprès des principales banques. Toutefois, le délai d'obtention est relativement long et les garanties coûteuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Gabon adhère en effet à l'OHADA

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Aucun changement par rapport à notre appréciation des années précédentes. Bien que ce pays soit un émirat pétrolier, le comportement payeur des entreprises locales demeure réputé très mauvais. L'économie repose principalement sur l'industrie pétrolière – en baisse actuellement alors que les cours mondiaux du pétrole ont chuté depuis 2014, donc générant moins de recettes – et dans une moindre mesure, les mines et l'exploitation forestière. Les autres secteurs sont laissés plus ou moins à l'abandon.

Le pays, comme ses voisins de la zone Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) souffre périodiquement des rumeurs d'une dévaluation du franc CFA. Le risque de non-transfert est toujours très élevé (noté 5/7 par Credendo). Les pays de la Cemac souffrent d'une pénurie de devises et cela pénalise aussi bien les particuliers que les entreprises.

Contrairement à certains observateurs, nous n'avons jamais pensé que le pays était sérieusement entré dans une « certaine stabilité » politique. En témoigne les turbulences qui agitent le pays à chaque élection et la contestation des résultats. On verra comment se passeront les prochaines élections présidentielles, en 2023.

Attention à la fragilité des banques, toutes très liées à la manne pétrolière et aux entreprises d'État, lesquelles se portent plutôt mal depuis la chute des prix des matières premières. Courant 2017, deux d'entre elles ont frôlé le dépôt de bilan et une troisième a été purement et simplement liquidée. Comme on l'a vu dans cette fiche, une augmentation préoccupante des retards de paiement est aussi relevée sur le terrain. Si en janvier 2018, en dépit de toutes ces difficultés, un forfaitaire couvrait néanmoins des opérations sur deux ans, ce n'est plus le cas depuis fin mars 2019. Officiellement, le pays est « fermé ».

D'autre part, comme on pouvait le lire récemment sur un site gabonais, « au Gabon, des centaines d'entreprises de type PME se créent chaque année. Or, globalement, 80 à 85 % de ces entreprises disparaissent purement et simplement dans les années qui suivent leur création, alors qu'une autre partie glisse progressivement vers l'informel en fuyant les services du fisc et des organismes de cotisation ». À noter que la nouvelle loi de finances validée en juin 2020 comprend différentes mesures pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent. Sécuriser au maximum les opérations et s'appuyer sur les réseaux français locaux.

(Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 dans une quinzaine de pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis.

De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.

- En fonction de l'attribution de la compétence juridique déterminée, il est possible de régler les différends commerciaux par voie d'arbitrage soit à la cour commune de justice d'Abidjan (dans le cadre de l'OHADA) soit à la Chambre de commerce internationale (ICC) basée Paris.

- Une action devant un tribunal français est possible, mais l'exécution au Gabon peut être longue.

Pour information, le pays était classé 171/189 pour l'aspect « exécution des jugements » par la Banque mondiale dans son dernier classement Doing Business.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 130/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Gabon était classé au 170<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 96 h. ; coût 1 633 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (60 h. ; 200 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 84 h. ; coût 1 320 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (120 h. ; 170 USD). ■

## AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# GHANA • GHS



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : élevé

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 30,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 4,6 % (estim.) ; 2020 : 0,9 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
5 470

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 14,472 (-8 %)

Import : 12,429 (-7 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 18,6 %

2 - Chine 18,2 %

3 - États-Unis 6,6 %

4 - Royaume-Uni 4,97 %

5 - Inde 5,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,251 Md USD, -3,83 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 75/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Le Ghana ne compte aucun organisme local spécialisé dans l'information sur les entreprises. Des renseignements peuvent être obtenus auprès d'établissements financiers, sans garantie de fiabilité. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le nouveau cedi ghanéen (GHS).

Taux de change au 12 octobre 2021 :

1 GHS = 0,14232 EUR - 1 EUR = 6,99314 GHS

1 USD = 6,04636 GHS - 1 GHS = 0,16463 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), l'euro (EUR) et la livre sterling (GBP).

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction, virement garanti par une lettre de crédit standby (de plus en plus utilisée au Ghana surtout via les filiales de banques anglo-saxonnes) ou garanti par une assurance-crédit. Sinon, le crédit documentaire irrévocable et confirmé, le plus souvent silencieusement.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Très peu de délais accordés : le paiement d'avance ou le paiement à vue par crédit documentaire sont les pratiques les plus courantes. Si délai, ne pas dépasser 30 jours.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées.

### → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir mais les délais d'obtention sont parfois longs et les commissions peuvent être onéreuses.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Au Ghana, les entreprises ont la réputation d'un comportement payeur assez mauvais, malgré une certaine amélioration. L'accès au crédit bancaire est encore très limité voire inexistant pour la plupart des PME. Le risque de non-transfert s'est légèrement amélioré mais reste élevé (noté 5/7 par Credendo, qui a également abaissé le risque court terme à 4 au lieu de 5/7). Le résultat de l'élection présidentielle de décembre 2016 n'a pas vraiment changé la donne en ce qui concerne les positions des assureurs-crédit, encore très différentes

les unes des autres. En forfaitage, on trouve encore des offres de deux à trois ans. Il faut demeurer très prudent et sécuriser les opérations. Pour rappel, le Ghana figurait en deuxième place (derrière le Nigeria) au Top 5 des pays africains sur lesquels les assureurs-crédit ont été amenés à indemniser les fournisseurs pour les opérations court terme en 2020 (source : Union de Berne, 2021). On constate d'ailleurs une augmentation des paiements d'avance dans les transactions commerciales internationales du Ghana.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal ghanéen, mais il vaut mieux l'éviter car les décisions sont très aléatoires et très longues.
- Rechercher une transaction à l'amiable est fortement recommandé.

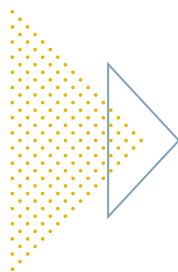
→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 130/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Ghana était classé au 158<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 108 h. ; coût 490 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (89 h. ; 155 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 80 h. ; coût 553 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (36 h. ; 474 USD). ■

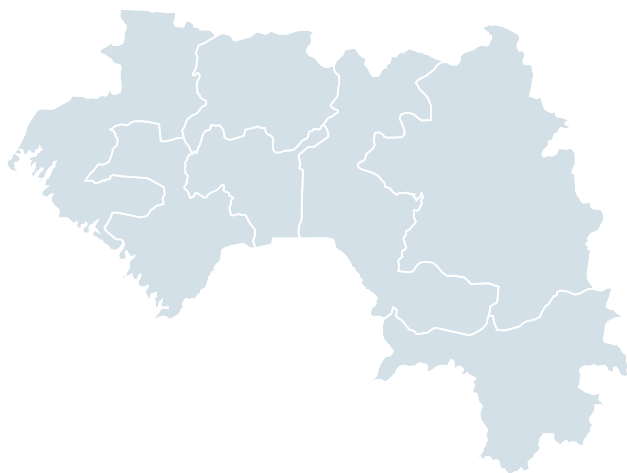


## AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# GUINÉE·GNF

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 14

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 5,6 % (estim.) ; 2020 : 5,2 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
2 580

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 5,595 (+42 %)

Import : 3,374 (-3 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,171 Md EUR, +2,72 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 137/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible car très peu de bilans sont publiés en Guinée et ceux qui circulent sont peu fiables. S'attendre à une information basique. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc guinéen (GNF).

Taux de change au 13 octobre 2021 :

1 GNF = 0,00009 EUR

1 EUR = 11 170,8 GNF

1 USD = 9 675,54 GNF

1 GNF = 0,00010 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation des échanges**

L'euro (EUR) majoritairement et le dollar américain (USD).

→ **Conseillés**

Le paiement d'avance, sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Pas de délai si possible : le paiement d'avance ou le paiement à vue par crédit documentaire confirmé est la pratique la plus courante. Et encore, la confirmation devient de plus en plus difficile et de plus en plus onéreuse.

→ **Risques de retards de paiement**

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garan-

tie. Ils peuvent être dus à l'indisponibilité des devises ou plus simplement à l'insuffisance de trésorerie des entreprises, par suite de manque de support des banques locales.

→ **Acomptes à la commande**

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir, mais les commissions sont très onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. La Guinée adhère en effet à l'OHADA



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les différentes notes de risques pays mentionnées au début de la présente fiche se passent de tout commentaire...

La Guinée, dont la situation politique est instable et la situation économique et financière très fragile – l'impact de l'épidémie d'Ebola (2015-2016) a été à cet égard catastrophique –, présente un très mauvais risque pour les exportateurs.

Faiblesse du système bancaire local, risque maximum de non-transfert (toujours noté 7/7 par Credendo), extrêmes difficultés dans le recouvrement des créances impayées : ces points doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier si possible le paiement d'avance.



(Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et est applicable à ce jour dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.

- Une action devant un tribunal français est également possible, mais l'exécution en Guinée risque d'être longue.
- Privilégier un accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 118/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Guinée était classée au 167<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 778 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (139 h. ; 128 USD).

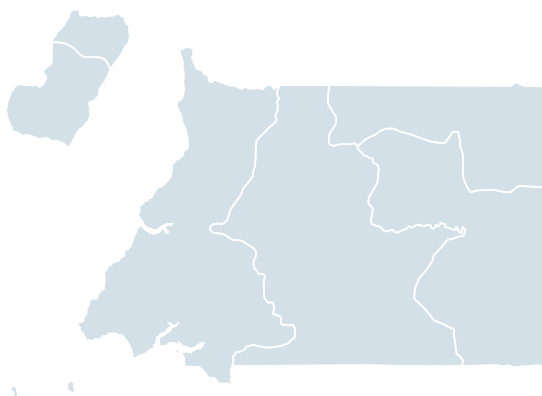
• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 79 h. ; coût 809 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (156 h. ; 180 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



# GUINÉE ÉQUATORIALE · XAF



## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé

## CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 1,4

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :  
2021 : 4 % (estim.) ; 2020 : -5,8 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :  
13 350

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 3,2 (-40 %)  
Import : 1,724 (-24 %)

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :  
0,025 Md USD, -32 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 174/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : depuis 2015, ne traite pas ce pays spécifiquement ; pour mémoire, la dernière note publiée était D et sur la carte risques pays au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le pays apparaissait en risque très élevé

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 7/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible car très peu de bilans sont publiés en Guinée équatoriale et ceux qui circulent sont peu fiables. S'attendre à une information basique. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le franc CFA (XAF).

La Guinée équatoriale est membre de la zone franc, via la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) dont l'institut d'émission est la BEAC (Banque des États d'Afrique centrale). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Mais sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BEAC sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

Taux de change au 24 juillet 2020 :

1 XAF = 0,001524 EUR

1 EUR = 656,72 XAF

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

Le paiement d'avance, sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Pas de délai si possible : le paiement d'avance ou le paiement à vue par crédit documentaire confirmé sont les pratiques les plus courantes, mais les conditions de confirmation sont rares et onéreuses.

Éventuellement virement bancaire garanti par une assurance-crédit, difficile à obtenir en ce moment.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie. Ils peuvent être dus essentiellement à l'indisponibilité des devises.

### → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Aucun changement par rapport à l'édition précédente. La Guinée équatoriale, dont la situation politique est instable et dont la situation économique et financière est très fragile, malgré la manne pétrolière et gazière (il est vrai en forte baisse avec la chute des cours à partir de 2014), présente un très mauvais risque pour les exportateurs. Faiblesse du système bancaire local, risque maximum de non-transfert (toujours noté 7/7 par Credendo), extrêmes difficultés dans le recouvrement des créances impayées, rumeurs récurrentes de dévaluation du franc CFA qui affecte la Cemac : tous ces points doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance s'il est négociable. De façon étonnante, un opérateur de forfaitage couvre toujours des opérations à un an sur ce pays.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir, mais les commissions sont très onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. La Guinée équatoriale adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et applicable à ce jour dans 17 pays d'Afrique. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est également possible, mais l'exécution en Guinée équatoriale risque d'être longue.
- Privilégier un accord amiable.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 168/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Guinée équatoriale était classée au 175<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 132 h. ; coût 760 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (154 h. ; 85 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 240 h. ; coût 985 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (240 h. ; 70 USD). ■

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

**KENYA**·KES



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé

### CHIFFRES CLÉS

Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 48,7

Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :  
2021 : 7,6 % (estim.) ; 2020 : -0,1 %

Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :  
4 370

Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :

Export : 6,034 (+3,34 %)

Import : 15,435 (-12,57 %)

Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :

1 - Chine 22 %

2 - Union européenne 12,4 %

3 - Inde 11,5

4 - Émirats Arabes Unis 5,6 %

5 - Japon 5,3 %

Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :  
0,17 Md USD, -12,32 %

Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 124/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les bilans des entreprises locales ne sont pas toujours disponibles et il ne faut s'attendre qu'à des informations très basiques et parfois peu fiables. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs. Signalons néanmoins un prestataire local implanté également au Royaume Uni, couvrant le Kenya, l'île Maurice, l'Ouganda et la Tanzanie :

• **Kutz Univar Ltd**

[www.kutzgroup.tripod.com/africa.htm](http://www.kutzgroup.tripod.com/africa.htm)  
Gathani House, Homa Bay Road P.O. Box 18061, Nairobi, Kenya  
Tél. : +254 (02) 650389/90  
[gathani@africaonline.co.ke](mailto:gathani@africaonline.co.ke)

Coordonnées au Royaume Uni :

• **Kutz International Limited**

Gatex House - 603 Harrow road  
North Kensington - Londres W10 4RA  
Tél. : +44 (0) 20 8960 3222  
Fax : +44 (0) 20 8969 6096  
e-mail : [kutz@gatex.co.uk](mailto:kutz@gatex.co.uk)

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le shilling kenyan (KES).

Taux de change au 13 octobre 2021 :

1 KES = 0,00775 EUR

1 EUR = 126,746 KES

1 USD = 109,780 KES

1 KES = 0,00895 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), l'euro (EUR) et la livre sterling (GBP).

### → Conseillés

Le paiement d'avance essentiellement. Sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas d'amélioration depuis la dernière édition de cette fiche, en décembre 2020. Au contraire : Credendo, qui a dégradé sa note pour le risque de non-transfert à 7/7 entre 2019 et 2020, a maintenu cette appréciation. Outre le fait que le Kenya présente une situation politique fragile, la contestation du résultat de l'élection présidentielle de mars 2013 a jeté une ombre sur la perspective d'une stabilisation politique durable qui n'est pas complètement levée. Le pays cumule quelques mauvais indicateurs au plan commercial et financier que la crise sanitaire mondiale n'ont pas permis d'améliorer : la faiblesse du système bancaire local.

À titre d'exemple, l'une des principales banques, Chase Bank Kenya, a été mise sous tutelle début avril 2016 pour une période de douze mois pour finalement être rachetée, partiellement, fin avril 2019, par la filiale d'un fonds mauritanien. Ce qui restait de la Chase a été mis en liquidation en avril 2018. De 2016 à 2018, deux autres banques ont elles aussi été sauvées de justesse par l'intervention de la Central Bank. Rajoutons le risque élevé d'impayés et de défaillances. Curieusement, l'un des principaux forfaitiers couvrent encore les opérations à deux ans maximum. Car de nombreuses difficultés continuent à être signalées dans le recouvrement des créances impayées. Un contexte qui doit inciter à la plus grande prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance s'il est négociable.

#### → Déconseillés

Tous les autres. Éviter surtout les chèques. Comme au Nigeria, le risque de faux chèques est élevé.

#### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

##### → Délais de paiement habituels

Le paiement d'avance est fortement recommandé (35 à 40 % des transactions au niveau mondial). Localement, les délais de paiement théoriques vont de 30 à 60 jours. Si la transaction se fait par crédit documentaire, paiement à vue ou délai de 30 jours maximum.

##### → Risques de retards de paiement

Ils sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées. Environ 75 % des factures non garanties sont payées avec un retard de 10 à 30 jours. Les autres subissent des retards allant de 30 jours à plusieurs mois, souvent dus à un problème d'indisponibilité des devises (7/7 sur l'échelle du risque de non-transfert établi par Credendo), et surtout, au manque de soutien des banques locales en matière de financement des importations.

Comme dans de nombreux pays, le secteur de la grande distribution n'est pas vraiment un modèle pour le respect des échéances. Le gouvernement subit actuellement une forte pression pour mettre en pratique des dispositions identiques à celles appliquées dans l'Union européenne. Les délais envisagés seraient de 7 jours pour les denrées périssables et 30 à 45 jours pour les autres commerces de détail.

De même le Prompt Payment Bill 2020 prévoit un délai maximum de 90 jours pour les commandes publiques, s'il n'y a pas de contrat ou si le contrat ne précise pas de conditions spécifiques.

##### → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

#### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des principales banques, mais, au Kenya, elles sont onéreuses.

#### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• En principe, tribunal local.

• Privilégier l'accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 50/190.

#### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Kenya était classé au 117<sup>e</sup> rang mondial (-5 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 16 h. ; coût 143 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (19 h. ; 191 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 194 h. ; coût 833 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (60 h. ; 115 USD). ■



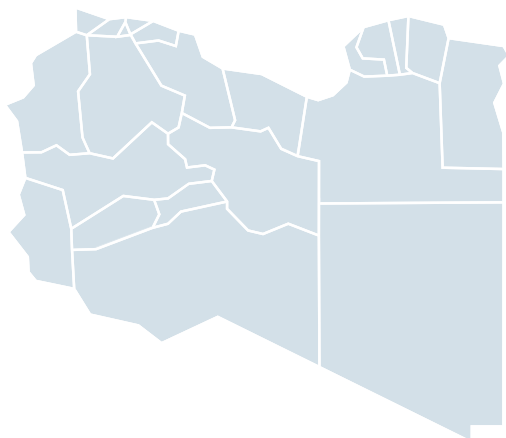
AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

## LIBYE • LYD

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé, continue  
de se dégrader

Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 6,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 131 % (estim.) ; 2020 : -59,7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
11 250

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 7,441 (-70 %)

Import : 13,396 (-19 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,172 Md USD, -18,23 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 173/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme  
élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays E ; environnement des affaires E  
(octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 7/7 ; commercial : G ;  
risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 10/10 (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il n'existe pas d'organisme procurant des renseignements de notoriété sur les entreprises libyennes. Et de toute façon, les renseignements recueillis n'auraient aucune fiabilité compte tenu du marasme actuel. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires français implantés localement. On peut toutefois essayer de contacter un prestataire spécialisé sur le proche et le moyen orient :

• **Cedar Rose Int. Services Ltd**  
[www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)

### Bon à savoir

L'embargo contre la Libyan Foreign Bank est levée par l'ONU et l'Union européenne depuis 2011, mais prudence quand même. Ainsi, attention aux mesures qui avaient été prises par l'Union européenne (voir « Le conseil du credit manager ») à l'encontre de l'ancien régime libyen, qui restreignent toujours les opérations commerciales et financières avec des personnes ou entités désignées dans les textes suivants et énumèrent aussi les produits prohibés :

• Règlement (UE) n° 204/2011 du conseil du 2 mars 2011 ;

• Règlement d'exécution (UE) n° 233. 2011 du conseil du 10 mars 2011 restreignant les transactions avec la Central Bank of Libya et la Libyan Foreign Bank ;

• Règlement (UE) n° 296/2011 du conseil du 25 mars 2011 modifiant le Règlement n° 204/2011. Le non-respect de ces mesures peut bloquer les transferts de fonds et le bon déroulement des crédits documentaires. Pour suivre l'évolution des sanctions, aller sur le site de la DG Trésor et télécharger le règlement consolidé : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/libye> (dernière mise à jour 30 juillet 2021).

Tél. : +357 25 346630  
mail@cedar-rose.com

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le dinar libyen (LYD).

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 LYD = 0,18839 EUR

1 EUR = 5,24482 LYD

1 USD = 4,53471 LYD

1 LYD = 0,21792 USD

#### Bon à savoir

Le dinar libyen n'est pas convertible. Son taux de change est établi par rapport aux DTS (Droits de tirages spéciaux) du FMI. L'Administration du contrôle sur les banques et la monnaie auprès de la Banque centrale de Libye est responsable de la réglementation des échanges. Les transferts de devises se font au travers de la Libyan Foreign Bank, détenue à 100 % par la Banque centrale (attention, transactions restreintes !).

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR) et le dollar américain (USD).

#### → Conseillés

En temps normal, c'est-à-dire avant le déclenchement du conflit armé interne, on recommandait plus particulièrement, en dehors du paiement d'avance, le crédit documentaire irrévocable et confirmé et le virement Swift garanti soit par une assurance-crédit, soit par une lettre de crédit standby (ces dernières émises plus particulièrement par des filiales de banques étrangères). Ce sont les plus utilisés par les importateurs libyens et les mieux garantis par les banques. De plus en plus de crédits documentaires sont établis offshore. Voir également certaines banques établies en UK, très actives sur la Libye, par exemple la BACB (British Arab Commercial Bank).

#### → Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Compte tenu de la situation actuelle, le paie-

ment d'avance est très fortement recommandé. Ou alors, des transactions offshore. N'accorder aucun délai si la transaction n'est pas rigoureusement sécurisée.

#### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées. Ils sont souvent dus à une insuffisance de devises ou encore des problèmes de dédouanement, manque de trésorerie, problèmes administratifs. Ces retards peuvent durer plusieurs mois, comme l'ont hélas déjà constaté certains exportateurs français imprudents ou laxistes dans leur gestion du risque client... Comme le conseille l'US Exim Bank, soignez la rédaction des clauses financières et n'expédiez que si vous avez la certitude d'être payé !

#### → Acomptes à la commande

En négocier est possible.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir, le délai d'obtention est assez rapide et les coûts sont raisonnables. À noter que la Libyan Foreign Bank émet des SBLC, y compris pour des garanties de marché. La Sahara Bank émet elle aussi des lettres de crédit standby.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Celui de la « shaâbiyate » (région) concernée.
- Le recours à l'arbitrage de la CCI est conseillé pour les montants importants. Bien que n'ayant pas signé la Convention d'arbitrage de New York, la Libye reconnaît en général les décisions rendues à l'étranger.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 168/190.

### 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Libye était classée au 129<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Aucun changement d'appréciation depuis nos précédentes éditions. « Des opportunités existent donc tant pour nos grands groupes que pour nos PME et ETI », comme l'indiquait le Trésor français sur son site il y a quelques années, mais pas à n'importe quel prix et pas dans la situation chaotique dans laquelle est plongé le pays...

Les appréciations et notations très mauvaises des principaux assureurs-crédit, de la Banque mondiale et de l'institut Transparency international se passent de tous commentaires. La situation en Libye peine à se stabiliser et l'incertitude politique pèse lourdement sur les transactions commerciales. Depuis avril 2013 et l'attentat contre l'ambassade de France, les perspectives des entreprises françaises sont plus ou moins en berne, bien que selon certains observateurs, les affaires sont reparties depuis. Prudence donc.

En temps ordinaire, avant 2011, les retards de paiement étaient déjà souvent dus soit à des problèmes administratifs, soit à des problèmes d'insuffisance de devises. Inutile

de préciser que la situation s'est aggravée avec cette crise politique ouverte il y a dix ans et dont personne ne voit d'issue durable à ce jour.

La lenteur des opérations de dédouanement est également signalée et peut être à l'origine de certains retards de paiement. Il faut tenir également compte du risque très élevé de non-transfert (7/7, soit le risque maximum, sur l'échelle de Credendo). Le système bancaire libyen, déjà très fragile, est désormais quasi inexistant, seule la Libyan Foreign Bank étant réellement présente actuellement dans les transactions à l'international. On a observé dans le passé une certaine tension (mars 2018) entre la Banque centrale de Tunisie (maison mère de la Libyan Foreign Bank) et sa filiale, avec des accusations de mauvaise gestion et de malversations. Prudence donc.

Au risque de se répéter, la situation ne peut que s'aggraver compte tenu du flou politique actuel et la plus grande prudence s'impose dans les transactions commerciales pour encore plusieurs mois.

douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 575 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (72 h. ; 50 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 79 h. ; coût 637 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 60 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# MADAGASCAR • MGA

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 27,6

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,2 % (estim.) ; 2020 : -4,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
1 540

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 1,987 (-26,3 %)  
Import : 3,224 (-18 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne 21,1 %
- 2 - Chine 17,5 %
- 3 - Émirats arabes unis 9,1 %
- 4 - Inde 6,9 %
- 5 - Afrique du Sud 5,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,358 Md USD, -15,51 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 149/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

• **Chambre de commerce et d'industrie**

**France Madagascar**

BP 12106 Ankorondrano

101 Antananarivo

Tél. : +261 20 22 696 49 ou +261 20 22 633 12

ccifm@ccifm.mg - www.ccifm.mg

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'ariary (MGA).

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 MGA = 0,00022 EUR

1 EUR = 4540,47 MGA

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Selon le montant de la transaction, virement bancaire éventuellement garanti par une lettre de crédit standby (SBLC) ou couverture assurance-crédit. La grande majorité des banques malgaches émettent des SBLC. Sinon, crédit documentaire irrévocable et confirmé (sachant qu'il est difficile et coûteux d'obtenir une confirmation sur Madagascar en ce moment). Privilégier quand c'est possible les filiales de banques françaises.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le paiement d'avance est fortement recom-

mandé et utilisé en majorité. Dans le cadre d'un crédit documentaire confirmé, paiement à vue ou 30 jours maximum.

## → Risques de retards de paiement

Il existe. Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours voire plusieurs mois. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

## → Acomptes à la commande

En exiger est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir, mais à Madagascar elles sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Les tribunaux sont encombrés par les affaires locales, les décisions risquent donc de prendre beaucoup de temps (871 jours en moyenne selon la Banque mondiale...) et la décision rendue sera très aléatoire.
- Privilégier un accord amiable et, à défaut, une action devant les tribunaux français et l'exécution à Madagascar. Ce sera certainement plus rapide.

## → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 135/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Madagascar était classé au 140<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le

transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 70 h. ; coût 868 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (49 h. ; 117 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 99 h. ; coût 595 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (58 h. ; 150 USD). ■



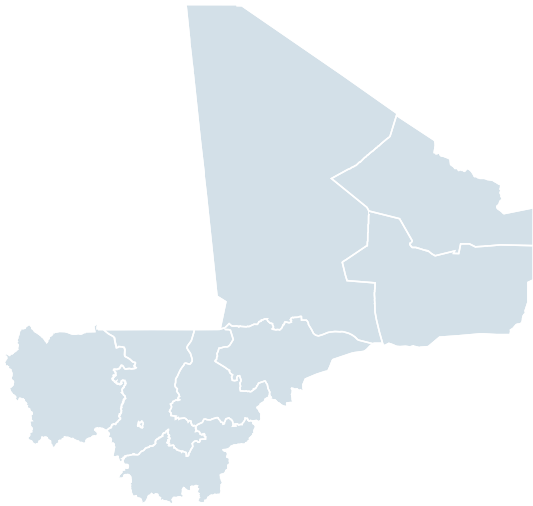
## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Ce pays est l'un des nombreux exemples de pays à risques où certains continuent d'exporter sans filet sous prétexte d'ancienneté des relations commerciales. Il ne faut pas pleurer après si les retards de paiement sont fréquents dans ces conditions, et très longs... La situation économique et financière du pays, qui sort à peine d'une période de forte instabilité politique, reste fragile. Les notes des institutionnels et des assureurs-crédit, très négatives, se passent de tous commentaires. Plusieurs indicateurs sont par ailleurs négatifs : la faiblesse du système bancaire local – contrairement à ce que l'on peut lire sur certains sites Internet (et de toutes façons, les banques ne financent que certains secteurs), et un risque très élevé de non-transfert (noté 6/7 par Credendo). Les retards de paiement sont très nombreux. On signale en outre des difficultés dans le recouvrement des créances impayées. Ajoutons un système judiciaire qui laisse à désirer. Autant d'éléments qui doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance qui tend à se généraliser.

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.



MALI • MGA



## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé

CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 19,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021: 4 % (estim.) ; 2020 : -2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 250

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 3,923 (+7 %)  
Import : 4,877 (-5 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,423 Md USD, +12,97 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 129/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 10/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations disponibles sont très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA doit être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

Taux de change : 1 XOF = 0,001524 EUR  
1 EUR = 655,957 XOF

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

En priorité paiement d'avance. Sinon, un crédit documentaire irrévocable et confirmé.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.



## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance très fortement recommandé. Sinon, dans le cadre d'un crédit documentaire, plutôt rare actuellement, paiement à vue ou délai de 30 jours maximum, avec confirmation.

### → Risques de retards de paiement

Ils existent. Des retards de 30 à 60 jours voire plusieurs mois sont fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert). Rappelons la fermeture temporaire des banques lors du coup d'État de mars 2012 : cinq ans plus tard, il y a encore quelques répercussions.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandés. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir, mais elles sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Mali adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est également possible, mais l'exécution au Mali risque d'être longue.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 102/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Mali était classé au 95<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfron-

talier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 242 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 33 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 98 h. ; coût 545 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (77 h. ; 90 USD). ■



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

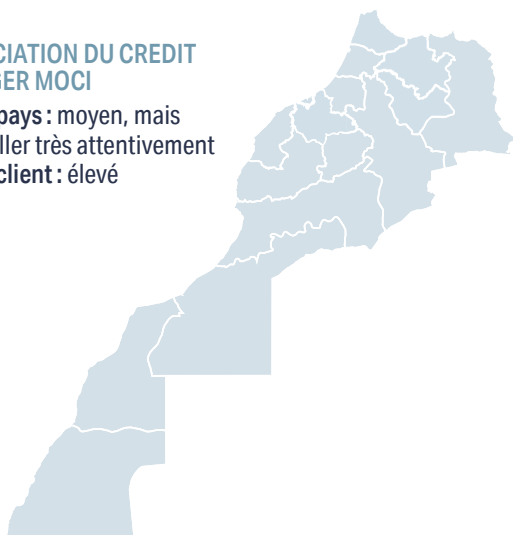
Les trois coups d'état en dix ans, dont le dernier en mai 2021 (après celui d'août 2020), témoignent de la situation politique dégradée de ce pays en proie à une rébellion touareg et aux assauts des bandes armées, djihadistes et autres, depuis 2013. Le pays est, de fait, coupé en deux. La situation économique du Mali a connu un très fragile redressement mais reste très dépendante de l'aide internationale. Le pays a été secouru par plusieurs attentats et donc présente un risque terroriste élevé qui nuit grandement à son image auprès des milieux d'affaires étrangers et au tourisme. Le système bancaire reste fragile. Le risque de non-transfert est toujours maximum (noté 7/7 par Credendo). On signale évidemment des difficultés dans le recouvrement des créances impayées. Tous ces points doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions avec le Mali et beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance s'il est négociable, ou offshore si le client dispose de fonds à l'étranger.

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# MAROC·MAD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, mais  
à surveiller très attentivement  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 36

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021: 4,5 % (estim.) ; 2020 : -7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
7 190

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 27,159 (-7%)

Import : 43,831 (-14 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 51,4 %

2 - Chine 10,1 %

3 - États-Unis 7,4 %

4 - Turquie 5,2 %

5 - Russie 2,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
4,682 Md USD, -13,08 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 86/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B3, risque de court terme  
significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires  
A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ;  
risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 5/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Notre diagnostic ne change pas, malheureusement. Certains observateurs se réjouissent que le nombre de bilans disponibles soit en hausse. Oui, mais hélas, le fort poids de l'informel continue à peser lourdement sur leur fiabilité, une faiblesse que dénonce le patronat marocain lui-même (troisième menace exprimée, après les délais de paiement et la concurrence déloyale, dans le Baromètre de conjoncture publié en avril 2016 par la Confédération générale des entreprises du Maroc).

Soyons un peu réalistes : il y a près de vingt ans déjà, dans le journal marocain *L'Économiste* du 26 septembre 2003, on pouvait lire : « La consultation des bilans au Registre de commerce ? Ils ne sont jamais déposés à temps. Et encore faut-il s'assurer de leur sincérité. Du coup, les PME font comme elles peuvent : recoupement d'infos auprès des banques, renseignement discret sur la réputation des dirigeants, etc. ». La situation ne s'est, hélas, pas vraiment améliorée depuis...

Quelques sources locales :

• **Eulerhermes Acmar**, affilié au groupe Euler Hermes, source très utilisée par les entreprises marocaines. Tél. : +212 22 39 84 12  
[www.ma.eulerhermes.com/fr](http://www.ma.eulerhermes.com/fr)

• **Inforisk, sa**  
Publie des études intéressantes sur les délais de paiement et les défaillances d'entreprises au Maroc.

43, Boulevard d'Anfa - 20 000 Casablanca  
Tel. : (+212) 05 22 42 90 87

E-mail : [info@inforisk.ma](mailto:info@inforisk.ma)

Site Internet : <http://www.inforisk.ma>

• **Chambre française de commerce  
et d'industrie du Maroc**

15, av. Mers-Sultan 20130 Casablanca, Maroc  
Tél. : +212 5 22 20 90 90 ou +212 5 22 20 01 30  
<http://www.cfcim.org> - [cfcim@cfcim.org](mailto:cfcim@cfcim.org)

Et pour les informations de base, on peut essayer les principaux acteurs présents en France sur le marché de l'information sur les entreprises : Altares, Ellisphere, Intersud...

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

#### → Monnaie locale

Le dirham marocain (Moroccan Dirham - MAD). Convertible. Taux de change au 14 octobre 2021 : 1 MAD = 0,09456 EUR  
1 EUR = 10,4139 MAD

#### Bon à savoir

L'Office des banques a donné aux banques une délégation générale pour l'exécution des transferts de devises. La seule contrainte qui pèse sur l'importateur est l'obligation de domicilier ses opérations d'importation auprès d'une banque de droit marocain et de souscrire un engagement d'importation sur le formulaire intitulé « Engagement d'importation, Licence d'importation, Déclaration préalable d'importation ».

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR) majoritairement et le dollar (USD).

#### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et l'ancienneté de la relation commerciale, virement Swift, éventuellement sécurisé soit par une lettre de crédit standby (SBLC, de plus en plus pratiquée par les banques marocaines), soit par une couverture d'assurance-crédit ; sinon, crédit documentaire éventuellement confirmé.

#### → Déconseillés

Tous les autres et particulièrement la remise documentaire : il existe un risque élevé de retard de paiement et/ou d'enlèvement des marchandises sans les documents. À n'utiliser que si elle fait l'objet d'une traite avalisée par une banque locale de premier rang ou si l'opération fait l'objet d'une couverture d'assurance-crédit.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Avant d'évoquer les délais moyens accordés parlons d'entrée du délai moyen réel.

Le thème des délais de paiement au Maroc est un vrai roman-feuilleton, mais la situation ne fait que se dégrader. Fin juillet 2021, selon le Directeur d'Inforisk, 38 % des entreprises marocaines affichaient un retard de paiement d'au moins 90 jours. Un mois plus tôt, selon la même source, « les derniers chiffres connus jusqu'ici montrent que les TPE ont un délai client de 220 jours, les PME de 113 jours, et les AGE (grandes entreprises) de 80 jours ».

Il y a quelques années, comme le disait le directeur des Engagements chez Euler Hermes Acmar, c'était surtout « par atavisme culturel et par attentisme, il est récurrent de retarder le règlement des fournisseurs, même si la trésorerie de l'entreprise est saine ». Et les fournisseurs ne se plaignaient pas trop, « parce que dans un climat économique tendu, les créanciers préfèrent supporter des retards plutôt que de perdre des clients. »

Puis la situation s'est vraiment dégradée. Ce n'était plus le fait que ne pas payer son fournisseur relevait d'un sport national, mais simplement qu'à cause de la crise économique, les entreprises étaient dans l'incapacité de faire face à leurs engagements.

Le Gouvernement a alors tenté de stopper l'hémorragie en mettant en place des structures calquées sur le modèle français : législation sur les délais de paiement, Observatoire des délais de paiement, etc... Ces dernières années, la presse marocaine s'est fait l'écho de l'échec de ces mesures. Citons au hasard, un dossier spécial de l'Économiste : « Délais de paiement : La situation empire ». Et le 1<sup>er</sup> mars 2019, sur le site d'H24 info : « Délais de paiement : l'éternel casse-tête ». Si la loi fixe les délais à 60 et 90 jours, la pratique révèle un constat effarant : « seules 11 % des entreprises respectent les délais de paiement réglementaires », soulignait amèrement Mohamed Kettani, P-dg d'Attijariwafa Bank.

En théorie, localement, les délais standards accordés vont de 30 à 90 jours, mais la situation s'est dégradée ces dernières années, surtout au niveau des grands donneurs d'ordres, et en dépit des nombreux textes tendant à réglementer ces pratiques plus que discutables.

Pour ne citer que les plus importants, notons tout d'abord la Loi 32.10 relative aux délais de paiement entrée en vigueur en novembre 2012. Inspirée de la loi LME française, elle prévoyait un délai maximum de 60 jours à compter

de la date de livraison. Pour des délais supérieurs, un protocole d'accord doit être signé avec le client, sans pour autant que ce délai ne dépasse 90 jours.

Mais depuis, une nouvelle disposition a été adoptée introduisant des dérogations supérieures dans certains secteurs. Un amendement de la loi 49-15 prévoit en effet que les branches professionnelles qui souhaitent appliquer des délais de paiement supérieurs à 90 jours en raison des spécificités de leur secteur, doivent signer un accord préalable dans ce sens. Cette dérogation a été consentie en faveur de certains opérateurs économiques qui réalisent des transactions dont l'échéance de paiement peut dépasser parfois six mois.



Pour les transactions internationales, ne pas dépasser 60 jours, et elles doivent être sécurisées bien évidemment. C'est à ce prix que la courbe des incidents de paiements constatée par les assureurs-crédits avait nettement diminué ces derniers mois. Mais l'attention des exportateurs français semble s'être relâchée car sur le terrain, les retards de paiement repartent à la hausse.

#### → Risques de retards de paiement

Certaines des données ci-après sont issues d'informations recueillies avant la pandémie de Covid-19. Suite à celle-ci, on a constaté dans la quasi-totalité des pays de nombreux retards de paiement, 15 à 30 jours minimum, selon les premières estimations.

On a vu plus haut le constat sans appel d'Inforisk. Un an plus tôt, le Directeur des études de cet organisme écrivait : « on parlait sur des délais déjà très élevés avant la crise, avec 202 jours pour les TPE, 113 pour les PME. La crise a accentué ces délais de paiement, c'est-à-dire que 50 à 60 jours additionnels sont venus se rajouter aux délais initiaux ».

Pour rappel, dans sa dernière enquête sur les délais de paiement au Maroc publiée le 13 juin 2019, la Coface constatait déjà l'échec de la nouvelle législation sur les paiements : plutôt que de diminuer, les délais s'étaient encore allongés pour atteindre 99 jours, contre 82 en 2016... 84 % des entreprises ayant répondu à cette enquête indiquaient des délais moyens dépassant les 60 jours, les délais dépassant même les 90 jours pour plus de 60 % de cet échantillon. Ces résultats suggèrent que plus

de la moitié des entreprises ne respecte pas le délai légal maximum fixé entre 60 et 90 jours.

Près de la moitié des entreprises interrogées ont constaté des délais de paiement maximaux supérieurs à 180 jours, suggérant que la pratique au Maroc reste marquée par des délais de paiements ultra-long.

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes indique pour le Maroc, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 79 jours, qui serait en baisse, ce qui nous surprend quelque

### AVIS D'EXPERT EULER HERMES

#### RISQUES

Le Maroc se distingue des autres économies de la région par sa stabilité politique et une plus grande diversité économique. Au cours de la dernière décennie, le développement d'écosystèmes automobile, pharmaceutique et aéronautique, a permis de prendre le relai de secteurs traditionnels comme le textile et l'agriculture. L'insertion remarquable du Maroc dans les chaînes de valeurs européennes soutient les exportations mais expose le pays au risque de ralentissement économique en Europe. La reprise post-Covid est soutenue grâce à l'assouplissement des mesures sanitaires, la vigueur de la demande mondiale et de bonnes perspectives de production agricole. La croissance économique devrait atteindre 5,3% en 2021 et 4,2% en 2022.

#### RECouvreMENT

Le Maroc est un pays complexe en terme de recouvrement, le risque d'impayé est très élevé avec des délais de paiement entre 90 et 120 jours. Les procédures judiciaires individuelles sont longues, aléatoires et dominées par un formalisme strict. Les chances d'obtenir un paiement par le biais d'une action en justice étant plus faibles que par la négociation, il est recommandé d'instaurer une relation de confiance avec le débiteur dès la prise de contact. Il peut être judicieux de solliciter des cautions personnelles en garantie des règlements promis. L'obtention d'un chèque étant la garantie maximale car son non-respect entraîne des poursuites pénales. Enfin, les procédures collectives sont rarement mises en œuvre. ■



peu quand on analyse les études sur le terrain. Ainsi, les résultats de la 3<sup>e</sup> édition du baromètre de la CGEM (Confédération générale des entreprises du Maroc), sur le premier trimestre 2021, indiquant une hausse du délai de paiement moyen de 53 jours.

Point positif, soulignons une amélioration dans le délai de paiement du secteur public. On serait passé de 60 à 40 jours en moyenne.

Selon la loi marocaine, les entreprises sont dans l'obligation d'appliquer des pénalités de retard aux clients ayant dépassé la date d'échéance convenue. Ce taux de pénalité a depuis été fixé par défaut à 10 % et, s'il figure dans les conditions générales de vente (CGV), il est calculé sur la base du taux minimum de la Bank Al Maghrib, augmenté de 7 points. Un nouveau décret est entré en vigueur fin février 2021 prévoyant des amendes en plus des pénalités.

Comme on l'a vu plus haut, les délais sont rarement respectés si l'opération n'est pas sécurisée. C'est le cas pour les transactions prévues sur la base d'un transfert simple non garanti, ou encore sur la base d'une remise documentaire, technique hélas trop souvent utilisée dans le règlement des importations au Maroc.

## → Acomptes à la commande

Selon la législation en vigueur, les importateurs ont la possibilité de régler des acomptes allant jusqu'à 40 % de la valeur FOB pour l'importation des biens d'équipement d'une valeur dépassant 200 000 MAD, et également de régler par anticipation, dans la limite de la contre-valeur en devises de 200 000 MAD pour certaines importations (pièces de rechange, par exemple). Signalons que les conditions de dérogation à ces deux plafonds peuvent être consultées sur le site de l'Office des changes marocain ([www.oc.gov.ma/portal/](http://www.oc.gov.ma/portal/)).

## Bon à savoir

Selon la législation en vigueur, les importateurs peuvent procéder, après l'entrée effective de la marchandise au Maroc, au règlement d'une importation avant l'échéance fixée par le contrat commercial sur présentation de tout document justifiant l'octroi par le fournisseur étranger, pour tout paiement avant terme, d'une réduction de prix ou escompte dont le taux doit être égal au moins à 3 % de la valeur globale de l'importation.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garantie sont disponibles au Maroc. Prix et délais varient selon l'établissement bancaire. Le droit des cautions est dans son ensemble assez semblable au droit français. À noter que les lettres de crédit standby sont de plus en plus utilisées au Maroc. Exemple de tarification standard d'une lettre de crédit standby par une banque locale : dossier, 50 MAD ; commission, 2 % l'an, minimum 100 MAD. Ces conditions standards sont susceptibles d'être négociées.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Attention à la lenteur des tribunaux locaux, due essentiellement à leur manque d'organisation (à l'exception de celui d'Agadir, considéré comme un tribunal modèle) et, pour ce qui concerne celui de Casablanca, lenteur due à son encombrement.

À noter toutefois que les injonctions de paiement à Casablanca peuvent être suivies sur Internet.

- Point positif : le droit commercial marocain est très inspiré du droit français. En 2000, un droit de la transparence tarifaire, calqué sur le nôtre, a été mis en place et est entré en vigueur en 2006. Il existe au Maroc les mêmes sûretés qu'en France : caution, hypothèque, nantissement, etc. Le droit des obligations est très proche du nôtre. Les entreprises locales ont souvent recours aux cautions pour garantir leurs créances.

- L'action en justice au Maroc devra être envisagée avec l'appui d'avocats dont la notoriété est sans faille selon les sources commerciales françaises sur place. Le recours à des avocats de faible compétence et notoriété est souvent la cause des difficultés (allongement excessif des procédures, erreur de stratégie, défense insuffisante du dossier).

Privilégier bien évidemment l'accord amiable, avec l'appui d'un partenaire local. On gagnera du temps et de l'argent. Dans son récent classement sur la complexité du recouvrement, Euler Hermes classe le Maroc 12<sup>e</sup> sur 50, entre autres à cause de la complexité des actions en justice.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 73/190.



## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Maroc était classé au 58<sup>e</sup> rang mondial (+4 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 6 h. ; coût 156 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (26 h. ; 67 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 57 h. ; coût 228 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (26 h. ; 116 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Comme on a pu le voir dans cette fiche, rien de neuf hélas, sous le soleil marocain concernant les comportements de paiement. Ou plutôt si, début juillet 2020, Credendo a dégradé la note de risque politique moyen et long terme, de 3 à 4/7. Et depuis des années, la presse locale se fait l'écho de la dégradation des délais de paiement. En fait, et cela ne nous surprend pas, la loi sur les délais de paiement est très peu appliquée et, comme l'écrivait début janvier 2018 un journaliste du journal marocain *l'Économiste*, c'est une « législation fantôme ». On souligne souvent, dans la presse et sur de nombreux sites, français et étrangers, la qualité du système bancaire marocain. Ce que l'on oublie de mentionner, c'est que cette qualité ne profite qu'aux grands groupes et que les PME n'ont quasiment pas accès aux crédits court terme. Quant aux TPE, ce n'est même pas la peine de rêver... Ajoutons, comme on l'a vu précédemment, l'absence de bilans fiables et donc d'informations économiques sur les entreprises, et un risque de non-transfert inquiétant, 4/7. Tout ceci ne peut qu'inciter à la rigueur dans les négociations commerciales et le suivi des créances.

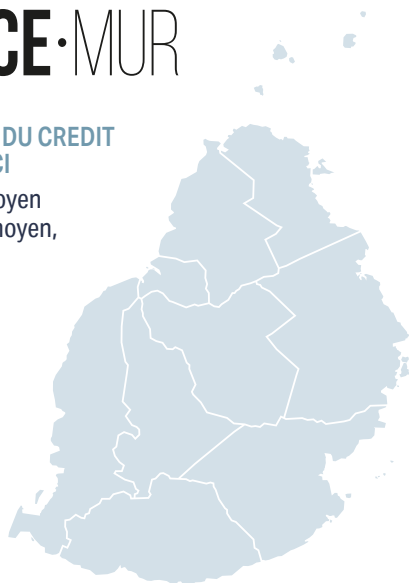
Mieux vaut donc sécuriser les transactions et relancer efficacement dès le dépassement de l'échéance. D'autant plus que, selon des professionnels du recouvrement, les entreprises ont de plus en plus de mal à recouvrer leurs créances. Quant aux défaillances d'entreprises, selon le prestataire marocain Inforisk SA, elles ont été multipliées par 5 en six ans. En 2019, on a constaté une hausse record de 35 %, suivie d'une baisse de 22 % en 2020. Mais l'année 2021 commence très fort, avec une hausse de 94 % des faillites par rapport au premier semestre 2020. De même, Euler Hermes anticipe une nouvelle hausse de 48 % en 2021 et de 5 % en 2022. Relevons dans *l'Économiste* du 29 janvier 2018 cette remarque désabusée du directeur général de Coface Maroc, Frédéric Louat : « Les défaillances au Maroc progressent d'environ 10 % les bonnes années, et de plus de 20 % pendant les années de morosité conjoncturelle. La hausse de "seulement" 12 % en 2017 est donc plutôt une bonne nouvelle. » Prudence donc dans vos transactions avec de nouveaux clients ou pour des montants significatifs.

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

## MAURICE • MUR

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen  
Risque client : moyen,  
mais prudence



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 1,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 6 % (estim.) ; 2020 : -15,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
22 390

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 1,791 (-19,43 %)

Import : 4,234 (-24 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 21,7 %

2 - Chine 16,6 %

3 - Emirats arabes unis 12,3 %

4 - Inde 9,5 %

5 - Afrique du Sud 7,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,369 Md USD, -40,65 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 52/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme  
moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires  
A3 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : F ;  
risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 4/10 stable (octobre 2021).

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à une grande qualité d'informations sur les entreprises mauriciennes, y compris auprès des prestataires internationaux. Il n'existe pas de sociétés spécialisées dans ce domaine à Maurice. Quelques sources locales :

• **The Mauritius Chamber of Commerce and Industry**

La CCI mauricienne donne certains renseignements de respectabilité. Son site est également très utile pour les informations sur la réglementation en matière d'import et d'export, ainsi que pour les droits de douane.  
[www.mcci.org](http://www.mcci.org) - Tél. : +230 208 33 01.

• **Registrar of Companies**

Le registre du commerce donne des informations sur les hypothèques détenues par des compagnies sur des biens particuliers.  
Tél. : +230 212 64 93.

Prestataire anglais implanté au Kenya, qui couvre également l'île Maurice :

• **Kutz Univar Ltd**

[www.kutzgroup.tripod.com/africa.htm](http://www.kutzgroup.tripod.com/africa.htm)

Tél. : +254 02 650389/90

[gathani@africaonline.co.ke](mailto:gathani@africaonline.co.ke)

### 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

La roupie mauricienne (MUR).

### Bon à savoir

Il convient de préciser que même s'il est possible de changer des roupies mauriciennes en France, il faut comparer très attentivement les taux de change offerts par les rares agences qui proposent ce service.

Convertible, mais voir ci-dessous.  
Taux de change au 14 octobre 2021 :  
1 MUR = 0,01969 EUR  
1 EUR = 48,2956 MUR  
1 USD = 41,7568 MUR  
1MUR = 0,02277 USD

#### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR), le dollar américain (USD) et la livre sterling (GBP).

#### → Conseillés

Le virement Swift. En fonction du montant et de l'ancienneté de la relation commerciale, garantir soit par une lettre de crédit standby, soit par une assurance-crédit. Sinon, crédit documentaire confirmé.

#### → Déconseillés

Tous les autres.

### 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

30 à 60 jours maximum.

#### → Risques de retards de paiement

Peu de retards de paiement sont signalés sur Maurice. Cela s'explique par le fait que la quasi-totalité des opérations sont effectuées soit sur la base de paiements d'avance, soit par crédits documentaires confirmés ou virements bancaires garantis par une lettre de crédit

standby. Ce qui explique que le niveau d'incidents de paiement reste très faible.

#### → Acomptes à la commande

Courant et recommandé. Dans plus de 50 % des cas, le paiement des commandes est effectué d'avance.

### 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Toutes les garanties classiques sont délivrées par les banques mauriciennes, mais les délais d'obtention sont assez longs (délai d'étude du dossier : une semaine en moyenne).

Leur coût : entre 1 % et 2 % environ du montant garanti, avec un minimum de 500 MUR. Les lettres de crédit standby sont assez onéreuses, car assimilées aux garanties bancaires. Coût : environ 2 % l'an, avec minimum de 1 000 MUR, + 350 MUR de virement Swift.

### 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Les tribunaux locaux (première instance, appel, Cour suprême).
- Le recours à l'arbitrage international est également possible, sachant que la Chambre de commerce de Maurice offre un service d'arbitrage international.
- Attention à la longueur des procédures et des décisions. Privilégier l'accord amiable.

#### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 28/190.

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

D'un point de vue général, l'économie mauricienne a été fragilisée par la récession mondiale et la crise sanitaire qui a tari le tourisme, mais le pays s'est montré plutôt résilient. L'économie mauricienne a une très forte dépendance vis-à-vis du marché européen et de la zone euro (secteur du textile plus particulièrement), ce qui crée des tensions fréquentes sur le niveau des devises disponibles. Le risque de non-transfert est moyen (noté

actuellement 3/7 par Credendo). À Maurice, les délais de paiement sont souvent liés au délai d'obtention d'une autorisation de découvert ou d'une ligne d'importation. Le découvert varie de 30 à 60 jours en fonction du chiffre d'affaires. Pour information, les faillites en 2015 d'une banque et d'une compagnie d'assurance ont eu un écho retentissant, mais, notons-le, plus liée à des opérations frauduleuses qu'à un réel problème économique.



## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Maurice était classé au 72<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 24 h. ; coût 303 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (9 h. ; 128 USD).

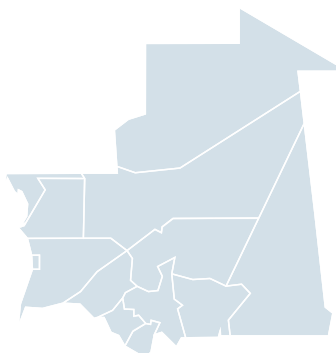
• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 41 h. ; coût 372 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (9 h. ; 166 USD). ■

AFRIQUE-OcéAN INDIEN.

# MAURITANIE • MRO

## APPRECIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 4,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,1 % (estim.) ; 2020 : -2,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
5 240

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 2,830 (+25 %)

Import : 2,475 (-22 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 37,1 %

2 - Émirats arabes unis 13,3 %

3 - Chine 10,7 %

4 - Russie 4,3 %

5 - États-Unis 3,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,272 Md USD, +21,39 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 134/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La tâche est quasi impossible car très peu d'informations sont disponibles et celles qui circulent sont peu fiables. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

L'ouguiya mauritanien (MRO).  
Non convertible.

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 MRO = 0,002358 EUR

1 EUR = 41,5093 MRO

1 USD = 35,8892 MRO

1 MRO = 0,002728 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR) et le dollar américain (USD).

### → Conseillés

Le paiement d'avance, sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé (sachant que la confirmation est assez souvent difficile à obtenir sur ce pays).

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Pas de délai si possible : le paiement d'avance et/ou offshore ou le paiement à vue dans le cadre d'un crédit documentaire confirmé. La confirmation est de plus en plus difficile et onéreuse.

### → Risques de retards de paiement

Ils existent. Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une

garantie. Ils peuvent aller de 30 jours à plusieurs mois.

### → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont difficiles à obtenir et les conditions d'émission sont très dissuasives.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• En principe, un tribunal local, surtout pour les contrats avec des sociétés d'État. Les décisions sont très longues et souvent en défaveur de l'exportateur.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La Mauritanie, qui connaît une instabilité politique récurrente et une situation économique et financière fragile, est un très mauvais risque pour les exportateurs, tant du point de vue politique et économique que sécuritaire. Les cotations des institutionnels et des principaux assureurs-crédits le confirment. Sa situation économique et financière étant précaire, le pays est exposé à un risque de non-transfert très élevé (même si Credendo a abaissé la note de 7 à 6). En outre, les entreprises locales ont la réputation d'avoir un comportement payeur très médiocre, notamment dû au problème de disponibilité des devises et d'insuffisance de financement des banques locales... Essayer d'imposer le paiement d'avance.

- Si le jugement est rendu à l'étranger, l'exécution sera aussi très longue et très aléatoire. Mais néanmoins, c'est la solution à privilégier.
- Commencer par rechercher un accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 168/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Mauritanie était classée au 144<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 62 h. ; coût 749 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (51 h. ; 92 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 69 h. ; coût 580 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (64 h. ; 400 USD). ■



## AFRIQUE-OcéAN INDIEN.

# MOZAMBIQUE • MZN

### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé en constante dégradation  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 32**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 2,1 % (estim.) ;  
2020 : -0,5

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
1 250

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 3,589 (-23 %) ;  
Import : 6,471 (-13 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,025 Md USD, -28,35 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> : 149/180**

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 7/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 8/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. À ce jour, il n'existe aucune entité locale fournissant des informations économiques sur les entreprises. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement, et également des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Nouveau Metical Mozambicain (MZN).

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 EUR = 73,0967 MZN

1MZN = 0,01341 EUR

1 USD = 63,2000 MZN

1 MZN = 0,01551 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR) et le dollar américain (USD).

### → Conseillés

Virement bancaire ou crédit documentaire, de préférence confirmé. Localement les crédits documentaires sont parfois assez difficiles à obtenir compte tenu de la faiblesse du système bancaire et des lourdeurs administratives mais surtout, les possibilités de confirmation se raréfient et sont de plus en plus onéreuses.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Essentiellement paiement d'avance, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance de devises fortes.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garanties de marché sont disponibles mais dans l'ensemble, commissions onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit local et les tribunaux locaux sont supposés être les seuls compétents. Le Mozambique n'a pas ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage international. Il sera très difficile de faire reconnaître une décision rendue à l'étranger. Et comme localement le système judiciaire laisse à désirer, avant toute action, privilégier une transaction extrajudiciaire.



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les notes de risques pays indiqués au début de cette fiche se passent de tout commentaire. Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres. Et comme le dit fort justement Coface, « l'environnement des affaires reste difficile ». Le risque de non-transfert est maximum avec 7/7 selon Credendo... *No comment*. Devant l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises locales et compte tenu de la faiblesse du système bancaire local, ne prendre aucun risque : paiement d'avance ou offshore, ou crédit documentaire, éventuellement confirmé, mais avec beaucoup de difficultés et à quel prix ?

Pour information, le pays est classé 167/190 par la Banque mondiale dans le classement « Doing Business » sur l'aspect « exécution des jugements ».

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 86/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Mozambique était classé au 94<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 66 h. ; coût 602 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (36 h. ; 160 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 9 h. ; coût 399 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (16 h. ; 60 USD). ■



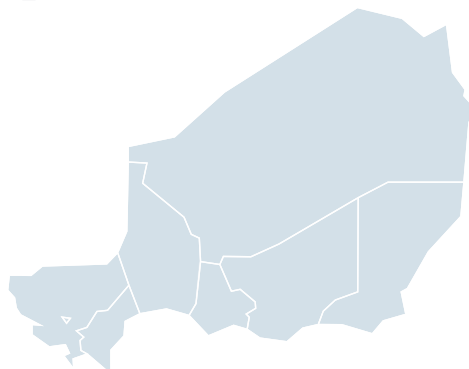
AFRIQUE-OcéAN INDIEN.



# NIGER · XOF

APPRECIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 24,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 6,9 % (estim.) ; 2020 : 1,2 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
1 210

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 0,998 (-1,1 %)

Import : 2,378 (+2 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

- 1 - Union européenne 37,1 %
- 2 - Émirats arabes unis 13,3 %
- 3 - Chine 10,7 %
- 4 - Russie 4,3 %
- 5 - États-Unis 3,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,135 Md USD, -5,24 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 123/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations disponibles sont basiques et peu fiables. Consulter les milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Niger est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA doit être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO, courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

Taux de change : 1 XOF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XOF

### → Monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

Paiement d'avance. Sinon crédit documentaire irrévocable et confirmé. Mais ceux-ci sont de plus en plus difficiles à obtenir compte tenu de leurs coûts et de la faiblesse du système bancaire.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le paiement d'avance est fortement recommandé. Si la transaction s'effectue par crédit documentaire (irrévocable et confirmé, bien évidemment), à vue ou à 30 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 jours à plusieurs mois surtout avec les entités publiques.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandés. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir, mais les délais d'obtention sont relativement longs et les commissions bancaires élevées.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Niger adhère à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est également possible mais l'exécution au Niger risque d'être longue. Le pays est classé 154/189 par la Banque mondiale dans le classement Doing Business pour l'aspect « exécution des jugements ».

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 114/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Niger était classé au 126<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de pro-

cédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 391 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (51 h. ; 39 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 78 h. ; coût 462 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (156 h. ; 282 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



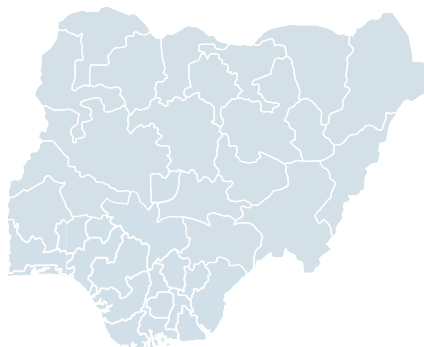
Le Niger est considéré comme un pays très risqué et la situation politique reste fragile. Les notes des institutionnels et des assureurs-crédit se passent de commentaire. Soulignons le comportement payeur médiocre des entreprises, les PME locales n'ayant pas accès au crédit bancaire et même pour les grands comptes, l'ouverture de crédits documentaires pose problème. Attention, les importateurs vont faire beaucoup de « forcing » pour travailler soit en « open account » (sans aucune garantie). Ne pas céder. Le pays affiche par ailleurs une très forte exposition au risque de non-transfert (7/7 selon Credendo). Le risque d'impayés et de défaillances d'entreprises est élevé. Il est essentiel d'être très prudent et de sécuriser les opérations.

AFRIQUE-OcéAN INDIEN.

## NIGERIA • NGN

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 206,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 2,5 % (estim.) ; 2020 : -1,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
5 000

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 35,634 (-43 %)

Import : 55,390 (0 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Chine 25,5 %

2 - Union européenne 24,4 %

3 - Inde 12 % Corée 10,8 %

4 - États-Unis 9,9 %

5 - Eswatini 3,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,609 Md USD, -7,32 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 149/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 négatif ( octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

C'est impossible par les voies habituelles de type prestataires spécialisés. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement et des autres fournisseurs.

• **Franco-Nigerian Chamber of Commerce and Industry**

www.france-nigeria.org

1, Oyinkan Abayomi Drive

1st Floor, French Consulate,

Ikoy, Lagos P.O. Box 70001

Victoria Island, Lagos

Tél. : (+234) 1 8418838 / 8418837

fncci@france-nigeria.fr

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le naira nigérian (NGN).

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 NGN = 0,00210 EUR

1 EUR = 475,049 NGN

1 USD = 410,731 NGN

1 NGN = 0,00243 USD

### → Meilleure monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et l'euro (EUR).

### → Conseillés

Virement bancaire pour le paiement d'avance essentiellement. Sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé. Il est également possible d'obtenir des paiements par virements bancaires garantis par des lettres de crédit standby émises offshore (Suisse ou Autriche, le plus souvent). Attention, les faux crédits documentaires sont de retour ! Faire soigneusement vérifier par sa banque la qualité de la banque émettrice. Et dans les opérations d'importations se méfier des faux documents. Pour information, *International Trade Admi-*

*nistration*, l'équivalent américain de Business France, recommande aux exportateurs US de ne vendre que contre crédit documentaire confirmé payable à vue.

### → Déconseillés

Tous les autres. Éviter surtout les chèques, le Nigeria affichant de tristes records en matière de faux chèques. À noter qu'en février 2018, la Banque centrale du Nigeria a promulgué une nouvelle réglementation en matière d'effets de commerce, mais bien évidemment, à éviter soigneusement dans les transactions à l'international, même si l'article 2.03 en autorise l'utilisation à l'international !

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Le paiement d'avance est fortement recommandé (plus de 75 % des transactions). Si la transaction se fait par crédit documentaire (confirmé, évidemment) ou par virement bancaire garanti, paiement à vue ou délai de 30 à 60 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 jours à plusieurs mois.

### → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des principales banques, mais le délai d'obtention est relativement long et les commissions bancaires sont élevées.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Le choix du tribunal compétent est un dilemme. Localement, les tribunaux sont dans l'ensemble corrompus et les décisions longues et très aléatoires. Mais si le jugement est rendu à l'étranger, l'exécution sera très longue et très aléatoire.

• Privilégier un accord extrajudiciaire, amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 148/190.



## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Nigeria était classé au 179<sup>e</sup> rang mondial (+3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce

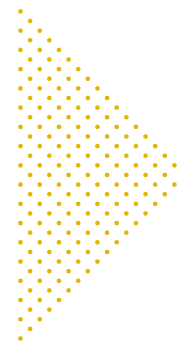
### ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Le Nigeria, malgré un potentiel indéniable, demeure l'un des pays présentant les risques les plus élevés pour les exportateurs. D'autant plus que son économie a été fragilisée par la chute des cours du pétrole après 2014, principales sources de revenus de l'État. Après avoir reculé plusieurs années de suite dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale, aujourd'hui arrêté, il s'est stabilisé, ce qui est encourageant. Néanmoins, parmi les mauvais indicateurs : le comportement payeur très médiocre des entreprises locales, le risque élevé d'impayés et de défaillances et une forte exposition au risque de non-transfert (noté 6/7 par Credendo). Il existe en outre un risque d'escroquerie que nous ne rappellerons jamais assez : malgré les mises en garde, de nombreuses PME sont encore victimes de chèques impayés, de fausses lettres de crédit (le plus souvent soi-disant émises par de respectables banques anglo-saxonnes, etc.). Il est donc essentiel d'être très prudent dans les transactions commerciales avec ce pays et de sécuriser au maximum le paiement.

transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 128 h. ; coût 786 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (74 h. ; 250 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 242 h. ; coût 1 077 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (120 h. ; 564 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# UGANDA • UGX

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 41,22

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 6,3 % (estim.) ; 2020 : -2,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 260

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 4,149 (+ 9 %)  
Import : 8,251 (+10 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Chine 16,4 %
- 2 - Inde 11,6 %
- 3 - Kenya 9,4 %
- 4 - Tanzanie 9 %
- 5 - Union européenne 8,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,150 Md USD, +410,27 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 142/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3 (risque de court terme significatif (octobre 2021))

**Coface :** pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. À ce jour, il n'existe aucune entité locale fournissant des informations économiques sur les entreprises. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement, et également des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Shilling ougandais (UGX).

Convertible.

Taux de change au 14 octobre 2021 :

1 EUR = 4137,34 UGX

1 UGX = 0,00024 EUR

1 USD = 3577,17 UGX

1 UGX = 0,00028 USD

→ **Meilleure monnaies de facturation  
des échanges**

Le dollar américain (USD), l'euro (EUR) et la livre sterling (GBP).

→ **Conseillés**

Virement bancaire ou crédit documentaire, de préférence confirmé si montant élevé et compte tenu de l'insuffisance de devises fortes.

Localement les crédits documentaires sont parfois assez difficiles à obtenir compte tenu de la faiblesse du système bancaire et des lourdeurs administratives.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Essentiellement paiement d'avance, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue.





## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Difficile de faire des affaires en Ouganda pour un exportateur français en raison de l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises locales, mais aussi de la faiblesse du système bancaire local, du droit des affaires guère respecté, et d'un niveau de corruption réputé toujours très élevé... Ne prendre aucun risque : paiement d'avance ou offshore, ou crédit documentaire, éventuellement confirmé.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance de devises fortes.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garanties de marché sont disponibles mais dans l'ensemble, commissions onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit local et les tribunaux locaux sont supposés être les seuls compétents.

L'Ouganda a ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage international. Mais il sera néanmoins très difficile de faire reconnaître une décision rendue à l'étranger. Avant toute action, privilégier une transaction extrajudiciaire.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 99/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Ouganda était classé au 121<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- À l'export : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 59 h. ; coût 209 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 102 USD).

- À l'import : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 145 h. ; coût 447 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 296 USD). ■

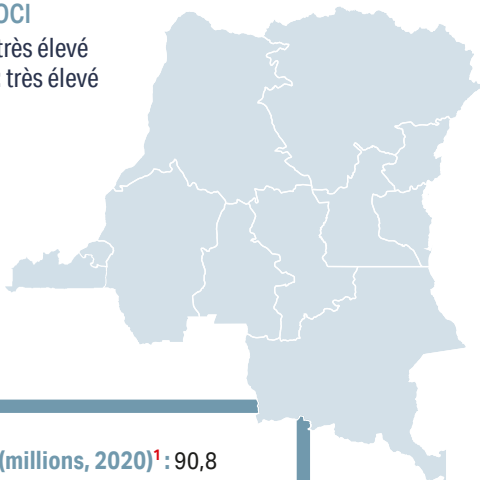


AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# RÉP. DÉM. DU CONGO (RDC) · UGX

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 90,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,8 % (estim.) ; 2020 : 0,1

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
1 100

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 14,122 (+6 %)

Import : 6,663 (-24 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 25,3 %

2 - États-Unis 21,3 %

3 - Union européenne 11,9 %

4 - Afrique du Sud 9,2 %

5 - Zambie 4,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,164 Md USD, +10,63 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 170/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays D ; environnement des affaires E (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 6/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 10/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

C'est impossible par les voies habituelles, du type prestataires spécialisés. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens (belges notamment) et français implantés localement et des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc congolais (CDF).

Taux de change au 14 octobre 2021:

1 CDF = 0,00042 EUR

1 EUR = 2298,15 CDF

→ **Monnaies de facturation des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Le paiement d'avance essentiellement, et offshore si possible. Sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé (la confirmation sera sans doute très difficile à obtenir et assez onéreuse). D'autant plus que le réseau de correspondants bancaires étrangers se raréfie dangereusement.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le paiement d'avance est fortement recommandé, ou bien en offshore quand l'importateur a un compte en euros : ces deux pratiques représentent la majorité des transactions. Si la transaction se fait par crédit documentaire confirmé, paiement à vue ou délai de 30 jours maximum.

→ **Risques de retards de paiement**

Ils sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent

aller de 30 à 60 jours voire plusieurs mois. Ils sont souvent dus à un problème de disponibilité des devises.

## → Acomptes à la commande

Le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible mais difficile d'en obtenir.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• À noter que depuis le 13 juillet 2012, la République démocratique du Congo est membre de l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Il s'agit d'un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 et applicable à ce jour dans 17 pays d'Afrique de l'Ouest. Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.

Pour le tribunal compétent, on a le choix entre un tribunal local (mais la procédure risque d'être très longue, en moyenne 610 jours, et très aléatoire) et un tribunal français : opter pour ce dernier, en sachant que l'exécution du jugement sera également très longue.

Le pays est classé 165/189 par la Banque mondiale dans le dernier classement Doing Business sur l'aspect « exécution des jugements ».

• Privilégier l'accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 168/190.**

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la République démocratique du Congo était classée au 183<sup>e</sup> rang mondial (+5 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont

fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 296 h. ; coût 2 223 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (192 h. ; 500 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 336 h. ; coût 3 039 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (174 h. ; 765 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des plus mauvais risques pour un exportateur actuellement. Les notes des différents assureurs-crédit, le rang au classement de Transparency International sur la corruption, se passent de tout commentaire. Aucun changement notable par rapport aux années précédentes. La situation politique de ce pays toujours en reconstruction reste fragile, avec des poches d'instabilité. Parmi les sources d'incertitude, les reports successifs de la date de l'élection présidentielle, qui s'est finalement tenue fin décembre 2018 mais dont les résultats ne changeront rien à la forte instabilité politique du pays. Notons particulièrement la faiblesse du système bancaire local. À titre d'exemple récent, citons l'imbroglio suscité par la mise en faillite d'une des principales banques du pays : la BIAC, depuis novembre 2016. À ce jour, la BIAC est toujours sous administration provisoire. Et plusieurs autres banques font l'objet d'une enquête pour corruption. Signalons également le risque maximum de non-transfert (dégradé 7/7 par Credendo), et de très grosses difficultés dans le recouvrement des créances impayées : tous ces points doivent inciter à la plus grande prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Le paiement d'avance est très fortement recommandé. C'est d'ailleurs la méthode la plus pratiquée dans les transactions commerciales internationales.

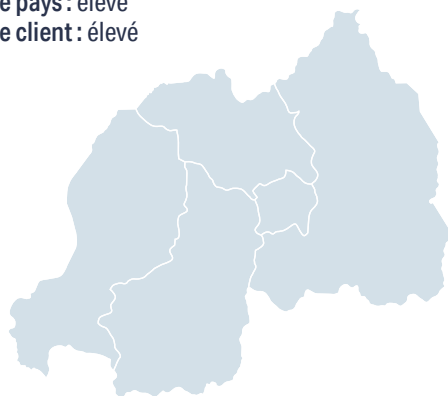


AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# RWANDA • RWF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 12,7

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021: 5,7 % (estim.) ; 2020 : 0,2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 160

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 1,408 (+13 %)

Import : 2,542 (-3 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 19,9 %

2 - Union européenne 9,7 %

3 - Inde 8,8 %

4 - Kenya 8,7 %

5 - Tanzanie 8,4 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,023 Md USD, -2,99 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 49/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A4 ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Une tâche quasiment impossible. À ce jour, il n'existe aucune entité locale fournissant des informations économiques sur les entreprises. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires européens et français implantés localement, et également des autres fournisseurs.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc rwandais (RWF)

Taux de change au 16 octobre 2021

1 EUR = 1153,60 RWF

1 RWF = 0,00084 EUR

1 USD = 994,362 RWF

1 RWF = 0,00098 USD

→ **Meilleures monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR) et le dollar américain (USD).

→ **Conseillés**

Virement bancaire ou crédit documentaire, de préférence confirmé si montant élevé et compte tenu de l'insuffisance de devises fortes. Si les crédits documentaires sont relativement faciles à obtenir, il n'en est pas de même pour la confirmation par des banques étrangères, compte tenu de la conjoncture actuelle et de la perception qu'elles ont du risque sur ce pays.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Le paiement d'avance est fortement recommandé, le plus souvent offshore. Sinon, crédit documentaire à vue. Selon montant, faire confirmer même si la confirmation sera vraisemblablement onéreuse.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Même si, selon la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, le Rwanda a réalisé de réels progrès dans le domaine des affaires, ce que saluent d'ailleurs certains assureurs-crédit en améliorant leurs notes, il demeure néanmoins très risqué d'exporter dans ce pays sans précaution en matière de paiement compte tenu du contexte géopolitique local actuel et également de l'impossibilité de recueillir des informations fiables sur les entreprises locales. Ajoutons si besoin, qu'il est noté par Credendo 6/7 en risque de non-transfert.

Notons par ailleurs la faiblesse du système bancaire local et également le peu de soutien des banques aux entreprises importatrices.

Ne prendre aucun risque : paiement d'avance ou offshore, ou crédit documentaire, éventuellement confirmé selon montant.

### → Risques de retards de paiement

Élevés si transaction non-sécurisée, essentiellement à cause de l'insuffisance des réserves en devises fortes.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandé si l'on ne peut obtenir 100 % de paiement d'avance.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Tous les types de garanties de marché sont disponibles et en général assez rapidement mais dans l'ensemble, les commissions sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

En théorie, les contrats (surtout s'ils sont avec des entités publiques) doivent être soumis au droit local et les tribunaux locaux sont supposés être les seuls compétents.

Le Rwanda n'a pas ratifié la Convention de New York sur l'arbitrage international. Il sera très difficile de faire reconnaître une décision rendue à l'étranger. Avant toute action, privilégier une transaction extrajudiciaire.

→ Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 62/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Rwanda était classé au 88<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• À l'export : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 83 h. ; coût 183 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (30 h. ; 110 USD).

• À l'import : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 74 h. ; coût 282 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 121 USD). ■



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

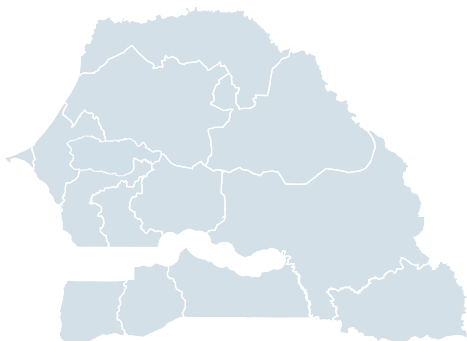


# SÉNÉGAL · XOF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller

Risque client : moyen à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 16,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 5,2 % (estim.) ; 2020 : 0,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
3 400

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 3,929 (-6 %)

Import : 7,812 (-4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 41,1 %

2 - Chine 9,2 %

3 - Nigeria 5,7 %

4 - Russie 4,5 %

5 - Inde 4,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,915 Md USD, -23,67 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 67/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : D ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Sénégal est membre de l'UEMOA dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA doit être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO, courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

Taux de change : 1 XOF = 0,001524 EUR

1 EUR = 655,957 XOF

→ **Monnaies de facturation des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Virement Swift, garanti soit par une assurance-crédit, soit par une lettre de crédit standby (mais cette dernière est encore peu utilisée). Le crédit documentaire irrévocable et confirmé. Pour contourner les risques élevés de non-transfert, voir les possibilités de

virements offshore, à partir de banques européennes.

## → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Essayer le paiement d'avance. Sinon, 30 jours maximum, si la transaction est sécurisée. Les importateurs essayeront d'obtenir 60 à 90 jours compte tenu des difficultés de bénéficiaire de financements bancaires. Rester ferme.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire beaucoup plus.

### → Acomptes à la commande

Très fortement recommandés. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Auprès des principales banques. Les délais d'obtention sont longs et les commissions élevées.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local. Dakar, de préférence. Attention, délais très longs, en moyenne 740 jours selon la Banque mondiale.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Sénégal adhère en effet à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Il est entré en vigueur en 1999 dans une quinzaine de pays d'Afrique (17 à ce jour). Il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est possible mais l'exécution au Sénégal est longue.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 96/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières

**évaluations disponibles.** Dans le classement « Doing Business 2020 », le Sénégal était classé au 142<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 61 h. ; coût 547 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (26 h. ; 96 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 61 h. ; coût 547 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (26 h. ; 96 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

La situation du Sénégal, pays par ailleurs remarquablement stable sur le plan politique dans une région qui l'est beaucoup moins, n'est pas brillante sur le plan économique, la crise sanitaire ayant tari, notamment, le tourisme. Le système bancaire est toujours aussi fragile. Les impayés et les défaillances d'entreprises restent à des niveaux élevés. Cette situation devrait se prolonger en 2021. Le comportement payeur des entreprises sénégalaises n'est pas mauvais en soi, mais le manque de soutien des banques, surtout auprès des PME, et la pénurie de devises les pénalisent lourdement. Le risque de non-transfert reste très élevé (noté 5/7 par Credendo). À noter que les exportateurs américains pratiquent beaucoup le crédit documentaire offshore. Il est essentiel d'être très prudent dans les transactions commerciales avec le Sénégal et de privilégier le paiement d'avance quand c'est possible.

AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# TANZANIE • TZS

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 58**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 2,7 % (estim.) ;  
2020 : 1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 760

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 6,061 (+21 %)  
Import : 7,889 (-17 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,75 Md USD, 7,33 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 94/180**

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires C (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 3/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Les informations disponibles sont très basiques et peu fiables, la transparence en matière de publication des comptes n'étant pas la qualité première des entreprises en Tanzanie. La meilleure source d'information demeure les milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le shilling tanzanien (TZS).

Ne peut être changé que localement

Taux de change au 16 octobre 2021 :

1 TZS = 0,00037 EUR

1 EUR = 2673,33 TZS

1 TZS = 0,00043 USD

1 USD = 2304,32 TZS

### → Meilleure monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR) et ensuite le dollar américain (USD).

### → Conseillés

Paiement d'avance essentiellement. Environ 35 à 40 % des transactions à l'international avec ce pays. Praticqué également sur le marché domestique. Localement, beaucoup de transactions en espèces ou par chèque. À l'international, majorité de crédits documentaires irrévocables et confirmés. Virements si possibilité d'obtenir une lettre de crédit standby confirmée.



Les crédits documentaires et les lettres de crédit standby sont plutôt onéreux... L'acheteur préférera certainement le paiement d'avance.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance très fortement recommandé. C'est la règle pour la majorité des transactions au niveau mondial. Dans le cas d'un crédit documentaire confirmé, ou d'un virement sécurisé, exiger un paiement à vue ou un délai de 30 jours maximum. Mais là encore, au niveau mondial, la majorité des crédits documentaires avec ce pays sont à vue.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours, voire au-delà. Ces retards sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé si un paiement d'avance n'a pu être obtenu. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir auprès des principales banques. Le délai d'obtention est relativement long et les garanties sont coûteuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le système judiciaire est un système de « common law », largement inspiré du droit anglais. Les procédures sont plutôt longues donc les tribunaux sont très encombrés
- Une action devant un tribunal français est possible mais l'exécution en Tanzanie risque d'être longue et incertaine. Privilégier les négociations amiables.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 116/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Tanzanie était classée au 182<sup>e</sup> rang mondial (+1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette

rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 96 h. ; coût 1 175 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 275 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 402 h. ; coût 1 350 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (240 h. ; 375 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

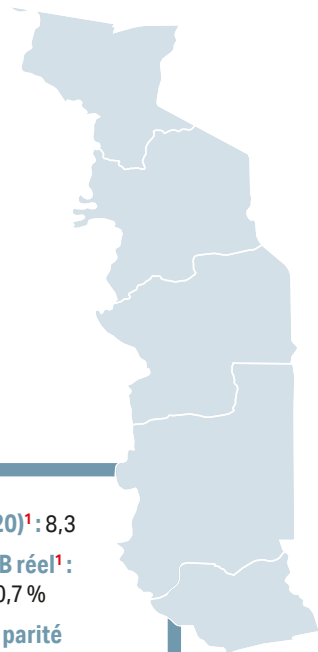
La Tanzanie est un risque relativement élevé pour les exportateurs : situation économique fragile, exposition au risque de non-transfert élevée (dégradé de 5 à 6/7 par Credendo), risque politique important. En outre, le comportement payeur des entreprises de ce pays est réputé médiocre, notamment à cause du manque de financement court terme (les banques locales ne financent pas les PME) et donc de liquidités. Signalons également le manque d'informations fiables sur les entreprises. Il est essentiel d'être très prudent dans les transactions commerciales. S'appuyer plus que jamais sur les milieux d'affaires français implantés localement.



# TOGO · XOF

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé  
Risque client : très élevé



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 8,3

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,5 (estim.) ; 2020 : 0,7 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
2 230

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 1,008 (-4 %)

Import : 2,166 (+4 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 25,2 %

2 - Chine 21,8 %

3 - Etats-Unis 6,6 %

4 - Inde 4,8 %

5 - Japon 4,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,209 Md USD, +10,48 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 134/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne s'attendre qu'à des informations très basiques et peu fiables. La meilleure source d'information demeure la consultation des milieux d'affaires et institutionnels français implantés localement.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le franc CFA BCEAO (XOF).

Le Togo est membre de l'Union économique et monétaire ouest africain dont l'institut d'émission est la BCEAO (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest). Le franc CFA est rattaché à l'euro, avec une parité garantie par le Trésor français. Sa convertibilité et les transferts sont soumis à une réglementation des changes stricte : les transferts de fonds vers l'étranger, notamment, sont autorisés par la BCEAO sur justificatif et doivent passer par un intermédiaire agréé (établissements financiers).

Taux de change : 1 XOF = 0,001524 EUR  
1 EUR = 655,957 XOF



Dans la zone UEMOA, le Franc CFA doit être remplacé par une nouvelle appellation, l'ECO, courant 2021. Le 10 décembre 2020, la France a ratifié la loi portant sur la réforme du franc CFA. La balle est maintenant dans le camp des pays concernés.

→ **Meilleure monnaies de facturation  
des échanges**

L'euro (EUR).

→ **Conseillés**

Le paiement d'avance, essentiellement. Sinon un crédit documentaire irrévocable et confirmé (confirmation toujours coûteuse et difficile à obtenir sur le Togo en ce moment, et conditions d'émission très contraignantes).

## → Déconseillés

Tous les autres.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Paiement d'avance, si possible, sinon paiement à vue ou délai de 30 jours maximum dans le cadre d'un crédit documentaire confirmé.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents si les opérations ne sont pas sécurisées par une garantie et peuvent aller de 30 à 60 jours voire plusieurs mois surtout dans les transactions avec le secteur public. Ils sont le plus souvent dus à un problème de devises (non-disponibilité au moment du transfert).

### → Acomptes à la commande

Négocier le versement d'acomptes à la commande est très fortement recommandé. Veiller à sécuriser le règlement du solde.

## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut en obtenir, mais elles sont onéreuses.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- En principe, tribunal local.
- Pour le droit applicable, le droit local est favorable. Le Togo adhère à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires), un traité qui a permis le développement d'un système harmonisé de droit africain. Entré en vigueur en 1999 dans une quinzaine de pays d'Afrique (17 à ce jour), il offre un cadre juridique clair et précis. De plus en plus de contrats sont soumis à ce droit.
- Une action devant un tribunal français est possible mais l'exécution au Togo risque d'être longue.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 88/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Togo est classé au 131<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce

transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 67 h. ; coût 163 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (11 h. ; 25 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 168 h. ; coût 612 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (180 h. ; 252 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Aucune amélioration par rapport aux années précédentes : situation politique et économique fragile, faiblesse du système bancaire en dépit des améliorations relevées par certains observateurs, risque élevé de non-transfert (noté 6/7 par Credendo), environnement des affaires très difficile, difficultés dans le recouvrement des créances impayées. Tous ces points doivent inciter à la prudence dans les transactions et à beaucoup de rigueur dans le suivi des échéances. Privilégier le paiement d'avance et/ou offshore s'il est négociable.



AFRIQUE-OCÉAN INDIEN.

# TUNISIE • TND

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : élevé surtout compte tenu  
de la situation actuelle



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 11,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,8 % (estim.) ; 2020 : -8,8 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
9 990

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 13,813 (-7,5 %)

Import : 18,351 (-14,86 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 50,4 %

2 - Chine 9,5 %

3 - Algérie 6,6 %

4 - Turquie 4,5 %

5 - États-Unis 3,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
2,935 Md USD, -21,73 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 69/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C4 (risque de court terme  
élevé (octobre 2021))

**Coface :** pays C ; environnement des affaires  
B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 5/7 ; commercial : F ;  
risque de transfert : 6/7 (octobre 2021).

**Atradius :** 6/10 négatif (octobre 2021)

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Attention ! Il était déjà très difficile d'avoir des informations vraiment fiables sur les sociétés commerciales en Tunisie, mais avec la situation actuelle, c'est encore plus problématique. Les entreprises tunisiennes ont rarement recours au crédit bancaire court terme et donc les banques elles-mêmes n'ont guère d'informations réellement pertinentes. En outre, compte tenu d'une forte culture de l'informel, les rares bilans publiés ne sont pas tous très fiables. Se rapprocher des institutionnels et milieux d'affaires français sur place.

### • Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie

39, avenue du Japon, BP n° 25

1073 Tunis Montplaisir

<http://www.ctfci.org/>

[appui.ent@ctfci.org](mailto:appui.ent@ctfci.org)

Tél. : +216 71 904 329

## Bon à savoir

Attention aux différentes mesures de sanction prises par l'Union européenne, ou par Tracfin, restreignant les opérations commerciales et financières avec des personnes ou entités liées à l'ancien président Ben Ali et à son épouse (Mme Trabelsi). <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32020R0115&from=FR> (dernière mise à jour : 27 janvier 2020).

Ou également, récapitulatif de tous les textes sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/tunisie> (dernière mise à jour 22 janvier 2021).

Le non-respect de ces mesures peut bloquer les transferts de fonds et le bon déroulement des crédits documentaires.

## Bon à savoir

L'instauration de la convertibilité totale du dinar était inscrite dans le programme présidentiel du régime précédent. Cet objectif n'est plus une priorité dans la période actuelle de transition politique, d'autant plus qu'elle est désormais contestée par de nombreuses voix pour les effets négatifs qu'elle pourrait avoir sur l'économie tunisienne. Aucune date n'est donc à ce jour avancée. La réglementation des changes est gérée par la Banque centrale de Tunisie ([www.bct.gov.tn](http://www.bct.gov.tn)).

Sont libres les transferts au titre des opérations courantes (exportations, importations et services liés et les revenus d'investissements générés au moyen d'une importation de devises). Toutes les opérations doivent être domiciliées auprès d'une banque intermédiaire agréée.

Toutes les autres opérations et prises d'engagement sont soumises à autorisation préalable.

## 3. MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dinar tunisien (TND).

Taux de change au 16 novembre 2021:

1 TND = 0,30565 EUR

1 EUR = 3,26411 TND

### → Monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

De manière générale, et a fortiori pour une première relation commerciale, il est préférable de recourir aux moyens sécurisés. Selon le montant de la transaction, soit un virement Swift, éventuellement sécurisé par une lettre de crédit standby (SBLC, très pratiquée en Tunisie), ou une assurance-crédit, soit un crédit documentaire éventuellement confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres, en particulier les chèques (même si ceux-ci représentent encore près de 40 % des transactions domestiques), effets de commerce, et surtout remises documentaires (aucune garantie et source potentielle de retard de paiement). Sauf si la transaction bénéficie d'une couverture assurance-crédit.

## 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Compte tenu de la situation politique actuelle, dont l'évolution reste incertaine, négocier si possible un paiement d'avance. Selon la réglementation des changes en vigueur à ce jour, le règlement des marchandises peut être effectué avant leur réception sous réserve de la justification de leur expédition directe et exclusive à destination de la Tunisie.

Les délais standards locaux vont de 30 à 120 jours, voire plus. Il existe peu de statistiques fiables récentes sur les délais moyens de paiement, mais une étude de 2013 (non actualisée) sur les difficultés du recouvrement en Tunisie indiquait un délai moyen de 54 jours, 36 % des créances étant payées à plus de 60 jours. D'après des informations recueillies auprès de consultants locaux ainsi que d'exportateurs de différents pays, ces données se sont plus que dégradées : le délai moyen se situerait désormais entre 70 et 80 jours.

De nombreuses voix s'élèvent en Tunisie pour que le gouvernement se penche enfin sur ce problème des délais de paiement et mette en place une disposition inspirée de la loi française... Mais pour le moment, ce n'est qu'un vœu pieux.

Pour les transactions à l'international, ne pas dépasser 45 jours, et à condition que la transaction soit sécurisée.

### → Risques de retards de paiement

Les risques de retards de paiement sont très fréquents, surtout pour les paiements simples (risque client, mais aussi risque de non-transfert qui se dégrade très fortement). Attention aussi aux pièges des conditions de présentation des documents pour les crédits documentaires : on relève souvent des incohérences dans les documents exigés.

### → Acomptes à la commande

Les importations peuvent donner lieu au versement d'acomptes, sous réserve de l'émission en faveur de l'importateur d'une caution de restitution d'acompte à première demande par la banque du fournisseur. L'émission de cette garantie n'est pas exigée pour le règlement d'acomptes relatifs à l'importation de produits liés à la production (source Banque Centrale de Tunisie, réglementation des changes).



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas d'amélioration, on s'en doute, la crise sanitaire mondiale ayant aggravé la situation déjà fragile de l'économie tunisienne. Selon de nombreux observateurs, le pays est au bord de la faillite. Fin septembre 2021, des négociations étaient en cours entre la Tunisie et le FMI pour l'obtention d'un prêt. Encore un « printemps arabe » qui n'en finit pas...

Depuis les attentats terroristes (musée du Bardo à Tunis, mi-mars 2015 et à Tunis et Sousse en avril 2016, et plus récemment encore en 2019), le tourisme est en berne, les réserves de devises ont fondu.

Conséquence directe, le risque de non-transfert s'est dégradé, passant à 6/7 selon Credendo au lieu de 4/7 il y a à peine quatre ans. Les délais de paiement sur le marché domestique, déjà élevés en raison de la faiblesse du système bancaire (qui se dégrade très fortement selon de nombreux observateurs, sachant qu'il était déjà fragile même avant les événements), et surtout, l'absence de financement bancaire des PME, dénoncé à plusieurs reprises par la Banque mondiale, se répercutent dans les transactions à l'international.

En 2020, la situation n'a guère changé, elle a même plutôt empiré. Il n'existe pas de statistiques fiables sur les défaillances d'entreprises ces dernières années, mais des estimations plutôt pessimistes.

Notons par ailleurs que la Loi n°2016 - 36 du 29 avril 2016 relative aux Procédures collectives est enfin entrée en vigueur, après trois années de gestation. À peine votée, elle avait suscité de sévères critiques car il semblerait que la priorité de cette loi soit de favoriser la liquidation et non la sauvegarde des entreprises. D'où un risque élevé de hausse des défaillances pour les années à venir.

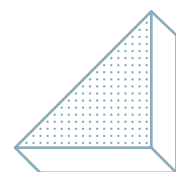
Rappelons aussi les problèmes liés à la lourdeur administrative et la lenteur des opérations de douane, pesant très fortement sur les délais de livraison et donc souvent sur les délais effectifs

de paiement. Comme le souligne Atradius dans sa dernière édition « Debt Collection Handbook », publié début octobre 2021, le recouvrement est devenu encore plus difficile depuis le printemps arabe de 2011. La vigilance est toujours recommandée dans les transactions commerciales.

Pour une relation commerciale régulière, d'autres moyens de paiement que le crédit documentaire irrévocable et confirmé sont très largement utilisés. Citons particulièrement le virement Swift, garanti par une lettre de crédit standby (LCSB). La LCSB est de plus en plus utilisée en Tunisie, en particulier par les filiales de banques étrangères.

Dans ce domaine des paiements, éviter surtout la remise documentaire, sauf si l'opération est garantie par une police d'assurance-crédit. On ne le répétera jamais assez, la grande majorité des retards de paiement en Tunisie sont sur des opérations adossées à des remises documentaires... Il faudra être d'autant plus vigilant que la Tunisie est très dépendante de l'Europe – zone dont la demande est en panne – et, en matière de monnaie, plus particulièrement de la zone euro.

De nombreux sous-traitants et fournisseurs d'entreprises européennes, dans les secteurs du textile et de l'automobile, ressentent sérieusement l'impact de la crise européenne sur les commandes de leurs clients. Ce dernier point, ainsi que la chute du tourisme évoquée plus haut, font que la Tunisie va continuer à être confrontée à une insuffisance forte de rentrée de devises.



## 5. GARANTIES BANCAIRES LOCALES

On peut obtenir des garanties bancaires locales en Tunisie. Le délai d'obtention est en moyenne de 24 heures après réception de la contre-garantie.

Coût indicatif, selon les credit managers : de 1 % à 4 % pour une banque commerciale française. Mais le coût dépend bien évidemment de la surface financière du donneur d'ordres de la garantie.

## 6. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Les litiges relatifs aux marchés contractés avec les entreprises tunisiennes sont de la compétence des tribunaux tunisiens. Attention néanmoins à la lenteur et à la lourdeur des procédures locales, que signalent les credit managers qui ont hélas vécu cette expérience.
- Aussi, les parties peuvent préférer convenir de recourir à l'arbitrage, en Tunisie ou à l'étranger.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 69/190.

## 7. LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement

« Doing Business 2020 », la Tunisie était classée au 90<sup>e</sup> rang mondial (+11 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 12 h. ; coût 375 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (3 h. ; 200 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 80 h. ; coût 596 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (27 h. ; 144 USD). ■



FORUM  
AFRIQUE  
10<sup>e</sup> ÉDITION

**PME et ETI :**  
Les meilleures pratiques  
de l'Export vers l'Afrique

Découvrez nos émissions  
disponibles en replay !



[cutt.ly/CTFhBDe](https://cutt.ly/CTFhBDe)

LE MOCI

bpifrance

Partenaire média

Challenge<sup>s</sup>

MOYEN-ORIENT.

# ARABIE SAOUDITE · SAR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen à surveiller  
Risque client : bon, mais à surveiller



### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 34,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 2,9 % (estim.) ; 2020 : -4,1 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
47 790

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 173,864 (-34 %)  
Import : 137,998 (-10 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

- 1 - Union européenne 21,3 %
- 2 - Chine 18,8 %
- 3 - États-Unis 11,8 %
- 4 - Émirats arabes unis 7,2 %
- 5 - Japon 4,5 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
2,642 Mds USD, -20,88 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 52/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 négatif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Attention, la fiabilité des informations est assez discutable, car la non-publication des comptes est très fréquente, même pour des sociétés cotées.

Pour information, est opérationnel depuis 2004 le Saudi Credit Bureau, un organisme sous la supervision de l'autorité monétaire saoudienne, la *Saudi Arabian Monetary Agency* (SAMA). Cet organisme est habilité à fournir des informations sur les sociétés, mais uniquement à des établissements bancaires.

C'est avec curiosité que nous suivons également l'initiative de deux sociétés, Bayan Credit Bureau, créé à Ryad en novembre 2015, d'une part, et le groupe italien CRIF d'autre part, qui ont annoncé en mars 2016 la constitution d'une société privée de renseignement commercial dont l'un des objectifs est de fournir des prestations aux entreprises locales et plus particulièrement des PME. Cet organisme a obtenu une licence de la SAMA pour pouvoir exercer. Nous leur souhaitons bonne chance mais on peut être sceptique vu l'opacité des comptes des entreprises. Voici leur contact :

• **Bayan Credit Bureau**

[www.bayancb.com/en](http://www.bayancb.com/en)

Contact : [bd@bayancb.com](mailto:bd@bayancb.com)

Quelques autres contacts de sociétés spécialisées basées à Chypre :

• **Cedar Rose Int. Services Ltd**

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone.

[www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)

Tél. : +357 25 346630

[orders@cedar-rose.com](mailto:orders@cedar-rose.com)

• **Elekora Ltd.**

[www.elekora.com](http://www.elekora.com)



Tél. : +357-22-664475

elekora@elekora.com

Et comme souvent, recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place.

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le riyal saoudien (SAR).

Totalement convertible.

Taux de change au 16 octobre 2021 :

1 EUR = 4,34500 SAR

1 SAR = 0,22951 EUR

1 USD = 3,74524 SAR

1 SAR = 0,26630 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Dans les opérations privées, majoritairement le dollar américain. Mais, de plus en plus souvent, l'euro est accepté. Dans le cas de grands contrats par appels d'offres passés avec des entreprises publiques, le SAR est souvent imposé. Il est alors nécessaire de prévoir une clause d'indexation, soit sur le dollar (USD), soit sur l'euro (EUR).

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction, virement bancaire garanti par une assurance-crédit ou encore par une lettre de crédit standby, de plus en plus utilisée en Arabie saoudite (c'est l'une des options préférées des exportateurs américains). Sinon, crédit documentaire irrévocable et éventuellement confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

De plus en plus de paiements d'avance (30 % à 35 %), sinon majoritairement à 30 jours. Sur de très gros contrats, quelques opérations entre 45 et 60 jours. Ne pas aller au-delà. Résister à la pression des acheteurs qui essaient d'obtenir des délais bien plus élevés car localement, plus de 50 % des opérations sont à plus de 60 jours, 120 jours dans certains secteurs.

### → Risques de retards de paiement

Dans son étude sur l'évolution du BFR dans le monde, publiée fin juillet 2021, Euler Hermes

mentionne pour l'Arabie saoudite, en 2020, un DSO (*Days Sales Outstanding*) moyen de 74 jours (soit une dégradation de 3 jours et un retour au niveau de 2018). Avec la pandémie, les retards de paiement se sont multipliés.

Ce risque de retard n'est pas négligeable avec l'ensemble des administrations publiques saoudiennes (y compris avec les agents fournissant les administrations publiques). Secteurs public et privé confondus, les délais de paiement se dégradent. Ces délais, qui se diffusent ensuite aux sous-traitants locaux, peuvent parfois atteindre un an. Pour les transactions avec le privé, des retards de 10 à 30 jours, sont souvent constatés, généralement pour des problèmes administratifs.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible et recommandé pour la première commande : ils peuvent atteindre 50 % du montant total. En contrepartie, il vous sera demandé une garantie de restitution d'acompte au profit du client.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir. De plus en plus souvent, elles sont émises sous forme de lettres de crédit standby.

Parmi les banques émettrices, signalons par exemple, la *National Commercial Bank* ou encore la SAAB (HSBC).

Attention, les garanties de marché doivent être émises selon les modèles définis par la *Saudi Arabian Monetary Agency* (SAMA).

À noter que sur l'Arabie saoudite, il n'y a pas d'obligation de faire émettre de garanties locales contre-garanties par une banque de l'exportateur. On peut faire émettre une garantie directe, émise par une banque étrangère. C'est ce que l'on appelle les « médiation garanties ». Dans ce cas, elle doit être notifiée par une banque locale, dont la seule responsabilité est de vérifier que la garantie émise par la banque étrangère est conforme aux spécifications de la SAMA.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le Grievance Board ou, pour les litiges d'ordre bancaire, le *SAMA Banking Dispute Committee* (Comité de la Banque centrale saoudienne).
- Il arrive que les partenaires saoudiens portent



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas de changement dans notre appréciation. Si les opérations ne sont pas sécurisées ou que les clauses des contrats et des offres ne sont pas suffisamment rigoureuses, l'importateur aura tendance à en profiter pour ne pas respecter les échéances de paiement. En dehors de cette pratique, les Saoudiens étaient en général de bons payeurs et mettaient un point d'honneur à respecter leurs engagements. On peut penser qu'une politique de soutien plus restrictive des banques est à l'origine de la dégradation des délais de paiement. Les litiges, quand il y en a, finissent par se régler assez rapidement et la plupart des retards de paiement se résolvent dans un délai de 10 à 20 jours. Heureusement, car

compte tenu de la complexité des opérations de recouvrement, les chances de récupérer le montant d'une créance sont très faibles. Dans son étude sur la complexité du recouvrement, Euler Hermes place le pays à la première place des 50 pays analysés, juste devant les Émirats arabes unis. Rester prudent bien évidemment, compte tenu de la difficulté d'avoir accès à des informations fiables et, également, de la complexité du droit local ou plutôt des droits locaux. Concluons en mentionnant que la nouvelle loi saoudienne sur les faillites a finalement été signée et est entrée en vigueur début septembre 2018.

le contentieux devant un tribunal chariah où l'issue du procès est incertaine. La langue des débats est toujours l'arabe. La création de tribunaux de commerce faisait partie des réformes annoncées en juillet 2005 et le 8 juin 2020 est entrée en vigueur la *Saudi Commercial Courts Regulation* précisant les compétences et nouvelles modalités de fonctionnement de ces tribunaux de commerce. Cette même loi fixait à 5 ans le délai de prescription commerciale.

Un nouveau droit de l'arbitrage est entré en vigueur en avril 2012 (*the new Saudi Arbitration Law*, Décret Royal n° M34), très inspiré des Principes de l'Unidroit.

- Attention : un jugement rendu en France, selon le droit français, sera quasi impossible à faire exécuter en Arabie saoudite. Les procédures locales sont lentes, onéreuses et aléatoires.

- Essayer d'abord la transaction extrajudiciaire puis, à défaut, une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC). Toutefois, même si l'Arabie saoudite a signé la Convention d'arbitrage de New York, il y a de fortes chances que la reconnaissance de la décision rendue se fera opposer l'article V-2 qui stipule que « la reconnaissance et l'exécution d'une sentence arbitrale pourront aus-

si être refusées si l'autorité compétente du pays où la reconnaissance et l'exécution sont requises constate (...) b) Que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence serait contraire à l'ordre public de ce pays. »

En effet, la décision rendue à l'étranger a de fortes chances d'être contraire aux principes islamiques.

Pour information, notons également la très mauvaise note attribuée à ce pays dans une étude d'Euler Hermes, pour la complexité du recouvrement : 94 sur 100 (100 étant la plus mauvaise).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 168/190.**

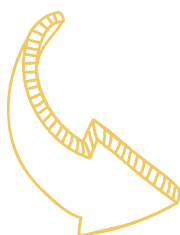
### 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Arabie saoudite était classée au 86<sup>e</sup> rang mondial (+72 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures respect des exigences

en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 37 h. ; coût 319 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (11 h. ; 73 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 464 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (32 h. ; 267 USD). ■



MOYEN-ORIENT.

## BAHREÏN • BHD

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : élevé

Risque client : moyen tendance  
à la dégradation

CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> : 1,5**

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 3,3 % (estim.) ;

2020 : -5,4 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
44 330

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 14,066 (-22,7 %)

Import : 12,683 (-4,32 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,138 Md USD, -70,70 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> : 78/180**

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires A4 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : F ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours exacts. Recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place.

Deux prestataires chypriotes fournissent néanmoins des informations plus ou moins satisfaisantes :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone.

www.cedar-rose.com

Tél. : +357 25 346630

### • Elekora Ltd.

www.elekora.com

Tél. : +357-22-664475

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dinar de Bahreïn (BHD).

Taux de change au 17 octobre 2021 :

1 EUR = 0,43445 BHD

1 BHD = 2,27349 EUR

1 USD = 0,37460 BHD

1 BHD = 2,63725 USD

### → Meilleures monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et l'euro (EUR).

### → Conseillés

Selon montant de la transaction, crédit documentaire irrévocable éventuellement confirmé ou virement bancaire garanti par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Dans le cadre d'un crédit documentaire, paiement à vue ou à 30 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont assez rares.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Si créance non sécurisée, les retards sont de plus en plus fréquents, majoritairement pour



## LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les entreprises de Bahreïn ont la réputation d'avoir un bon comportement payeur en général : elles ont à cœur de respecter leurs engagements. Mais pour cela, les clauses financières des contrats doivent être bien verrouillées. Et attention à l'évolution de la situation sociopolitique agitée depuis le début de l'année 2011, dans le contexte des suites de la « vague du printemps arabe ». Les tensions sociales et religieuses restent vives. Elles pourraient détériorer très rapidement l'équilibre fragile du pays. De plus l'économie dépend fortement des revenus pétroliers et souffre donc beaucoup de la crise pétrolière actuelle. Le risque de non-transfert est toujours très élevé : 6/7, selon Credendo. Attention donc et prudence dans les transactions de montant significatif. Rappelons que, l'an dernier, l'OCDE a de nouveau dégradé le Bahreïn en risque politique de 5/7 à 6/7.

des problèmes d'insuffisance de devises fortes, risque de non transfert élevé, 6/7.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Le tribunal local, mais les jugements sont très longs et les décisions très aléatoires.
- Pour des montants élevés, privilégier une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 60/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Bahreïn était classé au 77<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 59 h. ; coût 47 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (24 h. ; 100 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 42 h. ; coût 397 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (60 h. ; 130 USD). ■

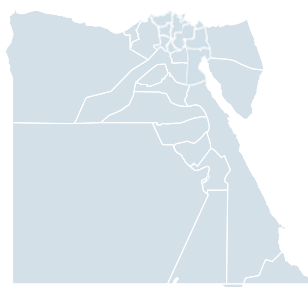
MOYEN-ORIENT.

# ÉGYPTE • EGP

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé à surveiller car très incertain

Risque client : très élevé



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 100,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 2,5 % (estim.) ; 2020 : 3,6 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
12 210

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 26,630 (-8 %) ;  
Import : 59,843 (-16 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

- 1 - Union européenne 26 %
- 2 - Chine 15 %
- 3 - États-Unis 6,7 %
- 4 - Arabie saoudite 6,3 %
- 5 - Turquie 4,9 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
2,337 Md USD, -9 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 117/180  
(de nouveau en recul)

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface** : pays B ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 4/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 5/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile de trouver des renseignements réellement fiables en Égypte.

### • I-Score

En 2005, a été constituée une société, I-Score, créée par 27 banques et le Fonds social de développement. Elle n'est réellement opérationnelle que depuis fin 2007, début 2008. Elle propose des services d'informations sur les particuliers et les PME. <http://www.i-score.com.eg/en/information-for-businesses/home/> (pages en anglais)

[businesshelp@i-score.com.eg](mailto:businesshelp@i-score.com.eg)

Autres possibilités :

### • General Authority for Investment and Free Zones (GAFI)

L'administration chargée de l'investissement international, organisme local sis au Caire, peut éventuellement fournir des renseignements sur une entreprise :

[www.gafinet.org](http://www.gafinet.org)

Tél. : +202 4055460

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient.

[www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)

Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La livre égyptienne (*Egyptian Pound*, EGP). Le 25 janvier 2003, le pays est passé d'un système de change fixe à un système de change à taux flottant déterminé par le marché. Depuis cette date, pour rappel, le 3 novembre 2016, elle avait dévalué de 47,7 %.

Taux de change au 17 octobre 2021 :

1 EUR = 18,1993 EGP

1 EGP = 0,05473 EUR

1 USD = 15,6919 EGP

1 EGP = 0,06348 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

L'euro est de plus en plus accepté. Certaines entreprises égyptiennes ayant des comptes en euros dans des banques européennes, ne pas hésiter à faire les opérations de virement bancaires ou de faire ouvrir les crédits documentaires ou les lettres de crédit standby dans ces banques plutôt qu'en Égypte... Sinon, le dollar.

### → Conseillés

En premier choix, le crédit documentaire irrévocable et confirmé. Même si les émissions de crédit documentaire sont de plus en plus difficiles et lentes à obtenir. En deuxième choix, le virement bancaire, Swift de préférence, garanti par une lettre de crédit standby ou une assurance-crédit.



Depuis 1999, les crédits documentaires devaient faire l'objet d'un blocage de fonds de 100 %, à l'ouverture, en Égypte, au lieu de 10 % à 20 % précédemment... En 2010, une dérogation avait été concédée dans le secteur agroalimentaire : dans un premier temps, l'exigence de 100 % de couverture avait été ramenée à 50 % et une liste de produits a été totalement exonérée. Fin 2015, la *Central Bank of Egypt* (CBE) a durci les procédures en matière d'importation, dans le but de lutter contre les fraudes et en février 2016, elle a de nouveau exigé 100 % de dépôt pour toutes les opérations, y compris celles qui bénéficiaient du taux réduit de 50 %. Ces nouvelles mesures ont eu pour effet de retarder dans de nombreux cas les émissions de crédit documentaire.

Une nouvelle procédure import a été mise en place début mai 2018. Attention aussi aux nouvelles procédures de dédouanement mises en place courant 2021 (voir plus loin le conseil du credit manager).

On peut aussi, selon la banque de l'importateur, essayer d'obtenir une lettre de crédit standby, adossée à un virement bancaire. Le marché des crédits documentaires en Égypte est particulièrement touché par la crise actuelle et on constate des délais parfois un peu longs pour leur émission. Ainsi en décembre 2015, dans le secteur agroalimentaire, plusieurs expéditions ont été bloquées pendant un mois pour des problèmes administratifs. Pour d'autres exportateurs, il s'agissait d'une insuffisance d'USD.

## → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement la remise documentaire, hélas trop souvent proposée par les importateurs égyptiens compte tenu des contraintes imposées par leurs banques dans le cadre de l'ouverture des crédits documentaires. Comme le souligne d'ailleurs une banque française, « la remise documentaire et les paiements par transferts sont, quant à eux, à réserver à des contreparties connues de l'exportateur mais déconseillés actuellement ».

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Compte tenu de la situation politique et économique actuelle, plutôt instable et incertaine, accorder des délais de paiement à un importateur en Égypte est à déconseiller.

Plus de 50 % des opérations se font désormais par paiement d'avance, le plus souvent contre délivrance d'une garantie à première demande de restitution. Sinon, si crédit documentaire ou virement garanti, 30 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Cribis Dun and Bradstreet, dans son étude *World Payment Study 2021*, couvrant l'année 2020, a pour la première fois analysé les pratiques de paiement en Égypte. 38,1 % des entreprises respecteraient les échéances négociées. Et 21,6% règleraient avec plus de 90 jours de retard.

Localement, plus de 70 % des transactions sont payées avec un retard de 30 jours en moyenne. Sur les transactions à l'international, si l'opération n'est pas sécurisée, les retards de paiements sont fréquents et plus longs, essentiellement à cause de problèmes d'insuffisance de devises : ils sont en moyenne de 20 jours, mais peuvent aller bien au-delà. On voit actuellement des retards de paiement de plusieurs mois pour des exportateurs français qui ont fait aveuglément confiance à leur client...

### → Acomptes à la commande

Demander un acompte à la commande est une pratique non seulement fréquente, mais de plus fortement conseillée. Pas de plafond légal. Toutefois, une garantie de restitution d'acompte est exigée en contrepartie. Dans tous les cas, il faut suivre de près les règle-

ments mis en place par la CBE qui, depuis fin 2015, sous prétexte de lutter contre la fraude, complique de plus en plus le financement des opérations d'importation.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir. Exemple de coûts standard appliqués par une banque locale :

- garantie de soumission, 0,3 %, avec un minimum de 50 EGP par trimestre ;
- garantie de restitution d'acompte, 0,6 % avec un minimum de 100 EGP par trimestre.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

Le Tribunal civil local est compétent en cas de litige car les décisions des tribunaux étrangers sont très difficiles à faire appliquer en Égypte. À noter toutefois que le droit commercial local, droit codifié d'inspiration française, est assez favorable au vendeur.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 104/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », l'Égypte était classée au 171<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 258 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (88 h. ; 100 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 240 h. ; coût 554 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (265 h. ; 1 000 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Une nouveauté importante pour les exportateurs est à signaler pour 2021 : afin de faciliter les opérations de dédouanement, les douanes égyptiennes ont mis en place un nouveau système électronique pour le préenregistrement des informations relatives aux expéditions : l'*Advanced Cargo Information* (ACI). Cette procédure est obligatoire pour tous les envois arrivant dans les ports maritimes égyptiens à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021. Cette procédure est assez complexe et les deux parties, importateur et exportateur, doivent la respecter scrupuleusement, faute de quoi, les documents concernés – facture commerciale et connaissance maritime –, seront rejetés et la marchandise ne pourra pas être dédouanée et sera réexpédiée. Sans faire preuve de pessimisme, on peut aisément prévoir quelques retards de paiement dans les premiers mois d'adaptation à cette nouvelle procédure. Pour en savoir plus, contacter votre Chambre de commerce ou encore consulter le site : <https://www.nafeza.gov.eg/en>. Si dans le dernier classement de l'OCDE, la note de risque pays de l'Égypte avait été ramenée de 6 à 5/7, ce qui constituait une amélioration, presque tous les assureurs-crédit ont maintenu leurs positions de prudence sur ce pays. En ce mois d'octobre 2021, au moment où nous actualisons cette fiche, le contexte social n'encourage guère à l'optimisme, ainsi que le risque toujours élevé de terrorisme. Comme nous l'écrivions dans les précédentes éditions de cet Atlas, le nombre d'incidents de paiement a explosé depuis octobre 2010, laissant penser que les exportateurs avaient sous-estimé le risque de crise en Égypte et travaillé « en confiance » avec leurs partenaires égyptiens. Or cette attitude semble perdurer chez certains exportateurs français, qui manifestement n'ont pas su tirer la leçon des retards de paiement subis et continuent de s'exposer sans vraiment de garantie autre que la bonne foi supposée de leur partenaire. Ces deux dernières années, on a encore vu des opérations de montants significatifs sur la base de remises documentaires, avec pour certaines, des retards de deux à

trois mois, voire beaucoup plus... Ajoutons que certaines entreprises égyptiennes (ainsi que leurs banques) continuent d'utiliser des Incoterms non conformes aux définitions de la Chambre de commerce internationale (ICC), FOB ou CIF avion, par exemple, avec tous les risques qui peuvent en découler. Attention également au système bancaire, qui est fragilisé par la crise actuelle, les banques étant de plus en plus endettées et de plus en plus réticentes à émettre des crédits documentaires.

Rappelons que le mauvais comportement payeur des entreprises égyptiennes est principalement dû à un manque de liquidités, et à la restructuration en cours du système bancaire.

Les observateurs locaux notent une aggravation des défaillances d'entreprises et nombreux sont ceux qui souhaitent depuis longtemps une révision de la loi sur les faillites, avec introduction d'une procédure de sauvegarde. Cette réforme a enfin vu le jour en janvier 2018. Toutefois, selon certains analystes, elle profitera surtout aux banques.

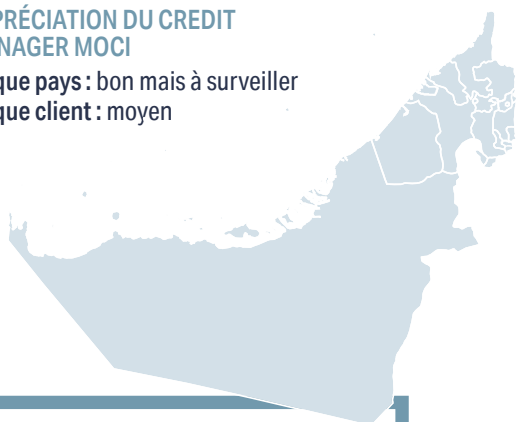
Par ailleurs, il faut rester prudent car le pays est toujours sujet à des difficultés de paiement, en raison, notamment, de la fragilité du cours de la livre égyptienne qui maintient un risque de transfert encore élevé même si Credendo a amélioré sa note en l'abaissant d'un point 5/7 au lieu de 6. Les pénuries de devises, notamment le dollar, sont récurrentes depuis le début du printemps arabe en 2011 : les réserves de change sont en effet très dépendantes du tourisme et des revenus du canal de Suez. Le tourisme a été durement frappé avec la montée du risque terroriste, puis la crise sanitaire. Quant au canal de Suez, il représente la troisième source de rentrée de devises. On comprend que l'échouage de l'*Ever Given* en mars 2021, qui a bloqué ce corridor du 23 mars au 3 avril, n'a pas arrangé les affaires du pays en matière de devises. Dans cette opération, l'Égypte a perdu de 12 à 15 millions de dollars par jour de fermeture. En conclusion, il est impératif de demeurer très prudent et ne traiter que via des transactions sécurisées.

MOYEN-ORIENT.

## ÉMIRATS ARABES UNIS • AED

### APPRÉCIATION DU CRÉDIT MANAGER MOCI

Risque pays : bon mais à surveiller  
Risque client : moyen



CHIFFRES CLÉS

État fédéral regroupant 7 émirats mitoyens : Abou Dhabi, Ajman, Sharjah, Dubaï, Fujairah, Ras al-Khaimah et Umm al-Qaiwain.

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 11,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 3,1 % (estim.) ; 2020 : -5,9 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
70 300

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 319,278 (-18 %)

Import : 225,741 (-16 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Chine 16,4 %

2 - Union européenne 15,2 %

3 - Inde 10,7 %

4 - États-Unis 8 %

5 - Japon 5,1 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
3,588 USD, -2,12 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 21/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** BB2, risque de court terme moyen (octobre 2021)

**Coface :** pays A3 ; environnement des affaires A2 (novembre 2020)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021).

**Atradius :** 3/10 positif (octobre 2021)

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Ne pas s'attendre à de l'information de très grande qualité, compte tenu de la rareté des informations disponibles et de leur manque de fiabilité. Recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place.

Principales sources d'information :

• **Cedar Rose Int. Services Ltd**

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient.

[www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com) (payant)

• **Deux autres sites peuvent être utiles**, pour suivre les actualités « business » dans la région : <https://www.zawya.com/mena/en/companies> et [www.meed.com](http://www.meed.com)

Et pour information, une société de renseignements chypriote a ouvert un bureau à Dubaï :

• **Infocredit group**

Middle East Commercial Services (ICG MECOS)  
104, Jumeirah Bay Tower X3,  
JLT-PH2-X3A, Jumeirah Lakes Towers,  
Dubai, U.A.E.

Tél. : +971 4 3338188

Fax : +971 4 2665628

E-mail : [uae@infocreditgroup.com](mailto:uae@infocreditgroup.com)

<http://www.infocreditgroup.com/>

### 3/ MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

L'unité de compte est le dirham émirien (AED) divisé en 100 fils. Convertible. Pas de restriction aux transferts de devises.

Taux de change au 17 octobre 2021 :

1 EUR = 4,25962 AED

1 AED = 0,23468 EUR

1 USD = 3,67275 AED  
1 AED = 0,27223 USD

#### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD), majoritairement, et l'euro (EUR).

#### → Conseillés

Selon montant, virement bancaire garanti par une lettre de crédit standby, de plus en plus utilisée aux Émirats, ou crédit documentaire éventuellement confirmé selon le montant.



Aux Émirats arabes unis, les crédits documentaires comportent souvent des clauses non documentaires contraignantes et des incohérences dans les documents requis.

#### → Déconseillés

Tous les autres : chèque, billet à ordre, lettre de change, remise documentaire.

### 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

#### → Délais de paiement habituels

Localement la situation se dégrade. Il y a quelques années, le délai moyen était de 30 jours, mais sous la pression des importateurs, on est désormais plus proche des 60 jours.

Cette situation devrait s'améliorer dans le secteur public car une circulaire du 26 mars 2019 donne instruction à ce secteur de régler désormais les factures à 30 jours date de leur réception. Cette mesure est également applicable pour les paiements aux sous-traitants. Il va falloir attendre pour constater si ces instructions sont respectées. Au niveau mondial, environ 30 % des paiements se font, soit d'avance, soit à vue.

#### → Risques de retards de paiement

Jusqu'à une époque récente, les retards de paiement étaient peu fréquents et généralement motivés par le non-respect des clauses contractuelles liant client et fournisseur dans ce pays qui accueille cette année l'Exposition universelle (Expo 2020 Dubaï, retardée d'un an à la suite de la pandémie de Covid-19). Compte tenu de la crise économique et financière qui a frappé le pays à la suite de la chute des cours du pétrole de 2014 et de l'éclatement de la bulle immobilière à Dubaï, la tendance est à la dégradation du comportement payeur de

certaines entreprises. On constate ainsi des retards pouvant aller jusqu'à plusieurs mois et on a même enregistré des retards de plus d'un an dans des contrats publics non sécurisés.

Atradius, dans son Baromètre des pratiques de paiement publié en juin 2021, indique un délai moyen de 61 jours. Chiffre identique à celui communiqué par Euler Hermes, 61 jours.

Pour information, dans son « Doing Business in the United Arab Emirates, Country Commercial Guide for U.S. Companies », révisé en septembre 2020, l'US commercial service, mentionne toujours des retards de plusieurs mois, voire années, subis par des exportateurs américains.

Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, mentionne que 35,4 % seulement des entreprises respectent les échéances négociées et que 8,6 % règlent avec plus de 90 jours de retard. Ces données indiquent une très nette dégradation par rapport aux années précédentes.

Dans certains secteurs, en particulier le BTP et l'industrie, les délais réels peuvent aller jusqu'à plusieurs mois.

#### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible : entre 10 % et 30 % du montant total de la commande, contre une garantie de restitution d'acompte au profit du client, bien évidemment.

### 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Obtenir des garanties auprès des banques est possible. Le délai d'obtention se situe entre 1 jour et 7 jours, en moyenne.

Exemple de coûts par type de garantie :

- lettre de garantie : 1 % par an + frais bancaires ;
- réassurance contre-garantie : 50 USD par période de 3 mois + frais bancaires.

### 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• En principe, les clauses attributives de compétence désignant une juridiction ou loi étrangère ne sont pas reconnues dans les Émirats Arabes Unis si les tribunaux des EAU considèrent qu'il s'agit de leur propre juridiction.

• L'exécution, aux EAU, d'une décision étrangère nécessite l'obtention d'un ordre d'exécution d'un tribunal des EAU.

Pour information, notons également la très

mauvaise note attribuée à ce pays dans une récente étude d'Euler Hermes, à la complexité du recouvrement : sur 50 pays analysés, UAE arrive en seconde position derrière l'Arabie saoudite.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 80/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », les Émirats arabes unis sont classés au 92<sup>e</sup> rang mondial (+6 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en

nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 27 h. ; coût 462 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (5 h. ; 140 USD).

- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 54 h. ; coût 553 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (12 h. ; 283 USD). ■



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Le système bancaire émirati a maintenant quasiment digéré les effets de la crise de fin 2009. Pour rappel, l'un des Émirats les plus importants, Dubaï, s'était retrouvé avec une dette publique de plus de 100 milliards de dollars. Au bord de la faillite, suite à l'éclatement d'une énorme bulle immobilière, il avait été renfloué par Abou Dhabi. Comme nous l'avions écrit dans une précédente édition de cet Atlas, contrairement à ce que l'on a pu lire sous la plume de certains économistes, qui voulaient avant tout rassurer les milieux des investisseurs, la crise a été dure et longue, très longue, en dépit de l'aide que les émirats voisins ont apportée à Dubaï.

Début 2020, les entreprises locales ne bénéficient toujours pas du regain de santé des banques et continuent de manquer de soutien, que ce soit pour les opérations domestiques ou internationales. Conséquences : des délais de paiement très longs sur le marché national

et une hausse des retards de paiement à l'international, surtout sur les gros contrats. La nouvelle loi sur les faillites, dont le projet était prêt depuis fin novembre 2011, est finalement entrée en vigueur fin décembre 2016. Elle inclut une procédure de sauvegarde calquée sur le modèle américain. Pour information, tout comme en France, sauf clause spécifique, le transfert de propriété est réalisé à la conclusion de la vente, et non à la livraison, comme aux États-Unis ou en Allemagne (article 511 du code civil des EAU). Soigner particulièrement la rédaction des contrats, vérifier scrupuleusement les clauses des crédits documentaires et rester vigilant dans le suivi des échéances. Ne pas hésiter à demander des lettres de crédit standby. Aux Émirats, ces dernières sont aussi acceptées en remplacement des garanties de marché classiques.



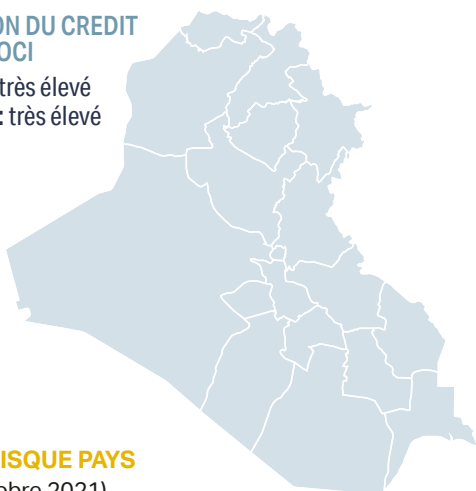


MOYEN-ORIENT.

# IRAK • IQD

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé



### 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays E ; environnement des affaires E (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 6/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 10/10 (octobre 2021).

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 40,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 1,1 % (estim.) ; 2020 : -10,9 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
9 660

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 41,738 (-49 %)

Import : 44,484 (-4 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,380 Md USD, -18,05 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 162/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

### 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très, très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : le manque de transparence est total, les bilans souvent inexistant et, de plus, pas toujours fiables. Utiliser le réseau des entreprises françaises actives en Irak. Un prestataire propose des informations plus ou moins satisfaisantes :

• **Cedar Rose Int. Services Ltd**

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone.

www.cedar-rose.com

Tél. : +357 25 346630

### 3/ MOYENS DE PAIEMENT

→ **Monnaie locale**

Le dinar irakien (IQD).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 1690,98 IQD

1 IQD = 0,00059 EUR

1 USD = 1458,00 IQD

1 IQD = 0,00068 USD

→ **Monnaies de facturation des échanges**

Le dollar américain (USD).

→ **Conseillés**

Virement pour les paiements d'avance (voir ci-après « délais de paiement habituels »). Sinon crédit documentaire confirmé. Rappelons que certains assureurs-crédits, dans le cadre des garanties publiques, couvrent, au cas par cas, les crédits documentaires émis par la *Trade Bank of Irak*. La liste qui figurait sur le site de la *Trade Bank of Irak* n'est plus remise à jour depuis plusieurs années. Bpifrance, dans le cadre des aides publiques, peut couvrir certaines opérations.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

### 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Essayer d'imposer un paiement d'avance (plus de 80 % des transactions). Sinon, si paiement par crédit documentaire confirmé, soit à vue, soit à 30 jours maximum. De plus en plus de transactions sont réalisées offshore, principalement depuis la Jordanie et la Turquie.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Pas de changement notable pour 2021. Au contraire, la situation de ce pays se détériore un peu plus chaque année dans la mesure où la situation sécuritaire et la situation économique et financière restent extrêmement dégradées et fragiles, après avoir connu une courte et légère amélioration. Attention également au fait que dans le cadre de la relance de l'économie, la Trade Bank of Irak « délègue » à des banques privées l'ouverture des crédits documentaires : la qualité s'en est ressentie, hélas, et les délais d'émission se sont allongés. Phénomène également relativement nouveau et de plus en plus fréquent depuis quelques années : parmi les documents exigés par les banques, des certificats d'inspection sur site, certificats bien évidemment émis par des

entreprises peu disponibles et allongeant ainsi les délais de collecte des documents. À refuser lors de la négociation commerciale. L'Irak reste un des risques pays les plus élevés pour les exportateurs. Ne travailler que sécurisé à 100 % (sécurité de paiement bancaire ou assurance-crédit). Sinon, s'abstenir. Car comme on peut s'en douter, il n'y a aucune possibilité de recouvrer par voie judiciaire une créance impayée en Irak. Pour suivre l'évolution des différentes mesures prises par la communauté internationale (Onu, Union européennes) voir le site du Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/irak> dernière mise à jour le 28 septembre 2021.

### → Risques de retards de paiement

A priori, ils sont assez rares à ce jour en raison des conditions de paiement sécurisées demandées par les exportateurs. Seuls les exportateurs négligents se retrouvent confrontés à un retard, lequel peut alors durer plusieurs mois, voire plusieurs années. Comme on a pu le constater chez certaines entreprises françaises avides de ne pas laisser une affaire à des concurrents plus rigoureux.

### → Acomptes à la commande

Une pratique peu courante, sauf pour de très gros contrats.

### 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Obtenir des garanties classiques est possible, via la *Trade Bank of Irak*.

### 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Un seul conseil : s'il s'agit d'un gros contrat, opter pour une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI).
- Le délai d'exécution pourra atteindre, ensuite, plusieurs années.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 168/190.

### 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

**La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles.** Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Irak était classé au 181<sup>e</sup> rang mondial (inchangé par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 85 h. ; coût 1 118 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (504 h. ; 1 800 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 131 h. ; coût 644 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (176 h. ; 500 USD). ■

MOYEN-ORIENT.

# IRAN · IRR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : élevé



CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 84,1

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**

2021 : 2,5 % (estim.) ;

2020 : 1,5 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**

13 150

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 53,543 (-19 %)

Import : 38,757 (-7,34 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**

0,292 Md USD, -30,67 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 149/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** D4, risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface :** pays E ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 7/7 ; commercial : G ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 10/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises iraniennes : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours exacts.

Un prestataire chypriote fournit néanmoins des informations plus ou moins satisfaisantes :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient.

[www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)

Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le rial iranien (IRR).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 48 711,3 IRR

1 IRR = 0,000020 EUR

1 USD = 42000,00 IRR

1 IRR = 0,000020 USD

Remarque : nous avons intégré dans cette édition la conversion USD/IRR. Rappelons qu'il est délicat d'effectuer des transactions en USD avec l'Iran, bien que de nombreux grands contrats soient libellés dans cette devise. L'impact de l'usage du dollar américain au regard du risque de sanction est on ne peut plus flou, selon les textes et déclarations des institutions et représentants des États-Unis. Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce sujet épineux.

### → Monnaies de facturation des échanges

L'euro (EUR).

### → Conseillés

Le crédit documentaire irrévocable et confirmé (silencieusement). Compte tenu des sanctions internationales continuant à peser sur le pays, la majorité des crédits documentaires sont



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Les notes des différents institutionnels et assureurs-crédit se passent de tout commentaire : l'Iran est un risque élevé pour les exportateurs. Et de plus, selon Credendo, risque de non-transfert maximum : 7/7.

Sanctions, où en est-on ?

La situation est de plus en plus compliquée, surtout depuis la décision de l'ancien Président américain Donald Trump, en mai 2018, de sortir du Programme conjoint d'action global ou *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA), l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015. La nouvelle administration américaine n'a pour le moment pas remis en cause formellement cette sortie. On efface tout et on recommence ! Un chercheur français déclarait récemment que l'Iran est le pays du monde le plus affecté par des sanctions. Sept années avant lui, un expert américain écrivait (avril 2013) : « À cause de l'extraordinaire imbroglio législatif des sanctions contre l'Iran, qui s'accumulent depuis trente ans, sous la forme de décisions de politique générale qui sont ensuite transformées en lois, les États-Unis sont totalement impuissants pour se dégager du régime des sanctions qu'ils ont eux-mêmes institué. »

Pour rappel, après le black-out financier début novembre 2018, de nouvelles sanctions sont entrées en vigueur le 2 mai 2019, puis en 2020 de la part des États-Unis. Il est devenu de plus en plus difficile pour les exportateurs de trouver des banques acceptant les transactions avec les importateurs iraniens. Pour continuer d'effectuer des opérations non prohibées par l'ONU ou l'Union européenne (UE), ou encore les États-Unis, il faut être curieux, inventif et débrouillard. Très débrouillard même quand on se souvient d'un article des *Échos* du 17 mai 2018 : « Les entreprises françaises sous la pression des banques (françaises, c'est nous qui précisons...) pour sortir d'Iran. » En clair, plus que jamais, c'est hors de nos frontières qu'il faudra chercher des solutions. L'imbroglio des différentes sanctions

internationales pesant sur le pays risque de devenir de plus en plus complexe et inextricable, d'autant plus que les États-Unis non seulement rétablissent les sanctions levées après 2015 mais en ajoute de nouvelles, cette fois-ci liée aux opérations de déstabilisation menées par l'Iran dans la région (Syrie, Yémen...). Le pays reste difficile, notamment en raison de cette prolifération de sanctions à propos du programme nucléaire iranien, que ce soit les résolutions de l'ONU, les sanctions américaines ou les règlements de l'Union européenne (9 en 2012 en ce qui concerne ces derniers...).

Il demeure difficile de s'y retrouver dans la jungle de ces résolutions. D'autant plus que récemment, certains règlements ont fait l'objet de demandes d'annulations partielles devant la Cour de justice européenne : demandes basées sur l'absence de fondements réels quant aux faits invoqués. Exemple : le règlement n° 945/2012 du 15 octobre 2012, sérieusement contesté par plusieurs personnes et entités boycottées. Certains observateurs commencent même à douter non seulement de l'efficacité de ces sanctions mais surtout des difficultés évidentes pour en sortir un jour, dans la mesure où certaines contraintes à respecter par l'Iran ne pourront jamais être respectées.

Plus récemment, un banquier de la City, commentant un nouveau texte américain, disait dans une interview au *Guardian* : « Certains pensent que le texte est si compliqué qu'il peut dissuader les entreprises de retourner en Iran, tandis que d'autres redoutent qu'il soit sujet à interprétation. »

En attendant, ce sont les exportateurs qui sont pénalisés par ces sanctions, dans leurs relations commerciales. Un certain flou règne aussi quant aux banques boycottées et aux autres. En effet, depuis novembre 2007, des banques iraniennes sont boycottées dans leurs opérations commerciales, souvent au-delà de l'esprit même des résolutions de l'ONU : Sepah, Saderat

émis offshore. On voit aussi une augmentation des opérations de compensation. À noter que la confirmation des crédits documentaires est toujours rare et qu'il faut la chercher hors de France, le plus souvent aux Émirats arabes unis, en Turquie, en Italie ou en Autriche. Pour l'embargo et ses conséquences directes pour les exportateurs, voir plus loin le Conseil du credit manager. Pour faire le point sur les sanctions et voir les catégories de produits interdits et autorisés, les plafonds de montant et les modalités d'autorisation, aller sur le site Internet du Trésor (dernière mise à jour le 30 juillet 2021, à l'heure où nous effectuons la révision de cette fiche) : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/iran> ainsi que le « guide pratique pour commercer avec l'Iran » que l'on télécharge sur la même page.

→ **Déconseillés**

Tous les autres.

#### 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

→ **Délais de paiement habituels**

Dans le cadre d'un crédit documentaire, paiement à vue.

→ **Risques de retards de paiement**

Les retards sont très rares car la grande majorité des transactions sont sécurisées.

→ **Acomptes à la commande**

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.

#### 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Elles sont difficiles à obtenir et assez onéreuses.

#### 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

Tribunaux iraniens et droit iranien uniquement. L'exécution en Iran d'un jugement rendu à l'étranger sera très longue et très aléatoire.

Iran, Melli Iran, Kargoshaee (Aka Kargosa'i Bank), Arian (Aka Aryan Bank), Mellat, Persia International Bank (PLC). Cela a obligé les exportateurs à trouver de nouveaux réseaux pour leurs encaissements, souvent auprès de pays moins regardants quant à l'application des sanctions internationales.

Pour compliquer un peu plus les choses, en 2017, en dépit de la prétendue réouverture, échaudées par les amendes records prononcées contre BNP Paribas, le Crédit Agricole ou encore Deutsche Bank, de nombreuses banques françaises n'ont cessé de refuser de travailler avec l'Iran et donc confirmer les crédits documentaires ouverts par des banques iraniennes.

On trouve quelques petites banques, absentes du marché local américain, qui couvrent certaines opérations, mais pour des montants guère significatifs. C'est à l'étranger, particulièrement en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Turquie, que les opportunités se multiplient. La banque publique française du commerce extérieur, Bpifrance, a gelé son projet de mettre

en place des offres de financement sur l'Iran depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire, en mai 2018. Comme l'écrivait *Le Moci* dans un article publié le 12 avril 2018 dans sa Lettre confidentielle (« Iran / Export : le nouveau dispositif de financement suspendu au contexte diplomatique »), la mise en œuvre de ce projet était étroitement dépendante de l'évolution du contexte diplomatique.

Début 2019, un vent d'optimisme a néanmoins soufflé dans le monde des exportateurs avec un projet de mécanisme européen plus ou moins similaire à du troc monté par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne : dénommée Instex, cette entité spécifique créée par les trois pays (*Instrument in Support of Trade Exchanges*) a pour objectif de favoriser les échanges commerciaux avec l'Iran dans les secteurs autorisés par l'accord sur le nucléaire. Une première transaction a été effectuée fin mars 2020. Mais cet instrument est très controversé, que ce soit en matière de crédibilité, de fiabilité ou même de légitimité. Pour en savoir plus, aller sur le site du Trésor mentionné plus haut et cliquer sur la Foire aux questions d'Instex.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 133/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », l'Iran était classé au 123<sup>e</sup> rang mondial (-2 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'était toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 101 h. ; coût 415 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (33 h. ; 60 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 141 h. ; coût 660 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (40 h. ; 90 USD). ■



MOYEN-ORIENT.

# ISRAËL · ILS

APPRÉCIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
Risque client : moyen

## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 9,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 5 % (estim.) ; 2020 : -4 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
41 750

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 49,763 (-15 %)

Import : 69,985 (-9 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

1 - Union européenne 29,2 %

2 - Chine 16,7 %

3 - États-Unis 13,6 %

4 - Turquie 6,2 %

5 - Japon 3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
1,581 Md USD, -9,20 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 35/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : N. C. (octobre 2021)

**Euler Hermes** : BB1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface** : pays A2 ; environnement des affaires A2 (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 2/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 3/10 stable (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

La tâche est difficile car les entreprises locales manquent de transparence : les informations sont rarement disponibles et bien souvent peu fiables. Voici une sélection de prestataires locaux sérieux :

### • Israeli Business Data

www.ibdco.com - info@ibdco.com

Tél. : +972 9 7460122

### • Vivid Management Systems

www.vivid.co.il - sales@vivid.co.il

Tél. : +972 3 6021517

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le nouveau shekel israélien (ILS).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 3,72944 ILS

1 ILS = 0,26713 EUR

1 USD = 3,21561 USD

1 ILS = 0,30988 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) et l'euro (EUR).

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et l'ancienneté de la relation commerciale, virement bancaire, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou par une assurance-crédit. Sinon, crédit documentaire éventuellement confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres et plus particulièrement la remise documentaire.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Localement, les délais de paiement vont de 30 à 120 jours. La moyenne est d'environ 90 jours. Attention, les importateurs locaux vont faire du

« forcing » pour obtenir ces délais. À l'international, environ 30 % de paiements d'avance dans les transactions avec ce pays, près de 50 % de paiements à vue. Ne pas dépasser 30 jours. Au-delà, cela dépendra de la relation commerciale et du type de sécurisation proposée.

### → Risques de retards de paiement

Très peu d'informations disponibles fiables, mais d'après Cribis Dun and Bradstreet, dans l'étude *World Payment study 2021*, couvrant l'année 2020, 16,2 % seulement des entreprises respecteraient les échéances négociées, confirmant la nette dégradation constatée l'année dernière. Il y a quelques années, on parlait d'environ 50 %. Et 3,5 % règlent avec plus de 90 jours de retard. Sur le terrain, d'après certains credit managers, les retards peuvent atteindre de 15 à 30 jours, voire plus si la transaction n'est pas garantie.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Il est possible d'en obtenir. En règle générale, selon des informations parues dans la presse israélienne, les coûts des services bancaires sont très supérieurs aux tarifs moyens pratiqués dans les pays développés.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Au choix, tribunal local ou français. Mais les tribunaux locaux sont encombrés. Les décisions sont assez longues.
- Opter de préférence pour un tribunal français.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 29/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication *Doing Business*. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « *Doing Business 2020* », Israël était classé au 67<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect

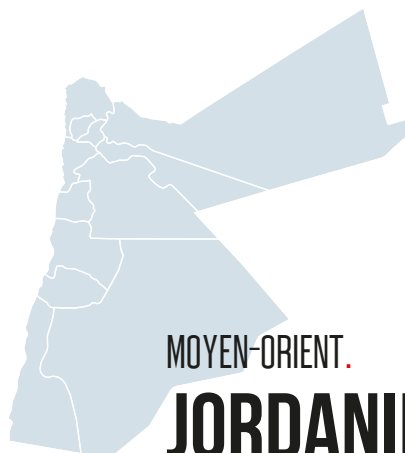
des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 36 h. ; coût 150 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (10 h. ; 60 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 64 h. ; coût 307 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (44 h. ; 70 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Le pays présente un risque moyen au plan politique, économique et financier, cela en dépit d'un risque géopolitique fort et d'un risque modéré de blocage des sorties de devises sur une courte période (le risque de non-transfert reste noté 3/7 par Credendo, comme l'an dernier). Le comportement payeur des entreprises israéliennes s'est un peu dégradé, mais c'est surtout dû au fait que le financement bancaire court terme est rare, surtout pour les PME, et les entreprises ont de plus en plus recours au crédit fournisseur. La conjoncture économique difficile et la crise en Syrie ont sérieusement compliqué la situation. Attention à la fragilité des TPE et PME, plus particulièrement impactées. Soigner particulièrement la rédaction des contrats et être très vigilant quant au suivi des échéances. Pour information, la clause de réserve de propriété doit être enregistrée pour être valide.



MOYEN-ORIENT.

## JORDANIE • JOD

### APPRECIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen, à surveiller  
Risque client : moyen, avec tendance à la dégradation

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 10,2

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : 2 % (estim.) ; 2020 : -2 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
10 320

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :  
Export : 7,943 (-4 %)  
Import : 17,011 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup>** :

- 1 - Union européenne 19,3 %
- 2 - Chine 15,9 %
- 3 - Arabie saoudite 12,3 %
- 4 - États-Unis 8,3 %
- 5 - Émirats arabes unis 3,7 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,204 Md USD, -13,94 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup>** : 60/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.



## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 5/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : C3, risque de court terme significatif (octobre 2021)

**Coface** : pays C ; environnement des affaires B (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 5/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours exacts. Se rapprocher des milieux d'affaires français et européens sur place.

Un prestataire chypriote fournit néanmoins des informations plus ou moins satisfaisantes :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone.

www.cedar-rose.com

Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dinar jordanien (JOD).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 JOD = 1,21587 EUR

1 EUR = 0,82229 JOD

1 JOD = 1,41044 USD

1 USD = 0,70900 JOD

### → Meilleure monnaies de facturation des échanges

L'euro en premier et le dollar américain.

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et l'ancienneté de la relation commerciale, virement bancaire garanti par une lettre de crédit standby ou une assurance-crédit, sinon crédit documentaire irrévocable et éventuellement confirmé si le montant le justifie.

### → Déconseillés

Tous les autres, bien que certaines entreprises françaises continuent de commercer par remise documentaire, et constatent bien évidemment des retards de paiement...

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Environ 30 % de paiements d'avance. Localement, le délai moyen des opérations est de 30 à 45 jours. Dans le cadre d'un crédit documentaire, paiement à vue ou à 30 jours maximum. Quelques rares transactions à 60 jours.

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents et très importants si le paiement n'est pas sécurisé par une garantie, le plus souvent pour des problèmes de disponibilité des devises (risque de non-transfert très élevé, voir plus loin) ou tout simplement par manque de trésorerie. Les retards vont de 15 à 60 jours selon les secteurs et la taille de l'entreprise.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie. Veiller à sécuriser le paiement du solde.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Obtenir des garanties classiques est possible et à des coûts raisonnables. La lettre de crédit standby est de plus en plus utilisée en substitut du crédit documentaire : elle est soit émise localement, soit par des banques offshore.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

• Tribunal local ou français, au choix.

• Opter de préférence pour un tribunal français car les tribunaux jordaniens sont encombrés et leurs décisions assez longues. L'exécution en Jordanie d'un jugement rendu à l'étranger ne devrait pas poser trop de problèmes.

• Privilégier tout de même l'accord amiable.

### → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 112/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », la Jordanie était classée au 75<sup>e</sup> rang mondial (-1 place par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane)

associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 53 h. ; coût 131 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (6 h. ; 100 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 79 h. ; coût 206 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (55 h. ; 190 USD). ■



MOYEN-ORIENT.

## KOWEÏT • KWD

APPRECIATION DU CREDIT  
MANAGER MOCI

Risque pays : moyen

Risque client : moyen, à surveiller

### LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Pas de changement de diagnostic par rapport à la précédente édition de ce guide. En Jordanie, le comportement payeur des entreprises est assez bon en général. Toutefois, la récession économique, la crise financière mondiale et surtout la crise politique qui frappe la région ne sont pas sans effet : on signale une poursuite de la détérioration de la trésorerie des entreprises à la suite de restrictions du crédit bancaire, et donc un recours accru au crédit fournisseur. De plus, le risque de non-transfert est toujours élevé : 6/7. Rester très vigilant et très ferme sur les conditions de paiement. Pour les courants d'affaires réguliers, penser à la lettre de crédit standby, de plus en plus utilisée en Jordanie depuis quelques années.

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 4,9

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 0,7 % (estim.) ; 2020 : -8,1 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
58 930

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 40,116 (-38 %)

Import : 27,738 (-17 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 19,6 %

2 - Chine 17,9 %

3 - États-Unis 9,1 %

4 - Émirats arabes unis 8,4 %

5 - Japon 6,3 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,996 Md USD, +69,72 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup> :** 78/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC. 4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 2/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B1, risque de court terme faible (octobre 2021)

**Coface :** pays A4 ; environnement des affaires A3 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 1/7 ; commercial : E ; risque de transfert : 3/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours exacts. Il existait une société locale spécialisée mais elle a cessé ses activités. Recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place. Un prestataire chypriote fournit néanmoins des informations plus ou moins satisfaisantes :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone. [www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)

Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le dinar koweïtien (KWD). Taux de change au 18 octobre 2021 : 1 KWD = 2,84960 EUR

1 EUR = 0,34914 KWD

1 KWD = 3,30561 USD

1 USD = 0,30104 KWD

### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain (USD) majoritairement, puis l'euro (EUR).

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction et l'ancienneté de la relation commerciale, virement bancaire garanti par une assurance-crédit ou crédit documentaire éventuellement confirmé.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

20 % de transactions se font par paiement

d'avance. Pour le reste des opérations, plus de 50 % d'entre elles se font soit à vue, soit à 30 jours maximum.

Quelques rares transactions à 45/60 jours, à éviter.

### → Risques de retards de paiement

Si la créance n'est pas suffisamment sécurisée, les retards se sont multipliés ces dernières années avec une moyenne de 10 à 30 jours, surtout pour les transactions avec le secteur public, la moindre erreur de l'exportateur – administrative ou technique – étant immédiatement sanctionnée.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.



## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

On notait en général un bon comportement payeur des entreprises du Koweït, qui avaient à cœur de respecter leurs engagements. Mais, avec la crise économique mondiale, les tensions dans la région et une situation politique locale fragile depuis la crise de 2011-2012, les retards de paiement se sont multipliés ces dix dernières années pour les opérations non sécurisées. En février 2016, à la suite de la chute des prix pétroliers et gaziers, Credendo a dégradé le Koweït de 2 à 3 en risque court terme et 2 à 3 également en risque de non-transfert et n'a pas modifié cette appréciation depuis. Récemment, Credendo a reclassé le Koweït en risque commercial maximum, E, ce qui nous paraît tout à fait justifié. Curieusement les principaux autres assureurs-crédits ont conservé une position plus politiquement stable. Rappelons que la difficulté de pouvoir obtenir des informations fiables sur les clients doit inciter à la prudence, d'autant que l'on a très peu de statistiques sur les défaillances d'entreprises dans ce pays. Il faut donc rester prudent et prendre des précautions dans les transactions avec les opérateurs de ce pays.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties classiques sont possibles, mais elles sont souvent onéreuses et longues à obtenir. Notons qu'en matière d'appels d'offres publics, la garantie de soumission peut aller de 2 % à 5 % du montant de l'offre.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local. S'attendre à des jugements très longs à venir et à des décisions aléatoires. De plus, le droit koweïtien est assez complexe. Bien que modernisé ces dernières années, c'est un mélange de droit civil, de droit islamique et de droit coutumier... Et c'est le plus souvent cette dernière approche qu'appliquent les tribunaux locaux.
- Pour des montants élevés, privilégier une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Commencer par rechercher un arrangement amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 115/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Koweït était classé au 162<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 84 h. ; coût 665 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (72 h. ; 227 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 72 h. ; coût 634 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (96 h. ; 332 USD). ■



### APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : très élevé  
Risque client : très élevé

### CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup>** : 6,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup>** :  
2021 : ND ; 2020 : -25 %

**Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup>** :  
11 960

**Échanges de marchandises (2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup>** :

Export : 4,085 (-15 %)  
Import : 11,355 (-42,19 %)

**Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché)<sup>3</sup>** :

- 1 - Union européenne : 37,7 %
- 2 - États-Unis 8,2 %
- 3 - Turquie 7,4 %
- 4 - Chine 6,6 %
- 5 - Émirats arabes unis 5,6 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup>** :  
0,437 Md USD, -6,51 %

**Indice de perception de la corruption<sup>5</sup>** : 149/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE** : 7/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes** : D4 (risque de court terme élevé (octobre 2021)

**Coface** : pays D ; environnement des affaires D (octobre 2021)

**Credendo** : court terme : 7/7 ; commercial : C ; risque de transfert : 7/7 (octobre 2021)

**Atradius** : 9/10 (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours très fiables. Recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place. Un prestataire chypriote fournit néanmoins des informations :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone. [www.cedar-rose.com](http://www.cedar-rose.com)  
Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

La livre libanaise (LBP).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 1748,39 LBP

1 LBP = 0,00057 EUR

1 USD = 1507,50 LBP

1 LBP = 0,00066 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

L'euro en premier, puis le dollar américain.

### → Conseillés

Le Liban vit une triste descente aux enfers avec la pire crise économique et financière qui ait pu survenir à un pays depuis bien longtemps, ceci dans un contexte politique explosif. Avant la pandémie de la Covid-19 et la double explosion au port de Beyrouth début août 2020, et compte tenu du risque très élevé de non-transfert (7/7), près de 70 % des transactions (en dehors des paiements d'avance) étaient déjà sur la base de crédits documentaires souvent confirmés, offshore très souvent, le solde se répartissant entre virements bancaires, garantis par une lettre de crédit standby ou par une

assurance-crédit et quelques rares opérations non sécurisées et donc à risques (remise documentaire par exemple).

Depuis ces deux événements, il est essentiel de ne négocier que des paiements d'avance ou offshore. L'État est en faillite, les réserves en devises de la Banque du Liban sont à sec, avec l'effondrement de 90 % de sa monnaie en un an, à juin 2021. Les banques locales, déjà très faibles contrairement à ce que l'on pouvait lire ici ou là, étaient frappées de plein fouet par la crise économique libanaise. Restrictions drastiques d'accès au dollar, limitation des transferts vers l'étranger, les entreprises ont de plus en plus recours au marché parallèle. Courant septembre, avec la formation d'un nouveau gouvernement, la livre libanaise a repris quelques couleurs avec une hausse de près de 20 % face au dollar mais elle a rechuté presque immédiatement.

### → Déconseillés

Tous les autres, et plus particulièrement la remise documentaire si elle ne fait pas l'objet d'une traite avalisée par une banque de premier rang ou d'une couverture d'assurance-crédit.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

On constate une augmentation des transactions par paiement d'avance ou offshore (environ 50 %). Sinon, la majorité des opérations se font par crédit documentaire, soit à vue, soit à 30 jours maximum. Quelques exportateurs téméraires accordent de 60 à 90 jours, le plus souvent sans la sécurité d'une garantie...

*No comment.*

### → Risques de retards de paiement

Les retards sont très fréquents et très importants si le paiement n'est pas sécurisé par une garantie. Ils sont souvent dus à des problèmes d'insuffisance de devises ou de manque de trésorerie. Ils peuvent aller jusqu'à 60 voire 90 jours, mais majoritairement 30 jours.

### → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie. Veiller à sécuriser le paiement du solde.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Obtenir des garanties est possible, et à des

coûts raisonnables. La lettre de crédit standby est de plus en plus utilisée en substitut du crédit documentaire.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local ou français au choix.
- De préférence, choisir la France car les tribunaux libanais sont encombrés et leurs décisions assez longues. L'exécution au Liban d'un jugement rendu à l'étranger ne devrait pas poser trop de problèmes.
- Privilégier un accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 151/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing

Business 2020 », le Liban était classé au 153<sup>e</sup> rang mondial (-3 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 96 h. ; coût 480 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (48 h. ; 100 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 180 h. ; coût 790 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (72 h. ; 135 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Attention : depuis le 1<sup>er</sup> août 2021, le Liban est l'objet d'un régime de sanctions ciblées à l'encontre de certains dirigeants libanais : règlement (UE) 2021/1275 du Conseil du 30 juillet 2021 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Liban (<https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2021/1275/oj>) ou sur le site du Trésor français (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/liban>). Faire des affaires avec des entités liées de près ou de loin à ces personnes expose une entreprise européenne à ces sanctions.

Les deux explosions qui ont détruit le port de Beyrouth et une partie de la ville, en août 2020, ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le gouvernement n'y a pas survécu. Sont venues s'ajouter les coupures d'électricité dont souffre le pays depuis plusieurs mois maintenant. La situation du Liban, loin d'être stabilisée, s'est encore un peu plus dégradée. C'est l'un des plus mauvais risques politiques et économiques pour

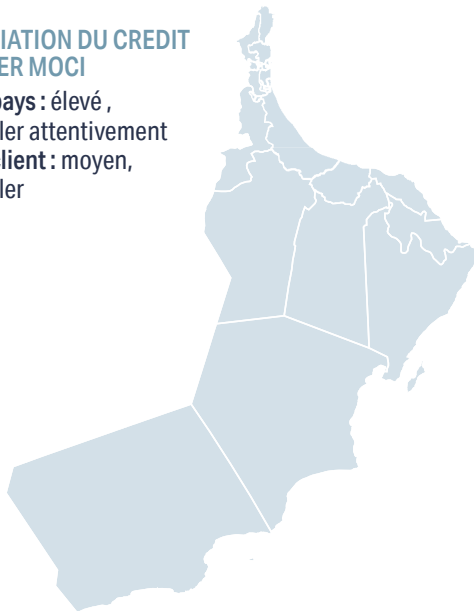
les exportateurs. Le risque de non-transfert est au maximum, 7/7 selon le classement de Credendo, et ceci sans nul doute pour de longs mois encore. Si pendant longtemps, la grande majorité des prestataires ont continué de saluer la solidité du système bancaire libanais, certains ont oublié juste un petit détail : cette solidité ne profitait qu'à l'État et au secteur public. On s'en doute un peu, le comportement payeur des opérateurs locaux est plus que médiocre compte tenu du fait qu'ils ont un accès très limité au financement bancaire à court terme et ont donc recours au crédit fournisseur. De plus, les banques libanaises, qui pendant très longtemps ont bénéficié d'une solide réputation, souffrent aussi beaucoup de la crise syrienne et pour certaines, très implantées en Syrie, l'impact a été très important. Être très vigilant et très ferme sur les conditions de paiement et le suivi des échéances si, par obligation ou par laxisme, on est amené à accorder des délais de paiement non sécurisés.

MOYEN-ORIENT.

# OMAN • OMR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : élevé,  
à surveiller attentivement  
Risque client : moyen,  
à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 4,4

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 2,4 % (estim.) ;  
2020 : -2,6 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
26 160

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**  
Export : 31,685 (-18 %)  
Import : 20,960 (-11 %)

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
0,294 Md EUR, -37,99 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 49/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 6/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** C3 risque de court terme  
significatif (octobre 2021)

**Coface :** pays C ; environnement des affaires  
A4 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 4/7 ; commercial : E ;  
risque de transfert : 6/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 6/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est difficile d'obtenir des informations fiables sur les entreprises locales : elles manquent de transparence, les bilans ne sont pas toujours exacts. Recourir aux réseaux d'affaires français et européens sur place. Un prestataire chypriote fournit néanmoins des informations plus ou moins satisfaisantes :

• **Cedar Rose Int. Services Ltd**

Société de l'Arab Business Information, basée à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures sources parmi les prestataires sur la zone.

www.cedar-rose.com

Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le rial omanais (OMR).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 0,44501 OMR

1 OMR = 2,84960 EUR

1 USD = 0,38370 OMR

1 OMR = 2,58931 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain et l'euro.

### → Conseillés

Selon le montant de la transaction, crédit documentaire irrévocable et confirmé ou virement Swift, éventuellement garanti par une lettre de crédit standby ou de l'assurance-crédit. Ce sont néanmoins les crédits documentaires qui dominent.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Même si dans les transactions locales, les

délais de paiement accordés sont plus ou moins longs (pour le secteur privé : 30 à 90 jours, secteur public : 60 à 120 jours), dans les transactions internationales, ne pas dépasser 30 jours, sauf si la créance est sécurisée.

## → Risques de retards de paiement

Les retards sont de plus en plus fréquents, principalement en raison d'insuffisance de devises fortes.

## → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties sont possibles, mais elles sont souvent onéreuses.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local uniquement.

- Les décisions rendues en France ne seront pas reconnues.
- Pour des montants élevés, privilégier une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Commencer par rechercher un arrangement amiable.

## → Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020 : 97/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », Oman était classé au 64e rang mondial (+8 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

- **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 28 h. ; coût 279 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (7 h. ; 107 USD).
- **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 39 h. ; coût 244 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (7 h. ; 124 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER



Jusqu'à récemment, le comportement payeur des entreprises restait dans l'ensemble satisfaisant. Mais compte tenu de la chute des prix dans les secteurs pétroliers et gaziers, plusieurs institutionnels et prestataires ont dégradé leurs cotations. Attention en particulier au risque de non-transfert : il a été dégradé à 6/7 par Credendo. On note, comme partout, un resserrement du crédit bancaire court terme, mais il n'existe pas de statistiques fiables en matière de défaillances d'entreprises. Compte tenu des incertitudes financières mondiales et du contexte politique régional marqué par un regain de tensions, rester prudent et sécuriser les opérations de montant significatif.



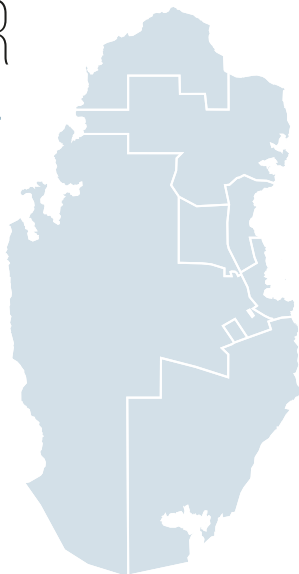


MOYEN-ORIENT.

# QATAR • QAR

## APPRÉCIATION DU CREDIT MANAGER MOCI

Risque pays : moyen  
Risque client : moyen  
à surveiller



## CHIFFRES CLÉS

**Population (millions, 2020)<sup>1</sup> :** 2,8

**Taux de croissance du PIB réel<sup>1</sup> :**  
2021 : 2,4 % (estim.) ; 2020 : -2,6 %

**Revenu national/hab. en parité  
de pouvoir d'achat (USD, 2020)<sup>2</sup> :**  
88 070

**Échanges de marchandises  
(2020, Md USD, évolution sur 2019)<sup>3</sup> :**

Export : 51,504 (-29 %)

Import : 25,835 (-11 %)

**Cinq premiers fournisseurs  
(avec part de marché)<sup>3</sup> :**

1 - Union européenne 22,7 %

2 - États-Unis 15,7 %

3 - Chine 14,9 %

4 - Royaume-Uni 7 %

5 - Inde 5,2 %

**Exportations françaises 2020<sup>4</sup> :**  
1,739 Md USD, -59,48 %

**Indice de perception  
de la corruption<sup>5</sup> :** 30/180

Sources : 1. FMI. 2. Banque mondiale. 3. OMC.  
4. IHS Markit. 5. Transparency international.

## 1. NOTES DE RISQUE PAYS

**OCDE :** 3/7 (octobre 2021)

**Euler Hermes :** B2 (risque de court terme  
moyen (octobre 2021))

**Coface :** pays A4 ; environnement des affaires  
A3 (octobre 2021)

**Credendo :** court terme : 2/7 ; commercial : E ;  
risque de transfert : 4/7 (octobre 2021)

**Atradius :** 3/10 positif (octobre 2021).

## 2. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS DE NOTORIÉTÉ SUR L'ACHETEUR

Il est très difficile d'obtenir des informations  
fiables sur les entreprises locales : elles  
manquent de transparence, les bilans ne sont  
pas toujours exacts. Recourir aux réseaux d'af-  
faires français et européens sur place. Un pres-  
tataire chypriote fournit néanmoins des infor-  
mations plus ou moins satisfaisantes :

### • Cedar Rose Int. Services Ltd

Société de l'Arab Business Information, basée  
à Chypre et spécialisée sur le Maghreb, le  
Proche et le Moyen-Orient. Une des meilleures  
sources parmi les prestataires sur la zone.  
www.cedar-rose.com. Tél. : +357 25 346630

## 3/ MOYENS DE PAIEMENT

### → Monnaie locale

Le rial qatari (QAR).

Taux de change au 18 octobre 2021 :

1 EUR = 4,19865 QAR - 1 QAR = 0,23541 EUR

1 USD = 3,62017 QAR - 1 QAR = 0,27309 USD

### → Monnaies de facturation des échanges

Le dollar américain et l'euro.

### → Conseillés

La majorité des transactions se réalisent par cré-  
dit documentaire irrévocable et éventuellement  
confirmé si le montant est justifié, sinon par vire-  
ment bancaire garanti par une assurance-crédit.

### → Déconseillés

Tous les autres.

## 4/ CONDITIONS DE PAIEMENT

### → Délais de paiement habituels

Une minorité de paiement d'avance. Quel que  
soit le mode de paiement retenu, paiement à  
vue ou à 30 jours maximum.

### → Risques de retards de paiement

Les retards étaient assez rares il y a encore

quatre ou cinq ans. Sauf dans certains secteurs (voir ci-après le conseil du credit manager) où des retards de paiement de 60 à 90 jours sont de plus en plus fréquents. On a aussi vu naître plusieurs contentieux sur de très gros contrats.

## → Acomptes à la commande

Demander des acomptes est possible si le montant le justifie.

## 5/ GARANTIES BANCAIRES LOCALES

Les garanties classiques sont possibles. Mais elles sont souvent onéreuses et longues à obtenir.

## 6/ TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ET DROIT APPLICABLE

- Tribunal local.
- Les jugements étant très longs et les décisions très aléatoires, pour des montants élevés, privilégier une cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC).
- Commencer par rechercher un accord amiable.

→ **Classement Banque mondiale, règlement insolvabilité, 2020** : 123/190.

## 7/ LOGISTIQUE ET DOUANE

La Banque mondiale a annoncé en septembre 2021 l'arrêt de la publication Doing Business. Nous rappelons ici les dernières évaluations disponibles. Dans le classement « Doing Business 2020 », le Qatar était classé au 101<sup>e</sup> rang mondial (-4 places par rapport à 2019) pour la performance du commerce transfrontalier. Sont mesurés dans cette rubrique les délais et les coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures : respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur. Les délais sont fournis en nombre d'heures et les coûts en dollars US. Le transport intérieur n'est toutefois pas intégré dans la note finale.

• **À l'export** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 25 h. ; coût 382 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (10 h. ; 150 USD).

• **À l'import** : respect des procédures de commerce transfrontalier (durée 48 h. ; coût 558 USD) ; respect des exigences en matière de documentation (72 h. ; 290 USD). ■

## ■ LE CONSEIL DU CREDIT MANAGER

Sur le plan diplomatique, il a été mis fin à l'embargo mis en place en juin 2017 par quatre pays de la zone (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn et Égypte). Petit à petit, le pays relève la tête et la situation revient progressivement à la normale. Le Qatar, assis sur ses immenses réserves d'hydrocarbures, notamment gazières, reste cependant l'un des « meilleurs risques » de la région, avec le Koweït... Mais attention : le risque de transfert est toujours très élevé, 4/7 selon Credendo.

On signalait pourtant un bon comportement payeur en général, les entreprises du Qatar ayant à cœur de respecter leurs engagements. Néanmoins, on constate depuis plusieurs années des retards de paiement, particulièrement dans le secteur de la construction, souvent liés à des désaccords sur les situations de travaux et non

à des problèmes de trésorerie. En 2015, plus de trente litiges ont ainsi été portés devant la Cour d'arbitrage de l'ICC (Chambre de commerce internationale), contre moins de cinq en moyenne dix ans avant... Récemment, un grand groupe de BTP britannique, en faillite, annonçait qu'un défaut de paiement du Qatar d'environ 200 millions de livres avait accéléré sa chute. Verrouillez donc bien les clauses spécifiques des contrats relatives à ces aspects clés. Et dans tous les cas, ne négligez pas de sécuriser les opérations, compte tenu du contexte de crise financière internationale qui perdure, d'autant plus qu'il semble que les conditions d'octroi des crédits bancaires se sont un peu durcies localement et qu'à court terme, une dégradation des délais de paiement est tout à fait plausible. Prudence donc pour les transactions de montant significatif.





DIRCOM : 2021-029 - ©Photo : AdobeStock

# Carnets ATA

**Le Carnet ATA est un document douanier qui permet d'exporter temporairement des marchandises ou du matériel. Il remplace les déclarations douanières classiques à établir lors de chaque franchissement de frontière et permet donc un gain de temps et d'argent non-négligeable.**



## Les Avantages du Carnet ATA

- Ne payer ni taxes ni droits de douane sur les marchandises transportées.
- Une procédure simple, rapide et sûre.
- Un document douanier accepté dans 75 pays.



## Les caractéristiques du Carnet ATA

- Son coût varie en fonction de la valeur des marchandises transportées et du nombre de destinations.
- Sa durée de validité est de 12 mois.
- Il permet de réaliser jusqu'à 8 voyages à l'étranger.
- En raison de la libre-circulation des marchandises au sein de l'Union européenne, le Carnet ATA n'est pas requis dans les échanges intra-communautaires.

*La plateforme GEFI,  
point de passage  
de toutes les demandes  
de Carnets ATA.  
Commandez votre  
Carnet ATA sur  
**formalites-export.com***

Département des Facilitations du Commerce Extérieur

DGA CCI International Paris Ile-de-France • 9 rue Coquillière 75001 Paris • [webata@cci-paris-idf.fr](mailto:webata@cci-paris-idf.fr)



01 55 65 44 44

Prix d'un  
appel local

Du lundi au vendredi de 9H00 à 17H30



CCI PARIS ILE-DE-FRANCE  
INTERNATIONAL

# LE E-COMMERCE AVEC DHL ? C'EST SUPER EFFICACE.

L'expertise de DHL en matière de e-commerce à votre service à travers le monde. Nous vous aidons à **suivre le rythme des clics**.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur -> [dhl.com/ecommerce](https://www.dhl.com/ecommerce)



**DHL**  
EXCELLENCE. SIMPLY DELIVERED.  
\*L'EXCELLENCE À VOTRE SERVICE. TOUT SIMPLEMENT.

**SUIVEZ LE RYTHME DES CLICS**